

**UNIVERSITÉ GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**L'INSTRUMENTALISATION DE L'ÉNERGIE DANS LA POLITIQUE
ÉTRANGÈRE RUSSE ET SES EFFETS SUR LA POLITIQUE ÉNERGETIQUE DE
L'UNION EUROPÉENNE**

THESE DE MASTER RECHERCHE

Zeynel KILINÇ

Directeur de Recherche: Prof. Dr. Mehmet ARDA

JUIN 2013

PRÉFACE

Je voudrais exprimer ma gratitude à mon directeur Prof. Dr. Mehmet Arda et Prof. Dr. Ercüment Tezcan pour leurs commentaires, remarques et engagement bénéfiques dans le processus de la composition de cette thèse de master. Je les remercie de tout mon cœur également pour m'encourager sur ce sujet et m'aider à dresser un bon plan de travail. Et surtout, je voudrais remercier ma femme, ma chéri, qui a fait preuve d'un soutien persévérant tout au long du processus.

LA TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACEii
LA TABLE DES MATIÈRESiii
LA LISTE DES ABBRÉVIATIONSvi
LA LISTE DES TABLEAUX ET CARTESvii
RÉSUMÉviii
ABSTRACTxiii
ÖZETxviii

Introduction 1
---------------------------	-----

*Ère partie: Le développement de la politique énergétique russe et
l'instrumentalisation de l'énergie dans sa politique étrangère*

A. L'importance des industries pétrolière et gazière de la fédération russe 6
1. L'industrie pétrolière.....	. 6
2. L'industrie gazière.....	. 9
B. L'histoire des industries énergétiques russes: de l'union soviétique (L'URSS) à la fédération russe 12
1. L'émergence des ressources d'énergie dans l'URSS.....	. 12
2. L'effondrement de l'URSS et la réorganisation du secteur d'énergie.....	. 15
a. Les années d'Eltsine: une privatisation déchainée.....	. 16
b. L'émergence des oligarques: le pillage des établissements énergétiques.....	. 17
c. 'prêts-contre-actions'.....	. 19
3. Les ressources d'énergie et l'économie russe.....	. 24
a. La crise économique de 1998.....	. 24
b. La croissance des prix énergétiques: l'économie se rétablit.....	. 26
4. Les années de Poutine: une nouvelle approche énergétique.....	. 28

a. Le rétablissement du contrôle étatique sur l'Industrie d'Énergie.....	31
b. Les investisseurs étrangers dérangés.....	35
b.1. La licence du champ gazière de Kovykta.....	38
b.2. Le déni d'accès aux gazoducs domestiques à Itera.....	39
b.3. Sakhalin II: une guerre pour actions.....	40
C. Les problèmes de l'économie énergétique.....	41
1. Une économie rentière.....	42
2. Une croissance basée sur des prix énergétiques.....	43
3. Une approche problématique sur tarification d'énergie.....	44
4. La manque de capacité infrastructurelle.....	47
5. La déficience de l'investissement étrangère direct dans les hydrocarbures.....	49
D. L'instrumentalisation de l'énergie dans la politique étrangère russe.....	51
1. La chute de l'URSS et la recherche d'identité dans les affaires étrangères.....	51
2. L'effet de Poutine sur la politique étrangère russe.....	54
a. La russie: la nouvelle puissance énergétique.....	58
b. La politique énergétique russe dans l'espace postsoviétique....	61
b.1. L'europe de l'est et centrale.....	61
b.2. L'asie centrale.....	69
b.3. Nouveaux concurrents à bord: les Etats-Unis, l'UE et la Chine.....	74
 <i>IIème partie : Le facteur russe dans la politique énergétique de l'UE</i> 	
A. Le profil de l'énergie européenne et le rôle de la russie dans la sécurité énergétique de l'union.....	86
1. Les infrastructures de transport d'énergie entre la russie et l'UE.....	91
2. L'évolution des liens énergétiques euro-russes.....	93
3. La guerre du gaz russo-ukrainienne: l'UE se réveille.....	96
B. Les approches contradictoires: l'institutionnalisme multilatéral contre le réalisme géopolitique.....	99
1. La perspective de l'union européenne: l'institutionnalisme multilatéral.....	100
a. Le livre vert de 2006: une stratégie européenne pour une énergie Sûre, Compétitive et Durable.....	101
b. Le traité sur la charte de l'énergie et le dialogue énergétique...	103

c. Les efforts de libéralisation et intégration des marchés: paquets d'énergie.....	107
d. L'approche des états membres.....	112
2. La perspective russe: réalisme géopolitique.....	117
a. La "politique de pouvoir" russe.....	118
b. La bilatéralisation des relations énergétiques: "diviser et régner".....	124
c. Gazprom dans les marchés en aval (<i>downstream</i>) de l'EU.....	132
d. La tarification différente sur les pays de l'UE.....	134
C. La diversification de l'approvisionnement énergétique: Les options et défis.....	140
1.L'engagement dans le voisinage commun: le caucase et l'asie centrale.....	144
2. L'afrique du nord: opportunités dans l'incertitude.....	147
3. La potentiel de gaz de schiste: une révolution dans les marchés de l'énergie?.....	151
4. Les alternatives plus loines: la méditerranée de l'est.....	155
5.Les possibilités de diversification.....	158
CONCLUSION.....	161
BIBLIOGRAPHIE.....	170
CURRICULUM VITAE.....	190

LA LISTE DES ABBRÉVIATIONS

AIE	: Agence Internationale de l'Énergie
AIE	: l'Administration d'Information sur l'Énergie
BP	: British Petroleum
BEI	: La Banque européenne d'investissement
BERD	: La Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BTC	: Bakou-Tbilissi-Ceyhan
CEI	: Communauté des états indépendants
CNPC	: China National Petroleum Corporation
FMI	: Fonds Monétaire International
GACC	: Le Gazoduc de l'Asie centrale-Chine
GNL	: Gaz naturel liquifié
IED	: Investissement étranger direct
IOC	: International Oil Company (compagnie pétrolières internationale)
ITGI	: l'Interconnexion Turquie-Grèce-Italie
OCS	: Organisation de coopération de Shanghai
OMC	: L'Organisation mondiale du commerce
OPEP	: L'Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN	: L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PIB	: Le produit intérieur brut
RFA	: République Fédérale d'Allemagne
TCE	: Traité sur la Charte de l'Énergie
UE	: l'Union Européenne
URSS	: L'Union des républiques socialistes soviétiques
PSA	: Production Sharing Agreement (l'accord de partage de production)

LA LISTE DES TABLEAUX ET CARTES

TABLEAUX	Page
La Table 1: Production de Gaz Naturel en Russie-2011.....	11
La Table 2 : L'évolution du prix du baril du pétrole Brent, 1987-2012.....	27
La Table 3 : Élimination des oligarques russes par Poutine.....	32
La Table 4: Prix d'exportation vers l'Ouest.....	84
La Table 5: Les importations du gaz de l'UE.....	88
 CARTES	
La Carte 1: les régions clés de la production pétrolière.....	7
La Carte 2: Les régions clés de la production gazière.....	10
La Carte 3: South Stream, Nord Stream et Nabucco.....	63
Le Carte 4: La Dépendance de l'UE du Gaz Russe.....	90
La Carte 5: Les Gazoducs Clés vers l'Europe.....	131
La Carte 6 : Les Champs de Gaz Récemment Découverts en Méditerranée de l'Est.....	157

RÉSUMÉ

Les besoins énergétiques croissants dans les pays européens qui résultent de la croissance rapide du secteur de fabrication et d'autres secteurs industriels ont rendu inévitable l'établissement des relations énergétiques avec les pays producteurs d'énergie géographiquement proches tels que la Norvège, l'Algérie, l'Égypte, la Libye, l'Arabie Saoudite et surtout la Russie. Bien que les relations énergétiques UE-Russie aient suivi une trajectoire stable et constructive tout au long de plusieurs décennies, cette relation de l'énergie mutuellement bénéfique est devenue vulnérable au cours des dix dernières années suivant l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Dès cette époque-là, M. Poutine a défini un certain nombre de principes et d'approches énergétiques de manière systématique. Dans ce contexte, détentrice des plus importantes réserves d'hydrocarbures du monde, la Russie apparaît comme l'unique et le plus grand producteur mondial aussi bien de pétrole que de gaz, et ces derniers ont été demeurés un élément clé pour la position économique et politique de la Russie et pour ses relations avec les pays voisins et européens.

Cette dominance russe sur les deux produits importants pour l'économie de l'Europe et son utilisation des ressources énergétiques comme un outil politique afin de rétablir son influence dans la région et de consolider sa position sur l'arène internationale inquiètent les pays de l'ancien bloc soviétique. Certains pays de l'Union Européenne telle que les pays Baltes satisfont presque tous ses besoins pétroliers et gaziers par ses importations de la Russie. Ce niveau de dépendance des ressources russes et les efforts de la Russie d'établir une politique étrangère sur la base de son pouvoir énergétique créent un dilemme de sécurité énergétique pour l'UE. Conformément à son approche de sécurité nationale, la Russie cherche à établir une sphère d'influence sur les pays frontaliers, une politique qui entre en conflit direct avec les intérêts et les politiques de l'UE dans les pays producteurs d'énergie où l'UE cherche à établir de nouvelles relations, mais aussi dans le «voisinage commun» comprenant les états membres de l'Europe de l'Est.

Plus conscient de la dépendance absolue des pays de l'UE des approvisionnements énergétiques russes, la Commission européenne a entrepris la formulation d'une stratégie raisonnable vis-à-vis de la Russie afin de soulager la dépendance de la superpuissance énergétique. Suite à la crise de 2006 entre la Russie et l'Ukraine qui avait laissé les européens sans énergie au milieu de l'hiver, elle a doublé ses efforts de mettre en œuvre une stratégie en deux volets qui, d'une part, dans le cadre de l'approche normative institutionnaliste de l'UE, a intensifié les efforts multilatéraux visant la consolidation du marché énergétique de l'UE vis-à-vis Moscou sur le plan interne et l'exportation de ses propres principes de marché à la Russie sur le plan externe, et, d'autre part, a essayé de diversifier les approvisionnements énergétiques de l'Union par des pipelines à amener des ressources alternatives à celle de la Russie. À cet égard, alors que l'Union a tenté de développer un marché d'électricité et du gaz totalement libéralisé et compétitif à

travers une série de paquets de directives sur l'énergie afin d'exploiter le potentiel considérable du marché intérieur de l'UE pour sa sécurité énergétique et à unifier les états membres contre les agissements monopolistiques de Gazprom sur le plan interne, il a aussi essayé d'exporter ses principes de marché en Russie à travers le Traité sur la Charte de l'Énergie et le Dialogue Énergétique.

Cependant, parce que les approches des pays membres sont incompatibles en ce qui concerne une telle politique, il est très difficile d'établir un marché intégré et libéralisé, ce qui est dû partiellement à la réticence des pays à transférer leurs autorités sur leur sécurité énergétique à une institution supranationale, et partiellement à leur poursuite de leurs intérêts nationaux énergétiques. En outre, vis-à-vis des politiques de la Commission Européenne pour briser la dominance russe sur les marchés européennes, la Russie à son côté intensifie la division entre les pays européens par la politique de "diviser et régner" en conduisant ses relations énergétiques avec les pays majeurs de l'Europe sur la base bilatérale. Cette stratégie constitue un obstacle majeur aux efforts de l'UE de formuler une politique commune contre la Russie.

À cet égard, à la lumière de la politique étrangère dynamique que la Russie poursuit par l'utilisation de ses ressources d'énergie, et de la dépendance de l'UE de ces ressources et la division entre les pays membres relative à une politique commune énergétiques, ce thèse vise à offrir une évaluation des liens énergétiques de l'UE-Russe sur la base des approches respectives des deux parties aux relations internationales, autrement dit, le réalisme géopolitique russe contre l'institutionnalisme de l'UE.

Dans cette thèse, qui compose de deux parties, on va aborder, dans la première partie, l'évolution des ressources d'énergie russes comme un facteur déterminant dans la politique étrangère du pays. Dans ce respect, premièrement, on va dépeindre le profil énergétique russe et puis se concentrer sur l'histoire du développement des industries énergétiques de l'ère Soviétique jusqu'aux années 2000 en mettant l'accent sur la transformation que ces industries ont connue durant la privatisation des années 1990 et la de-privatisation des années Poutine et leur prise en contrôle étatique. Par la suite, les problèmes auxquels les investisseurs étrangers ont dû faire face après la nationalisation des biens énergétiques et le rétablissement du contrôle étatique sur l'industrie d'énergies seront traités en se concentrant sur quelques exemples frappants tels que Kovykta et Sakhalin. Pendant ce temps, on va aussi aborder la crise économique de 1998 avec ses impacts immédiats sur le secteur et le rétablissement économique suivant la montée des prix de l'énergie; et puis les problèmes que le secteur énergétique connaît actuellement seront abordés avec un accent mis sur les impacts chroniques de "la maladie néerlandaise" sur l'économie russe.

Ensuite, on va étudier les vues de Poutine sur les ressources énergétiques et ses efforts de renforcer le pays politiquement par utilisation de ces ressources comme un outil stratégique dans les relations bilatérales avec les pays de voisinage. À cet égard, les politiques énergétiques de la Russie dans la sphère ancienne soviétique vont être mises sur la table en également se concentrant sur les nouveaux acteurs comme l'UE, les États-Unis et la Chine qui essaient d'établir des liens énergétiques dans la région. Et le rôle que la Chine a commencé à jouer ces dernières années sera analysé en mettant sur la table ses efforts d'acquérir un pouvoir croissant sur les réserves des pays de l'Asie Centrale.

Dans la deuxième partie de la thèse, premièrement, on va traiter le profil énergétique de l'UE et le rôle que la Russie joue dans l'approvisionnement des ressources dont les pays européens ont besoin, et l'évolution de la relation énergétique entre la Russie et l'UE. Et puis les approches des deux parties aux liens énergétiques entre eux-mêmes seront abordées à la lumière des leurs visions du monde relatives aux relations internationales, autrement dit, le réalisme géopolitique de la Russie et l'institutionnalisme multilatéral de l'UE. À la suite, on va jeter un œil aux efforts européens d'exporter les principes de son marché à la Russie par le TCE et le Dialogue Énergétique et, ensuite, les réponses russes aux ces initiatives par la stratégie de "diviser et régner" pour entraver la cohérence au sein de l'UE. Dans ce cadre, on va aussi aborder la bilatéralisation des relations énergétiques (notamment en termes gaziers) russes avec l'UE par la mise de l'accent sur ses liens avec les majeurs de l'Europe telles que l'Allemagne, la France et l'Italie.

Dans le dernier chapitre de la deuxième partie, les options et défis liés aux opportunités de diversification des ressources d'approvisionnement gazier de l'UE seront mises en table en se concentrant sur le gaz de schiste comme une véritable ressource complémentaire, mais pas alternative, au gaz russe. Dans ce chapitre, on va affirmer qu'il existe de nombreuses alternatives au gaz naturel russe pour l'Europe à choisir, mais il serait difficile, sinon impossible, pour l'Europe d'envisager de remplacer toutes les importations de gaz naturel russe. Certains pays et les entreprises de l'UE semblent également réticents à changer de façon significative le statu quo. Certains des plus grandes entreprises de gaz naturel de l'Europe ont d'énormes intérêts financiers au maintien des approvisionnements russes et ne voient pas un problème dans la dépendance considérable d'un seul pays. Il est important de garder à l'esprit que la Russie détient non seulement les plus grandes réserves de gaz naturel dans le monde, mais il a déjà une importante infrastructure reliant ses ressources à l'Europe.

Les réserves de l'Asie centrale et la mer Caspienne offrent la possibilité de réduire le dilemme énergétique de l'UE avec la Russie, en termes de production et de transit de gaz à la fois. Cependant, l'isolement géographique de l'Asie centrale et la mer Caspienne et le manque de gazoducs indépendants de la Russie rendent difficile de renouveler une relation énergétique entre ces états et l'Europe. À cet égard, le principal problème réside dans l'absence d'une stratégie européenne cohérente pour apporter leurs réserves à la consommation des états européens, qui pourrait convaincre les états d'Asie centrale et de la Caspienne sur la fermeté européenne à établir un partenariat énergétique réelle avec eux-mêmes.

En Afrique du Nord, les transitions gouvernementales en cours en Libye et Egypte sont un facteur clé pour le développement du gaz naturel. Les deux pays ont d'importantes ressources de gaz naturel, mais les contraintes politiques ont limité le développement de ces ressources. De nouvelles découvertes en Méditerranée de l'Est constituent une nouvelle source potentielle de gaz naturel européen. Toutefois, ni Israël, ni Chypre n'a aucune expérience dans le développement de projets de gaz naturel à grande échelle et ils n'ont aucune stratégie d'exportation financièrement raisonnable pour atteindre les marchés européens, qui sont les deux facteurs difficiles entravant les ambitions israéliennes et chypriotes de vendre leurs réserves de gaz vers les marchés internationaux.

Quant au gaz de schiste, on va proclamer qu'à quel point le gaz de schiste va changer le jeu en Europe n'est pas encore clair, et que les questions environnementales, dans les quartiers les plus peuplés, vont se jouer comme un facteur clé en ce qui concerne le développement du potentiel de gaz de schiste en Europe. Le gaz de schiste a évidemment changé le marché du gaz naturel en Amérique du Nord et il a permis aux États-Unis d'éliminer sa dépendance énergétique et, en outre, de réduire la quasi-totalité de ses besoins d'importation de GNL. La combinaison de ce développement avec la récession économique a entraîné une offre excédentaire sur le marché international du GNL qui a exercé une forte pression à la baisse sur les prix du gaz à travers le monde. Cependant le gaz de schiste en soi n'a pas encore changé l'équilibre général de l'énergie en Europe, et il n'est pas clair si cela va se concrétiser avant 2020. Donc, il est très tôt pour dire que le secteur de schiste, qui nécessite beaucoup plus approfondissement et des investissements considérables des usines de liquéfaction et de regazéification, aura un effet dramatique sur les marchés européens de l'énergie.

En conséquence, on va affirmer que 'malgré que la politique énergétique politisée et autoritaire de la Russie, et sa division relativement réussie entre les états de l'UE qui lui permet de contourner les principes et les efforts de diversifier les ressources d'énergie puissent à première vue dépendre les relations énergétiques l'UE-Russie comme asymétrique, le marché intérieur de la Russie suggère le contraire étant donné que la Russie dépend fortement des revenus du marché de l'UE, et sera de même pour un certain temps à l'avenir, ce qui révèle l'interdépendance entre les deux parties. Bien que la Russie possède les plus grandes réserves mondiales de gaz naturel, ses champs de gaz les plus importants en Sibérie occidentale, Yamburg, Urengoy et Medvezhye qui, ensemble, représentent environ 60% de la production totale de gaz de la Russie, ont commencé à s'épuiser. Par conséquent, de nouveaux gisements de gaz, en particulier de Chtokman au large de la mer arctique de Barents et ceux en péninsule de Yamal doivent être développés tout d'urgence et prises en production. Ceci, cependant, est une entreprise extrêmement coûteuse et difficile, compte tenu du fait que ces champs sont situés dans les zones géographiquement difficiles dans l'extrême-Nord, et sont donc hostiles à la technologie et l'équipement, tout en exigeant de longs tronçons de transport par pipeline. Le développement de nouveaux gisements de gaz constituera donc un fardeau financier considérable pour Gazprom.

À la lumière de ces perspectives, il y a une préoccupation croissante à savoir que Gazprom sera effectivement en mesure de respecter ses engagements contractuels, tout en satisfaisant la demande intérieure dans le futur. Alors que l'AIE estime que Gazprom doit investir 17 milliards de dollars par an jusqu'en 2030 dans les entreprises d'extraction et de production ainsi que dans la maintenance de l'infrastructure de pipeline actuel à cet effet, certains affirment même que le développement de nouveaux gisements de gaz est impossible, sur la base des ressources financières de la seule Russie. Ce jugement semble particulièrement plausible lorsque l'on sait que la plupart des autres secteurs de l'économie russes ne sont pas compétitifs au niveau international, et ne peuvent donc pas suffisamment financer le développement du secteur énergétique de la Russie. Ces résultats confirment que la Russie dépend fortement de la demande de l'UE pour maintenir et augmenter la capacité de production de son secteur énergétique et pour moderniser le reste de l'économie.

Actuellement, une majorité de 70% des exportations de gaz russe est destinée à l'UE. La Communauté génère ainsi jusqu'à deux-tiers du salaire annuel de Gazprom, même si elle ne représente qu'un-tiers de sa production totale. À cet égard, il faut noter que Gazprom est d'une énorme importance économique pour le Kremlin: il est l'élément le plus important de la Russie qui gagne les devises fortes, et dont les paiements d'impôts représentent un quart des revenus annuels fédéraux de l'état russe. Par conséquent, bien que l'état russe voie l'énergie comme un outil de politique étrangère dans une perspective réaliste, il a aussi de fortes incitations économiques afin d'éviter les relations énergétiques contradictoires avec l'UE, pour éviter de mettre des fonds publics vitaux en danger.

Alors que Moscou exprime à plusieurs reprises des plans d'exporter plus de gaz vers l'Est lorsque la coopération énergétique avec l'UE est mal à l'aise en raison des efforts de restriction de l'UE concernant les investissements en aval russes, son infrastructure de pipeline la relie actuellement à l'Europe. En outre, parce qu'il vaut de nombreuses années de construire les nouveaux réseaux de pipelines qui requièrent d'importants investissements supplémentaires, de nouveaux gazoducs ne seront probablement pas une priorité immédiate pour Gazprom étant donné son défi de l'investissement actuel. D'autre part, les possibilités d'exportations vers les marchés asiatiques, notamment la Chine, semblent encore moins attrayant que vers l'UE, car Pékin n'est à ce jour pas prêt à payer les prix européens. Par conséquent, en dépit de l'existence d'un potentiel de conflit considérable et des intrinsèquement différentes approches à leur relation d'énergie, il semble qu'il n'est guère possible que la Russie remplace l'Europe comme la principale destination des exportations russes de gaz naturel, au moins pendant un certain temps à venir. Et bien sûr le contraire est aussi vrai. Il peut donc être conclu que pour la Russie comme pour l'UE, leurs relations énergétiques peuvent être qualifiées de difficiles, mais néanmoins essentielles, et donc il est probable qu'elles resteront liés ensemble pour le meilleur ou pire à court et à moyen terme à l'avenir.

ABSTRACT

The increasing energy needs in European countries resulting from the rapid growth of manufacturing and other industrial sectors have rendered inevitable the institution of energy relations with geographically close energy producer countries such as Norway, Algeria, Egypt, Libya, Saudi Arabia and most importantly Russia. Though the EU-Russia energy relations followed a stable and constructive path throughout several decades, the mutually beneficial energy relationship turned into a vulnerable one in the last ten years following the accession to power of Vladimir Putin. From that time onwards, Putin has formulated systematically a number of principles and approaches towards the energy resources of the country. In this context, holding the largest hydrocarbon reserves in the world, Russia appears to be unique and the largest producer of oil as well as gas, and these resources have been a key element in the economic and political position of Russia and its relations with neighboring and European countries.

The Russian dominance on the two products important for the European economy and its use of energy resources as a political tool to restore its influence in the region and strengthen its position in the international arena concerned countries of the former Soviet bloc. Some European countries such as the Baltic countries meet almost all its oil and gas needs by imports from Russia. This level of dependence on Russian resources and Russia's efforts to establish a foreign policy based on its energy resources create an energy security dilemma for the EU. Consistent with its approach to national security, Russia seeks to establish a sphere of influence in neighboring countries, a policy that is in direct conflict with the interests and policies of the EU in the energy-producing countries where EU seeks to build new relationships, but also in the "common neighborhood" including member states of Eastern Europe.

More conscious of the absolute dependence of the EU countries on Russian energy supplies, the EU Commission embarked on formulating a reasonable strategy vis-à-vis Russia in order to alleviate the energy dependence of the Member States on the energy superpower. Following the crisis of 2006 between Russia and Ukraine which left the Europeans without energy in the middle of winter, it doubled its efforts to implement a two-fold strategy which, on the one hand, as part of the EU's institutionalist and normative approach, has stepped up the multilateral efforts oriented to consolidation of EU energy market vis-à-vis Moscow on the internal level and to exporting its own market principles to Russia on the external level and on the other hand tried to diversify the energy supplies of the Union through pipelines transferring alternative resources to that of Russia. In this respect, while the Union tried to develop fully liberalised and competitive internal gas and electricity markets through a series of packages of energy directives in order to utilise the considerable potential of the EU internal market for its energy security and to unify the Member States against the monopolistic actions of Gazprom on the

internal level, it tried to export its market principles to Russia through Energy Charter Treaty and Energy Dialogue.

However, because the approaches of member states are inconsistent with regard to such a policy, it is very difficult to establish an integrated and liberalized market, which is partly due to the reluctance of countries to transfer their authority on energy security to a supranational institution, and partly to their pursuit of national energy interests. To counter the Commission's efforts to break Russian dominance over the European energy markets, Russian government in its turn tries to widen the gap with the so-called divide and rule strategy by dealing with the leading countries within the Union on a bilateral basis. And this strategy constituted a major obstacle for the EU efforts to formulate a common policy against Russia.

In this regard, in the light of the dynamic foreign policy that Russia pursues with the use of its energy resources, and of the dependence of EU on these resources and the division among the member countries on a common policy energy, this thesis aims to provide an assessment of energy relations between EU and Russia on the basis of the respective approaches of the two parties to international relations, in other words, the Russian geopolitical realism against the institutionalism of the EU.

In this thesis, which consists of two parts, we will address, in the first part, the development of Russian energy resources as a determinant in the foreign policy. In this respect, first, we will portray the Russian energy profile and then focus on the history of the development of energy industries from the Soviet era until the 2000s by focusing on the transformation that these industries have experienced during the privatization of the 1990s and the de-privatization of the Putin years. Thereafter, the problems that foreign investors faced after the nationalization of energy assets and the restoration of state control over the energy industry will be put on the table by focusing on a few striking examples such as Kovykta and Sakhalin. Meanwhile, we will also address the economic crisis of 1998 with its immediate impact on the sector and next the economic recovery resulting from rising energy prices, and then the problems that the energy sector is currently experiencing will be discussed with an emphasis on the chronic effects of "Dutch disease" on the Russian economy.

Then we will explore the views of Putin on energy resources and his efforts to strengthen the country politically by use of these resources as a strategic tool in bilateral relations with the neighboring countries. In this regard, energy policy of Russia in the former Soviet sphere will be analyzed by also focusing on new players such as the EU, the United States and China which all try to establish energy links in the region. And the role that China has begun to play in recent years will be analyzed by putting on the table its efforts to acquire a growing power on the reserves of the countries of Central Asia.

In the second part of the thesis, first, we will deal with the energy profile of the EU and the role that Russia plays in the supply of resources that European countries need, and with the evolution of the energy relationship between Russia and the EU. And then the approaches of the two parties to the energy links between them will be discussed in the light of their views on international relations, i.e. the geopolitical realism of Russia and the multilateral institutionalism of EU. As a result, we will take a look at Europe's efforts to export its market principles to Russia by the Energy Charter Treaty and the Energy Dialogue and then the Russian response to

these initiatives by the strategy of "divide and rule" aimed at hindering coherence within the EU. In this context, we will also address the bilateralization of Russian energy relations (especially in the field of gas) with the EU by putting emphasis on its relationship with the majors of Europe such as Germany, France and Italy.

In the last chapter of the second part, options and challenges to opportunities for diversification of EU gas supplies will be put on table focusing on shale gas as a real additional resource, but not alternative, to Russian gas. In this chapter, it will be admitted that there are many alternatives to Russian natural gas for Europe to choose from, but it would be difficult, if not impractical, for Europe to consider replacing all Russian natural gas imports. Some EU countries and companies also appear reluctant to shift significantly from the status quo. Some of Europe's larger natural gas companies have huge financial interests in maintaining Russian supplies and do not see a problem in depending so much on one country. It is important to keep in mind that Russia not only holds the largest supplies of natural gas globally, but already has significant infrastructure connecting its resources to Europe. A major test for the EU in developing a more coherent energy policy for Europe could be how to balance these views with those of other member states that are more dependent on Russian energy and are concerned by the political leverage Russia could exert on parts of Europe if no alternatives are found to alleviate at least some of that dependence.

The Caspian and Central Asian reserves offer an opportunity to lessen the EU's energy dilemma with Russia, both in terms of production and transit of gas. Geographical isolation of the Central Asian and Caspian states and the lack of independent natural gas pipelines from Russia makes it difficult to forge an energy relationship between those states and Europe. However the main problem lies in the lack of a coherent European strategy to bring their reserves to European consumer states, which would convince the Central Asian and Caspian States about the European firmness to build a real energy partnership with themselves.

In North Africa, ongoing governmental transitions in Libya and Egypt are a key factor for natural gas development. Both countries have large natural gas resources, but political constraints have limited the development of these resources. Meanwhile, new discoveries in the eastern Mediterranean pose a potential new source of European natural gas. However, neither Israel nor Cyprus has any experience in developing large scale natural gas projects and they lack any financially reasonable export strategy to reach European markets, which are the two challenging factors that hamper Israeli and Cypriot ambitions to sell their gas reserves to international markets.

Regarding the shale gas, it will be stated that 'to what extent shale gas will change the game in Europe is still unclear, and that environmental issues, in the more densely populated parts, will play out as a key factor regarding development of the potential of shale gas in Europe. Shale gas has certainly changed North America's natural gas market; and shale gas enabled the US to remove its energy dependency and, furthermore, to reduce nearly all of its LNG import needs. The combination of this development with the economic recession led to an oversupply of the international LNG market that placed strong downward pressure on gas prices around the world. However shale gas per se has not yet changed the overall energy balance in Europe, nor is it clear if it will materialize before 2020, therefore it's too early to say that a the shale gas sector, which require further elaboration and

considerable investments such as LNG liquifaction and regasification facilities will have a dramatic effect on the European energy markets.

In the conclusion, it will be suggested that while Russia's politicised and assertive energy policy, and its relatively successful dividing of EU member states allowing it to circumvent EU principles and efforts to diversify energy resources away from Russia may at first sight seem to portray EU/Russia power relations as asymmetric, Russia's domestic market suggests otherwise by highlighting that Russia heavily depends on revenues from the EU market, and will do so for some time in the future, which reveals the interdependency between the two sides. Although Russia owns the world's largest reserves of natural gas, its most important gas fields, in Western Siberia, Yamburg, Urengoy and Mdzvezhye which together account for about 60% of Russia's total gas production, have started depleting. Therefore, new gas fields, notably Shtokman off-shore in the arctic Barents Sea and the gas fields of the arctic Yamal peninsula need to be developed urgently and taken on stream. This, however, is an extremely costly and difficult endeavour, since these fields are located in geographically rough areas in the far North, and are thus hostile to technology and equipment, while requiring long stretches of pipeline transport. The development of new gas fields will therefore constitute a considerable financial burden on Gazprom.

In the light of these prospects, there is increasing concern whether Gazprom will actually be able to meet its contractual commitments while satisfying its domestic demand in future. While the IEA estimates that Gazprom needs to invest US\$ 17 billion per year until 2030 in extraction and production undertakings as well as in maintenance of current pipeline infrastructure for this purpose, some even argue that the development of new gas fields is impossible on the basis of Russia's resources alone. This judgement seems especially plausible when bearing in mind that most other sectors of the Russian economy are not competitive internationally, and can hence not sufficiently fund the development of Russia's energy sector. These findings corroborate that Russia heavily depends on EU demand to maintain and increase the production of its energy sector and to modernise the rest of its economy.

Currently, an overwhelming 70% of Russian gas exports go to the EU. The Community thus generates up to two thirds of Gazprom's annual earnings, although it only accounts for 25% of its total production. In this connection, it must be noted that Gazprom is of enormous economic importance to the Kremlin: it is Russia's most important earner of hard currency, and its tax payments make up one quarter of federal annual revenues of the Russian state. Therefore, though Russian state sees energy as a foreign policy tool from a realist perspective, it also has strong economic incentives to avoid conflicting energy relations with the EU, to avoid putting vital government funds at risk.

While Moscow repeatedly articulates plans to export more of its gas eastwards when energy cooperation with the EU is uneasy with the prospect of EU restrictions on Russian downstream investments, its pipeline infrastructure currently binds it to Europe. As pipeline grids take many years to construct and require substantial additional investments, new pipelines going eastwards are unlikely to be an immediate priority for Gazprom given its current investment challenge. Furthermore, the prospects for exports to Asian markets, notably to China, still seem less attractive than current relationships with the EU, as Beijing is to date not willing

to pay European prices. Consequently, despite the existence of considerable conflict potential and inherently different approaches to their energy relation, it seems that it is hardly possible for Russia to replace Europe as the main destination of Russian exports of natural gas, at least for some time to come. And certainly it's true of vice versa. It can, therefore, be concluded that for Russia just as for the EU, their energy relations can be described as difficult, but nevertheless essential, and hence it is likely that they will remain bound together for better or worse in the short to medium term future.

ÖZET

Üretim sektöründe ve diğer sektörlerde yaşanan hızlı gelişimin sonucu olarak Avrupa ülkelerinde artan enerji ihtiyacı Norveç, Cezayir, Mısır, Libya, Suudi Arabistan ve en önemlisi de Rusya gibi yakın coğrafyada bulunan enerji üreticisi ülkeler ile enerji ilişkilerinin kurulmasını kaçınılmaz hale getirmiştir. Bunlar arasında, AB-Rus enerji ilişkileri uzun bir zamandır istikrarlı ve yapıcı bir çizgi izlemiş olmasına rağmen, söz konusu müştereken faydalı ilişki son 10 yılda özellikle Vladimir Putin'in iktidara gelmesinin ardından hassas bir sürece girmiştir. Nitekim iktidarı ele almasının akabinde Putin'in ülkenin enerji kaynaklarına ilişkin bazı yaklaşımlar ve prensipler belirlemesiyle birlikte, dünyanın en büyük hidrokarbon kaynaklarına sahip olan Rusya petrol ve doğalgazda en büyük ve rakipsiz üretici konumuna yükselmiş, bu kaynaklar Rusya'nın ekonomik ve siyasî konumunda ve komşu ülkeler ve AB ülkeleri ile ilişkilerinde belirleyici bir etken haline gelmiştir.

Rusya'nın Avrupa ekonomisi için önemli olan petrol ve doğalgaz gibi iki ürün üzerindeki hâkimiyeti ve enerji kaynaklarını bölgesinde nüfuzunu yeniden artırma ve uluslararası arenadaki konumunu güçlendirme yolunda siyasî bir araç olarak kullanması eski Sovyet Bloğu ülkelerinde endişelere sebep olmaktadır. Nitekim Baltık ülkeleri gibi bazı Avrupa ülkeleri tüm gaz ve petrol ihtiyaçlarını Rusya'dan ithalat ile karşılamaktadır. Ancak Rus kaynaklarına bu denli bağımlılık ve Rusya'nın enerji kaynakları konusunu dış politikasında bir araç olarak kullanması AB için enerji güvenliği ikilemi oluşturmaktadır. Ulusal güvenlik konusundaki yaklaşımına uygun olarak Rusya çevre ülkeler üzerinde etki sahası kurmayı amaçlamaktadır ki bu yaklaşım AB'nin enerji üreten ülkelere yönelik menfaatleri ve politikalarıyla ve bu ülkeler ile enerji ilişkileri kurmaya dönük politikasıyla olduğu kadar Doğu Avrupa ülkelerini barındıran Rusya ile "ortak alandaki" menfaat ve politikalarına da ters düşmektedir.

AB ülkelerinin Rus enerji kaynaklarına olan mutlak bağımlılığının farkına daha çok varan AB Komisyonu ise üye devletlerin enerji alanında süpergüce olan bağımlılığı azaltmak amacıyla makul bir strateji oluşturma çabasına girmiştir. Rusya ve Ukrayna arasında 2006 yılında patlak veren ve Avrupalıları kış ortasında enerjisiz bırakan krizin ardından Komisyon iki ayaklı bir stratejiyi hayata geçirmeye dönük çabalarını artırmıştır: Komisyon bir taraftan, AB'nin kurumsalcı ve normatif yaklaşımı çerçevesinde, dahili anlamda AB Enerji piyasasının Moskova karşısında güçlendirilmesini, harici anlamda ise kendi piyasa prensiplerinin Rusya'ya ihracını hedefleyen çok taraflı politikasına hız vermiş, diğer taraftan da yapılacak yeni boruhatları ile getirilecek Rus enerjisine alternatif yeni kaynaklar sayesinde Birlik enerji kaynaklarını çeşitlendirmeyi hedeflemiştir. Bu bağlamda Birlik bir taraftan bir dizi enerji direktif paketiyle tamamen liberal ve rekabetçi bir elektrik ve gaz piyasası oluşturmaya ve böylece Gazprom'un iç piyasadaki monopolist eylemlerine karşı üye

devletler arasında birliđi sađlamayı hedeflerken, Enerji Şartı Anlaşması ve Enerji Diyalogu yoluyla kendi piyasa ilkelerini Rusya'ya benimsetmeye çalışmaktadır.

Ne yazık ki üye devletlerin bu türden bir politikaya yaklaşımları tutarsız olduğundan bütünleşmiş ve liberalleştirilmiş bir piyasa tesis etmek oldukça zordur. Söz konusu tutarsızlık kısmen üye ülkelerin enerji güvenlikleri konusundaki yetkileri ulusüstü bir kuruluşa devretmek istememeleri kısmen de enerji alanında kendi çıkarları peşinde koşmalarından kaynaklanmaktadır. Öte yandan Rusya da, Komisyon'un Avrupa enerji piyasaları üzerindeki Rus nüfuzunu kırmaya yönelik çabaları karşısında Birliđin önde gelen üye ülkeleriyle ikili düzeyde ilişkilerini yürüterek "böl ve yönet" politikası uygulamakta, bu sayede de üye devletler arasında ortak enerji politikasına yönelik ayrılıkları daha da derinleştirmeye çalışmaktadır.

Bu bağlamda, Rusya'nın enerji kaynaklarını kullanımı yoluyla takip ettiđi dinamik dış politika ile AB'nin bu kaynaklara olan bağımlılığı ve Birlik üyesi ülkeler arasında ortak enerji politikasına ilişkin var olan ihtilaflar ışığında elinizdeki tez, tarafların uluslararası ilişkilere bakışı, diđer bir ifadeyle Rusyanın jeopolitik gerçekçiliđi ile AB'nin kurumsalcılığı çerçevesinde, AB-Rusya enerji ilişkilerine ilişkin bir değerlendirme sunacaktır.

İki bölümden oluşan tezin ilk bölümünde Rus enerji kaynaklarının belirleyici bir dış politika faktörü olarak gelişimini ele alınacaktır. Bu çerçevede ilk olarak Rus enerji profili tasvir edilecek ve akabinde Sovyet zamanından 2000'li yıllara kadar Rus enerji sektörünün gelişim süreci incelenerek bu kapsamda söz konusu sektörün 1990'lı yıllarda maruz kaldığı özelleştirme ve Putin dönemindeki yeniden devletleştirme döneminde geçirdiđi dönüşüm üzerinde durulacaktır. Sonrasında, enerji varlıklarının devletleştirilmesi ve enerji endüstrisi üzerinde devlet kontrolünün sağlanması sonrasında yabancı yatırımcıların karşılaştığı sorunlar masaya yatırılacak, bilhassa çarpıcı nitelikteki Sakhalin ve Kovykta gibi örneklere odaklanılacaktır. Birinci bölümde aynı şekilde enerji sektörü üzerindeki etkileriyle birlikte 1998 ekonomik krizi ve enerji fiyatlarının yükselişi ile birlikte gelen ekonomik toparlanma dönemi ele alınacak sonrasında da enerji sektörünün bugün yaşadığı sorunlar üzerine bir değerlendirme yapılırken Rus ekonomisi üzerinde kronik bir etki bırakan "Hollanda hastalığı" konusuna değinilecektir.

Takip eden kısımda Putin'in enerji kaynaklarına ilişkin görüşleri ve bu kaynakları komşu ülkelerle ilişkilerinde stratejik bir araç olarak kullanmak suretiyle ülkeyi siyasî açıdan güçlendirme çabalarına değinilecektir. Bu çerçevede, Rusya'nın eski Sovyet nüfuz alanına yönelik enerji politikası, AB, ABD ve Çin gibi bölgeyle enerji bağları kurmak isteyen yeni aktörler de dikkate alınmak suretiyle değerlendirilecektir. Bu kısmın sonunda bilhassa Çin'in son yıllarda üstlenmeye başladığı rol ve Orta Asya devletlerinin rezervleri üzerinde artan etkinliđi incelenecektir.

Tezin ikinci bölümünde ise, ilk olarak AB'nin enerji profili ve Birlik ülkelerinin ihtiyaç duyduğu kaynakların tedarikinde Rusya'nın üstlendiđi görev ile iki aktör arasındaki enerji ilişkilerinin gelişimi ele alınacaktır. Akabinde ise iki tarafın aralarındaki enerji ilişkisine bakışı tarafların uluslararası ilişkilere bakışları perspektifinde değerlendirilecek bu kapsamda Avrupa'nın Enerji Şartı Anlaşması ve Enerji Diyalogu yoluyla piyasa ilkelerini Rusya'ya ihraç etme çabaları ve Rusya'nın bu stratejilere cevaben uyguladığı, AB içinde bütünlüğe zarar veren "böl ve yönet" yaklaşımı masaya yatırılacaktır. Yine bu bağlamda da Rusya'nın (bilhassa doğalgaz

alanında) AB ile enerji ilişkilerini ikili bir düzeyde yürütmesi konusuna değinilecek, Almanya, Fransa ve İtalya gibi Avrupa'nın büyükleriyle geliştirdiği ilişki incelenecektir.

İkinci bölümün son kısmında, AB doğalgaz kaynaklarının çeşitlendirilmesine ilişkin seçenekler ve zorluklar incelenecek, bu kapsamda Rus gazının alternatifi olmasa da gerçek manada ek bir kaynak olarak kayagazı konusuna yoğunlaşılacaktır. Bu kısımda yine Rus gazının alternatifi olabilecek pek çok seçeneğin bulunduğu kabul edilmekle birlikte bu kaynakların halihazırda Rus gazının tamamen yerini almasının zor hatta imkansız olduğu vurgulanacaktır. Zira bazı AB ülkeleri ve şirketleri mevcut statükonun değişmesi konusunda isteksiz davranmaktadır. Avrupa'nın en büyük doğalgaz şirketlerinin bir kısmı Rus kaynaklarının etkinliğini korumasından büyük menfaatler elde etmekte ve tek bir ülkeye bağımlı olunmasında bir sorun görmemektedir. Öte yandan unutmamak gerekir ki Rusya dünya genelinde sadece en büyük doğalgaz rezervlerine sahip ülke olmakla kalmamakta aynı zamanda doğal kaynaklarını Avrupa'ya bağlayan önemli bir altyapısı da bulunmaktadır. AB'nin Avrupa genelinde uyumlu bir enerji politikası geliştirmede karşılaştığı temel sıkıntı da Rusya'yla ilişkilere olumlu bakan yukarıdaki yaklaşımlar ile Rusya'ya bağımlılığı yüksek olan ve bu bağımlılığın en azından bir kısmını kıracak alternatifler bulunmadığı müddetçe, Moskova'nın Avrupa'nın bazı bölgelerinde enerji kaynaklarını siyasî bir kaldıraç olarak kullanacağından endişelenen diğer üye ülkelerin yaklaşımları arasında nasıl bir denge kurulacağına yatmaktadır.

Hazar ve Orta Asya rezervleri, gazın gerek üretimi gerekse de transiti bağlamında AB'nin Rusya ile enerji ikilemini azaltmasına imkan sunmaktadır. Fakat Orta Asyave Hazar devletlerinin coğrafi olarak izole bir konumda bulunması ve Rusya'dan bağımsız doğalgaz hatlarının bulunmayışı söz konusu devletler ile Avrupa arasında bir enerji ilişkisinin tesis edilmesini zorlaştırmaktadır. Ancak burada asıl problem, Orta Asya ve Hazar devletlerini Avrupa'nın kendileriyle gerçek bir enerji işbirliği kurma konusunda kararlı olduğuna ikna edecek ve söz konusu devletlerin rezervlerini Avrupalı tüketicilere ulaştıracak tutarlı bir Avrupa stratejisinin eksikliğidir.

Kuzey Afrika'da ise, Libya ve Mısır'da halihazırda devam eden hükümet geçiş süreçleri doğalgazın üretiminin artırılması konusunda temel belirleyicidir. Her iki ülke de geniş gaz rezervlerine sahip olmakla beraber siyasî engeller söz konusu kaynakların geliştirilmesini kısıtlamaktadır. Öte yandan, Doğu Akdeniz'deki yeni keşifler de Avrupa'nın ihtiyacını karşılayacak potansiyel bir doğalgaz kaynağı sunabilir. Ancak ne İsrail'in ne de Kıbrıs'ın geniş çaplı doğalgaz projelerini hayata geçirebilecek bir tecrübesi ve Avrupa pazarlarına ulaşılmasını sağlayacak mali açıdan sağlıklı bir ihracat stratejisi bulunmamaktadır ki bu iki husus İsrail ve Kıbrıs'ın gaz rezervlerini uluslararası piyasalara ulaştırma hedeflerine ket vurmaktadır.

Kayagazına gelince, söz konusu kaynağın Avrupa'da oyunun kurallarını ne düzeyde değiştireceğinin belirsiz olduğu ve Avrupa'da bilhassa nüfusun yoğun olduğu bölgelerde çevresel faktörlerin kaya gazının geliştirilmesi konusunda temel faktör olacağı kabul edilecektir. Kaya gazı Kuzey Amerika doğalgaz piyasasında şüphesiz önemli değişikliklere neden olmuş ve ABD'nin neredeyse LNG ithalatını tamamen durdurmasını sağlayarak ülkenin enerji bağımlılığını ortadan kaldırmıştır. Söz konusu gelişme ekonomik durgunlukla birlikte küresel LNG piyasasında arz fazlasını sağlamış ve dünya genelinde gaz fiyatlarında düşüşü beraberinde getirmiştir. Ancak kaya gazı başlı başına Avrupa'daki enerji dengelerini henüz

değiştirilmiş değildir ve 2020 öncesinde de değiştirip değiştiremeyeceği belirsizliğini korumaktadır. Dolayısıyla üzerinde hala daha çok yoğunlaşılmasına ve LNG sıvılaştırma ve yeniden gazlaştırma tesisleri gibi önemli yatırımların yapılmasına ihtiyaç duyulan kaya gazı sektörünün Avrupa enerji piyasalarında önemli bir etki doğuracağını söylemek için henüz çok erkendir.

Sonuç bölümünde ise Rusya'nın siyasî hedefler güden aktif enerji politikası ile AB ilkelerini ve Birliğin enerji kaynaklarını çeşitlendirme çabalarını sekteye uğratan nispeten başarılı görünen "böl ve yönet" yaklaşımı ilk bakışta AB-Rusya güç ilişkilerine dair asimetrik bir tablo çizse de, Rus iç piyasasının aksini gösterdiği ortaya konacaktır. Zira Rusya AB piyasasından gelen gelirlere önemli ölçüde bağımlı olduğu gibi gelecekte de böyle olmaya devam edecektir ki bu taraflar arasında iki yönlü bir bağımlılığın olduğuna işaret etmektedir. Rusya dünyanın en Batı büyük doğalgaz rezervlerine sahip olmasına rağmen, ülkenin toplam doğalgaz üretiminin % 60'ını teşkil eden Batı Sibiry'a'daki en büyük sahaları (Yamburg, Urengoy ve Medvezhye) tükenmeye başlamıştır. Dolayısıyla Barents denizindeki off-shore Shtokman sahası ve Yamal yarımadasındaki gaz sahaları başta olmak üzere yeni sahaların bir an evvel üretime geçmesi gerekmektedir. Fakat söz konusu sahalar coğrafi olarak Kuzey bölgesinin uç noktalarında bulunmakla beraber buldukları coğrafyada teknoloji ve ekipman yetersiz kaldığından ve kaynak aktarımı için de uzun bir boru hattı gerektirdiğinden, bu sahaların geliştirilmesi oldukça maliyetli ve zor bir iştir. Dolayısıyla yeni sahaların geliştirilmesi konusunun Gazprom için oldukça maliyetli bir yük oluşturacağına şüphe yoktur.

Yukarıdaki hususlar muvacehesinde, Gazprom'un ülke içi tüketimi karşılamaya devam ederken, dışarıya dönük kontrat yükümlülüklerini yerine getirip getiremeyeceği konusunda giderek artan bir endişe söz konusudur. Uluslararası Enerji Ajansı Gazprom'un 2030 yılında kadar her yıl doğalgaz çıkarım ve üretim girişimlerine ve mevcut boruhattı altyapısının bakımlarına 17 milyar dolar ayırmak zorunda olduğuna işaret ederken, bazıları yeni sahaların sadece Rus mali kaynaklarıyla işletmeye alınmasının imkansız olduğunu savunmaktadır. Bu kanaat oldukça inandırıcı gelmektedir; zira Rus ekonomisinin diğer pek çok sektörü uluslararası düzeyde rekabetten yoksun olduğundan Rus enerji sektörünün gelişimini finanse edecek durumda değildir. Bu çerçeveden bakıldığında, Rusya'nın enerji sektörünün mevcut durumunu idame ettirebilmesi, ileri düzeye taşınması ve ekonomisinin diğer sektörlerini modernize edebilmesi için AB'nin enerji talebine bağımlı olduğu görülmektedir.

Halihazırda, Rus doğalgaz ihracatının % 70'i AB ülkelerine gitmekte olup, Topluluk Gazprom'un üretiminin % 25'ini tüketmesine rağmen şirketin yıllık gelirlerinin üçte ikisini sağlamaktadır. Bu bağlamda, Gazprom'un Kremlin için ekonomik açıdan ne kadar önemli olduğunu görmek gerekir: Şirket ülkeye en büyük döviz akışını sağlamakta, vergi gelirleri Rus devleti federal gelirlerinin dörtte birini teşkil etmektedir. Dolayısıyla, her ne kadar Rus devleti realist açıdan enerjiyi bir dış politika aracı olarak görme eğilimideyse de, devletin önemli bir gelir kaynağını riske atmamak adına AB ile çatışmacı bir enerji ilişkisinden kaçınmasını gerektiren önemli ekonomik gerekçeler söz konusudur.

Her ne kadar Moskova, AB'nin iç pazarda Rus downstream yatırımlarına yönelik kısıtlamaları artırması sebebiyle ilişkilerin gerildiği dönemlerde, sürekli olarak Doğu'ya daha fazla gaz satmayı planladığını dile getirirse de, mevcut altyapısı

ülkeyi Avrupa'ya bağımlı kılmaktadır. Boruhattı şebekelerinin inşası yıllar aldığından ve önemli yatırımlar gerektirdiğinden, Doğu'ya uzanacak yeni hatların tesis edilmesinin, mevcut yatırım sıkıntıları göz önüne alındığında, Gazprom için öncelik arz etmesi mümkün görünmemektedir. Üstelik Asya piyasalarına, bilhassa da Çin'e ihracat fikri AB ile mevcut ticarî ilişkilerden daha cazip görünmemektedir; zira Pekin doğalgaza Avrupa fiyatlarını vermeye yanaşmamaktadır. Sonuç olarak, ikili enerji ilişkileri bağlamında önemli bir çatışma potansiyeli ve farklı yaklaşımlar söz konusu olsa da Rusya'nın doğalgaz ihracatının varış limanı olarak Avrupa'nın yerine bir başkasını koyması en azından önümüzdeki süreçte mümkün görünmemektedir. Tersine için de aynı şey geçerlidir. Hal böyle olunca, Rusya için olduğu kadar AB için de, mevcut enerji ilişkileri her ne kadar sıkıntılı görünse de kaçınılmazdır; dolayısıyla iyi ya da kötü kısa ve orta vadede birbirlerine bağımlılıklarının devam edeceği sonucuna varılacaktır.

INTRODUCTION

Le besoin d'énergie a augmenté régulièrement à l'échelle mondiale au cours des dernières décennies principalement en raison de l'augmentation de la population à travers le monde, des grands progrès industriels que les pays développés ont réalisés dans l'industrie manufacturière et de la course mondiale pour l'industrialisation et la croissance économique. D'autre part, l'énergie est également un bien essentiel dans les secteurs non-industriels des nations y compris le transport, l'illumination et le chauffage qui sont inévitables pour maintenir la vie quotidienne. À cet égard, les ressources énergétiques sont des éléments essentiels de la vie dont les nations développées et en développement à la fois ont de plus en plus besoin comme un produit stratégique.

Les rapports et autres documents qui suivent de près les tendances énergétiques mondiales confirment également le caractère stratégique de l'énergie comme un intrant vital pour les économies nationales. Selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), la consommation d'énergie par habitant a augmenté de 10 pour cent entre 1990-2008 et les économies émergentes de la Chine et de l'Inde ont enregistré un niveau élevé d'augmentation de 146 % et 91 % respectivement. Selon les Perspectives Énergétiques Mondiales 2012 de l'AIE, on s'attend que les besoins mondiaux en énergie augmentent progressivement d'un tiers au cours des 20 prochaines années et que, malgré qu'une augmentation minimale est prévu dans l'utilisation des ressources énergétiques renouvelables et à faible-charbon, les ressources des combustibles conventionnelles, à savoir les carburants fossiles, comme le pétrole et le gaz vont préserver leurs positions déterminantes dans les bouquets de l'énergie, ce qui signifie que les principaux producteurs de ressources conventionnelles continueront de dominer les marchés de l'énergie dans un proche avenir.

Et parmi ces producteurs se trouve la Russie comme un acteur incontestable prééminente dans la production de ressources énergétiques, contrairement à sa position relativement en retard sur les marchés de l'énergie dans les années 1990. Ayant les plus grandes réserves d'hydrocarbures du monde, le pays occupe également une position notable dans l'exportation de ressources énergétiques vers les

pays consommateurs. Selon la Revue Statistique de l'Énergie Mondiale 2012 de BP, à partir du Décembre 2011, la Russie est le neuvième plus grand détenteur des réserves de pétrole avec 88 milliards de barils et la Russie détient les plus grandes réserves mondiales de gaz naturel, avec 44,6 mille milliards de mètres cubes, et les réserves de la Russie représentent environ un quart du total des réserves gazières mondiales prouvées. Selon le même rapport, elle est le plus grand producteur de pétrole avec 10,2 millions baril/jour de pétrol brut après l'Arabie Saudite et le plus grand producteur de gaz naturel avec 607 milliards mètres cubes de gaz par an.

Cette position dominante dans le secteur énergétique grâce aux grandes réserves qu'elle détient et sa position géographique proche des marchés consommateurs ont rendu inévitable une relation énergétique entre ce pays et l'Union Européenne. Avec une population de demi-milliard et un secteur développé de production, l'UE est un grand consommateur d'énergie. La Russie exporte 7 million baril/jour de pétrole aux marchés mondiaux dont 78 % est destiné aux marchés européens. En ce qui concerne le gaz, le pays envoie presque un-tiers de ses exportations gazières aux mêmes marchés. Selon les données de l'Eurostat, en 2010, la Russie représentait % 36 des importations gazières totales de 371 milliards de mètres cubes de l'UE, suivie par la Norvege (27 %), l'Algerie (14 %), le Qatar (5 %), la Nigérie (3 %) et Libye (3 %). En 2010, la Russie était aussi le plus grand exportateur du pétrole (% 34) vers l'Europe qui a importé 527 million tonnes de pétrole au total.

En effet, les relations énergétiques ne sont pas un développement récent et ont commencé dans les années 1970 avec les premières livraisons gazières vers la République Fédérale d'Allemagne par l'accord de "tuyaux contre gaz" qui envisageait l'approvisionnement en gaz soviétique vers ce pays en échange des tuyaux qui seraient produits par Mannesman, une société allemande de production d'acier et, plus un crédit à des conditions très avantageuses de 1,2 milliard de Marks. Dans les décennies suivantes, beaucoup pays européens ont aussi été ajoutés à la liste et la Russie a émergé comme le principal fournisseur de pétrole et de gaz de l'UE en tant que bloc et des plusieurs pays européens individuels.

Dans les années suivantes, les relations énergétiques entre les pays européens et la Russie avaient été en bonne voie jusqu'à l'ascension de Poutine au pouvoir en

2000 qui a essayé de créer une identité russe autour d'une puissance énergétique. À cette fin, Poutine a rétabli le contrôle étatique sur les ressources du pays par l'élimination des oligarques russes qui avaient pris entre leurs mains les industries du pays durant la privatisation des années 1990. Juste après que Poutine ait rétabli le contrôle sur les ressources énergétiques qu'il voit comme un facteur clé au redressement économique et politique du pays, il a commencé à utiliser cette puissance énergétique à des fins de politique étrangère.

La dominance russe sur les deux produits importants pour l'économie de l'Europe et son utilisation des ressources énergétiques comme un outil politique afin de rétablir son influence dans la région et consolider sa position sur l'arène internationale inquiètent les pays de l'ancien bloc soviétique. Certains pays de l'Union Européenne telle que les pays Baltes satisfont presque tous ses besoins pétrolières et gazières par ses importations de la Russie. Ce niveau de dépendance des ressources russes et les efforts de la Russie d'établir une politique étrangère sur la base de son pouvoir énergétique créent un dilemme de sécurité énergétique dans les pays européennes que la Commission essaie, mais avec désespoir, d'éliminer par les efforts de diversification des ressources et d'établissement d'un marché commun. Autrement dit, afin de se protéger des impacts des interruptions de l'approvisionnement gazier et pétrolier, de réduire sa demande croissante pour des importations et d'accroître la production interne, l'EU s'efforce à créer une politique énergétique commune à l'échelle européenne. Cependant, parce que les approches des pays membres sont incompatibles en ce qui concerne une telle politique, il est très difficile d'établir un marché intégré et libéralisé, ce qui est dû partiellement à la réticence des pays à transférer leurs autorités sur leur sécurité énergétique à une institution supranationale, et partiellement à leur poursuite de leurs intérêts nationaux énergétiques.

Vis-à-vis des politiques de la Commission Européenne pour briser la dominance russe sur les marchés européennes, la Russie à son côté intensifie la division entre les pays européens par la politique de "diviser et régner" en conduisant ses relations énergétiques avec les pays majeurs de l'Europe sur la base bilatérale. Cette stratégie constitue un obstacle majeur aux efforts de l'UE de formuler une politique commune contre la Russie. D'un autre côté, les efforts de l'UE d'institutionnaliser ses relations énergétiques avec la Russie par le Traité sur la

Charte de l'Énergie ou le Dialogue Énergétique vont à l'encontre de l'approche russe, caractérisé par le réalisme géopolitique, ce qui démontre les visions contradictoires des deux parties aux relations internationales.

Alors que la politique énergétique politisée et autoritaire de la Russie, et sa division relativement réussie entre les états de l'UE qui lui permet de contourner les principes et les efforts européens de diversifier les ressources d'énergie peuvent, à première vue, dépeindre les relations énergétiques l'UE-Russie comme asymétrique, le marché intérieur de la Russie suggère le contraire en soulignant que la Russie dépend fortement des revenus du marché de l'UE. Actuellement, une écrasante majorité des exportations de gaz russe est destinée à l'UE. La Communauté génère ainsi jusqu'à deux-tiers des revenus annuels de la Russie, ce qui signifie l'interdépendance des deux parties. À cet égard, à la lumière de la politique étrangère dynamique que la Russie poursuit par l'utilisation de ses ressources d'énergie, et de la dépendance de l'UE de ces ressources et la division entre les pays membres relative à une politique commune énergétique, dans le thèse, on va essayer de trouver des réponses à deux questions clés: a) À quelle point la politique étrangère active russe basée sur sa puissance énergétique affecte la politique et sécurité énergétique de l'UE? b) Comment la division entre les pays membres affecte la politique énergétique commune de l'UE et la stratégie russe envers l'Union?

Dans ce thèse, qui compose de deux parties, on va aborder, dans la première partie, l'évolution des ressources d'énergie russes comme un facteur déterminant dans la politique étrangère du pays. Dans ce respect, premièrement, on va dépeindre le profil énergétique russe et puis se concentrer sur l'histoire du développement des industries énergétiques de l'ère Soviétique jusqu'aux années 2000 en mettant l'accent sur la transformation que ces industries ont connue durant la privatisation des années 1990 et la de-privatisation des années Poutine et leur prise en contrôle étatique. Pendant ce temps, on va aussi aborder la crise économique de 1998 avec ses impacts immédiats sur le secteur et le rétablissement économique suivant la montée des prix de l'énergie; et puis les problèmes que le secteur énergétique connaît actuellement seront abordés avec un accent mis sur les impacts chroniques de "la maladie néerlandaise" sur l'économie russe.

En suite, on va étudier les vues de Poutine sur les ressources énergétiques et ses efforts de renforcer le pays politiquement par utilisation de ces ressources comme

un outil strategique dans les relations bilaterales avec les pays de voisinage. À cet égard, les politiques énergetiques de la Russie dans la sphere ancienne sovietique vont être mises sur la table en également se concentrant sur les nouveaux acteurs comme l'UE, les États-Unis et la Chine qui essaient d'établir des liens énergetiques dans la région.

Dans la deuxieme partie du these, premièrement, on va traiter le profil énergetique de l'UE et le rôle que la Russie joue dans l'approvisionnement des ressources dont les pays europeennes ont besoin et l'evolution de la relation énergetique entre la Russie et l'UE. Et puis les approches des deux parties aux liens énergetiques entre eux-memes seront abordées à la lumière des leurs visions du monde relatives aux relations internationales, autrement dit, le realisme géopolitique de la Russie et l'institutionnalisme multilateral de l'UE. À la suite, on va jeter un œil aux efforts europeens d'exporter les principes de son marché à la Russie par le TCE et le Dialogue Energetique et, en suite, les reponses russes aux ces initiatives par la stratégie de "diviser et régner" pour entraver la coherence au sein de l'UE. Dans ce cadre, on va aussi aborder la bilateralisation des relations énergetiques russes avec l'UE par la mise de l'accent sur ses liens avec les majeurs de l'Europe telles que l'Allemagne, la France et l'Italie. Dans le dernier chapitre de la deuxieme partie, les options et defis liés aux opportunités de diversification des ressources d'approvisionnement énergetique de l'UE seront mises en table en se concentrant sur le gaz de schiste comme une veritable ressource complementaire, mais pas alternative, au gaz russe.

PREMIÈRE PARTIE:

LE DEVELOPPEMENT DE LA POLITIQUE ÉNERGETIQUE RUSSE ET L'INSTRUMENTALISATION DE L'ÉNERGIE DANS SA POLITIQUE ÉTRANGERE

A. Les Industries Pétrolière et Gazière de la Fédération Russe

La Russie est un acteur majeur sur les marchés mondiaux de l'énergie. Elle est le plus grand producteur et exportateur mondial de gaz naturel et est l'un des deux plus grands producteurs de pétrole.¹ Moscou est aussi exportateur dominant de gaz et pétrole vers l'Europe et a considérablement augmenté ses exportations d'hydrocarbures vers les marchés Asiatiques ces dernières années. Compte tenu des liens historiques et la proximité géographique, la Russie entretient des liens étroits avec la plupart des pays caspiens et des pays de l'Asie Centrale. En outre, les sociétés russes de pétrole et de gaz poursuivent activement et agressivement des partenariats avec d'autres entreprises d'énergie nationales et internationales pour l'exploration et le développement de gisements d'hydrocarbures en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine et ailleurs.² Enfin, les revenus du pétrole et du gaz fournissent une part importante du revenu national de la Russie et des produits nationaux bruts. En bref, le rôle crucial que la Russie joue sur la scène énergétique mondiale et la forte dépendance de Moscou sur les revenus du pétrole et du gaz ne peuvent pas être surestimées.

1. L'industrie Pétrolière

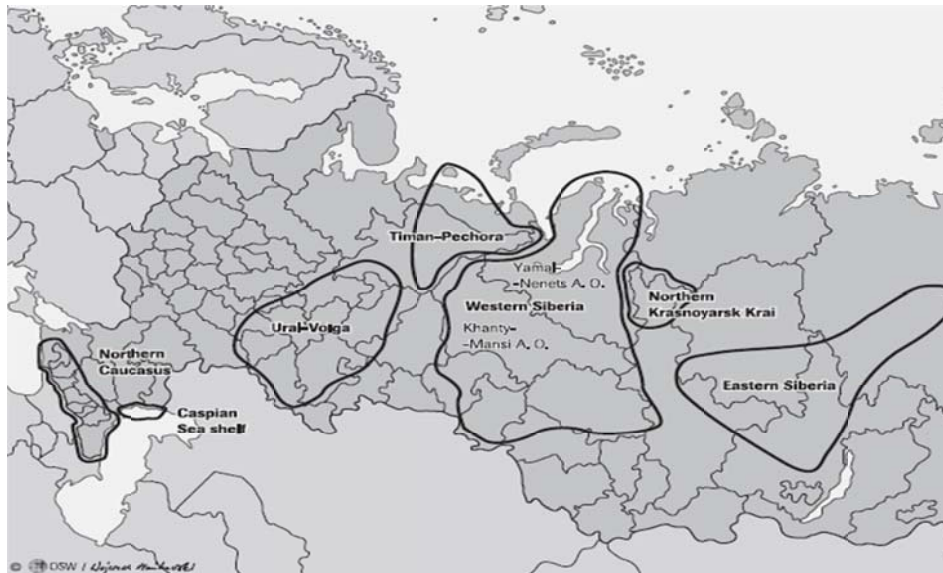
Les réserves prouvées de pétrole de la Russie sont 88 milliards de barils à partir du Décembre 2012, selon la revue statistique de BP sur l'énergie mondiale.³ La plupart des ressources de la Russie se trouvent en Sibérie occidentale, entre les montagnes de l'Oural et le Plateau de la Sibérie Centrale et dans la région Volga-Oural, en s'étendant vers la mer Caspienne.

¹ International Energy Agency, "Key World Energy Statistics 2011," http://www.iea.org/textbase/nppdf/free/2011/key_world_energy_stats.pdf, consulté le 12 Février 2013.

² Gawdat Bahgat, "Russia's oil and gas policy", OPEC Energy Review Septembre 2010, Vol. 34, No. 3-4, 2010: pp. 162

³ British Petroleum "BP Statistical Review of World Energy 2012," Londres, pp. 6, disponible sur: <http://www.bp.com/sectionbodycopy.do?categoryId=7500&contentId=7068481>

En 2011, la Russie a produit à peu près de 10,2 millions de barils/jour de liquides au total dont 9,8 millions de b/j était pétrole brut, et elle a consommé environ 3,1 millions de b/j. La Russie a exporté environ 7 millions de b/j en 2011 y compris environ 4,9 millions de b/j de pétrole brut et la reste étant des produits raffinés. Les exportations russes de pétrole des pipelines relèvent de la compétence du monopole pipeline appartenant à l'État, Transneft. Les données mensuelles jusqu'en 2012 montrent que la production totale de liquides de la Russie s'est constamment resté au-dessus de 10 millions de b/j.⁴ À partir de 2006, la Russie a représenté 12,1% de la production mondiale de pétrole et 11,6% des exportations mondiales de pétrole, avec 5 millions de barils de pétrole brut et de 2 millions de barils de pétrole raffiné étant destinés à l'Europe.



La Carte 1: les régions clés de la production pétrolière (Source: Centre for Eastern Studies)

La Sibérie occidentale de la Russie est la principale région productrice qui représente environ 6,5 millions de b/j de la production de liquides, près de deux tiers de la production totale de la Russie.⁵ Bien que cette région soit mature, le potentiel de production de la Sibérie occidentale reste encore important. Les deux plus grands champs pétrolifères en Sibérie occidentale sont Priobskoye du Nord et Samotlor, qui représentent environ 20 pour cent de la production de la région. D'autres grands champs pétrolifères comprennent les champs de Mamontovskoye et Salymskoye.

⁴ U.S. Energy Information Administration (EIA), "Russia Energy Data, Statistics and Analysis – Oil, Gas, Electricity, Coal", <http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=RS>, consulté le 19 Février 2013.

⁵ IHS Global Insight, "Energy Report: Russia," le 6 Février 2013, pp. 16.

L'Oural-Volga était le plus grand producteur de la région de l'Union soviétique jusqu'en 1970 où il a été dépassé par la Sibérie occidentale. Aujourd'hui, cette région représente environ 20 pour cent de la production totale de la Russie. L'Oural-Volga est aussi une maison pour un certain nombre de champs, bien que leur taille moyenne soit relativement faible à environ 140 millions de barils de liquides récupérables. Une partie importante du pétrole produite dans cette région est lourd.

Avec les régions pétrolifères traditionnelles de production en déclin, les champs de Sibérie orientale seront au centre de la poursuite des efforts d'expansion de la production pétrolière en Russie. Le potentiel de la région a augmenté avec l'inauguration en Décembre 2009 de la Phase I de l'oléoduc ESPO, ce qui a créé un débouché pour le pétrole de Sibérie orientale alors que 400.000 b /jour de pétrole brut a été fourni à l'oléoduc dans sa première année de fonctionnement.⁶

En ce qui concerne l'organisation du secteur, la plupart de la production pétrolière de la Russie reste dominé par les entreprises nationales. Rosneft gérée par l'état est le premier producteur de pétrole en Russie. Rosneft a émergé comme le premier producteur suite à la liquidation des actifs d'Youkos qu'il a acquises.⁷ Alors que les entreprises étrangères peuvent investir en Russie, cela est généralement fait avec une société russe, Rosneft en général. Lukoil est le deuxième plus grand détenteur des réserves de pétrole et producteur en Russie après Rosneft. Lukoil détient également un portefeuille impressionnant des actifs en amont et en aval.⁸

À l'exception d'Exxon Mobil, qui a signé un accord avec Rosneft pour développer le plateau continental Arctique, les opérateurs étrangers éprouvent des difficultés en général à fonctionner en Russie. Ceci est particulièrement le cas pour BP, qui a dû annuler un projet de partenariat dans l'Arctique avec Rosneft à la suite d'un différend avec ses partenaires russes et dont le bureau à Moscou a été perquisitionné par le gouvernement. Enfin, le géant pétrolier BP a dû vendre sa

⁶ U.S. Energy Information Administration, op. cit.

⁷ Bloomberg News, "Rosneft Wins Yukos Sale to Become Russian Oil Leader", le 3 Mai 2007, disponible sur: <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=aoBvlfNqzYp4>

⁸ Pour voir les détails sur Lukoil voir: Company Information disponible sur http://www.lukoil.com/static_6_5id_29_.html

participation de 50% dans TNK-BP à Rosneft de la Russie en échange de l'argent liquide et d'actions.⁹

La Russie a un vaste système de distribution et un réseau d'oléoducs d'exportation. Le réseau entier de pipelines Russes est dominé par Transneft, géré par l'Etat, qui transporte environ 93 pour cent de tout le pétrole produit en Russie.¹⁰ Ceux-ci comprennent un certain nombre de réseaux de pipelines domestiques qui transportent du pétrole aux terminaux d'exportation tels que Novorossisk sur la mer Noire et Primorsk sur la mer Baltique, ainsi qu'un certain nombre de pipelines d'exportation qui acheminent du pétrole aux marchés de l'Europe occidentale. Les oléoducs d'exportation russes comprennent Druzhba, le système de pipeline Baltique, le système de pipeline du Nord-Ouest, Tengiz-Novorossisk et Bakou-Novorossiisk. Toutes ces pipelines, à l'exception de la Tengiz-Novorossisk, sont contrôlés par Transneft.

2. L'industrie Gazière

Selon la revue statistique de BP sur l'énergie mondiale, la Russie détient les plus grandes réserves mondiales de gaz naturel, avec 44,6 mille milliards de mètres cubes, et les réserves de la Russie représentent environ un quart du total des réserves mondiales prouvées.¹¹ La majorité de ces réserves sont situées en Sibérie, avec les champs de Yamburg, Urengoy, et Medvezh'ye représentant à eux-seuls environ 45 pour cent du total des réserves de la Russie. Des réserves importantes sont également situées dans le nord de la Russie.

Le Gazprom gérée par l'état domine le secteur russe du gaz en amont, en produisant environ 80 pour cent du gaz naturel total produit en Russie. Gazprom contrôle aussi la plupart des réserves de gaz du pays, avec plus de 65 pour cent des réserves prouvées étant directement contrôlées par la société et les réserves supplémentaires étant contrôlées par Gazprom grâce aux co-entreprises avec d'autres sociétés. En 2011, le groupe Gazprom a produit 515,45 milliards de mètres cubes de gaz naturel. Cela équivalait à 17% du marché mondial et 83 % de la production

⁹ BBC News, "BP sells TNK-BP share to Russia's Rosneft," le 22 Octobre 2012, disponible sur: <http://www.bbc.co.uk/news/business-20030610>

¹⁰ Voir: Transneft Company Profile, Yahoo Finance, <http://biz.yahoo.com/ic/116/116235.html>

¹¹ British Petroleum, op.cit., pp. 20

russe.¹² Alors que les producteurs indépendants ont gagné en importance, avec des producteurs tels que Novatek et Lukoil contribuant à la production des volumes croissants de la Russie ces dernières années, les possibilités restent assez limitées en amont (*upstream*) pour les producteurs indépendants et d'autres sociétés, y compris les grandes compagnies pétrolières russes. La position de Gazprom dans le marché est encore renforcée par son monopole légal sur les exportations de gaz.¹³



La Carte 2: Les régions clés de la production gazière (Source: Centre for Security Studies-Zurich)

Le volume majeur des réserves du pays en cours de développement et de production sont dans la région de la haute-Sibérie occidentale. Cependant, Gazprom investit de plus en plus dans de nouvelles régions, telles que la péninsule de Yamal, la Sibérie orientale, et l'île de Sakhaline, dans le but d'apporter des gisements de gaz dans ces domaines en production. Quelques-uns des champs les plus prolifiques en Sibérie comprennent Yamburg, Urengoy, et Medvezh'ye, qui sont tous licenciés à Gazprom et représentent plus de 70% de la production totale de gaz naturel de la société, mais ces champs sont maintenant en déclin.¹⁴ Une quantité importante de gaz naturel est également associée à des gisements de pétrole en Sibérie occidentale.

La Russie exporte des quantités importantes de gaz naturel à des clients dans la Communauté des États Indépendants (CEI) - environ 35 pour cent du total des

¹² "Gazprom in Figures: 2007-2011 Factbook," disponible sur: <http://www.gazprom.com/f/posts/51/402390/gazprom-reference-figures-2007-2011-eng.pdf>, consulté le 10 Février 2013.

¹³ U.S. Energy Information Administration, op.cit.

¹⁴ Mbendi Information Services, "Overview- Natural Gas Liquid Extraction in Russian Federation," disponible sur: http://www.mbendi.com/indy/oil/gas/_as/ru/p0005.htm

exportations. En outre, Gazprom par sa filiale de Gazexport a changé beaucoup de ses exportations de gaz naturel pour servir la demande croissante dans les pays de l'UE, ainsi que la Turquie, le Japon et d'autres pays asiatiques. Environ 70 pour cent du gaz naturel exporté à la région non-CEI est destiné à l'Europe, avec l'Allemagne, la Turquie, l'Italie recevant la partie majeure de ces volumes.¹⁵ Le reste des exportations russes de gaz européens sont vendus aux nouveaux membres de l'UE comme la République Tchèque, la Pologne et la Slovaquie.

Société	Quantité (milliard de metre cubes)	Champs de production
Gazprom	515.45	Urengoy, Medvezhye, Yamburg, Zapolyarnoye
Novatek	53.46	East Tarkosalinskoye, Yurkharovskoye
Rosneft	18.60	Gaz associé
Lukoil	17.93	Nakhodinskoye et gaz associé
Sakhalin Energy	16.20	Lunskoye, Piltun-Astokhskoye
TNK-BP	14.66	Gaz associé
Surgutneftegaz	13.24	Gaz associé

La Table 1: Production de Gaz Naturel en Russia-2011 (Source: IHS Global Insight)

La Russie est aussi un exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL). La majorité du GNL a été confiée à des acheteurs japonais et coréens en vertu d'accords d'approvisionnement à long terme. Toutefois, en comparaison avec d'autres producteurs de gaz naturel liquéfié, le marché russe de la production de GNL est relativement peu développé. À l'heure actuelle, à partir du 18 Février 2009, il ne se produit que sur la presqu'île de Sakhaline en extrême-orient russe dans le cadre du projet Sakhaline-2, qui est principalement financé par des partenaires étrangers.¹⁶ Le volume de production est d'environ 10 millions de tonnes par an, ce qui représente environ 5% du GNL dans le monde. Cela signifie que la présence russe sur les marchés étrangers de GNL a été jusqu'ici négligeable; en 2012, les exportations de gaz naturel liquéfié de l'exploitation du terminal Sakhaline operant depuis 2009 s'est élevé à environ 14,65 milliards de mètres cubes de GNL (environ 10 millions de

¹⁵ IHS Global Insight (2013), op.cit., pp. 47.

¹⁶ Royal Dutch Shell, "Sakhalin-2: an overview," disponible sur: <http://www.shell.com/global/aboutshell/our-strategy/major-projects-2/sakhalin/overview.html>

tonnes).¹⁷ Le GNL russe a été principalement exportés vers le Japon (60%), ainsi que la Chine, l'Inde, la Corée du Sud et Taiwan.¹⁸

Il y a un certain nombre de propositions à différents étapes de planification et construction de nouveaux terminaux de GNL en Russie, y compris: les projets GNL de Yamal, Chtokman et Vladivostok. Le premier est un projet mené par Novatek, en partenariat avec Total qui devrait être lancé en 2016 avec une capacité totale de 15 millions de tonnes. Chtokman est un projet mené par Gazprom qui devrait être construit en conjonction avec le développement de champ de la mer de Barents, entrer en service en 2019 et atteindre 7,5 millions de tonnes de capacité. Vladivostok est à premières étapes de planification, avec une étude de faisabilité réalisée à ce jour. Néanmoins, Gazprom s'attend à ce que l'installation sera mise en ligne en 2018 avec une capacité de liquéfaction de 15 millions de tonnes.¹⁹

B. L'Histoire des Industries Énergétiques Russes: de l'Union Soviétique (L'URSS) à la Fédération Russe

1. L'Émergence des Ressources d'Énergie dans la L'URSS

L'industrie pétrolière russe est née dans le milieu du 19^eème siècle et depuis, a joué un rôle crucial dans l'économie de la nation et dans les politiques intérieures et étrangères à la fois. La famille Rothschild et les frères Nobel ont joué un rôle majeur dans le développement de l'industrie du pétrole à Bakou. Entre 1890 et 1900, la production de pétrole a triplé et l'Empire russe représentait plus de 40 pour cent de la production mondiale en 1900. Shell Transport and Trading, qui est devenu plus tard une partie du groupe Royal Dutch Shell, a commencé sa vie en transportant le pétrole produit par la famille Rothschild à l'Europe de l'Ouest.²⁰

Dans la deuxième moitié du 19^eème siècle, la Russie a commencé à explorer et à développer les champs pétrolifères du Caucase du Nord et de l'Asie Centrale. Le

¹⁷ Gazprom Export, "Sakhalin LNG Exports Reached 4,5 % of Global Market in 2012," Gas Market News, le 11 Février 2013, disponible sur: <http://www.gazpromexport.ru/en/presscenter/news/827/>

¹⁸ Centre for Eastern Studies, "Russia activates the LNG sector," le 16 Janvier 2013, disponible sur: <http://www.osw.waw.pl/en/publikacje/eastweek/2013-01-16/russia-activates-lng-sector>

¹⁹ Gazprom, "Gazprom adopts final investment decision for Vladivostok LNG project," Communiqué de Presse du 21 Février 2013, disponible sur: <http://www.gazprom.com/press/news/2013/february/article156701/>

²⁰ Bahgat, op.cit., pp. 164.

développement rapide de la production de pétrole a été de pair avec la construction de diverses plantes pour raffiner et traiter le pétrole brut. La révolution russe de 1917 en outre a souligné l'importance du pétrole pour le nouveau régime à Moscou. Peu de temps après avoir obtenu l'Azerbaïdjan, l'Armée Rouge a livré du pétrole et des produits pétroliers à la Russie. Le développement de l'industrie pétrolière a été très important pour les nouveaux dirigeants soviétiques. L'expansion de l'industrie du pétrole et des opérations s'est poursuivie durant les années de l'Union soviétique. Le Caucase du Nord et l'Asie centrale, en particulier la région de Bakou, est demeuré le centre de l'industrie pétrolière soviétique jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Peu de temps après la guerre, les autorités soviétiques ont commencé à se concentrer sur la région de Volga-Oural, ce qui était plus proche de grands centres économiques et de la population et où la géologie était favorable. Ces champs pétroliers anciens et nouveaux ont fourni une importante source de revenus pour l'économie de l'URSS et placé l'Union en tant que producteur et exportateur majeur de pétrole pour la plupart des décennies qui ont précédé son effondrement.²¹

La production de pétrole a atteint son pic de 12,5 millions de barils par jour en 1988. Toutefois, la crise politique et économique qui a accompagné la dissolution de l'Union a porté un rude coup à l'économie dans son ensemble, y compris l'industrie pétrolière. La production a chuté d'environ 50 pour cent pour atteindre un faible niveau de près de 6 millions de b/j en milieu des années 1990.²² Dans cette période, il y a eu une forte réduction de forage et peu d'investissement dans les nouveaux puits ou dans les nouvelles technologies pour augmenter la récupération des puits épuisés.²³

Comme l'industrie du pétrole, la famille Rothschild et les frères Nobel ont joué un premier rôle dans l'exploration et le développement du gaz naturel en Russie. À la fin du 19^e siècle, le gaz naturel a été largement utilisé pour allumer les grandes villes russes et a été essentiellement produit et consommé localement. Le pays a pris du retard sur les États-Unis et d'autres pays dans la construction des pipelines de gaz à longue distance. Cette méthode de transport de gaz naturel a été

²¹ Nadejda M. Victor, "Gazprom: Gas Giant Under Strain," Stanford University, 2008, disponible sur http://pesd.stanford.edu/publications/gazprom_gas_giant_under_strain

²² Statistiques de "BP Amoco Statistical Review of World Energy," Juin 1999.

²³ Fiona Hill et Florence Fee, "Fueling the Future: The Prospects for Russian Oil and Gas," *Demokratizatsiya*, Vol.10, No. 4, 2002, pp. 462-487, disponible sur: http://www.brookings.edu/~media/research/files/articles/2002/9/fall%20globalenvironment%20hill/200205_demokratizatsiya.pdf

utilisée peu de temps après la fin de la Seconde Guerre mondiale en réponse à une forte augmentation de la consommation du gaz et de la nécessité de satisfaire une demande en croissance rapide.

Le développement de l'industrie du gaz, ainsi que l'industrie pétrolière, a été une partie importante de la stratégie élargie pour moderniser l'économie soviétique dans les deux décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Les fonctionnaires soviétiques ont réalisé les grands hydrocarbures de la Sibérie, et, par conséquent, la région a attiré davantage d'attention et d'investissement. Jusqu'en 1955, l'URSS produisait seulement 9 milliards de mètres cubes de gaz provenant des champs dispersés à travers la partie européenne de la Russie et en Ukraine.²⁴ Khrouchtchev a fixé l'objectif ambitieux de rattrapage économique des États-Unis dans 25 ans, et à cette fin, il a défini des objectifs pour le pétrole et le gaz. Il a compris que l'industrie moderne exigeait de combustibles modernes. Le pétrole était le principal objectif de Khrouchtchev, mais le gaz a également occupé un rôle de premier plan dans ses projets de modernisation. La volonté de développer une industrie du gaz a été officiellement introduit dans le sixième plan quinquennal (1956-1960), et l'ambition a été renforcée dans le septième plan (1959-1965).²⁵ Cependant, le développement de gaz avançait plus lentement que l'exploitation pétrolière en partie parce que l'exigence de l'infrastructure pour le gaz est plus compliquée que ceux du pétrole et en partie parce que le gaz n'était pas considéré aussi essentiel que le pétrole à des industries comme la pétrochimie et le transport.

Le choc pétrolier de 1973 a donné l'industrie du gaz soviétique un élan bien nécessaire. Les développements politiques au Moyen-Orient ont conduit à la flambée des prix du pétrole et du gaz. Le développement de l'industrie du gaz naturel en Russie et ailleurs est devenue plus rentable dans les deux sens : à profiter des prix élevés de l'énergie et à augmenter le volume du gaz et pétrole disponible pour l'exportation. Les dirigeants soviétiques ont utilisé leur accroissement des exportations de gaz naturel pour servir les intérêts géopolitiques et économiques à la fois. Un grand volume de gaz russe a été exporté vers d'autres pays communistes de l'Europe de l'Est à bas prix pour consolider leurs orientations idéologiques et politiques communes. D'un autre côté, Moscou a vendu un grand nombre de son gaz

²⁴ Victor, op.cit.,pp. 9.

²⁵ Ibid., pp. 9.

aux pays de l'Europe de l'Ouest à des prix beaucoup plus élevés qu'aux ceux de l'Europe de l'Est, afin de gagner beaucoup de devises fortes nécessaires. Cette politique duale d'exportation de gaz a servi l'Union soviétique stratégiquement et financièrement.²⁶

L'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979, couplée avec l'ascension de Ronald Reagan au pouvoir aux États-Unis et de Margaret Thatcher au Royaume-Uni a considérablement affaibli la détente des années 1970 entre l'Union soviétique et l'Occident et a relancé la guerre froide entre les deux côtés. Les sanctions économiques ont été imposées à l'Union soviétique et les plans soviétiques d'étendre les exportations de pétrole et de gaz vers l'Europe se sont arrêtés. Dans les années 1980 et au début des années 1990, le communisme en Europe de l'Est a été défait et l'Union soviétique a été dissoute. Cette crise politique a eu de graves répercussions économiques négatives que Bahgat décrit comme suit: d'abord, les économies des anciennes républiques soviétiques de l'Europe de l'Est et de la Fédération Russe ont substantiellement diminué, ce qui par conséquent a baissé la demande de gaz naturel et d'autres ressources d'énergie. Pendant cette période, la production de gaz en Russie a diminué à un taux inférieur à celui de la consommation. Cela signifiait qu'il y avait plus de gaz disponible pour l'exportation. Deuxièmement, la guerre idéologique entre l'Ouest et l'Union soviétique était terminée. Les relations russo-européennes, y compris les exportations de pétrole et de gaz, étaient en grande partie tirées par des intérêts commerciaux. Troisièmement, les dirigeants russes ont dû faire face à un nouveau paysage géo-économique: leurs exportations croissantes de pétrole et de gaz à l'Europe de l'Ouest doivent passer par les pays de transit tels que l'Ukraine et la Biélorussie, les ex-républiques soviétiques.²⁷ Depuis le début des années 1990, toutes les parties concernées ont cherché à trouver une formule satisfaisante pour garantir la non-interruption de ces approvisionnements.

2. L'Effondrement de l'URSS et La Re-organisation du Secteur d'Énergie

Le secteur énergétique russe est différent et plus compliqué que ceux dans la plupart des autres pays producteurs du pétrole et gaz. Depuis la dissolution de

²⁶ Baghat, op.cit., pp. 166.

²⁷ Ibid., pp.166.

l'Union soviétique en 1991, des changements fondamentaux ont eu lieu dans la propriété, la gestion et la structure du secteur. Ces changements reflètent les conditions politiques et économiques dominants à Moscou. La ruée vers la privatisation de la partie majeure des sociétés gazières et pétrolières de la nation était la nature sous-jacente du secteur de l'énergie dans la plupart des années 1990, alors que la 're-nationalisation' ou 'dé-privatisation' était dominante dans les années 2000.

a. Les Années d'E'Itsine: Une Privatisation Dechainée

La dissolution de l'Union soviétique et la renaissance de la Russie ont été accompagnés par beaucoup de chaos politique et économique. En plus de la fragmentation politique, l'éclatement du pays et la disparition de cet espace économique unifié a frappé la Russie très durement et il l'a poussé vers la faillite. Le gouvernement russe a subi une grave crise financière et a été gravement à court de liquidités. Alors que la CIA dans les années 1980 a estimé que le produit intérieur brut (PIB) de l'Union soviétique était d'environ la moitié de celui des États-Unis, en 1992, l'agence a conclu que le PIB russe a chuté à environ 10 pour cent du PIB américain.²⁸ Il y a peu de doute que la plupart des secteurs industriels traditionnels ont beaucoup souffert. En 1996, par exemple, la production de pétrole, le secteur crucial du pays, a baissé de 47 pour cent à partir de 1987. Ensuite, le président Boris Eltsine a décidé qu'une façon de surmonter cette pénurie était de vendre des actifs d'hydrocarbures de l'État au secteur privé. Ainsi, plusieurs entreprises productrices de pétrole et les raffineries ont été transformées en sociétés de stock disponible. Les actions de ces sociétés ont été vendues aux enchères à un groupe de banques commerciales russes en échange d'un prix très bas.²⁹ Environ 20.000 des 25.000 entreprises de grande et moyenne taille étaient en attente de privatisation à la fin de 1992. Les actions de 14.000 entreprises ont été vendues aux enchères de coupons à la population russe. Cependant, les grandes entreprises n'ont pas été incluses dans ce

²⁸ Marshall I. Goldman, **Petrostate: Putin, Power and the New Russia**, Oxford University Press, New York, 2008, pp. 56.

²⁹ Cédric Durand, "Les Privatisations en Russie et la Naissance d'un Capitalisme Oligarchique", Fondation Gabriel Péri, Décembre 2005, disponible sur: http://www.gabrielperi.fr/IMG/article_PDF/article_a485.pdf

processus. Ce n'est qu'après la privatisation par coupons a presque pris fin en 1994, qu'a commencé la mise aux enchères des plus importantes entreprises.³⁰

Toutefois, il convient de souligner que les problèmes économiques et le besoin de l'argent n'expliquent qu'un aspect de la politique de privatisation parce que les affaires politiques ont également joué un rôle essentiel dans le processus. Cela veut dire, la privatisation des sociétés pétrolières russes au milieu des années 1990 s'est déroulée dans un contexte très spécifique. Au début de l'année 1996, alors que le candidat communiste, Guennadi Ziouganov, paraît en mesure de remporter les élections présidentielles de juin, les principaux 'oligarques' décident de soutenir Boris Eltsine afin de prévenir une alternance préjudiciable à leurs intérêts. Ils ont notamment accordé au gouvernement russe, alors en proie à d'inextricables problèmes budgétaires, des prêts gagés sur des participations dans les principales sociétés pétrolières et minières. Après la victoire de B. Eltsine, le gouvernement russe ne remboursera pas les prêts octroyés : les sociétés pétrolières et minières seront attribuées à ces créanciers au cours de ventes aux enchères truquées. Ainsi, les sociétés Sibneft, TNK et Ioukos, aujourd'hui valorisées entre 13,8 et 23,8 milliards de dollars, ont été respectivement achetées pour 107, 820 et 260 millions de dollars.³¹

b. L'Émergence des Oligarques: le Pillage des Établissements Énergétiques

Le chemin menant à la montée des oligarques et de privatisation a commencé dans les années de Gorbatchev. Bien que Gorbatchev ait réduit l'influence des institutions de planification, il n'a pas remplacé l'ancien système économique par une nouvelle. Ce n'est qu'après l'effondrement de l'URSS et l'installation d'un gouvernement réformateur en Russie à la fin de 1991 que la voie a été ouverte à la transformation économique. Dans un an, le gouvernement sous Egor Gaïdar a introduit la libéralisation des prix et a développé le concept pour une politique de privatisation.

³⁰ Hans-Henning Schroder et Claudia Bell, "El'tsin and the Oligarchs: The Role of Financial Groups in Russian Politics between 1993 and July 1998," *Europe-Asia Studies*, Vol. 51, No. 6 (Sep., 1999), pp. 963.

³¹ David Buckrell et Arnaud Dubien, "Énergie et politique dans la Russie de Poutine", *Revue Internationale et Stratégique*, 2004/2, no 54, pp. 71-79.

Le processus de privatisation aurait été impensable sans le développement rapide du secteur bancaire russe qui a commencé avec la réorganisation du système bancaire soviétique dans les années de Gorbatchev avec la Loi sur les Entreprises de 1987 et de la Loi sur les Coopératives de 1988 qui indiquait la fin de l'ancien système économique.³² Pendant ce processus, les banques spécialisées ont été créées qui étaient censés servir les complexes économiques individuels. L'organisation de ces banques spécialisées a été la première étape vers un système bancaire plus sophistiqué. En 1990, il y avait déjà 300 de ces institutions de crédit généralement privés, même si le monopole de l'État dans le secteur bancaire n'a été retiré qu'à la fin de 1990.³³ À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, le nombre de banques a rapidement augmenté, ce qui a ouvert la voie à la création de la nouvelle oligarchie russe. Un groupe de ces nouveaux riches, dits oligarques, étaient d'anciens responsables gouvernementaux. Avant la transition vers la libéralisation, elles ont été soit directeurs des entreprises, ou ont travaillé dans des organismes gouvernementaux chargés de superviser les entreprises, et lorsque les entreprises de l'ère soviétique ont été privatisés, ils ont renforcé leur contrôle de facto sur les droits de propriété. Ils ont tout simplement repris la propriété des biens de l'État qu'ils avaient géré en tant que des agents du gouvernement.³⁴ Un autre groupe a commencé à partir de zéro dans les années 1980 à construire leur richesse au cours des réformes partielles de Gorbatchev lors de la co-existence de tarifs réglementés et de quasi-marché qui ont créé d'énormes possibilités d'arbitrage. En 1992, lorsque la libéralisation des prix et de la privatisation ont commencé, la plupart d'entre eux avait créé des sociétés commerciales, des banques complexes ou de fonds d'investissement. Ainsi, lorsque la privatisation des entreprises industrielles s'est produite, ils avaient le capital financier disponible à l'acquis aux enchères de la propriété des sociétés industrielles.

Le voie menant à la privatisation des industries pétrolières a été ouverte premièrement en Septembre 1991, où le Ministère des Combustibles et de L'énergie a été transformée en une société par actions appelée Rosneftgaz. Contrairement au secteur du gaz, dans laquelle Gazprom est resté plus ou moins ensemble, Rosneft était bientôt divisé en ce qui allait être presque une douzaine de plus ou moins des entités indépendantes. Vagit Alekperov, ministre par intérim de l'industrie pétrolière,

³² Schroder et Bell, op.cit., pp. 958.

³³ Ibid. pp. 964.

³⁴ Ibid. pp. 958.

a été l'un des premiers à voir le potentiel de l'industrie. En Novembre 1991, avant l'effondrement de l'URSS, Alekperov a utilisé son autorité pour unifier les champs pétroliers de Langepaz, Urengoi et Kogalym et l'a appelé Lukoil, et s'en est mis en charge en tant que PDG. Le processus de démantèlement des départements de l'ancien ministère des Combustibles et de l'Énergie a poursuivi et même accéléré après le Décembre 25, 1991, quand l'URSS s'est séparée. En Novembre 1992, Rosneftgaz a été réduit à Rosneft. Deux autres entreprises, Ioukos et Surgutneftegaz, ont été tirés hors de la société en 1993.³⁵

Dépourvu de Lukoil, Ioukos et Surgutneftegaz à partir de 1993, Rosneft a néanmoins représentait plus de 60 pour cent de la production nationale de pétrole brut. Les raids sur elle était loin d'être terminée; en ce temps-là elle contrôlait vingt et six régions pétrolières et vingt-trois raffineries.³⁶

c. 'Prêts-Contre-Actions'

Ce qui s'est avéré le transfert le plus grand et le plus controversé de la richesse jamais vu dans l'histoire a commencé en 1995 avec une proposition conçue par Vladimir Potanine, qui, en ce temps-là, était le vice-premier ministre sous le premier ministre Tchernomyrdine. Potanine a proposé des "prêts contre actions" comme une nouvelle façon de compenser le fait que peu de personnes russes en particulier ceux qui sont venus à être connu sous le nom oligarques payaient leur juste part d'impôts. Sans le revenu des impôts, l'état ne pouvait pas payer ses factures. Selon le plan de Potanine, plusieurs banques nouvellement ouvertes par les oligarques offriraient de prêter de l'argent au gouvernement pour qu'il puisse payer ses factures. À titre de garantie pour les prêts, Potanine a proposé que l'État transfère ses actions dans plusieurs sociétés pétrolières du pays qui n'avaient pas encore été entièrement privatisé. Une fois que l'état a rassemblé ses impôts, les prêts seraient remboursés et que la garantie- c'est à dire les actions- serait retourné par la banque à l'État. Si pour une raison les prêts ne pouvaient pas être remboursés, les banques, pour le compte de l'État, seraient alors autorisées à vendre aux enchères la garantie

³⁵ Goldman (2008), op.cit., pp. 61

³⁶ Marshall I. Goldman, **The Privatization of Russia: Russian Reform Goes Awry**, New York: Routledge, 2003, pp. 117.

qu'ils détenaient. Après avoir retiré l'argent qu'ils ont été dus, les banques rendraient le reste des actions à l'Etat.³⁷

Étant donné le climat de l'époque et la ruée de saisir les biens de l'État, sans surprise, cela s'est avéré être une escroquerie massive. Tout le monde savait depuis le début qu'il y avait peu de chances que l'État serait en mesure de recueillir les impôts dont il a besoin pour rembourser les prêts bancaires.³⁸ Comment ça pourrait être possible quand les oligarques eux-mêmes et leurs sociétés, ainsi que leurs banques, ont été parmi les délinquants fiscaux les plus importants? En ce qui concerne les ventes aux enchères, presque tous d'entre eux s'est avéré être truquées. Les étrangers et la plupart des autres enchérisseurs viables ont été exclus de l'appel d'offres. Avec le nombre d'enchérisseurs fortement limité, il n'est pas étonnant que le gagnant des enchères s'est avéré être la banque les organisant elle-même, ou sa complice, et pour un prix qui couvrait à peine le montant du prêt. Il était la politique de prêts-contre-actions qui a permis à Mikhaïl Khodorkovski et sa banque Menatep de finir par être les propriétaires d'Ioukos qui a également été séparé de Rosneft en échange d'un simple \$ 309 millions.³⁹ Dans un modèle assez semblable en Juillet 1997, Mikhail Fridman a utilisé son Alfa Bank et Renova, une société holding, pour gagner le contrôle de Tyumen Oil (TNK).⁴⁰

Parce qu'il était l'idée de Potanine, il aurait été injuste s'il n'avait pas été en mesure de bénéficier de son propre programme. Il n'est pas surprenant, par conséquent, qu'il a acquis Norilsk Nickel en échange de seulement 170 millions, une société qui, une fois privatisée, est devenu l'un des plus grands des conglomérats du monde. Potanine et son Oneksimbank a également remporté le contrôle de la compagnie pétrolière, Sidanko, pour 130 millions de dollars.⁴¹

Le duo de Boris Berezovsky et Alexandre Smolensky a agi de la même manière que les autres oligarques dans le décapage des biens publics. Berezovsky,

³⁷ Goldman (2008), op.cit, pp. 64.

³⁸ Sergei Guriev et Andrei Rachinsky, "The Role of Oligarchs in Russian Capitalism," *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 19, No. 1 (Hiver, 2005), pp. 131-150

³⁹ Marshall I. Goldman, "Putin and the Oligarchs," *Foreign Affairs*, Vol. 83, No. 6 (Nov. - Dec., 2004), pp.33-44

⁴⁰ Vladimir Gelman, "Russia's crony capitalism: the swing of the pendulum," le 14 Novembre 2011, disponible sur: <http://www.opendemocracy.net/od-russia/vladimir-gelman/russia%E2%80%99s-crony-capitalism-swing-of-pendulum>

⁴¹ Chrystia Freeland, *Sale of the Century*, Doubleday, Toronto, 2000, pp. 175.

qui à l'époque avait des relations étroites avec le Kremlin, en particulier avec l'une des filles de Boris Eltsine, était derrière l'Édit Présidentiel du 29 Août 1995, qui a tiré le Sibneft de Rosneft. Dans les enchères de "prêts-contre-actions" de Décembre 1995, une société jusque-là inconnue FNK (la société pétrolière financier), a acquis 51 pour cent des actions de Sibneft pour une offre dérisoire de 100 millions de dollars. FNK s'est avéré être un front d'Alkion Securities, qui était de 100 pour cent détenue par SBS/AGRO en fait dirigée par Alexandre Smolensky en partenariat avec Berezovsky.⁴²

En ce qui concerne le secteur du gaz, le Ministère de l'Industrie du Gaz, qui s'est transformé plus tard en Gazprom par Victor Tchernomyrdine en Août 1989, a été toujours maintenu dans son ensemble, contrairement au Ministère de Combustible et de Pétrole. L'état était toujours en contrôle, mais maintenant ce contrôle a été exercé par le biais d'actions, de 100 pour cent qui ont été initialement détenus par l'état. En Novembre 1992, Eltsine a autorisé la conversion de Gazprom d'une filiale appartenant à l'État en une société anonyme privée dont les actions pourraient être la propriété de l'État et des parties privées. En Février 1993, Gazprom a commencé à vendre ses actions au public, et en 1994, 33 pour cent de ses actions avait été acheté par 747.000 membres du public, dont la plupart étaient en mesure de les obtenir en échange des coupons que l'Etat avait délivré à tout citoyen russe dans le cadre du processus de privatisation. Quinze pour cent des actions a été achetées et attribuées aux salariés de Gazprom. Pour le moment, l'état a conservé la plupart des actions.⁴³

Étant donné le succès de Tchernomyrdine dans Gazprom, Eltsine l'a choisi pour être son vice-premier ministre. Lorsque Tchernomyrdine a retourné à une position officielle du gouvernement en mai 1992, son adjoint, Rem Vyakhirev a ramplacé Tchernomyrdine comme le président et chef de la direction. Avec Tchernomyrdine au poste de Premier ministre et son ancien député en tant que président de Gazprom, l'État n'a pas réglementé étroitement Gazprom. Profitant de cela, Gazprom a payé très peu d'impôts ou des dividendes à l'État. En outre lorsque Vyakhirev était en charge, beaucoup des puits gaziers, des pipelines et des entités de distribution ont été gratuitement morcelés à un vaste groupe: les épouses, les enfants

⁴² Goldman (2008), pp. 65.

⁴³Ibid., pp. 60.

et les maîtresses des cadres de Gazprom. Certaines des plus grandes retombées ont été transférées à Itera, une société basée aux États-Unis.⁴⁴

En bref, une grande partie de l'industrie de l'énergie a été privatisée au milieu des années 1990. La privatisation et la division de l'industrie pétrolière a permis à de nouveaux acteurs économiques d'entrer dans le secteur. La décennie a été marquée par l'émergence de nouveaux barons du pétrole russes ou des "oligarques" telles que Mikhaïl Khodorkovski de Ioukos, Boris Berezovsky et Roman Abramovich de Sibneft. Ils n'avaient aucune expérience préalable dans l'industrie pétrolière soviétique, mais à la place avait accès à des capitaux financiers des banques privées qu'ils avaient détenues et contrôlées, et ils avaient des connexions politiques étroites avec le gouvernement russe.⁴⁵ Durant les années 1990, la fuite des capitaux du pays dans son ensemble a été pensée être de l'ordre de 1 milliard de dollars par mois. Pour couronner le tout, le pays était en proie à l'inflation -les prix ont augmenté par vingt et une fois en 1992- et le budget du gouvernement a été de lourds déficits, parce que peu de ces oligarques qui doivent payer ses impôts ont fait cela.⁴⁶

Pour la plupart des années 1990, les nouveaux oligarques russes de l'énergie ont structuré leurs activités d'une manière qui a mené à la réduction considérable des impôts de l'État et ils ont déplacé beaucoup de grandes quantités de capital à l'étranger alors que la production de pétrole en Russie a été largement peu profitable.⁴⁷ Kagarlytsky écrit que tout au long de période Eltsine, l'ensemble du capital qui a fuit la Russie s'élevait à 1-2 milliards de dollars chaque mois et sa quantité totale entre 1992 et la fin de la période Eltsine a dépassé 150 milliards de dollars.⁴⁸ La demande de pétrole a baissé de plus de 40 pour cent entre 1990-1995, en raison de la contraction de l'industrie manufacturière à forte intensité énergétique. En outre, les exportations de pétrole ont été contraintes par des limitations de capacité dans le système de pipelines de l'URSS. Les seuls vrais bénéficiaires à faire venaient de raffinage. Entre 1988 et 1998, la production pétrolière russe a chuté de 40 pour cent d'environ 11 millions à près de 6 millions de barils par jour - en grande partie en

⁴⁴ Goldman (2008), op.cit., pp. 61.

⁴⁵ Fiona Hill, "Energy Empire: Oil, Gas and Russia's Revival", The Foreign Policy Center, Septembre 2004, pp. 11, <http://fpc.org.uk/fsblob/307.pdf>, consulté le 25 Février 2013.

⁴⁶ Goldman (2008), op.cit., pp. 56.

⁴⁷ Lee S. Wolosky, "Putin's Plutocrat Problem," Foreign Affairs, Mars/Avril 2000, Vol. 79, No. 2, pp. 18-31.

⁴⁸ Boris Kagarlytsky, **Russia Under Yeltsin and Putin**, Pluto Press, Londres, 2002, pp. 98.

raison d'une forte réduction de forage, et peu ou pas d'investissement dans les nouveaux puits, ou dans la technologie pour accroître la récupération du puits épuisés.⁴⁹ Les nouveaux oligarques ont également joué un rôle majeur dans la réduction de la production pétrolière. Au lieu d'investir dans leurs actifs en Russie, les oligarques de l'énergie se sont concentrés sur le développement de nouveaux moyens de fraude fiscale, de décaper l'argent liquide provenant de leurs actifs et la délocaliser à l'étranger.⁵⁰ Il y avait tout simplement peu d'incitations à produire plus et travailler mieux.⁵¹

Mis à part la privatisation, les années 1990 ont été marquées par aussi une série d'accords de partage de production (PSA)⁵² pour attirer de grandes compagnies pétrolières occidentales pour développer les régions technologiquement complexes comme l'île de Sakhaline et la Sibérie du Nord. Dans les années 1990, la Russie était faible et les prix du pétrole étaient bas. Afin de stimuler les investissements étrangers dans les projets d'hydrocarbures géographiquement isolés et technologiquement complexes, le gouvernement russe a signé trois PSAs avec les grandes compagnies pétrolières internationales (IOC) entre 1994 et 1995. La société française Total gère le PSA de Kharyaga dans le bassin de Timan-Pechora et la société américaine ExxonMobil exploite le PSA de Sakhaline-1 dans la Fédération de Russie. Le conglomérat anglo-néerlandais Royal Dutch-Shell a dirigé le projet Sakhaline-2 jusqu'à ce que Gazprom lui ait rejoint à la fin 2006.⁵³

⁴⁹ Hill (2004), op.cit., pp. 11.

⁵⁰ Lee S. Wolosky, 'Putin's Plutocrat Problem,' *Foreign Affairs*, Mars/Avril 2000, Vol. 79, No. 2, pp. 18-31.

⁵¹ Hill (2004), op.cit., pp. 11.

⁵² Dans les accords de partage de production, le gouvernement accorde l'exécution des activités d'exploration et de production à une société pétrolière. La société assume le risque financier de l'initiative et explore, développe et produit finalement le champ selon les besoins. En cas de succès, la société est autorisée à utiliser l'argent du pétrole produit à recouvrer le capital et les dépenses opérationnelles, appelées «coûts pétroliers». Le reste de l'argent est connu comme le «profit pétrolier», et est partagé entre le gouvernement et l'entreprise, généralement à un taux d'environ 80% pour le gouvernement, 20% pour la société.

⁵³ Timothy Fenton Krysiek, "Production Sharing Agreements in Putin's Russia", *Spero News*, le 10 Décembre 2007, disponible sur: <http://www.speroforum.com/a/12864/Production-Sharing-Agreements-in-Putins-Russia>.

3. Les Ressources d'Énergie et l'Économie Russe

a. La Crise Économique de 1998

Le 17 Août 1998, le gouvernement russe a dévalué le rouble et a annoncé qu'il ne serait plus en mesure de payer une grande partie de sa dette intérieure et a imposé un moratoire sur le paiement d'une grande partie de sa dette extérieure. Les prix ont augmenté rapidement et, pas pour la première fois dans les années 1990, les citoyens qui ont déposé de l'argent dans les banques russes ont vu leurs épargnes disparaître.⁵⁴ Il y avait des signes évidents que le système budgétaire était dans un état lamentable, mais à l'époque, peu de gens ont vu que l'effondrement était éminent.⁵⁵ En 1989-91 ce système s'est décomposé et en 1992-99 les efforts vigoureux ont été faits pour adopter une économie de marché civilisée. Ces efforts ont été soutenus par les agences du G7, le FMI et par la communauté internationale des affaires. Cependant, ces efforts ont été un échec, et la Russie s'est retrouvée avec un système mutant économique.⁵⁶ La Russie, à la fin de l'ère El'tsin, manquait un état qui peut être considéré comme le défenseur de l'intérêt public. Il avait des fonctionnaires qui ont temporairement occupé des postes particuliers, mais ils ont vu leurs bureaux en grande partie comme leurs fiefs privées grâce aux quelles ils pourraient s'enrichir. À tous les niveaux, ce qui est le plus important était le contrôle des ressources économiques. En particulier, le contrôle de flux de l'argent et la possibilité de le détourner dans son propre compte bancaire étranger ou celle d'une entité sous son propre contrôle ou de l'utiliser pour financer sa propre consommation de luxe a été particulièrement important. Il était caractéristique de la situation en 1998, avant la crise du 17 Août.⁵⁷

Tout au long des années 1990, peu de Russes ont payé leurs impôts et ceux qui ont fait cela ont rarement payé autant qu'ils en effet dû. Combinée à l'inflation, le sous-paiement des impôts signifie que chaque année, le déficit budgétaire a progressé, ce qui à son tour signifie que le gouvernement a dû emprunter de l'argent encore plus. Parce que la situation fiscale n'était pas viable, le gouvernement a

⁵⁴ Edwin Bacon et Matthew Wyman, **Contemporary Russia**, Palgrave Macmillan, New York, 2006, pp. 102.

⁵⁵ Marshall I. Goldman, "Russia's Bleeding Heartland," *Central European Economic Review*, Septembre 1997, pp. 6.

⁵⁶ Michael Ellman, "Russian Economy Under El'tsin," *Europe-Asia Studies*, Vol. 52, No. 8, 2000, pp. 1417-1432

⁵⁷ *Ibid.*, pp. 1418.

finalement été contraint de faire défaut sur sa dette. En même temps, il a constaté qu'elle n'avait plus assez d'argent pour répondre à la demande de ceux qui voulaient échanger roubles contre des dollars au taux de change officiel. En d'autres termes, il avait également manqué de dollars. En Août 1998, parce qu'il ne pouvait pas trouver suffisamment de prêteurs disposés à acheter des titres publics nouveaux ou réémis, combiné avec le fait qu'il n'y avait plus de dollars et de l'argent étrangères convertibles et ne pouvait pas payer ses factures, le gouvernement russe, en effet, avait fait faillite.⁵⁸ Les conséquences d'une telle mauvaise gestion financière interne étaient de grande envergure. La plupart des oligarques qui avaient récemment été au sommet de la pyramide des revenus de la Russie ont trouvé leurs banques sans valeur. Certains banquiers, comme Khodorkovski, a réussi à survivre parce que, avant sa banque Menatep a fait faillite; il avait l'utilisé pour financer l'achat de propriétés telles que la compagnie pétrolière Ioukos par le biais de prêts-contre-actions.

Durant la crise, la production industrielle et le marché boursier russe ont également pris des tirs directs. Le produit intérieur brut a baissé de 5 pour cent en 1998 par rapport à 1997. Dans le même temps, le prix du pétrole, le produit d'exportation le plus important du pays, a chuté à près de 15 \$ de 26 dollars en 1996. Avec ses banques fermées, son crédit sans valeur, et son principal produit d'exportation ne gagnent que 60 pour cent de ce qu'il avait deux ans plus tôt, la Russie a vu beaucoup de ses entreprises fermer ou venir à la veille de la faillite, et les perspectives sur l'économie russe était sombre.⁵⁹ La baisse des prix du pétrole au début et au milieu des années 1990 a eu un impact dévastateur sur la production de pétrole. Compte tenu des prix du pétrole si bas, couplé avec les coûts de production, les impôts et les frais de transport, il n'était presque impossible de gagner de l'argent. Ainsi, les nouveaux propriétaires (dont un grand nombre étaient désormais des entités privées) ont arrêté non seulement des activités d'exploration pour de nouveaux champs, ils ont aussi réduit leur production dans les champs existants. En conséquence, la production de pétrole brut a chuté de près de 40 pour cent de 1990 à 1998.⁶⁰

⁵⁸ Goldman (2008), op.cit., pp.75.

⁵⁹ Ibid., pp.77

⁶⁰ John D. Grace, **Russian Oil Supply: Performance and Prospects**, Oxford University Press, 2005, pp.80.

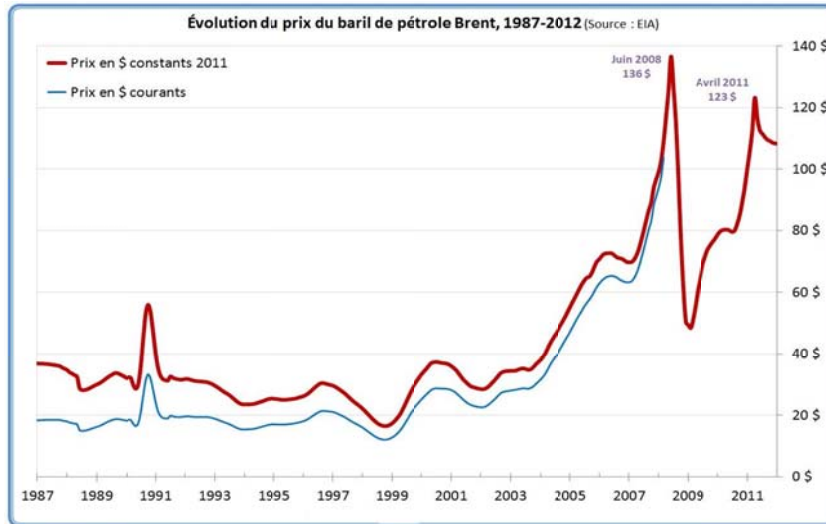
b. La Croissance des Prix Énergétiques: L'Économie se rétablit

En 1999, l'économie mondiale a commencé à se rétablir grâce à une augmentation des prix des marchandises en Asie du sud, où la récession a commencé un an plus tôt. La reprise a également augmenté la demande d'énergie. Ce qui avait été un marché sursaturé s'est transformé presque du jour au lendemain en un marché tendu. Une grande partie de l'impulsion de ce changement était principalement due à une forte augmentation de la demande de pétrole et de gaz en Inde et en Chine.⁶¹

Cependant, le facteur le plus important dans le rétablissement de l'économie russe, a été la hausse des prix mondiaux du pétrole brut à partir d'un minimum d'environ 10 dollars par baril en Décembre 1998 à près de \$ 33 en Septembre 2000. Cela a fourni une injection massive de liquidités dans l'économie. Les prix élevés du pétrole ont également été un facteur majeur dans la promotion du redressement de l'industrie pétrolière, qui avait été affectée par l'effondrement de l'URSS et s'était entré dans une longue période de déclin dans les années 1990. Le resserrement du marché des produits énergétiques et de l'augmentation des prix qui l'ont suivi, ont eu un impact direct et immédiat sur la Russie. Après une demi-douzaine d'années ou plus de décapage des actifs et d'une réticence à investir dans les nouvelles activités d'exploration et développement, les oligarques et les gestionnaires des entités de production d'énergie ont commencé à reconnaître qu'avec les prix élevés de l'énergie, ils pourraient faire plus d'argent en mettant leurs fonds dans l'exploration et la production à la maison plutôt que de les garder à l'étranger. Selon Hill, la dévaluation du rouble en Août 1998 a également contribué à cette reprise économique en entraînant la substitution des importations et en fournissant un stimulus pour les producteurs nationaux de biens de consommation et des produits manufacturés.⁶² En d'autres termes, le moins cher rouble signifiait que les étrangers peuvent acheter plus de produits russes avec leurs dollars et euros, ce qui a contribué à l'accroissement des exportations russes.

⁶¹ Goldman (2008), op.cit., pp. 79.

⁶² Hill (2004), op.cit., pp. 10.



La Table 2 : L'évolution du prix du baril du pétrole Brent, 1987-2012
(Source : Energy Information Administration)

Après 1999, les coûts faibles d'entrée et les prix élevés de l'énergie ont offert la combinaison gagnante. Ils ont fourni de capital interne pour les sociétés pétrolières russes afin d'améliorer l'efficacité de production sans perfusion de nouvel investissement externe. Et ils ont aussi donné les barons du pétrole nouvelles toutes les raisons de se restructurer et d'améliorer la gestion de leurs actifs. Les puits oisifs ont été ramenés en ligne, de nouvelles machines ont été achetées, et la nouvelle technologie a été introduite pour améliorer la récupération des puits.⁶³ En 2000, la production pétrolière russe a augmenté de 6 pour cent et, en 2003, 11 pour cent. En 2006, la Russie a laissé l'Arabie Saoudite derrière elle, devenant ainsi une fois de plus le premier producteur mondial de pétrole.⁶⁴ De nouvelles infrastructures, y compris le Système de Pipeline Baltique et un nouveau terminal pétrolier de Primorsk dans le golfe de Finlande, ont été construit pour augmenter la capacité d'exportation par un 12 pour cent.

Les prix élevés du pétrole et la croissance de la production de pétrole en Russie après 1999 étaient extrêmement bonnes nouvelles pour le budget fédéral russe. Les ressources naturelles ont commencé à constituer autour de 80 pour cent des exportations russes, le pétrole et le gaz représentaient 55 pour cent de toutes les exportations, en fournissant un flux de liquidité énorme dans le budget. Avec autant

⁶³ Ibid., pp. 12.

⁶⁴ Stuart Staniford, "Saudi Arabian Oil Declines 8 % in 2006," The Oil Drum, le 2 Mars 2007, disponible sur: <http://www.theoil Drum.com/node/2325>

d'argent dans la main, le gouvernement russe a agi rapidement pour rembourser ses prêts. Une grande partie de cette dette a été payée à l'avance de la dernière échéance. Les évolutions macroéconomiques résultant de la forte demande de ses ressources naturelles ont conduit à une croissance de 6,7% du PIB, en augmentant le revenu par habitant de 12 % entre 1999–2003.⁶⁵ De plus, tandis que les réserves en devises de la Russie ont augmenté à 400 milliards de dollars en 2006, où la Russie a aussi payé sa dette à hauteur de 23,7 milliards de dollars au Club de Paris.⁶⁶ En bref, à la suite de la poussée soudaine des prix du pétrole et la relance de l'industrie russe de l'énergie, les fortunes économiques de la Russie se sont grandement améliorées. Et avec la reprise économique, la Russie a soudainement commencé à avoir quelque chose de crucial à offrir à son jardin de derrière (*near abroad*), qui, dans les années de Poutine, se traduirait par un instrument de politique étrangère.

4. Les Années de Poutine: Une Nouvelle Approche Énergétique.

Poutine est arrivée au pouvoir au moment de la demande croissante de ressources d'énergie et de la croissance des prix du pétrole. À son avis, le potentiel énergétique de la Russie a été et est le principal moyen de renforcer la Russie: d'abord il fallait reconstruire l'économie russe en exploitant le secteur de l'énergie, donc une économie forte garantirait une stabilité socio-politique et par conséquent la Russie irait devenir un acteur beaucoup plus fort au niveau international. En effet la politique énergétique de Poutine a d'excellents résultats. L'économie russe a montré des signes de croissance stable au cours des dix dernières années, la situation politique dans le pays est plus stable, et enfin la Russie a commencé à être perçue comme un joueur plus fort sur la scène internationale. Une grande partie des revenus était provenue de la vente d'énergie. En 2006, par exemple, l'excédent commercial s'est élevé à 140 milliards de dollars par rapport à des \$ 20 milliards en 1995, lorsque les prix du pétrole étaient beaucoup plus faibles.⁶⁷ Les exportations de pétrole étaient de 140 milliards de dollars en 2006, ce qui représente près de la moitié des recettes d'exportation globales et l'excédent commercial complet. Stratégiquement, le pétrole

⁶⁵ Bacon et Wyman (2006), op.cit., pp. 104.

⁶⁶ Eugene B. Rumer, "Russian Foreign Policy Beyond Putin," The International Institute for Strategic Studies, Adelphi Papers 390, Routledge, Londres, 2007, pp. 55.

⁶⁷ Gary Dorsch, "What's Behind the Crash in Crude Oil and Gold," Global Money Trends Magazine, le 9 Janvier 2007, disponible sur:

<http://www.financialsensearchive.com/fsu/editorials/dorsch/2007/0109.html>

a apporté la richesse inhabituelle en Russie. En plus de 120 milliards de dollars dans son fonds de stabilisation en 2007, il a également tenu plus de 420 milliards de dollars au Trésor et à la Banque centrale de Russie. Une partie de cet argent a été utilisé pour rembourser la dette extérieure russe, qui descendait à peine 4% du PIB au milieu de l'année 2007.⁶⁸ Le taux d'inflation a été ramené ainsi. Ces réussites exigeaient des changements importants dans le secteur énergétique russe. Tout d'abord, le Kremlin a eu à exercer des niveaux élevés de contrôle sur la production d'énergie. Le secteur de l'énergie est devenu l'objet référent de la sécurité, et toutes les forces nationales et étrangères qui pourraient saper la position du Kremlin dans le secteur de l'énergie ont été présentées comme une menace.

Le niveau de contrôle gouvernemental sur le secteur d'énergie a augmenté de façon significative après Poutine est arrivé au pouvoir. Hanson décrit le changement politique de Poutine comme la suite: "le mouvement pour le contrôle de certaines parties de l'économie - par la propriété étatique directe et en veillant à ce que les hommes d'affaires politiquement conciliants sont en cours d'exécution - serait un mouvement pour s'assurer qu'aucune base significative de pouvoir social et politique indépendant n'existe."⁶⁹ Selon Hober, Poutine pensait que le gouvernement russe doit jouer un rôle décisif dans les décisions majeures sur l'énergie et les ressources naturelles. Le contrôle total n'est pas forcément nécessaire, mais il faut plutôt un marché "gérée" avec la possibilité de multiples formes de propriété.⁷⁰ Bien que l'importance des forces du marché et la propriété privée ait été reconnue, la primauté de l'État dans le secteur énergétique russe n'est pas négociable. Cela signifie que Poutine a estimé que, même si la propriété privée pouvait encore exister, les droits des propriétaires ne sont pas absolus, et les intérêts de l'État sont supérieurs à celles des entreprises privées et des réglementations du marché.⁷¹ De l'avis de M. Poutine, le contrôle gouvernemental sur les ressources minérales permettrait de protéger les intérêts de la société dans son ensemble en veillant à la sécurité économique.

⁶⁸ Goldman (2008), pp. 91.

⁶⁹ Philipp Hanson, **Managing the Economy**, dans Stephen White, Richard Sakwa, and Henry Hale (eds) (2010), *Developments in Russian Politics*, London: Palgrave Macmillan, pp. 197.

⁷⁰ Kaj Hober, "Law and Policy in the Russian Oil and Gas Sector," *Journal of Energy and Natural Resources Law*, 2009, pp. 424.

⁷¹ Martha Brill Olcott, "The Energy Dimension in Russian Global Strategy: Vladimir Putin and the Geopolitics of Oil," Octobre 2004, disponible sur:

http://large.stanford.edu/publications/coal/references/baker/studies/pec/docs/PEC_Olcott_10_2004.pdf (consulté le 12 Février 2013)

En fait, les préoccupations de Poutine sur la manière d'exploiter efficacement les ressources énergétiques pour promouvoir l'économie russe et sa position sur la scène internationale est bien antérieure à sa nomination au poste de Premier ministre. Dans un mémoire présenté en Juin 1997 à l'Institut Minière de Saint-Petersbourg Poutine a présenté un plan, une sorte de "manuel du propriétaire" pour la reprise de la Russie et de retour à l'influence économique et politique.⁷² Dans sa mémoire, Poutine a appelé le gouvernement russe à réaffirmer son contrôle sur les abondantes ressources naturelles du pays et des matières premières: "Le processus de restructuration de l'économie nationale doit avoir pour objectif de créer les entreprises les plus efficaces et compétitifs sur les marchés nationaux et mondiaux." Il percevait cela comme probablement le meilleur moyen de rétablir l'état de la Russie en tant que superpuissance, une superpuissance énergétique. Au lieu de laisser les entreprises du pays contrôlées par une oligarchie de se concentrer exclusivement sur des profits, Poutine a proposé qu'ils devraient être utilisés pour défendre les intérêts nationaux du pays. Pour récupérer une partie des actifs présentés aux intérêts privés sous Eltsine, la Russie doit réquisitionner ces entreprises et une fois de plus les intégrer verticalement dans des conglomérats industriels afin qu'ils puissent mieux concurrencer les multinationales occidentales comme Exxon-Mobil et Shell. Autrement dit Poutine, "Peu importe qui est le propriétaire légal des ressources naturelles du pays et en particulier des ressources minérales, l'État a le droit de réglementer le processus de leur développement et utilisation."⁷³ Selon lui, si on les laisse toutes seules, les propriétaires privés deviennent trop absorbés dans la poursuite de leurs propres intérêts et sont plus intéressés à endommager leurs concurrents que d'aider l'État. Ils deviennent si égocentriques qu'ils ignorent les intérêts légitimes de l'État. Il a souligné que c'est une erreur de se fier aux propriétaires privés et aux marchés seulement.⁷⁴ Quand la Russie l'a fait qu'en 1991, la production du pays a beaucoup souffert. En retablissant la commande, même si pas la propriété, en particulier sur ces entreprises axées sur les ressources minérales, la Russie, a-t-il soutenu, a le potentiel de sortir "de sa crise profonde" et restaurer "son ancienne puissance."⁷⁵

⁷² Goldman (2008), pp. 98.

⁷³ Pour les détails voir: Harley Balzer, "Vladimir Putin's Academic Writings and Russian Natural Resource Policy," *Problems of Post-Communism* (January/ February 2006), 48–54.

⁷⁴ Ibid., pp. 52.

⁷⁵ Ibid., pp. 54.

Au centre de l'approche de Poutine, c'est l'idée que l'État en tant que le garant du bien-être social et de la stabilité a des droits exclusifs sur les entreprises énergétiques et les ressources naturelles. Il a estimé que "l'État russe avait été victime des réformes mêmes qu'il avait parrainés" et avait besoin de se battre.⁷⁶ À partir de son accès au pouvoir en tant que premier russe, il a commencé à prendre des mesures pour réduire la présence des oligarques dans la vie politique et à consolider le secteur de l'énergie avec un niveau élevé de contrôle gouvernemental.

a. Le Rétablissement du Contrôle Étatique sur l'Industrie d'Énergie

Dès qu'il est devenu le premier ministre, Poutine a commencé à créer ses propres oligarques. Comme il l'a envisagé, ces élites mettraient la promotion des intérêts de l'État sur la maximisation du profit. À la maison, cela pourrait signifier le maintien de l'énergie à bas prix comme une forme de subvention pour le public. En dehors de la Russie, cela pourrait signifier la suspension des livraisons aux pays qui refusent de soutenir la politique étrangère russe ou de faire progresser ses intérêts. Les grandes entreprises énergétiques seraient plus de 50 pour cent détenue par le gouvernement russe. Mais avec le bon type de conseils et de pression, il n'y avait aucune raison que les sociétés majoritairement privées ne pouvaient pas également servir comme les nouveaux oligarques. S'il y a des moments où une société privée pourrait décider de refuser l'orientation étatique, l'État doit user de ses pouvoirs pour la faire respecter. Cela peut comprendre l'envoi de contrôleurs fiscaux de l'État ou des inspecteurs des agences de l'environnement pour vérifier les actes répréhensibles. Dans le cas des producteurs de pétrole ou de gaz, le refus de se rallier à l'état ou l'insistance sur les actes indésirables pourrait être remédié en refusant ces non-conformistes l'accès aux pipelines des monopoles russes qui contrôlent des livraisons aux marchés domestiques et étrangers à la fois.⁷⁷ Cela signifiait qu'il fallait révoquer certains des oligarques les plus prestigieux et puissants de la Russie de leurs entreprises récemment privatisées. Presque immédiatement après son élection à la présidence en Mars 2000 Poutine s'est mis au travail. Trois mois plus tard, en Juin 2000, il a forcé Viktor Tchernomyrdine hors de sa sinécure à titre de président du

⁷⁶ Olga Khrushcheva, "Controversies of Putin's Energy Policy: The Problem of Foreign Investment and Long-Term Development of Russia's Energy Sector," pp. 170, disponible sur: <http://www.isn.ethz.ch/isn/Digital-Library/Publications/Detail/?lng=en&id=141533>, consulté le 23 Février 2013.

⁷⁷ Goldman (2008), op.cit., pp. 99

conseil d'administration de Gazprom et Rem Vyakhirev en tant que PDG de Gazprom. À la fin de la journée, une structure oligarchique serait remplacée par un autre qui a été contrôlé par un nouveau clan étroitement liée à Poutine. Les acteurs impliqués dans ces réseaux sont souvent les gens qui ont accompagné le président à travers les différentes étapes de sa carrière dans le service de sécurité soviétique et l'administration de la ville de Saint-Pétersbourg.⁷⁸

Avec l'élimination de Tchernomyrdine et Vyakhirev et leur remplacement par Dmitri Medvedev et Alexei Miller, deux jeunes bureaucrates qui avaient travaillé avec Poutine à Saint-Pétersbourg, Vladimir Poutine était désormais en mesure de mettre un terme au décapage flagrant qui avait caractérisé la manière de gestion de Tchernomyrdine et Vyakhirev à travers les dix années. Leur éviction par M. Poutine de Gazprom était une partie des efforts pour mettre fin aux actes de banditisme et de punir la mauvaise gestion et le pillage personnelle des biens publics.

	Anciens Nomenclatures	Les Oligarques Nouveaux Riches
<i>Viktor Tchernomyrdin</i>	6/2000 Remplacé en tant que Chef de Gazprom	
<i>Vladimir Gusinsky</i>		6/2000 Mis en prison et remplacé en tant que chef de Media Most
<i>Boris Berezovsky</i>		11/2000 Menacé de prison, il a offert Sibneft au gouvernement et pris la fuite en Angleterre.
<i>Rem Vyakhirev</i>	5/2001 Remplacé en tant que PDG de Gazprom	
<i>Viktor Gerashchenko</i>	3/2002 Remplacé en tant que Chef de la Banque Centrale de la Russie	
<i>Mikhail Khodorkovsky</i>		10/2003 Khodorkovsky mis en prison et sa propriété, Ioukos, confisqué par l'État.

La Table 3 : Élimination des oligarques russes par Poutine (Source: Goldman - 2008)

⁷⁸ Euractiv, "Collective Putin' mismanages Russia's energy sector," le 3 Mai 2012, <http://www.euractiv.com/general/collective-putin-mismanages-russ-analysis-512448>, consulté le 23 Février 2013.

Après le rétablissement du contrôle de l'État sur l'industrie du gaz, la prochaine cible de Poutine était Sibneft. Sa reprise a été faite si discrètement que presque personne ne l'a remarqué. Pendant un certain temps, Rowan Abramovich a considéré l'idée de vendre la moitié de sa part de Sibneft à une société étrangère. Il a reçu des offres de Chevron-Texaco, Shell, et Total. Mais après les visites inévitables des autorités fiscales russes et les demandes importantes d'arriérés d'impôts de quelque 1,4 milliards de dollars, en Septembre 2005, Abramovich ont plutôt convenu de vendre sa participation de 72 pour cent de Sibneft à Gazprom pour 13 milliards de dollars.⁷⁹ Renommé Gazpromneft, cette fusion a donné à Gazprom un enjeu majeur dans le secteur pétrolier pour la première fois. Avec le transfert de Sibneft à la propriété étatique, l'État a une fois de plus pris le contrôle de 30 pour cent de la production totale de pétrole de la Russie.⁸⁰

Une fois le président Putin avait consolidé le contrôle sur quelques entreprises énergétiques, il s'est engagé dans une campagne contre M. Khodorkovsky, le PDG de Menatep, holding qui gère Ioukos, pour le priver de sa puissance économique et influence politique. En s'attaquant au plus puissant des pétroliers, le Kremlin voulait montrer que personne ne peut lui résister dans sa volonté d'imposer de nouvelles règles du jeu.⁸¹ Désormais, tous les acteurs du secteur extractif doivent s'aligner et se montrer plus coopératifs dans le développement économique et social du pays, à commencer par le paiement de la totalité de leurs impôts. Le gouvernement a réclame ainsi à Ioukos la somme de 3,4 milliards de dollars au titre d'arriérés d'impôts seulement pour l'an 2000.⁸²

Ces attaques contre M. Khodorkovsky et Ioukos sont en partie dues à son activisme politique: coordination du lobby pétrolier au sein de la Douma, financement des partis d'opposition (Iabloko, l'Union des forces de droite et le Parti communiste, PC),⁸³ critiques répétées de la politique intérieure et extérieure du

⁷⁹ "Gazprom Swallows up Sibneft," Upstream Online, le 28 Septembre 2006, disponible sur: <http://www.upstreamonline.com/live/article99244.ece>

⁸⁰ Goldman (2008), op.cit., pp. 123.

⁸¹ Buckrell et Dubien (2004), op.cit., pp. 73.

⁸² People Daily, "Yukos receives default notice of 1-billion-dollar credit", le 5 Juillet 2004, disponible sur: http://english.peopledaily.com.cn/200407/05/eng20040705_148545.html

⁸³ R. G. Gidadhubli, "Yukos Affair: Putin Attacks Russia's Oil Barons," Economic and Political Weekly, Vol. 38, No. 47 (Nov. 22-28, 2003), pp. 4949-4952

président V. Poutine⁸⁴ et ambitions personnelles électorales non-dissimulées pour l'après-2007. Sa volonté de rapprochement avec les États-Unis a constitué un autre facteur aggravant pour M. Khodorkovsky aux yeux du Kremlin. Le PDG de Ioukos a ainsi soutenu plusieurs projets ou réformes allant à l'encontre des intérêts du Kremlin et des sociétés énergétiques nationales mais favorables aux États-Unis. Le projet d'oléoduc privé près de Mourmansk aurait facilité les exportations de brut vers les États-Unis et mis à mal le monopole de Transneft, qui est l'un des seuls outils restant au Kremlin pour contrôler les activités des pétroliers privés.

De même, Ioukos avait promu la libéralisation du secteur gazier en Russie, qui aurait eu pour conséquence directe du démantèlement de Gazprom. Enfin et surtout, des pourparlers avaient été engagés avec les majeurs américaines ExxonMobil et ChevronTexaco en vue d'une prise de participation de ces dernières dans le capital de Ioukos. Cette initiative, dont le Kremlin n'avait semble-t-il pas été informé, a joué un rôle décisif dans la chute de M. Khodorkovsky: en dépit du 'partenariat stratégique' mis en place avec Washington depuis le 11 septembre 2001, Moscou – pour des raisons de souveraineté – ne pouvait pas accepter de voir passer Ioukos aux mains des Américains.⁸⁵ Ioukos est en effet la quatrième plus grande société pétrolier mondial derrière ExxonMobil, Shell et British Petroleum (BP), et a assuré, après sa fusion avec Sibneft,⁸⁶ annoncée à l'été 2003, presque 30 % de la production du brut et contrôle environ un tiers des réserves connues en Russie.

L'arrestation de Platon Lebedev, l'un des principaux actionnaires d'Ioukos en juillet 2003, est apparu comme le prélude à une série d'attaques dirigées contre M. Khodorkovsky, l'homme le plus riche de Russie, et contre sa société, Ioukos. Ces actions ont annoncé la reprise en main par Poutine du secteur le plus important de l'économie russe et la soumission politique des hommes d'affaires pétroliers jusqu'ici les plus indépendants. Khodorkovski a également été placé en détention le 25 Octobre 2003 à comparaître devant les enquêteurs en tant que témoin, mais dans les

⁸⁴ Mikhaïl Khodorkovsky s'était notamment prononcé en faveur de la guerre en Irak, alors que la Russie y était officiellement hostile.

⁸⁵ Sur les relations russo-américaines après le 11 septembre 2001, voir Isabelle Facon, Arnaud Dubien,

“Les faux-semblants du partenariat Moscou-Washington,” La Tribune, le 22 Octobre 2003, disponible sur: <http://www.iris-france.org/Tribunes-2003-10-22.php3>

⁸⁶ Après l'arrestation de M. Khodorkovsky, Sibneft a annoncé son intention d'annuler la fusion avec Ioukos, pour les détails voir: BBC News, ‘Yukos-Sibneft merger called off’, le 28 Novembre 2003, disponible sur: <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/3245884.stm>

heures suivant sa détention, il a été accusé de fraude. Le gouvernement de Poutine a alors gelé les actions d'Ioukos peu de temps après la charge fiscale.⁸⁷ L'État a pris de nouvelles mesures contre Ioukos, conduisant à un effondrement du cours des actions de l'entreprise et à l'évaporation d'une grande partie de la richesse de Khodorkovsky. Il a été reconnu coupable et condamné à neuf ans de prison en mai 2005.⁸⁸ Alors qu'il était en prison, Khodorkovski et son associé Platon Lebedev ont encore été accusés et reconnus coupable de détournement de fonds et de blanchiment d'argent en Décembre 2010, étendant sa peine de prison jusqu'en 2017.⁸⁹ En Décembre 2004, l'actif principal de Khodorkovski, Iounganskneftegaz, a été vendu aux enchères à une société inconnue appelée Baikalfinansgrup en échange de plus de 9,3 milliards de dollars⁹⁰ qui a ensuite été acheté par la compagnie pétrolière de l'État, Rosneft. Finalement, Ioukos a été en faillite en 2006 et liquidé en 2007.

b. Les Investisseurs Étrangers Dérangés

Les investisseurs étrangers ont également ressenti les effets de la nouvelle politique du gouvernement Poutine et des nouveaux champions nationaux de l'énergie. Même si l'élite politique a toujours considéré l'attraction des investissements étrangers en général d'être indispensable à la modernisation économique, il y avait une résistance aux investissements étrangers dans les 'secteurs stratégiques' et une crainte de céder le contrôle de ces secteurs importants à des intérêts étrangers.⁹¹ Même dans les années 1990 où les efforts de libéralisation ont été au plus haut niveau, les investisseurs étrangers ont été empêché de participer dans des entreprises pétrolières nationales autant que possible. Par exemple, de 1992 à 1997, un décret présidentiel a permis aux étrangers de posséder pas plus de 15% des actifs totaux de Lukoil, Ioukos et Surgutneftegaz et la propriété étrangère dans Gazprom avait été limitée à 9% en 1992 et depuis 1999 à 20%.⁹² En conséquence les

⁸⁷ Gidadhubli (2003), op.cit., pp. 4950.

⁸⁸ BBC News, "Profile: Michael Khodorkovsky," le 30 Décembre 2010, <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-12082222>

⁸⁹ The Telegraph, "Russia's once richest man Mikhail Khodorkovsky found guilty of theft and money laundering," le 27 Décembre 2010, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/russia/8226723/Russias-once-richest-man-Mikhail-Khodorkovsky-found-guilty-of-theft-and-money-laundering.html>

⁹⁰ Radio Free Europe, "Russia: Just Who Is Baikalfinansgrup?," le 20 Décembre 2004, <http://www.rferl.org/content/article/1056507.html>

⁹¹ Heinrich, A., Kuszniir, J. & Pleines, H., "Foreign Investment and National Interests in the Russian Oil and Gas Industry," *Post-Communist Economies*, 2002, pp. 495-507

⁹² Heinrich et. al. (2002), op.cit., pp. 503.

investisseurs étrangers ont été limités à des participations minoritaires dans les sociétés russes de pétrole et du gaz. M. Poutine a également préféré un modèle de collaboration internationale dans laquelle la société russe a eu une participation majoritaire dans le projet. La propriété à parts égales comme dans TNK-BP, une société anglo-russe détenue à 50% par BP et participation étrangère majoritaire ont été moins appréciées. Les principales exceptions à contrôle majoritaire de la Russie ont été les accords de partage de production (PSA) pour développer Sakhaline I et II, qui étaient détestées par la plupart des responsables russes.⁹³ Le gouvernement russe a généralement essayé d'éviter la perte de contrôle administratif dans les branches qu'il a considéré stratégique et a même repris le contrôle dans certains cas. Poutine a été assez réticent à PSA pour se référer à l'accord de partage de production comme "un traité colonial" et a exprimé son regret que les autorités russes permettant de telles accords n'avaient pas été "mis en prison."⁹⁴

En plus de ses efforts visant à assurer un contrôle national sur les domaines stratégiques de l'économie, le gouvernement a limité l'investissement étranger de l'avenir dans les monopoles naturels et les ressources naturelles stratégiques. En Avril 2005, le président Poutine a ordonné la création d'une liste définitive des gisements minéraux à rester sous contrôle russe. L'ordre a reflété les programmes précédents visant à interdire les investisseurs étrangers d'obtenir le contrôle des ressources inexploitées. Depuis l'investissement historique de BP dans TNK en Juin 2003, il y a eu de nombreuses indications que le Kremlin a été plus prudents quant à attirer les investissements étrangers dans le secteur des ressources naturelles.⁹⁵ Après de longs préparatifs, au début mai 2008, le Président Poutine a signé une loi limitant des investissements étrangers dans les branches stratégiques. Les sociétés étrangères doivent obtenir l'approbation d'une commission spéciale dirigée par le Premier ministre pour toute acquisition supérieure à 50% dans une entreprise opérant dans une branche stratégique. Pour l'industrie de l'extraction minière, les règles sont encore plus strictes; l'acquisition de 10% ou plus exige l'approbation officielle. Si la société étrangère est la propriété de l'état, les seuils sont réduits de moitié. La loi n'est

⁹³ Néanmoins, Poutine a personnellement approuvé deux accords de Sakhaline, avec l'accord de Sakhaline II destinée à résoudre des problèmes techniques spécifiques de développement de champs qui sont actuellement au-delà des capacités des entreprises russes.

⁹⁴ Goldman (2008), op.cit., pp. 86.

⁹⁵ Daniel Gerold, "Resource Nationalism on the Rise as Russia Mulls Changes to Sakhalin Deals, Subsoil Legislation," Global Insight, le 26 Mai 2006, disponible sur: <http://www.ihs.com/products/global-insight/industry-economic-report.aspx?id=106599314>.

pas rétroactive et ne s'applique pas aux acquisitions réalisées avant que la loi n'entre en vigueur.⁹⁶ Un amendement à la “loi du sous-sol” pour limiter la propriété étrangère dans les industries extractives a également été l'objet de discussions depuis plusieurs années. Si elles sont appliquées, les entreprises étrangères seront autorisées à posséder pas plus de 49% d'une société de développement, et la propriété des ressources minérales inexploitées serait strictement réglementée. Le gouvernement russe a insisté sur le fait que ces restrictions ne veulent pas dire que les investisseurs étrangers seraient mis à l'écart complètement des champs pétrolières et gazières stratégiques: ils ont simplement assuré que les actifs resteraient sous contrôle russe. Cependant, les nouvelles règles ont ouvert la voie à Gazprom et Rosneft pour se frayer un chemin dans les projets d'exploitation existants.⁹⁷

Dans les efforts du gouvernement russes pour mettre les investisseurs étrangers à pieds, Gazprom en particulier et les organismes gouvernementaux ont agi comme des instruments qui en fin a porté un coup sévère aux grands investisseurs étrangers opérant principalement dans le secteur du gaz telles que BP, Shell et Itera. Gazprom a utilisé son pouvoir en tant que fournisseur de monopole et un organe administratif et a usé des ressources administratives des autres organes publiques sur le marché réglementé du gaz, afin de s'insinuer dans de nombreux projets indépendants de gaz sans faire d'importants investissements ou de payer un prix de marché adéquat. D'autre part, Gazprom a également recours à des mécanismes de marché pour accroître la propriété de l'État. Ces mécanismes et des stratégies ont été étroitement liés avec l'un et l'autre, et la société a déployé en général plus d'une tactique pour pousser ses concurrents à se soumettre à ses propres désirs. La société est chargée de réglementer l'accès au réseau de pipeline de la Russie et de toutes les exportations de gaz après l'accomplissement des obligations de l'approvisionnement intérieur. Ainsi, Gazprom est capable d'interpréter les règlements administratifs existants en sa faveur et à désavantager ses concurrents. L'existence économique des producteurs indépendants de gaz dépend de leur accès au réseau de pipelines de

⁹⁶ Kari Liuhto, “Genesis of Economic Nationalism in Russia,” Turku School of Economics, No: 3/2008, pp. 5, disponible sur :

http://www.balticseaweb.com/files/files/publications/pan/2008/Liuhto_32008.pdf

⁹⁷ Arkady Ostrovsky, “Russia May Tighten Foreign Oil Groups’ Access to Reserves”, Financial Times, le 14 Juin 2006, disponible sur: <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/f0c4a2ac-fb41-11da-b4d0-0000779e2340.html#axzz2OCrZSRzt>

Gazprom afin de vendre leur production, de créer des revenus et de remplir leurs obligations de licence.⁹⁸

b.1. La Licence du Champ Gazière de Kovykta

Le cas de TNK-BP est un exemple frappant de la façon dont les autorités russes font face aux entreprises qui ne respectent pas ses ambitions. TNK-BP a été l'une des rares sociétés sans coopération avec Gazprom. Avec 62,42% des actions, il était le propriétaire majoritaire de Russea Petroleum (avec Interros ayant le reste des actions), qui détient la licence de Kovykta, le champ massif de gaz en Sibérie orientale. Ce champ de gaz possède de 2.13 mille milliard de mètres cubes de gaz et 108 millions de tonnes de condensat.⁹⁹ Il est l'un des plus riches gisements de gaz avec une production annuelle potentielle de 40-45 milliards de mètres cubes. Selon Perovic et Orttung, "Kovykta pourrait produire assez de gaz pour satisfaire à 15-20% de la demande de gaz de la Chine et de la Corée du Sud jusqu'en 2020."¹⁰⁰ Le développement du gisement avait été compliqué depuis des années en raison de pressions extrêmes exercées par Gazprom, qui tentait de frayer son chemin dans Russea Petroleum. Les pourparlers sur l'accession Gazprom au projet de développement de Kovykta était en cours depuis plusieurs années. Gazprom s'est intéressé à participer à l'élaboration de Kovykta depuis le début des années 2000. Pour TNK-BP, il avait été extrêmement difficile d'éviter l'inclusion de Gazprom dans le projet parce que "C'était Gazprom qui est le coordinateur officiel pour le développement de la production de gaz dans l'Orient russe, et a le droit de posséder et d'exploiter un pipeline d'exportation de gaz."¹⁰¹ Sans le monopole gazier, Rusia Petroleum n'a pas pu commencer la production de gaz, car il ne pouvait pas le transporter. Le retard dans le démarrage des opérations dans le gisement a aussi provoqué de vives critiques du ministère des Ressources Naturelles, qui menaçait de déshabiller Rusia Petroleum de sa licence.¹⁰² Pendant ce temps, la société n'a pas eu

⁹⁸ Andreas Heinrich, "Under the Kremlin's Thumb: Does Increased State Control in the Russian Gas Sector Endanger European Energy Security?," *Europe-Asia Studies*, 2008, 60:9, 1539-1574.

⁹⁹ Nina Poussenkova, "Russia's Future Customers: Asia and Beyond," dans Jeronim Perovic, Robert W. Orttung, et Andreas Wenger (eds), *Russian Energy Power and Foreign Relations*, London:Routledge, 2009, pp. 139.

¹⁰⁰ Jeronim Perovic et Robert Orttung (2007), "Russia's Energy Policy: Should Europe Worry?," *Russian Analytical Digest*, No: 18, pp. 5, disponible sur: <http://www.css.ethz.ch/publications/pdfs/RAD-18.pdf>

¹⁰¹ *Ibid.*, pp. 5.

¹⁰² Heinrich (2008), *op.cit.*, pp. 1550.

assez de clients régionaux à consommer tout le gaz qu'elle envisageait de produire. En outre, la société n'a pas été en mesure de vendre l'excédent sur le marché intérieur; Gazprom avait fait marche arrière sur ses propositions d'envoyer le gaz vers l'ouest à d'autres régions du pays sans permettant aucun projet alternatif. En Juin 2010, TNK-BP a annoncé la faillite de Russea Petroleum. En Mars 2011 Gazprom a acheté les actifs de la société aux enchères.¹⁰³

b.2. Le Deni d'Accès aux Gazoducs Domestiques à Itera

Un autre exemple d'utilisation de Gazprom de son monopole sur le réseau de pipeline est fourni par l'expérience du producteur indépendant de gaz, Itera, une entreprise basée aux États-Unis. Depuis le milieu des années 1990, Itera avait fonctionné comme un intermédiaire entre un groupe de pays tels que l'Ukraine et quelques-uns des pays du Caucase et les producteurs d'Asie centrale. À la fin des années 1990, la société russe Gazprom a effectué des opérations douteuses avec Itera en établissant une entreprise commune, Purgaz. Des milliards de dollars de ressources de gaz naturel russes ont été transférés de Gazprom à Itera pour des prix artificiellement bas, puis vendu sur les marchés par celui-ci, profitant prétendument les autorités de Gazprom qui étaient également bénéficiaires d'Itera.¹⁰⁴ Suite à la nomination d'Alexandre Medvedev et Alexeï Miller en tant que nouvelles gestionnaires de Gazprom, comme la plupart des autres décapants de 1990, le destin d'Itera était voué à aller vers le bas au tant que la nouvelle cible du gouvernement Poutine. Pour rétablir le contrôle public sur ses activités clés, Miller lui a nié l'accès au pipeline de Gazprom. Après cinq ans de lutte pour l'accès aux pipelines, Itera a finalement cédé le contrôle du champ de Beregovoye à Gazprom en Juin 2006. Gazprom a acheté une participation de 51% dans Sibneftegaz, qui détient les licences pour le dépôt, afin de relier Beregovoye avec son réseau de gazoducs et d'atteindre l'objectif de développement annuel de 12 bcm. En faisant l'acquisition de l'actif,

¹⁰³ Daily Telegraph, "Gazprom Wins long Kovykta Battle over TNK-BP Gas," le 2 Mars 2011, <http://www.telegraph.co.uk/finance/newsbysector/energy/oilandgas/8355472/Gazprom-wins-long-Kovykta-battle-over-TNK-BP-gas.html>

¹⁰⁴ Bloomberg Businessweek, "Gazprom: Russia's Enron?," le 17 Février 2002, disponible sur: <http://www.businessweek.com/stories/2002-02-17/gazprom-russias-enron>

Gazprom semble avoir pris le contrôle de l'unité de production dernière indépendante d'Itera.¹⁰⁵

b.3. Sakhalin II: Une Guerre Pour Actions

Comme indiqué ci-dessus, dans le cadre de sa stratégie visant à réaffirmer son influence sur les grands projets, Gazprom a également utilisé des réglementations environnementales, comme dans le cas de la Royal Dutch-Shell dans le champ de Sakhaline II. Le différend de Gazprom-Shell a commencé en Juin 2005, lorsque le monopole gazier a signé un protocole d'entente avec Royal Dutch-Shell stipulant que Gazprom acquiere 25 % des actions de l'entreprise Sakhalin II, en échange de 50% du gisement de gaz Zapolyarnoye. Cependant, Gazprom a quitté des pourparlers lorsque, une semaine plus tard, Shell a multiplié les estimations de coûts pour Sakhaline II de 10 milliards de dollars à 22 milliards.¹⁰⁶ Dans les mois suivants, le consortium a subi une pression intense de la part des autorités russes, y compris l'accusation selon laquelle il avait causé de graves dommages à l'environnement de l'île de Sakhaline, et les procédures judiciaires visant une amende de plusieurs millions de dollars US de compensation.¹⁰⁷ Le ministre russe d'alors de Ressources Naturelles, Iouri Troutnev, a suggéré que l'évaluation de l'impact de l'environnement positive de 2003 préparée par son propre ministère était incorrecte et doit être révoqué.¹⁰⁸ En Décembre 2006, Gazprom a finalement acheté un 51% des actions de Sakhalin Energy, l'opérateur du projet de Sakhaline II.¹⁰⁹ Les analystes estiment que l'objectif de la campagne de l'État contre Sakhaline II était d'amener le PSA en ligne avec sa stratégie pour l'exploration des gisements stratégiques, avec une société russe détenant plus de 50% des actions. La campagne environnementale de Ministère des Ressources naturelles contre l'opérateur du projet a été largement perçue comme un

¹⁰⁵ RIA Novosti, "Itera to Sell 51% of Sibneftegaz to Gazprombank," le 29 Juin 2006, disponible sur: <http://en.rian.ru/russia/20060629/50686503.html>

¹⁰⁶ Heinrich (2008), *op.cit.*, pp. 1551.

¹⁰⁷ RIA Novosti, "Gazprom becomes Sakhalin II Majority Shareholder", le 21 Décembre 2006, disponible sur: <http://en.rian.ru/business/20061221/57530281.html>

¹⁰⁸ Michael Bradshaw, "Sakhalin-2 in the Firing Line: Environmental Protection or Administrative Leverage?," *Pacific Russia Oil & Gas Report*, 2006, pp.3, disponible sur:

http://www.geog.le.ac.uk/staff/mjb41/articles/Sakhalin2_in_the_Firing_Line_Env.pdf

¹⁰⁹ The Guardian, "\$20bn gas project seized by Russia," le 11 Décembre 2006, disponible sur: <http://www.guardian.co.uk/world/2006/dec/12/business.oil>

moyen de l'État à faire pression sur Shell en édulcorant les conditions d'entrée de Gazprom dans le projet.¹¹⁰

Dans la plupart des cas ci-dessus, le mécanisme principal de Gazprom pour faire face à la concurrence sur le marché gazier russe a été son monopole pipeline qu'il a utilisé pour mettre la pression sur les producteurs de gaz indépendants. Dans le cas d'Itera, il a fallu à Gazprom plusieurs années de lutte à pousser cette entreprise à vendre une participation majoritaire dans son unité de production importante, Sibneftegaz, en dessous du prix du marché. La résistance de Gazprom à construire un gazoduc pour relier le dépôt de Kovykta de TNK-BP avec le réseau de gaz russe et éventuellement d'exporter sa production vers la Chine a mis le projet en péril dans l'ensemble, et TNK-BP était en danger de perdre sa licence. En fin de compte, TNK-BP a vendu sa participation dans Kovykta afin d'échapper à ce sort. Dans les cas où il ne s'agissait pas d'accès au pipeline ou un plan de construction d'un pipeline pour faire pression sur les concurrents, Gazprom en collaboration avec d'autres agences gouvernementales russes a utilisé la réglementation environnementale pour arriver à ses fins, comme dans le cas de Sakhaline II.

C. Les Problèmes de l'Économie Énergétique

Bien que la Russie semble avoir une position d'énergie bien placée et décisive à l'échelle mondiale, la perspective énergétique de la Russie fait face à une série de problèmes difficiles résultant de ses désavantages structurels. Les pays qui dépendent des activités économiques basées sur l'énergie ne peuvent pas maintenir sa stabilité économique à long terme, due à une diminution de la compétitivité des prix, et donc à la réduction de l'exportation des produits manufacturés du pays concerné et une augmentation de ses importations. Le résultat final est que les industries non liées à l'énergie sont touchées par l'augmentation de la richesse générée par les industries énergétiques, ce que l'on appelle la maladie hollandaise de l'économie.¹¹¹ Le terme provient d'une crise aux Pays-Bas dans les années 1960 qui a résulté de découvertes de vastes gisements de gaz naturel dans la mer du Nord. La nouvelle

¹¹⁰ Moscow Times, "Shell makes Sakhalin offer," le 12 Décembre 2006, disponible sur: <http://royaldutchshellplc.com/2006/12/11/the-moscow-times-shell-makes-sakhalin-offer/>

¹¹¹ Christine Ebrahim-zadeh, "Dutch Disease: Too much wealth managed unwisely," Finance and Development, Vol: 40, No: 1, Mars 2003, disponible sur: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2003/03/ebr.htm>, consulté le 20 février 2013

richesse a causé le florin néerlandais d'augmenter, rendant les exportations de tous les produits non pétroliers moins compétitifs sur le marché mondial. Dans les années 1970, la même situation économique s'est produite en Grande-Bretagne, lorsque le prix du pétrole a quadruplé et il est devenu économiquement viable de forer pour du pétrole dans la mer du Nord au large des côtes de l'Ecosse. Dans les années 1970, la Grande-Bretagne s'était transformée en un exportateur net de pétrole d'un importateur. La livre sterling a grimpé en flèche en valeur, mais le pays est entré en récession lorsque les travailleurs britanniques exigeaient des salaires plus élevés et les exportations sont devenues non compétitives.¹¹²

Ayant basé sa croissance économique fondamentalement sur les ressources énergétiques, la Russie n'a pas été une exception à la maladie. Les richesses de la Russie en termes de ressources naturelles ont été à l'origine de son rétablissement économique depuis les années 1990. C'est peut-être ironique que cela devrait être considéré comme un problème potentiel pour l'économie russe et a été appelé une "Malédiction des Ressources" par certains experts.¹¹³ En effet, la nature économique russe basée sur les ressources a conduit à une série de problèmes interdépendants qui a déclenché l'un et l'autre: une économie rentière et corrompue, une croissance économique basée sur les prix de l'énergie, par conséquent, la vulnérabilité aux fluctuations, une tarification problématique des prix du gaz, la faiblesse des investissements dans les infrastructures énergétiques et le flux insuffisant d'IED (l'investissement étranger direct) dans le secteur stratégique de l'énergie.

1. Une Economie Rentiere

Dans un système économique fondé sur des ressources, l'abondance des minéraux et de carburant génère les formes de croissance-limitant d'intervention étatique et des degrés extrêmes de la recherche de rente et de corruption. L'existence d'un niveau élevé de rentes minières consolide un système plus rentière et corrompue par rapport aux économies avec les moins ressources minérales. La croissance de la recherche de rente et de la corruption génère une croissance plus faible. Ceci est en partie dû au fait qu'avec les transactions frauduleuses; la nécessité de garder secret des pots de vin réduit la sécurité des droits de propriété, ce qui en fin réduit

¹¹² Investopedia, 'Dutch Disease' <http://www.investopedia.com/terms/d/dutchdisease.asp>, consulté le 20 Février 2013

¹¹³ Bacon et Wyman (2006), op.cit., pp. 105.

l'investissement dans les projets à long terme. D'autre part, les rentes pétrolières fournissent une base suffisante budgétaire à l'État et diminuent la nécessité de l'état de taxer les citoyens. Cela à son côté réduit négociation politique entre l'État et les groupes d'intérêt, ce qui rend la gouvernance plus arbitraire, paternaliste et même prédatrice. Enfin, l'absence d'incitations à l'impôt interne affaiblit la portée administrative de l'Etat, ce qui se traduit par une baisse de l'autorité, la capacité et la légitimité de l'État pour intervenir dans l'économie.¹¹⁴

Ces caractéristiques peuvent être observées dans l'économie russe. La nature rentière du système économique russe porte atteinte aux droits de propriété et renforce la gouvernance arbitraire, ce qui paralyse finalement la responsabilité politique et la primauté du droit. À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, un nouvel groupe d'oligarques ont rempli, grâce à ses liens politiques et administratives, le vide créé par l'effondrement du système de planification, ce qui en fin de compte a promu un système rentier plutôt que favorable à l'entreprise privée. Le système rentier soi-disant a également caractérisé les années Poutine alors que les ressources naturelles ont continué de constituer l'épine dorsale des activités économiques durant sa présidence.

2. Une Croissance Basée sur des prix énergétiques

Sans aucun doute que la nouvelle politique énergétique a apporté des résultats positifs dans les années Poutine par rapport à 1990 où les principaux actifs stratégiques des industries ont été pillés et le devenir économique du pays a été investi dans les mains de la nouvelle oligarchie. L'économie russe a surmonté la crise de 1998-1999 et la Russie a payé la plus grande part de sa dette extérieure. Et, plus important encore, la situation politique intérieure s'est rendu stable. Cependant, la stratégie de Poutine d'améliorer la prospérité du pays et son rayonnement sur la scène internationale par le biais des ressources naturelles a créé un problème structural qui doit être résolu de toute urgence.

La dépendance excessive des exportations d'énergie pour la reconstruction économique a créé une situation risquée pour le secteur de l'énergie et de l'économie russe en général. De nombreux experts affirment que la Russie ne pouvait pas être

¹¹⁴ John, D. Jonathan, "The 'Resource Curse': Theory and Evidence", Real Instituto Elcano, http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/rielcano_eng/Content?WCM_GLOBAL_CONTEXT=/elcano/elcano_in/zonas_in/ari172-2010, consulté le 20 Février 2013.

considérée comme une puissance économique montante, comme, par exemple, la Chine ou l'Inde était. Par exemple, Youngs écrit ce qui suit: "La Russie est sur la voie du déclin à long terme en profitant de nouvelle influence grâce à un moment de la hausse des prix de l'énergie."¹¹⁵ La fluctuation potentielle de prix du pétrole est le principal risque pour l'économie russe.

Les succès de la croissance économique de la Russie ont été obtenus par l'exploitation des réserves naturelles russes. Cependant, les revenus croissants du secteur des hydrocarbures ont été réalisés non pas par l'augmentation de la production, mais par l'augmentation des prix du pétrole depuis le début des années 2000. Par exemple, les prix du pétrole ont chuté en 1998 en entraînant une baisse des recettes des ventes de pétrole russe, qui à leur tour ont contribué à l'effondrement de l'économie du pays. En revanche, les prix du pétrole ont augmenté en 2000, créant un supplément de 70% de revenus pour les compagnies pétrolières russes et par conséquent une somme d'impôts de 8,1 milliards de dollars pour l'État russe.¹¹⁶ Gardant à l'esprit que les niveaux de prix du pétrole évoluent avec le temps et que la période de croissance des prix serait probablement suivie d'une période de chute des prix, l'économie russe pourrait être vulnérable à cette fluctuation.

3. Une Approche Problématique sur Tarification d'Énergie

La stratégie énergétique de Poutine vise à utiliser le secteur de l'énergie pour reconstruire l'économie et pour améliorer le niveau de vie de la population russe. Dans ce cas, la politique de tarification double de Gazprom est l'un des moyens d'atteindre cet objectif. Le prix du gaz pour les consommateurs domestiques est fixé par le Service Fédéral des Tarifs. Gazprom est tenu de fournir aux consommateurs domestiques de gaz à des prix fixés en fonction de la Loi sur la Fédération de Russie sur l'Approvisionnement en Gaz Naturel.¹¹⁷ D'autres producteurs que Gazprom ne

¹¹⁵ Richard Youngs, **Energy Security: Europe's New Foreign Policy Challenge**, Oxon: Routledge, 2009, pp.80.

¹¹⁶ Amy M. Jaffe et Robert Manning (2001), "Russia, Energy and the West," The James A. Baker III Institute for Public Policy of Rice University, le 11 Mai 2001, disponible sur: <http://www.cfr.org/world/russia-energy-west/p3960>

¹¹⁷ Yuli Grigoryev, "Today or Not Today: Deregulating the Russian Gas Sector," Energy Policy, No:35, le 10 Avril 2006, pp. 3038, disponible sur: <http://www.eisourcebook.org/cms/Deregulating%20the%20Russian%20Gas%20Sector,%20Today%20or%20not%20Today.pdf>

fournissent qu'environ 28 % des besoins de consommation domestique.¹¹⁸ Il existe différents tarifs pour les ménages et les consommateurs industriels. Le prix des ménages est de 25% inférieure à celle pour les consommateurs industriels.¹¹⁹ Depuis Janvier 2005, il y a 13 zones de prix, en fonction de la distance de la tête de puits.¹²⁰ Auparavant, il y avait 7 zones de tarification.¹²¹ En outre, jusqu'à 80% des ménages ne paient pas en fonction de leurs volumes de consommation. Leurs prix sont calculés en fonction de la taille de l'espace de vie et le nombre de personnes qui y vivent.¹²² Les consommateurs industriels ont un volume précis de gaz qu'ils peuvent acheter à un prix réglementé; s'ils consomment plus de cette limite, ils doivent payer un prix plus élevé.

L'industrie du gaz naturel, y compris Gazprom bénéficierait de la déréglementation des prix intérieurs à partir d'un point de vue commercial. La déréglementation des prix sur le marché gazier russe fait partie des exigences de l'adhésion de la Russie à l'OMC et un enjeu important dans la coopération énergétique entre l'UE et la Russie. Le principal argument en faveur de la libéralisation des prix sont les avantages financiers potentiels. Grigoriev écrit que si les prix intérieurs atteignent le niveau européen, cela apporterait quelque 60 milliards supplémentaires de dollars de profits pour Gazprom. Et cela, à son tour, permettrait à Gazprom d'investir dans l'infrastructure et les nouveaux développements de champs de gaz.¹²³ Toutefois, en ce moment une telle hausse est impossible pour un certain nombre de raisons. Préalablement à une augmentation significative du prix du gaz pour les consommateurs domestiques, le gouvernement russe devra s'assurer que les consommateurs nationaux soient capables de payer ce prix. Le gaz naturel non-subventionné serait 'inabordable pour la majorité de la population russe.'¹²⁴ Par conséquent, elle peut conduire à une diminution de la demande de gaz au niveau national en faveur de la consommation de charbon, ce qui, à son tour, aurait un

¹¹⁸ Dimo Boehme, **EU-Russia Energy Relations: What Chance for Solutions? A Focus on the Natural Gas Sector**, Potsdam: University of Potsdam Press, 2010, pp. 68.

¹¹⁹ Heiko Pleins, "Developing Russia's Oil and Gas Industry" dans Jeronim Perovic, Robert W. Ortung and Andreas Wenger (eds) (2009), *Russian Energy Power and Foreign Relations*, London: Routledge, pp. 80

¹²⁰ Ibid, pp. 80.

¹²¹ Grigoryev (2006), op.cit., pp. 3038.

¹²² Ibid, pp. 3039.

¹²³ Grigoryev (2006), op.cit., pp. 3039.

¹²⁴ Ibid, pp. 3041.

impact négatif sur l'environnement.¹²⁵ Les producteurs indépendants de gaz ne doivent pas régler leurs prix et sont autorisés à vendre leur gaz à un prix plus élevé que Gazprom. Toutefois, étant donné que Gazprom contrôle l'accès aux réseaux de gazoducs, leur accès aux consommateurs devient difficile. C'est la raison pour laquelle les producteurs indépendants tels que Novatek doit vendre du gaz à un escompte significatif de 20%.¹²⁶ Si elles ont eu un libre accès aux réseaux de transport, ils préféreraient exporter du gaz naturel à l'étranger, ce qui porterait atteinte aux intérêts de Gazprom, qui est déjà affecté par la politique de la double tarification.

En raison de la politique de tarification spécifique, les revenus de Gazprom qui viennent de ses ventes intérieures et à la Communauté des États Indépendants sont nettement plus bas que le marché européen. La politique de tarification interne exige que Gazprom vende du gaz à l'intérieur à des prix inférieurs aux coûts de récupération complète. Selon Ahrend (et al.) les exportations vers l'Europe, qui occupent environ un tiers de la production de Gazprom, représentent les deux tiers de son revenu. Pour ces raisons, Gazprom perdait de l'argent dans le marché intérieur jusqu'en 2004.¹²⁷ Ces dernières années, Gazprom a commencé à augmenter les prix du gaz naturel sur le marché domestique. Dans la période entre 2000 et 2006 les prix intérieurs ont presque triplé.¹²⁸ Et, conformément aux obligations russes à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et dans le cadre de la coopération énergétique l'UE-Russie, Moscou a accepté de lever progressivement les prix jusqu'en 2015.

Les problèmes ci-dessus en vont même des exportations de pétrole. Bien que les recettes d'exportation des compagnies pétrolières russes ont augmenté de près de six fois au cours des 10 dernières années, plus de 90% du chiffre d'affaires est généré par les livraisons aux pays non-CEI. En 2010, 26,6 millions de tonnes sur un total de 250,7 millions de tonnes de pétrole brut total exporté a pour destination les pays de la CEI. Cela représentait 10,6% du pétrole brut exporté de la Fédération de Russie en volume. Le prix moyen du baril était 20,04 \$ moins pour les pays anciens de l'Union

¹²⁵ Daniel J. Dudek et Alexander A. Golub, "Should Russia increase domestic prices for natural gas?," *Energy Policy*, Vol. 34, No.13, September 2006, pp. 1662.

¹²⁶ Pleins (2009), op. cit., pp. 81.

¹²⁷ Rudiger Ahrend et William Tompson, "Unnatural Monopoly: The Endless Wait for Gas Sector Reform in Russia," *Europe-Asia Studies*, Vol. 57, No. 6, Septembre 2005, pp. 804.

¹²⁸ Pleins (2009), op.cit., pp. 81.

Soviétique que dans le reste du monde. Pour le dire autrement, si la Russie avait chargée les pays de la CEI au même prix que le reste du monde en 2010 pour le pétrole brut, il y aurait été un montant supplémentaire de 3,891 milliards de chiffre d'affaires.¹²⁹

4. La Manque de Capacité Infrastructurale

En ce moment, Gazprom manque cruellement de nouveaux investissements. Le monopole gazier russe a besoin d'investir dans la mise à jour de l'infrastructure existante et dans le développement de nouveaux gisements de gaz. Le développement des nouveaux champs est la principale priorité. Actuellement, la plus grande partie de la production de Gazprom vient des trois grands champs: Urengoy, Yamburg et Medvezhie. Les trois champs sont en baisse depuis le début des années 2000. Stern estime que le déclin soit 18 à 25 milliards de mètres cubes par an.¹³⁰ Dans le même temps, la demande intérieure a continué d'accroître. Dans une telle situation, l'investissement dans le développement de nouveaux champs est crucial pour que la Russie maintienne ses obligations contractuelles actuelles.

La récession économique en Europe a également affecté la mise en œuvre de la stratégie d'investissement de Gazprom. Comme l'a souligné Stern, en raison de la récession économique, Gazprom a dû réduire les fonds d'investissement dans le développement des champs de gaz naturel situés sur la péninsule de Yamal, et la construction de l'infrastructure essentielle dont un chemin de fer et des pipelines.¹³¹ Une autre conséquence importante de la réduction de l'investissement est le retard dans le développement du champ gazier de Chtokman supergéante dans la mer de Barents. Selon les estimations russes, le gisement de Chtokman à 3,8 milliards de mètres cube de gaz et 37 millions de tonnes de gaz à condensat.¹³² Le potentiel de

¹²⁹ Ariel Cohen, "Politicized Oil Trade: Russia and its Neighbors," Heritage Foundation, pp. 5, disponible sur: <http://www.cfr.org/projects/world/workshop-on-oil-and-political-relationships/pr1594>, consulté le 13 Mars 2013.

¹³⁰ Jonathan Stern, "Future Gas Production in Russia: is the lack of investment justified?," Oxford Institute for Energy Studies, 2009, disponible sur: <http://www.oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2010/11/NG35-FutureGasProductioninRussiaIsTheConcernAboutLackofInvestmentJustified-JonathanStern-2009.pdf>, consulté le 23 Février 2013

¹³¹ Stern, "Future Gas Production in Russia: is the lack of investment justified?," p. 8.

¹³² Eini Laaksonen, "The Uncertain Future of the Shtokman Gas Field Project in the Barents Sea," Baltic Rim Economics, Bimonthly Review, 2010, pp. 160,

production de champ de Chtokman va être destiné à l'exportation: par la deuxième chaîne de gazoduc Nord Stream, et à travers le terminal de GNL qui sera construite près de Mourmansk.¹³³ Les coûts de développement de Chtokman sont estimés à 30 milliards de dollars.¹³⁴ Toutefois, en raison des problèmes économiques, le développement du champs a été reportée à 2019.¹³⁵

La question de l'investissement est d'autant plus urgent compte tenu du fait que l'infrastructure démodé contribue à la perte d'énergie. Comme Boehme écrit: 'la transmission et le stockage représentent 65% des pertes totales, la production et le traitement pour 12% et la distribution et l'utilisation finale pour 23%. Gazprom estime les fuites de son réseau de gazoducs à haute pression à 8 milliards de mètres cubes, autrement-dit, 1,4% de la production totale pour l'année 1998.¹³⁶

Les retards dans les plans d'investissement russes sont censés avoir un impact négatif sur les capacités de production russes. Sheffield souligne que, afin de satisfaire la demande intérieure et les obligations de contrats d'exportation, la Russie a besoin d'investir environ 11 milliards de dollars américains par année dans le secteur du gaz naturel.¹³⁷ Étant donné que l'accroissement des prix intérieurs aux niveaux européens n'est pas possible à l'heure actuelle, la seule solution pour la Russie est d'attirer des investisseurs étrangers dans le développement du secteur énergétique. La situation autour de l'investissement étranger est une autre pierre d'achoppement de la politique énergétique russe. D'un certain point de vue, le gouvernement russe s'intéresse à attirer les investisseurs étrangers, mais en même temps, le Kremlin n'offre pas des droits exigés par les investisseurs étrangers en raison de sa stratégie énergétique.

http://www.utu.fi/fi/yksikot/tse/yksikot/PEI/BRE/Documents/BRE_4_2010_web.pdf, consulté le 23 Février 2013.

¹³³ Stern (2009), op.cit., pp. 9.

¹³⁴ Laaksonen (2010), op.cit., pp. 160.

¹³⁵ Arctic-info, "Shtokman development postponed until 2019," le 11 février 2013, <http://www.arctic-info.com/News/Page/shtokman-development-postponed-until-2019->,

¹³⁶ Boehme (2010), op.cit., pp. 64.

¹³⁷ John W. Sheffield, "Energy Security Through Hydrogen," dans John W. Sheffield and Cigdem Sheffield (eds) (2007), *Assessment of Hydrogen Energy for Sustainable Developments*, The Netherlands: Springer, pp. 4.

5. La Déficience de L'Investissement Étranger Direct Dans les Hydrocarbures

Pendant une longue période dans l'histoire russe, le secteur des hydrocarbures a été fermé aux investissements étrangers. Seulement avant la révolution, les entreprises privées étrangères ont été activement impliquées dans le développement de l'industrie. Entre 1898 et 1917, les investisseurs étrangers ont eu une liberté presque absolue dans le commerce et la production industrielle dans l'empire russe, et la seule exception était la production militaire. Au cours de cette période les investisseurs étrangers étaient responsables de 54% de l'extraction et 75% du commerce pétrolier. Après la révolution bolchevique, la législation sur les investissements étrangers a considérablement changé: à partir du processus de nationalisation en 1918, toutes les sociétés étrangères ont été incluses dans l'économie planifiée soviétique. Les dirigeants soviétiques avaient principalement des attitudes négatives envers les investisseurs étrangers,¹³⁸ à l'exception de la courte période de temps connue sous le nom de la Nouvelle Politique Économique, qui comprenait la décision d'inviter les investissements étrangers dans la production pétrolière russe. L'effondrement de l'URSS n'a aussi pas considérablement amélioré le climat d'investissement.¹³⁹

Le type le plus commun de l'investissement étranger dans le secteur énergétique russe passe par l'accord de partage de production (PSA). La loi PSA a été élaborée et signée sous l'administration Eltsine en 1995. Un tel accord est signé entre l'investisseur, l'État et les autorités locales dans la région dans laquelle l'investisseur souhaite investir.¹⁴⁰ Cet accord donne à l'investisseur le droit d'exploration, le développement et la production de ressources énergétiques pour une certaine période de temps. Les sociétés russes et étrangères à la fois peuvent signer l'accord de PSA, mais il y a des exigences qu'un investisseur doit prendre en considération. Ils comprennent: les sociétés russes ont la priorité pour signer un tel

¹³⁸ Marshall Goldman, **Oilopoly: Putin, Power and the rise of the new Russia**, London: One World Publications, 2009, pp. 25.

¹³⁹ Olga Khrushcheva, "Controversies of Putin's Energy Policy: The Problem of Foreign Investment and Long-Term Development of Russia's Energy Sector," <http://www.isn.ethz.ch/isn/Digital-Library/Publications/Detail/?lng=en&id=141533>, consulté le 23 Février 2013.

¹⁴⁰ Ovidiu Maican (2009), "Some Legal Aspects of Energy Security in the Relations Between the EU and Russia," Romanian Journal of European Affairs, Vol. 9, No. 4, 2009, pp. 11, disponible sur: http://www.ier.ro/documente/rjea_vol9_no4/RJEA_2009_vol_9_no_4_Some_Legal_Aspects_of_Energy_Security_in_the_Relations_between_EU_and_Russia_.pdf, consulté le 23 Février 2013.

accord, 80% du personnel du projet de développement devrait être russe, et un investisseur rémunère l'Etat, soit une part des ressources extraites ou une part des ventes de produits. Au début de son premier mandat, Poutine avait promis d'améliorer la situation pour les investisseurs étrangers. Cependant, au moment de sa réélection, il est devenu évident que l'amélioration des lois sur l'IED serait en contradiction avec les nouveaux développements de la politique énergétique russe.

Lorsque Poutine est arrivée au pouvoir, il a affirmé que la Russie devait devenir plus attractive pour les IED pour soutenir l'économie russe. En effet, les entrées des IED ont augmenté au cours de son premier mandat présidentiel. Selon Liuhto, entre 1990-1995 le flux annuel d'investissements étrangers dans l'économie russe était d'environ 1 milliard de dollars. Dix ans plus tard (en 2005), le nombre s'est élevé à près de quinze fois.¹⁴¹ Néanmoins, la situation a changé à nouveau après sa réélection pour un second mandat. En Avril 2007 Poutine a signé une nouvelle loi sur les investissements étrangers dans les secteurs stratégiques de l'économie russe. La loi stipule que toute entreprise étrangère souhaitant obtenir une participation majoritaire dans une entreprise opérant dans un secteur stratégique, ou d'acheter plus de 10% des dépôts géants d'hydrocarbures, a besoin d'obtenir l'approbation d'une commission gouvernementale. Poutine a lui-même pris la tête de cette commission après son second mandat présidentiel.¹⁴²

Le secteur de l'énergie russe est dominé par les monopoles soutenus par le gouvernement, et caractérisé par la discrimination contre les entreprises privées, les petits opérateurs domestiques et les acteurs internationaux. Les entreprises publiques comme Gazprom ou Rosneft, ainsi que les entreprises privées ayant des liens étroits avec les dirigeants politiques, ont un accès privilégié aux licences, aux actifs en amont, aux exonérations fiscales etc. Des investisseurs étrangers ne peuvent opérer en Russie que si elles établissent de bonnes relations de travail avec les membres des

¹⁴¹ Kari Liuhto, "Genesis of Economic Nationalism in Russia," Electronic Publications of Pan-European Institute, 2008, pp. 2, disponible sur: http://www.balticseaweb.com/files/files/publications/pan/2008/Liuhto_32008.pdf, consulté le 23 Février 2013.

¹⁴² Pleins (2009), op.cit., pp. 74.

clans dominants. Le moyen le plus rapide à obtenir des projets et des contrats en Russie est de leur offrir une participation dans les compagnies respectables.¹⁴³

Les investisseurs étrangers ont des expériences différentes en Russie, selon l'industrie dans laquelle ils investissent. Les investisseurs européens sont inquiets des limites imposées aux investisseurs étrangers désireux de participer dans les secteurs stratégiques. En outre, il n'existe aucun cadre juridique international qui peut garantir les intérêts des investisseurs. Il n'y a pas d'un accord sur l'IED depuis 2008, lorsque la Russie s'est retirée du Traité sur la Charte de l'Énergie. Pour les investisseurs, il est inquiétant que sans un cadre international clair, le gouvernement russe a la possibilité de modifier la législation à tout moment. C'est pourquoi les entreprises petites et moyennes évitent d'investir dans le secteur énergétique russe. En fait, même les investisseurs géants comme BP et Shell ne sont pas protégés contre les controverses de la législation russe sur les investissements étrangers.

D. L'Instrumentalisation de l'Énergie dans la Politique Étrangère Russe

1. La Chute de l'URSS et la Recherche d'Identité Dans les Affaires Étrangères

Tout au long de la période soviétique, les dirigeants soviétiques ont toujours défini leur politique étrangère basée sur les orientations marxistes-léninistes qui affirment que le monde est divisé en deux blocs: l'un composé des pays socialistes et paisibles sans classes adoptant les principes de l'internationalisme socialiste dans ses relations mutuelles et l'autre composé des états capitalistes dont la structure sociale est définie par des conditions de classe défavorables.¹⁴⁴ Lorsque l'URSS et le communisme se sont effondrés, le marxisme-léninisme a été complètement discrédité. Cela a laissé un vide dans les idées et dans le discours politique, ce qui a rendu difficile pour les chefs de gouvernement de penser ou de parler de leur politique étrangère. La difficulté de conceptualiser une politique étrangère sans l'aide d'une idéologie omniprésente est exacerbée par la crise d'identité qui a eu lieu en

¹⁴³ Euractiv, 'Collective Putin' mismanages Russia's energy sector, le 3 Mai 2012, <http://www.euractiv.com/general/collective-putin-mismanages-russ-analysis-512448>, consulté le 23 Février 2013.

¹⁴⁴ Nazim Cafersoy, "Rus Jeopolitik Düşüncesinde Misyon Arayışları", dans *Avrasya Dosyası*, Vol: 8, No: 4, Hiver 2002, pp. 54.

Russie après l'effondrement de l'URSS. La nouvelle Fédération a pris un héritage troublant d'une économie en décomposition, une sphère d'influence limitée à l'étranger et des frontières territoriales réduites. Dans le processus de création d'une nouvelle identité et de remplissage du vide laissé par le marxisme-léninisme, un certain nombre de tendances ont émergé en Russie, qui a essayé de jouer un rôle dans la définition de la nouvelle orientation de la politique étrangère du pays.

Après l'effondrement de l'URSS, la principale ligne de démarcation entre les politiciens et les intellectuels russes a été la mesure dans laquelle la Fédération de Russie doit mener une politique pro-occidentale. Le premier camp dirigé par le premier ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev, a pris une position ouvertement pro-occidentale. Les politiciens et les intellectuels de ce camp ont parlé d'une Russie à devenir un pays normal, par lequel a été impliqué un pays de type occidental, économiquement prospère, démocratique au sens libéral occidental et pas exploité par l'idéologie normative. Les libéraux occidentaux ont essayé de concevoir un chemin pour la Russie qui incluait la participation coopérative dans les grandes organisations internationales économiques et politiques, la fin de la compétition de division de la Guerre froide, par exemple la course aux armements, et la concurrence pour l'influence dans le monde en développement, et l'ouverture de la Russie économiquement et culturellement à l'implication de l'Ouest. L'Occident, et en particulier les États-Unis serait un allié et non un adversaire et, finalement, la Russie pourrait même adhérer à l'OTAN et l'Union européenne.¹⁴⁵ Bien qu'ils pensent que les relations de bon voisinage devraient être établies avec les autres États successeurs, ils ont mis en garde contre un rôle de leadership dans la Communauté des États indépendants (CEI). Ils croyaient que la Russie doit renoncer à ses traditions historiques de grande puissance et ses illusions d'avoir un rôle particulier en tant qu'un pont entre l'Europe et l'Asie en faveur du développement de son orientation européenne.¹⁴⁶ Appliquée de façon intermittente à partir de la fondation de la Fédération jusqu'à l'adhésion de Poutine au pouvoir, cette approche a perdu de son attrait suite à la déception économique et politique que l'Occident a infligée au pays.

¹⁴⁵ Bacon et Wyman (2006), op.cit., pp. 57.

¹⁴⁶ Margot Light, "In search of an identity: Russian foreign policy and the end of ideology," *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 19:3, 2003, pp.44

En opposition à cette position occidentalisation, cependant, est venu le point de vue des nationalistes fondamentalistes, qui ont vu le destin russe séparée de celui de l'Ouest. Ils ont fait valoir que le rôle unique et spécial de la Russie impliquait la forge d'une "troisième voie" dans la politique et l'économie qui comprenait gouvernement autoritaire et une économie corporatiste. Ils ont favorisé le rétablissement de l'Empire russe et rejeté l'adhésion du pays aux institutions internationales dominées par les États-unis.¹⁴⁷

Une autre tendance politique étrangère, la vue Pragmatique Nationaliste/Eurasienne, qui est devenue peu à peu le consensus dominant, a commencé comme une critique de l'occidentalisme du ministre des Affaires étrangères Andrei Kozyrev. Les nationalistes pragmatiques n'ont pas entièrement écarté les vues libérales occidentalistes. Ils ont favorisé la consolidation de la démocratie, par exemple, et n'ont voulu pas d'un retour aux anciennes pratiques économiques et politiques. Toutefois, ils ont également adopté une version modifiée du nationalisme des nationalistes fondamentalistes dans leurs idées. En ce qui concerne la politique étrangère, ils ont fait valoir qu'il y aura inévitablement des conflits d'intérêts entre la Russie et les pays développés démocratiques. Faisant remarquer que ce n'était pas dans l'intérêt occidental que la Russie devient un État puissant, ils plaidé pour une plus grande indépendance politique vis-à-vis de l'Occident, fondée sur une analyse rationnelle des intérêts nationaux de la Russie. Dirigé par le deuxième ministre des Affaires étrangères de la Russie et de l'ex-chef du FSB, Evgueni Primakov, les nationalistes pragmatiques ont faites beaucoup plus d'attention à la CEI que les libéraux Westernists, en faisant valoir que les intérêts vitaux de la Russie englobent l'espace géopolitique de l'ex-Union soviétique. Ils ont rejeté le rétablissement de l'URSS, mais a favorisé une politique d'intégration à l'égard des autres États successeurs.¹⁴⁸

En bref, alors que tout au long de l'histoire soviétique, la définition de la politique étrangère était fondée sur les concepts de deux systèmes opposés, l'affrontement des deux classes (socialiste et capitaliste), suite à son effondrement, la nouvelle Fédération a fait face au défi de définir une politique étrangère basée sur les nouvelles tendances émergentes. Alors que dans les années Eltsine les questions de

¹⁴⁷ Ibid., pp. 45.

¹⁴⁸ Ibid., pp. 45.

politique étrangère ont été dominées par les ambitions occidentalistes qui prescrivent d'intégration de plus haut niveau avec l'Occident dans tous les termes, vers la fin des années Eltsine une nouvelle approche, dirigé par le Premier ministre Evgueni Primakov, est venu au premier plan dans la définition de l'identité russe et de l'orientation de la politique étrangère, qui également façonnerait les préférences de son successeur, Vladimir Poutine.

2. L'effet de Poutine sur la politique étrangère russe

Quand Poutine est arrivé au pouvoir en 1999, la politique étrangère russe était en plein désarroi, comme indiqué ci-dessus. Les relations avec l'Occident s'étaient détériorées après la guerre du Kosovo, les relations avec les voisins de la Russie s'étaient atrophiées et les séquelles de la crise financière de 1998 avaient limitée la capacité de la Russie à agir au niveau international. Les politiques de la Russie semblaient être ad hoc et sans un concept cohérent. Au début des années 1990, les analystes russes ont fait valoir quant à savoir si la Russie doit chercher à s'intégrer à l'Occident ou à poursuivre un chemin unique eurasien. Mais l'éternelle question "où appartient la Russie?" s'était restée sans réponse.¹⁴⁹ En outre, la définition de la politique étrangère dans les années Eltsine était aléatoire et de plus en plus dirigé par l'oligarchie alors que les intérêts des entreprises privées ont poursuivi leurs propres politiques, en particulier dans le jardin de derrière de la Russie.

À la fin de son premier mandat en tant que président, Poutine avait répondu à la question de l'idéologie nationale russe en rétablissant les symboles sur l'identité russe de l'époque tsariste et soviétique, la Douma a adopté l'aigle bicéphale tsariste comme emblème de l'État, le général Dénikine a été donné un enterrement officiel, Poutine a restauré l'hymne national soviétique, et il a abandonné la fête nationale du 7 Novembre des bolcheviks en le remplaçant par 4 Novembre qui commémore la défaite des Polonais en 1612. En outre, la Russie a repris des défilés militaires à grande échelle dans la Place Rouge le 9 mai 2008, la première fois depuis 1990. À la fin de son second mandat, ce mélange des symboles tsaristes et soviétiques avaient répondu à la question de la recherche de la Russie pour un "passé utilisable" reunissant la nation. Poutine a fait appel au passé tsariste et soviétique à la fois, en

¹⁴⁹ Stephen Sestanovich, "Where does Russia Belong?", *The National Interest*, le 1 Décembre 2000, disponible sur: <http://nationalinterest.org/article/where-does-russia-belong-629>

cherchant à concilier les Russes blancs et rouges par l'exploitation politique de la nostalgie.¹⁵⁰ Les nouveaux manuels scolaires ont salué le rôle de Staline en tant que chef de guerre, ont critiqué l'Occident et a déclaré que l'utilisation par les Américains d'armes atomiques à Hiroshima était pire que tout ce que Staline pourrait avoir fait. Poutine a souvent fait référence favorable à la philosophe russe Ivan Ilyin dont la pensée semble avoir influencé le président russe. Ilyin était un philosophe anti-communiste qui a quitté la Russie après la révolution et a écrit sur la façon dont une Russie post-communiste devrait ressembler – une Russie unie et rejetant les notions occidentales d'individualité et de concurrence politique- en d'autres termes dirigée par un dirigeant éclairé et fort avec un système politique centralisé.¹⁵¹

De plus en plus, la culture politique russe a été définie comme c'était sous les tsars, fondée sur la triade de l'orthodoxie, autocratie et de la nationalité. En soulignant que les valeurs traditionnelles russes sont différentes de celles de l'Occident et le chemin de la Russie à la démocratie sera différente de celle de l'Occident, Poutine a également encouragé son principal idéologue du Kremlin pour articuler les principes sous-jacents de la politique étrangère russe. Ainsi le concept de Vladislav Sourkov de "démocratie souveraine" a confirmé le droit de la Russie à poursuivre son propre chemin et ne pas céder aux pressions occidentales, en cherchant à protéger la Russie contre les conséquences négatives de la mondialisation qui pourraient compromettre sa souveraineté.¹⁵² Un principe central de ce concept est que la Russie devrait gérer ses propres affaires et l'Occident n'a pas le droit de dicter la façon dont la démocratie russe devrait se développer, comme elle entendait le faire au cours des années Eltsine. En d'autres termes la source de la légitimité de la Russie se trouve seulement à l'intérieur, et non à l'extérieur de la Russie.¹⁵³

La politique étrangère russe sous Poutine a connu une évolution spectaculaire, reflétant les changements internes mises en place par le président.

¹⁵⁰ Angela E. Stent, "Restoration and Revolution in Putin's Foreign Policy," *Europe & Asia Studies*, Vol. 60, No. 6, Août 2008, pp. 1089 – 1106.

¹⁵¹ *Ibid.*, pp. 1091.

¹⁵² Richard Sakwa, "Surkov: Dark Prince of the Kremlin," *Open Democracy*, le 7 Avril 2011, disponible sur: <http://www.opendemocracy.net/od-russia/richard-sakwa/surkov-dark-prince-of-kremlin>

¹⁵³ Andrei Okara, "Sovereign Democracy: A New Russian Idea or a PR Project?," *Russia in Global Affairs*, le 8 Août 2007, disponible sur: http://eng.globalaffairs.ru/number/n_9123

Prenant fonction à la suite de l'effondrement financier de 1998 et des années Eltsine pluralistes mais politiquement faibles, Poutine a rétabli la stabilité dans le pays en maîtrisant les forces de décentralisation et de concurrence, en créant une “verticale du pouvoir”, en reprenant en main le pays par le Kremlin de plus en plus composée de vétérans des services de renseignement et de sa partie alliée de la Russie Unie, et en reprenant le contrôle étatique sur les hauteurs dominantes de l'économie. Le PIB du pays a augmenté de 200 milliards de dollars en 1999 à \$ 920 milliards en 2006.¹⁵⁴ Il avait assez de chance d'être arrivé au pouvoir alors que les prix du pétrole montaient en flèche de 27 dollars par le baril en 2000 à 130 dollars à la mi-2008.

Au cours des années Poutine, il est aussi devenu de plus en plus difficile de comprendre comment la politique étrangère russe est faite. Sur les nombreux de décisions cruciales, par exemple, le soutien auprès des États-Unis pour établir des bases militaires en Asie centrale après le 9/11, le soutien auprès de Viktor Ianoukovitch lors des élections ukrainiennes de 2004 ou d'éteindre le gaz à l'Ukraine en Janvier 2006, l'hypothèse était que le président Poutine lui-même était l'ultime décideur. Sur les questions moins importantes au Kremlin, les autres autorités -par exemple, le ministre des affaires étrangères avait plus à dire. Néanmoins, il est apparu que le “pouvoir vertical” intérieur s'est étendu à la politique étrangère qui a été faite par un cercle restreint de personnes.¹⁵⁵ Compte tenu de la prédominance des responsables du renseignement anciens au Kremlin, et de la rhétorique de confrontation qui émanait de responsables russes en deuxième mandat de Poutine, l'approche de l'élite auprès de l'Occident apparemment ressemblait à celle de l'ère soviétique, où l'Occident était considéré comme l'ennemi principal visant à affaiblir la Russie et renverser son régime, comme Poutine l'a énoncé dans ses plusieurs discours.¹⁵⁶

Au cours des années Poutine, les ressources énergétiques du pays sont devenues autant un outil essentiel de la politique étrangère que jamais vu. Tout

¹⁵⁴ Lilia Shevtsova, “Think Again: Vladimir Putin,” *Foreign Policy*, le 13 Décembre 2007, disponible sur: http://www.foreignpolicy.com/articles/2007/12/13/think_again_vladimir_putin?page=0,1

¹⁵⁵ Dmitri Trenin, “Russia Redefines itself and its relations with the West,” *Washington Quarterly*, le 1 Mars 2007, disponible sur: <http://carnegieendowment.org/2007/03/01/russia-redefines-itself-and-its-relations-with-west/4mo8>

¹⁵⁶ Vladimir Putin, “Speech at Expanded Meeting of the State Council on Russia’s Development Strategy through to 2020,” le 8 Février 2008, disponible sur: http://archive.kremlin.ru/eng/speeches/2008/02/08/1137_type82912type82913_159643.shtml

comme chacun État préférerait d'utiliser ses ressources les plus critiques dans le but de se faire un acteur important et décisif sur la scène internationale, la Russie a également essayé de faire la même chose, même s'il s'est passé quelques fois sans succès et quelques fois avec succès. Comme l'un des pays les plus abondantes de l'énergie, la Russie a bénéficié depuis 1999 énormément de la combinaison de l'inquiétude internationale sur la sécurité énergétique, l'instabilité au Moyen-Orient, et l'hausse spectaculaire des prix du pétrole. Il a retrouvé la prééminence sur les marchés mondiaux de l'énergie qu'il avait eu dans les années 1970 et 1980 lorsque l'Union soviétique, et non l'Arabie saoudite, était le premier producteur mondial de pétrole par excellence. En effet, dans une large mesure, l'émergence de la Russie pour la première fois comme un acteur majeur économique mondiale après 2000 a été le résultat de forces qui échappent au contrôle du Kremlin, notamment des prix élevés de l'énergie. En 2007, la production économique russe était de 70% supérieure à celle de 1999 en termes réels et la performance économique russe était nettement au-dessus de ce qui était prévu il y a quelques années.¹⁵⁷ Poutine a poursuivi une politique économique habile depuis une grande partie de son temps dans le bureau, avec de bonnes mesures fiscales, la création d'un fonds de profits énergétiques qui pourraient être utilisés pour des investissements en Russie et à l'étranger, le remboursement en avance de la dette extérieure de la Russie et une certaine diversification interne de poursuite d'une économie basée uniquement sur la production et exportations de matières premières. Pour la plupart du mandat de Poutine, la Russie a connu des taux annuels de croissance du PIB de 7% ou plus, et, à la fin de son mandat, la Russie avait accumulé un fonds de 130 milliards de dollars de stabilisation des recettes énergétiques et avait 430 milliards de dollars en réserves de change. La Russie a en effet devenu un BRIC.¹⁵⁸ Il a visé à devenir la cinquième économie du monde d'ici à 2030 et, lors du Forum économique de Saint-Petersbourg en 2007, le président Poutine a suggéré que Moscou doit devenir l'un des leaders mondiaux du secteur financier et le rouble devrait devenir une monnaie de réserve.¹⁵⁹

¹⁵⁷ Stent (2008), op.cit., pp. 1092.

¹⁵⁸ Le terme BRIC, inventé par Goldman Sachs en 2001, se réfère au group de Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, les quatre principales économies prévues à jouer un rôle de plus en plus grande dans l'économie mondiale.

¹⁵⁹ Ria Novosti, "Putin proposes adding ruble to international payment system," le 10 Juin 2007, disponible sur: <http://en.rian.ru/russia/20070610/67007100.html>

La croissance spectaculaire de l'économie depuis 1999 a également commencé à changer la nature de la puissance russe et la façon dont il est exercé. Et, après plusieurs années de croissance économique, la Russie avait un nouveau rôle de "puissance douce" qui va bien au-delà de ses ressources énergétiques. En effet, les forces pénétrantes de la puissance russe en Ukraine, dans le Caucase et en Asie centrale ne sont plus l'Armée rouge. Ils sont le gaz naturel et pétrole russe et les monopoles géants pétroliers et gaziers.¹⁶⁰

a. Russie: la Nouvelle Puissance Énergétique

L'énergie est habituellement appelée une puissance "douce" et même son utilisation accrue est devenue une caractéristique de la politique étrangère de Poutine, en particulier vers les États post-soviétiques.¹⁶¹ Donc, certains observateurs ont commencé à parler de l'utilisation de l'énergie russe comme "une puissance dure-douce." L'énergie est devenue un enjeu majeur dans les relations de la Russie avec ses voisins et avec l'Europe après Janvier 2006, lorsque la Russie a brièvement interrompu l'approvisionnement en gaz à l'Ukraine, qui transporte 80% des exportations de Gazprom vers l'Europe, en raison d'un différend sur les prix. L'interruption du gaz est devenu un symbol puissant du nouveau poids russe en élevant les préoccupations au sujet de la sécurité d'approvisionnement. Pour certains en Eurasie et l'Occident, la Russie sous Poutine a cherché à atteindre avec le pétrole et gaz à ce que l'URSS avait déjà cherché à obtenir avec les armes nucléaires, autrement-dit, l'augmentation de l'influence politique sur ses voisins et l'UE.¹⁶² La nouvelle situation a été manifesté dans la nouvelle "Stratégie de sécurité nationale à l'horizon 2020" publié en mai 2009, qui affirme que "le potentiel des ressources de la Russie" est l'un des facteurs qui a "élargi les possibilités de la Fédération de Russie pour renforcer son influence sur sur la scène mondiale."¹⁶³ Cependant, bien que l'utilisation des ressources énergétiques dans la politique étrangère soit toujours associée à des problèmes d'approvisionnement en gaz entre la Russie et États post-

¹⁶⁰ Fiona Hill, "Moscow Discovers Soft Power," *Current History*, Octobre 2006, pp. 341–47, disponible sur: <http://www.brookings.edu/~media/research/files/articles/2006/10/russia%20hill/20061001>

¹⁶¹ *Ibid.*, pp. 341.

¹⁶² Stent (2008), *op.cit.*, pp. 1094.

¹⁶³ Le texte de la Stratégie de sécurité nationale se trouve sur le site Web du Conseil de sécurité nationale russe suivant: <http://www.scrf.gov.ru/documents/99.html>

soviétiques, ce n'est pas un nouveau concept. En termes positifs et négatifs à la fois, il a été utilisé comme un instrument à l'époque soviétique en ligne avec les objectifs de la politique étrangère.

D'un point de vue positif, la hausse plus tôt dans la production de pétrole soviétique et l'augmentation résultant des exportations dans les années 1960 et 70, a fourni aux dirigeants soviétiques une arme efficace économique. Il a ouvert les portes dans le tiers monde à l'idéologie soviétique et les initiatives diplomatiques qui, autrement, auraient pu rester fermées ou à moitié ouvertes.¹⁶⁴ Les pays en difficulté des régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine de cette époque ont généralement bien accueilli le discours radical propagé par l'URSS. Une fois que l'URSS a commencé à offrir aux rangs des colonies rebelles le pétrole soviétique, cela a réduit les pouvoirs de rétorsion des pays hégémoniques et des cartels pétroliers occidentaux. Même quand il n'y avait pas d'embargo formel sur les ventes de pétrole, de telles offres de fonctionnaires soviétiques ont été très appréciées, car la plupart de ces anciennes colonies n'avaient pas assez de réserves convertibles pour leurs achats nécessaires dans les marchés traditionnelles de l'énergie. Les Soviétiques dans presque tous les cas étaient heureuses de vendre du pétrole à un prix inférieur (parfois moins d'un dollar par baril) ou prêter ou échanger leur pétrole sans insister sur les paiements en devises fortes comme un moyen de gagner de l'influence. Parce que l'Union soviétique a produit le pétrole en masse et le système soviétique tenait le coût du travail faible, la Russie a réussi à vendre son pétrole à des prix de près de 50 pour cent inférieurs à ceux du pétrole du Moyen-Orient.¹⁶⁵ Il s'agissait d'une forme importante de soutien économique pour les pays communistes de l'Europe de l'Est et du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle ainsi que Cuba et la plupart des anciennes colonies africaines et asiatiques, dont l'Inde, Ceylan, le Pakistan, la Guinée et le Ghana.¹⁶⁶

Sur le plan négatif, l'URSS en son temps et en Russie après 1991 ont souvent mis fin à l'envoi de fournitures d'énergie lorsque le client a choisi de s'opposer aux

¹⁶⁴ Goldman (2008), op.cit., pp.43.

¹⁶⁵ Lauren Goodrich et Marc Lanthemann, "The Past, Present and Future of Russian Energy Strategy," Stratfor, le 12 Février 2013, disponible sur: <http://www.stratfor.com/weekly/past-present-and-future-russian-energy-strategy>

¹⁶⁶ Goldman (2008), op.cit., pp.44.

objectifs politiques ou économiques soviétiques ou russes. La Yougoslavie sous Tito, l'Israël en 1956, la Finlande en 1958, la Chine en 1959, la Lettonie en 1990, la Lituanie en 1990 et 2006, et l'Estonie en 2007 ont vu leurs livraisons de pétrole coupées. Plus tard, le régime de Poutine a fait arrêter ou réduit le flux des approvisionnements en gaz naturel à l'Ukraine, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie, et même la Bosnie.¹⁶⁷ “La primauté du droit” dans d'autres sociétés est devenu “le droit des gouvernants” sous Poutine. La Russie de Poutine a ressemblé en plusieurs égards une version de l'État tsariste patrimonial du XXI^e siècle, appelée “la Russie Inc” par certains commentateurs.¹⁶⁸ Dans ce système, les élites politiques et économiques ont été symbiotiquement liées à l'un et l'autre, et les responsables du Kremlin qui gèrent les affaires de l'État aussi gèrent et contrôlent les actifs économiques publiques. Les présidents des conseils d'administration de la plupart des industries stratégiques de la Russie, y compris les sociétés d'énergie, sont soit membres de l'administration présidentielle ou titulaires d'une charge publique élevée, ce qui souvent rend difficile pour un étranger de discerner à quel point les décisions soi-disant commerciaux sont motivés par des intérêts politiques. Nulle part ailleurs la relation symbiotique entre la politique et le commerce était plus évidente que dans l'élévation de la Russie comme une puissance énergétique.¹⁶⁹ Pour le gouvernement russe, les entreprises énergétiques apportées sous la domination de l'Etat au début des années 2000, les soi-disant “champions nationaux” ont été les principaux acteurs de la mise en œuvre des principales stratégies énergétiques russes. Un engagement contractuel avec les entreprises sous contrôle étatique n'a jamais été une garantie pour opération, ni un effet dissuasif sur le comportement arbitraire de la part des entités russes. C'était banal à l'époque soviétique et il est redevenu une fois encore commun sous Poutine.

¹⁶⁷ Ibid., pp.49.

¹⁶⁸ Clifford G. Gaddy et Andrew C. Kuchins, “Putin’s Plan,” *Washington Quarterly*, Printemps 2008, pp. 117–129, disponible sur: <http://csis.org/files/publication/twq08springgaddy.pdf>

¹⁶⁹ Stent (2008), op.cit., pp. 1093.

b. La Politique Energetique Russe Dans l'Espace Post-Sovietique

En regardant la stratégie russe d'utiliser son pouvoir énergétique dans ses relations extérieures, il semble être motivée par des objectifs politiques et économiques à la fois et à être principalement destinée au pays de l'ancien bloc de l'Est. Alors que sur le plan économique la Russie poursuit une politique visant à renforcer sa position en tant qu'une superpuissance de l'énergie, et à éliminer les défis qui menacent d'entraver ses ambitions énergétiques, en termes politiques, le pays n'a été jamais tolérant de voir les anciens pays de l'Union soviétique ou les pays du bloc de l'Est se tournent le dos et de s'engager dans de nouvelles actions de politique étrangère incompatibles avec les ambitions russes. À cet égard, l'énergie a joué un rôle de "carotte et du bâton" en réorganisant les positions des États post-soviétiques envers la Russie.

b.1. L'Europe de l'Est et Centrale

Comme indiqué ci-dessus, les actions énergétiques russes vers les pays du bloc de l'Est ont été motivées par une diversification de facteurs, dont les ambitions politiques, économiques et énergétiques de la nouvelle superpuissance énergétique. Dans le cas de l'Europe de l'Est et Centrale, tous les facteurs ont joué un rôle décisif dans la détermination de leurs relations énergétiques avec la Russie. Du début des années 2000 jusqu'à aujourd'hui, la Russie a tenté d'acheter une participation majoritaire dans les pipelines, les ports, les installations de stockage et les autres actifs clés de l'énergie de ces pays. La Russie a besoin de ces actifs pour transporter l'approvisionnement énergétique aux marchés de l'Europe occidentale, ainsi que pour assurer un meilleur contrôle sur les marchés intérieurs des pays de la région. Dans plusieurs cas où les infrastructures énergétiques ont été vendues aux entreprises non-russes, la Russie a arrêté l'approvisionnement en énergie aux installations. Cependant, la réaction russe à des comportements indésirables des anciens pays du bloc de l'Est ne comprend pas seulement la coupure des livraisons, mais aussi l'augmentation des prix précédemment subventionnées par rapport au marché international et le contournement des pays qui se trouvent sur les voies de transit. La plupart des pays qui se sont sentis les graves conséquences de la stratégie énergétique de la Russie en raison de leur forte dépendance sur le pétrole et le gaz russes ont

faites face aux différents types de menace: le coût, la fiabilité de l'approvisionnement et les efforts russes pour contrôler l'infrastructure en aval telles que les pipelines, les raffineries, et les réseaux domestiques de distribution.¹⁷⁰

Quand elle a rencontré des difficultés à obtenir le contrôle de l'infrastructure énergétique en Europe centrale et de l'Est, la Russie a essayé de contourner entièrement les pays de la région lorsque cela est possible. À cette fin, il étend la capacité du système de pipeline Baltique et de son terminal pétrolier dans le port de Primorsk et réduit l'utilisation des terminaux pétroliers dans les pays baltes, comme Butinge en Lituanie et Ventpils en Lettonie. Les projets de la Russie pour les pipelines de gaz naturel ont attiré le plus d'attention. Gazprom a lancé le gazoduc nord-européen (GNE), également connu sous le nom de Nord Stream, qui transporte 55 milliards de mètres cubes de gaz naturel de la Russie à l'Allemagne via un gazoduc sous la mer Baltique à partir de 2012, sans passer par les États de l'Europe centrale et de l'Est. Cette capacité représentait environ 78% de la consommation totale de gaz allemande en 2011. Le Nord Stream Consortium comprenant Gazprom (51%), les entreprises allemandes BASF / Wintershall (15,5%) et E.ON Ruhrgas (15,5%), Gasunie, la société néerlandaise d'infrastructure (9%) et GDF Suez (9%) français ont donné le feu vert à une nouvelle étude de faisabilité d'options possibles permettant d'accroître la capacité par les deux chaînes supplémentaires pour transporter le gaz directement au Royaume-Uni.¹⁷¹ En Novembre 2007, Gazprom et la société italienne ENI ont signé un accord pour construire le gazoduc de "South Stream" qui relierait la Russie sous la mer Noire à travers les Balkans, avec des embranchements vers l'Autriche et l'Italie. La Bulgarie, la Serbie et l'Hongrie ont également rejoint le projet. Gazprom espère terminer South Stream en 2015. Le gazoduc contournera également la Biélorussie, l'Ukraine, la Pologne et d'autres pays d'Europe centrale. En mai 2009, ENI et Gazprom ont convenu d'étendre la capacité du gazoduc South Stream à 63 milliards de mètres cubes par an. D'autres partenaires ont également été incorporées dans le projet plus tard. Le consortium de pipeline comprenant Gazprom (50%) Eni (20%) et EDF de la France (15%) et BASF /

¹⁷⁰ Steven Woehler, "Russian Energy Policy Towards Neighboring Countries," Congressional Research Service, le 2 Septembre 2009, pp. 6, <http://www.fas.org/sgp/crs/row/RL34261.pdf>, consulté le 12 Mars 2013.

¹⁷¹ ICIS, "Nord Stream goes ahead with additional natural gas pipeline strings," le 8 Octobre 2012, disponible sur: <http://www.icis.com/heren/articles/2012/10/08/9602069/gas/esgm/nord-stream-goes-ahead-with-additional-natural-gas-pipeline-strings.html>, consulté le 12 Mars 2013.

Wintershall (15%) de l'Allemagne a décidé de lancer le projet à la fin 2012.¹⁷² En cherchant un éventail de voies de transit à travers la région, la Russie tente de réduire l'effet de levier que les pays de transit, y compris ceux en Europe centrale et de l'Est ont en négociations avec les entreprises énergétiques russes. Les experts notent que la capacité de ces nouvelles routes, s'ils sont construits, probablement dépassent la capacité de la Russie à produire du pétrole et du gaz à les combler, permettant à la Russie de répartir la production rare aux pays de transit "privilégiés." Grâce aux nouveaux gazoducs, la Russie tente également de réduire l'attrait des autres voies de pipelines de pétrole et de gaz de l'Azerbaïdjan et de l'Asie centrale vers l'Europe et l'Asie qui contournerait la Russie.¹⁷³



La Carte 3: South Stream, Nord Stream et Nabucco (Source : Oil and Gas Technology)

Un autre objectif poursuivi par la Russie a été d'éliminer les subventions de l'énergie que les anciennes républiques soviétiques ont reçue depuis la chute de l'Union soviétique, en augmentant le prix que ces pays paient pour le gaz naturel au prix du marché mondial.¹⁷⁴ Ces actions peuvent être considérées comme parallèles à

¹⁷² RT, "Gazprom and partners kick off construction of South Stream pipeline," le 7 Decembre 2012, disponible sur: <http://rt.com/business/russia-south-stream-launch-506/>, consulté le 12 Mars 2013.

¹⁷³ Vladimir Socor, "South Stream; Gazprom's New Mega-project," Jamestown Foundation Eurasia Daily Monitor, le 25 Juin 2007, disponible sur: http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=32826, consulté le 12 Mars 2013.

¹⁷⁴ Keith C. Smith, "Russian Energy Pressure Fails to Unite Europe," CSIS Euro-Focus, le 24 Janvier 2007, <http://csis.org/publication/eurofocus-v13-n1-russian-energy-pressure-fails-unite-europe>, consulté le 12 Mars 2013.

la réduction des subventions aussi aux consommateurs nationaux russes. Cependant, il ne y a pas doute que la Russie a utilisé le retrait des subventions sur les prix et les dettes impayées de l'énergie des pays de la région comme un moyen de pression pour tenter de sécuriser l'infrastructure clé d'énergie dans ces pays. On peut prendre comme exemple le cas du Biélorussie, qui, comme l'allié le plus fidèle de Moscou en Europe depuis l'effondrement de l'Union soviétique, a été dépendant de gaz naturel et du pétrole bon marché russe. À la fin de 2006, Gazprom a fortement fait pression sur le Bélarus à lui vendre le contrôle de la société de gaz naturel de Beltransgaz qui contrôle les pipelines et autres infrastructures sur le territoire du Bélarus, ainsi que le contrôle d'autres entreprises clés de l'énergie biélorusses, ou à faire face au quadruplement du prix que Biélorussie paierait pour le gaz naturel russe. Gazprom a menacé d'une coupure de l'approvisionnement en Janvier 1, 2007, si le Biélorussie n'a pas accepté de payer le prix plus élevé. Quelques heures avant la date limite, toutefois, les deux parties sont parvenues à un accord qui a évité une coupure de gaz. Le Biélorussie a accepté de payer plus que le double de ce qu'elle a payé en 2006. Les prix du gaz naturel devaient augmenter de façon constante, atteignant des niveaux du marché mondial en 2011. Le Biélorussie a aussi accepté de vendre une participation majoritaire de Beltransgaz à Gazprom, qui exploite 7.500 km de gazoducs, cinq stations de compression, les trois installations souterraines de stockage de gaz, 233 installations de distribution de gaz, 26 stations de compression de ravitaillement et les six stations de mesure gazière.¹⁷⁵ Le Bélarus continue à demander à la Russie à modérer des prix énergétiques futurs. Le Biélorussie a payé environ \$ 148 par mcm (mille mètres cubes) de gaz dans le premier trimestre de 2009, bien au-dessous du tarif exercé à l'Ukraine.

La Moldavie a également rencontré des problèmes similaires en 2006 lorsque l'entreprise russe Gazprom a coupé l'approvisionnement en gaz naturel à la Moldavie le 1 Janvier, après avoir rejeté la demande de Gazprom pour un doublement du prix qu'elle paie pour le gaz naturel. Gazprom a restauré fournitures le 17 Janvier, en échange d'une augmentation de prix de 60 dollars par 1.000 mètres cubes à 110\$.¹⁷⁶ La Moldavie a également accepté de donner Gazprom la partie majoritaire de Moldovagaz qui contrôle les gazoducs du pays et d'autres infrastructures. À la suite

¹⁷⁵ Natural Gas Europe, "Gazprom Finally Bags Beltransgaz," le 26 Novembre 2011, <http://www.naturalgaseurope.com/gazprom-to-buy-belarusian-beltransgaz-3704>,

¹⁷⁶ Woehler (2009), op.cit., pp. 11.

de cet accord, Gazprom a acquis 63,4% des actions de Moldovagaz et donc le contrôle de l'infrastructure domestique de gaz.¹⁷⁷ Au début de 2009, la Moldavie a payé 318 \$ pour 1000 mètres cube de gaz.

Les orientations géopolitiques des pays de l'Europe de l'Est et centrale ont également joué un rôle important dans les difficultés qu'ils ont rencontrées vis-à-vis la Fédération Russe. De nombreux pays de la région craignent que la Russie puisse utiliser leur dépendance énergétique pour s'ingérer dans leurs affaires intérieures ou les forcer à faire des concessions de politique étrangère. L'augmentation par Gazprom des prix de l'énergie à la Géorgie et l'Ukraine est venue après que les élections de 2004 ont porté au pouvoir des dirigeants pro-occidentaux en ce que l'on appelle respectivement les révolutions "Rose" et "Orange", en référence à leurs symboles de la campagne. Les dirigeants russes craignaient ces "révolutions de couleur" ailleurs dans les anciens pays soviétiques qui pourraient réduire l'influence de la Russie, et peut-être même menacer son propre régime autoritaire.¹⁷⁸

L'orientation géopolitique Ukrainienne et ses actifs de distribution précieux à la fois ont déclenché des problèmes difficiles entre la Russie et ce pays à partir du milieu des années 2000. Bien qu'il possède les réserves modestes de pétrole et de gaz naturel lui-même, l'Ukraine dépend de la Russie pour la plupart de son pétrole et de gaz importé. Mis à l'écart sa dépendance du propre pétrole et gaz de la Russie, il aussi dépend des pipelines russes qui apportent le gaz naturel de l'Asie Centrale, en particulier du Turkmenistan. En 2006, la moitié de la consommation énergétique de l'Ukraine provenaient du gaz naturel et soixante-six pour cent de cette consommation nationale provenait de la Russie. Dans la même année, les importations pétrolières russes ont représenté 78% de la consommation de pétrole de l'Ukraine.¹⁷⁹ La ré-orientation occidentale du pays après l'élection de Viktor Iouchtchenko à la présidence et ses annonces à faire de l'Ukraine un membre de

¹⁷⁷ Vladimir Socor, "Moldova's Filat Discusses Energy Sector Agreement with Russia's Putin and Medvedev," Jamestown Foundation Eurasia Daily Monitor, le 14 Septembre 2012, disponible sur: http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=39844, consulté le 13 Mars 2013.

¹⁷⁸ F. Stephen Larrabee, "Rethinking Russia: Russia, Ukraine, and Central Europe: The Return of Geopolitics" Journal of International Affairs, Vol. 63, No. 2, Printemps/ été 2010, disponible sur: <http://jia.sipa.columbia.edu/russia-ukraine-and-central-europe-return-geopolitics>, consulté le 13 Mars 2013.

¹⁷⁹ Ariel Cohen, ' Politicized Oil Trade: Russia and its Neighbors', Heritage Foundation, pp. 3, disponible sur: <http://www.cfr.org/projects/world/workshop-on-oil-and-political-relationships/pr1594>, consulté le 13 Mars 2013.

l'OTAN et de l'UE ont reçu de vives critiques des dirigeants russes, ce qui s'est traduit par l'utilisation de l'énergie en tant qu'un mécanisme de pression. Peu de temps après qu'Iouchtchenko a pris ses fonctions, Gazprom a commencé à exiger une forte augmentation du prix du gaz naturel qui est fourni à l'Ukraine. Entre 2006 et 2009, une série de crises d'approvisionnement a dominé les relations russo-ukrainiennes. À plusieurs reprises, la Russie a cherché à couper l'approvisionnement en gaz afin de punir l'Ukraine ou la forcer à accepter les conditions de la Russie. La première tentative a conduit à la "guerre du gaz" russo-ukrainienne en Janvier 2006. La décision, cependant, a eu l'effet inverse en portant atteinte à la réputation de Moscou en Europe comme un fournisseur fiable. Une dispute a éclaté de nouveau en Janvier 2009, lorsque la Russie a coupé toutes les livraisons de gaz à l'Ukraine, en accusant Kiev de voler du gaz russe, ce qui a laissé de nombreux clients européens sans chaleur pendant plusieurs semaines. En 2009, toutefois, Moscou a cherché à éviter une répétition du différend de 2006 qui avait mal terni sa réputation en Europe en tant qu'un fournisseur fiable et elle a rapidement réglé le différend.¹⁸⁰

Pendant les crises de 2006-2009 de nombreux grands pays européens, dont l'Ukraine, n'ont pas souffert considérablement de la coupure, malgré les températures glaciales, en partie à cause des quantités importantes de gaz dans les stockages souterrains. Toutefois, certains pays, en particulier dans les Balkans, ont été durement touchés. Les négociations entre la Russie et l'Ukraine sont tombées en panne à plusieurs reprises, avec chaque camp accusant l'autre de mauvaise foi et essayant d'obtenir le soutien européen pour ses points de vue. Au premier trimestre de 2009, l'Ukraine a été chargée 450 \$ par mcm, plus du double de ce qu'elle a payé en 2008 pour le gaz. Cependant, l'Ukraine a pu éviter cette hausse de prix en utilisant les fournitures qu'il avait en dépôt jusqu'à ce que le prix du gaz a baissé au deuxième trimestre à 271 \$ par mcm, alors que la forte baisse des prix du pétrole a été répercutée sur les prix du gaz naturel.¹⁸¹ Néanmoins, au quatrième trimestre de 2012,

¹⁸⁰ Larrabee (2010), op.cit.

¹⁸¹ Woehler (2009), op.cit., pp.9

l'ukrainien Naftogaz a payé environ \$ 430 par 1.000 mètres cubes de gaz naturel de Gazprom.¹⁸²

La Russie a poursuivi un objectif de longue date de l'acquisition de la propriété des gazoducs et des installations de stockage de l'Ukraine, ainsi que son réseau de distribution de gaz locale. En Février 2007, Poutine a annoncé que lui et le Premier ministre Viktor Ianoukovitch se sont mis d'accord sur le contrôle commun russo-ukrainien de des actifs du gaz naturel du pays, en échange d'une participation de l'Ukraine aux champs de gaz russes. Cependant, cette déclaration a provoqué une réaction fortement négative en Ukraine, et le parlement a rapidement approuvé une loi interdisant tout transfert du contrôle des pipelines par un vote de 430-0. Échouant dans ses efforts à contrôler les pipelines de l'Ukraine, la Russie travaille également sur les moyens de contourner le système ukrainien de transport de gaz. Il développe de nouvelles voies d'exportation d'énergie à travers la mer Baltique et les Balkans vers l'Europe occidentale tels que Nord Stream et South Stream. En cas de succès, ces efforts pourraient réduire l'avantage de l'Ukraine vis à vis la Russie sur les questions énergétiques. Une telle évolution pourrait aussi avoir des conséquences plus vastes. La Russie pourrait se sentir qu'elle aurait une position puissante pour mettre davantage de pression sur l'Ukraine sur d'autres questions. Les principaux pays d'Europe occidentale peuvent sentir qu'il n'y a pas d'enjeu critique à l'avenir de l'Ukraine, si elles, comme la Russie, ne sont plus dépendent de l'infrastructure de transport de gaz ukrainien.

La Géorgie est également l'un des pays qui se sont senti les graves conséquences de sa réorientation géopolitique. Le pays a commencé à poursuivre une politique clairement pro-occidentale après la "révolution de rose" de Novembre 2003. Les relations entre la Russie et son voisin beaucoup plus faible ont été particulièrement tendues depuis l'élection en 2004 du président Mikheil Saakashvili, un homme politique instruit aux États-Unis désireux d'aligner le pays avec l'Europe et l'OTAN. Il était impatient de reprendre le contrôle fédéral sur les deux régions

¹⁸² KyivPost, "Naftogaz transfers \$850 million to Gazprom for November gas imports," le 10 Décembre 2012, <http://www.kyivpost.com/content/ukraine/naftogaz-transfers-850-million-to-gazprom-for-november-gas-imports-317391.html>, consulté le 13 Mars 2013.

séparatistes, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, qui étaient soutenues par les Russes.¹⁸³ À la fin de 2005, Gazprom a annoncé une augmentation substantielle du prix du gaz livré à la Géorgie. Dans l'hiver 2005-2006, les saboteurs inconnus ont bombardé gazoducs en Russie, ce qui a temporairement coupé les livraisons à la Géorgie. Gazprom a annoncé en Novembre 2006 qu'il allait couper l'approvisionnement en gaz à la Géorgie d'ici la fin de l'année, si la Géorgie n'accepte pas d'une hausse des prix de 100% ou de la vente de son gazoduc principal à Gazprom.¹⁸⁴ Toutefois, la position géographique de la Géorgie voisine de l'Azerbaïdjan riche en énergie a lui permis de contrer la pression russe plus efficacement que d'autres pays comme un pays de transit pour un pipeline achevé à la mi-2006, portant un million de barils par jour de pétrole azerbaïdjanais vers le port turc de Ceyhan (l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan ou BTC) et pour un gazoduc transportant 8,8 milliards de mètres cubes de gaz naturel azerbaïdjanais en Géorgie et en Turquie, ce qui réduit leur dépendance à l'égard de la Russie en tant que fournisseur.¹⁸⁵

Les pays baltes de Lituanie, la Lettonie et l'Estonie qui sont membres de l'OTAN et de l'UE ont également eu des relations difficiles avec Moscou concernant la domination des actifs énergétiques domestiques. Environ 90% de leur pétrole provient de la Russie, et 100% de leur gaz naturel. Ils ont fait face aux coupures soviétiques d'approvisionnement en énergie dans les années 1990, alors qu'ils tentaient d'atteindre l'indépendance et peu de temps plus tard.¹⁸⁶ Ils paient des prix du marché mondial pour leur approvisionnement en énergie. Au cours des dernières années, la principale préoccupation dans les pays baltes a été les efforts russes visant à accroître le contrôle sur l'infrastructure énergétique dans leurs pays. Gazprom détient une participation importante dans les sociétés nationales de gaz naturel de chacun des trois pays baltes.¹⁸⁷ Lorsque les efforts russes ont échoué, la Russie a coupé l'approvisionnement en énergie à des installations énergétiques baltes. Un exemple frappant concerne le complexe de pétrole de Mazeikiiai en Lituanie.

¹⁸³ Steven Lee Myers, "Russian Gas Company Plans Steep Price Increase for Georgia," The New York Times, le 3 Novembre 2006, disponible sur:

http://www.nytimes.com/2006/11/03/world/europe/03georgia.html?_r=0

¹⁸⁴ BBC News, "Gazprom to double Georgia charges," le 2 Novembre 2006, disponible sur:

<http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/6108950.stm>

¹⁸⁵ Pour les détails voir:

<http://www.bp.com/sectiongenericarticle.do?categoryId=9006669&contentId=7015093>

¹⁸⁶ Woehler (2009), pp.12

¹⁸⁷ Reuters, "Baltic states, in EU, fight reliance on Russia gas," le 5 Juillet 2012, disponible sur: <http://www.reuters.com/article/2012/07/05/energy-baltic-russia-idUSL6E8ETBGU20120705>

Mazeikiai comprend une grande raffinerie, le terminal maritime de Butinge, et un pipeline. Il s'agit de la plus grande entreprise de la Lituanie représentant d'environ 10% du PIB du pays et fournit les recettes fiscales absolument nécessaires. En 1999, la société américaine Williams International a acheté une participation importante dans Mazeikiai et a également reçu les droits d'exploitation. En réponse, le pétrole russe Lukoil, qui a fourni le pétrole à la raffinerie, ont ralenti les livraisons, ce qui a rendu Mazeikiai non rentable. Cela a conduit Williams, qui a déjà eu des problèmes financiers, à la vente de sa participation à Ioukos en 2002. Sous Ioukos, la raffinerie est redevenue rentable. Toutefois, lorsqu'Ioukos s'est plus tard brouillé avec les autorités russes, et a été acculée à la faillite, il a tenté de vendre sa participation dans Mazeikiai. La société polonaise pétrolière PKN Orlen a accepté de racheter les actifs d'Ioukos, malgré un effort de Rosneft à acheter la raffinerie.¹⁸⁸ À la fin de Juillet 2006, Transneft, la compagnie pétrolière du transport géré par le gouvernement russe a annoncé que la partie de l'oléoduc Droujba qui fournit Mazeikiai a été fermé temporairement à cause des réparations suite à une fuite pétrolière.¹⁸⁹ Plus tard, Transneft a déclaré qu'il ne rouvrirait pas du pipeline, en raison de sa non-rentabilité et l'oléoduc n'a pas été utilisé depuis lors. Transneft a également bloqué les efforts de la Lituanie pour assurer l'approvisionnement du Kazakhstan en pétrole aux pipelines de Transneft. Une fois de plus la Russie manipulait l'approvisionnement énergétique de la Lituanie pour punir sa recherche à diversifier sa position dans le secteur de l'énergie.¹⁹⁰ Le moment et la non-transparence de l'arrêt semblait viser à convaincre Vilnius qu'elle ferait face à de graves conséquences économiques et géopolitiques pour la vente de Mazeikiai aux investisseurs non-russes. Le président de la Douma Konstantin Kosachev a renforcé ces soupçons quand il a noté quelques heures après un incendie à la raffinerie le 12 Octobre 2006 que "l'instabilité va continuer à tracasser la raffinerie jusqu'à ce que les Lituanais enfin choisissent les correctes partenaires."¹⁹¹

¹⁸⁸ Vladimir Socor, "Polish Company Acquires Majority Stake in Lithuania's Oil Sector," Jamestown Foundation Eurasia Daily Monitor, le 1 Juin 2006, disponible sur:

http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=31731

¹⁸⁹ Igor Torbakov, "Lithuanian Refinery Struggling to Stay Afloat Despite Russian Pressure," Jamestown Foundation Eurasia Daily Monitor, le 18 Aout 2006, disponible sur:

http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=31997.

¹⁹⁰ Torbakov (2006), Ibid.

¹⁹¹ Matthew Bryza, "Baltic Energy Security: Today's Historic Opportunity," International Relations and Security Network, le 31 Octobre 2012, disponible sur: <http://www.isn.ethz.ch/isn/Digital-Library/Articles/Detail/?id=154125>

b.2. L'Asie Centrale

La Russie a longtemps considéré l'Asie centrale comme sa propre 'jardin de derrière' - un domaine dans lequel il a toujours joui de considérable influence politique et économique. Après la dissolution de l'Union soviétique, la Russie a cherché à maintenir son influence à travers des contacts directs économiques et bilatérales, ainsi que par le renforcement des organisations régionales qui comprennent: la Communauté des États Indépendants (CEI), créée en 1991, mais d'une importance marginale aujourd'hui; la Communauté Économique Eurasiennne qui a été créé en 2000, mais avait peu d'intérêt pratique et, plus récemment, a été remplacée par des plans plus concrets pour construire une union douanière (et éventuellement d'un espace économique) entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, et l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), une alliance régionale militaire signé en 2002, qui regroupe la Russie et cinq anciennes républiques soviétiques et est largement considéré comme une tentative de la Russie pour contrer l'influence croissante de l'OCS dominée par la Chine.¹⁹²

L'énergie a été une partie intégrante des efforts de la Russie pour maintenir sa prédominance dans la région. Après 1991, les ex- républiques Union soviétique en Asie Centrale ont commencé à s'ouvrir aux marchés mondiaux à des degrés divers. Cependant, l'héritage d'avoir fait une partie de l'Union soviétique signifiait que les secteurs énergétiques des nouveaux pays ont été étroitement intégrés à la production et aux réseaux de pipelines russes. Initialement, le seul débouché pour l'énergie de la région de la Caspienne était via le territoire russe et à travers les pipelines contrôlés par l'État russe. La Russie ne permet pas aux entreprises non-russes d'utiliser ses pipelines pour le transport parce que 'chaque molécule de pétrole et de gaz qui entre sur le territoire russe devient russe.'

La Russie a donc pu exploiter le monopole de facto qu'il a eu sur le transit de l'énergie à travers le continent eurasienn. Parce que le pétrole et le gaz sont les principales sources de revenus pour les pays producteurs Caspiens, le contrôle de

¹⁹² Alexandros Peterson et Katinka Barysch, "Russia, China and the geopolitics of energy in Central Asia," Center for European Reform, Novembre 2011, pp. 27, disponible sur: <http://www.cer.org.uk/publications/archive/report/2011/russia-china-and-geopolitics-energy-central-asia>, consulté le 11 Mars 2013.

leurs ventes d'énergie a également donné à la Russie une influence politique considérable sur ses voisins du Sud et a donc servi ses objectifs stratégiques. Dans le commerce du pétrole, le monopole de la Russie a été rapidement brisé. L'Azerbaïdjan et le Kazakhstan ont ouvert leurs ressources en hydrocarbures aux compagnies pétrolières occidentales après l'indépendance en 1991. BP a pris l'initiative dans le développement du champ pétrolier d'Azéri-Chirag-Guneshli et des champs de gaz associé en Azerbaïdjan, tandis que Chevron et ExxonMobil ont rejoint le développement des 'immenses champs de pétrole de Tengiz et Korolev en Kazakhstan. Pour transporter ce pétrole vers les marchés internationaux, les compagnies occidentales ont d'abord évalué la possibilité d'accéder au système de pipeline existant de l'ère soviétique exploité par Transneft. Toutefois, les négociations ont été controversées en raison des préoccupations au sujet des efforts russes de contrôler les voies d'exportation du pétrole caspien. BP a ensuite conduit le développement de la plus grande et nouvel oléoduc à ce jour, Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) (1,2 million de b / j) reliant Azerbaïdjan via la Géorgie avec la côte turque.¹⁹³ Ces dernières années, l'Azerbaïdjan a aussi fourni plus de 90% des importations de la Géorgie de 1,5-2 milliards de mètres cubes par an.¹⁹⁴

Le deuxième plus grand pipeline de la région, ce qui peut éventuellement dépasser la capacité de la BTC, est le pipeline de la société Caspian Pipeline de Atyrau au Kazakhstan à Novorossiysk en Russie. Les entreprises occidentales au Kazakhstan, notamment Chevron, ont initialement prévu que le pipeline serait construit et exploité selon les normes internationales, et qu'il ne comprendrait pas Transneft comme un opérateur. Ils ont partiellement réussi à obtenir ces objectifs. Transneft ne gère actuellement que la part russe du projet, même si le pipeline dans son ensemble n'est pas soumis à des pratiques de prix monopolistiques qui caractérisent le reste du réseau russe de Transneft. Le pipeline de 1500 km a été achevé en 2003 pour un coût de 2,6 milliards de dollars. Il a une capacité de 450.000 barils par jour et une capacité ultime de 1,35 millions de barils par jour,¹⁹⁵ bien que la Russie ait bloqué l'expansion du pipeline jusqu'à une date récente. En bref, la

¹⁹³ Ibid., pp. 29.

¹⁹⁴ Simon Pirani, "Central Asian and Caspian Gas Production and the Constraints on Export," Oxford Institute for Energy Studies, Décembre 2012, pp. 94, disponible sur: <http://www.oxfordenergy.org/2012/12/central-asian-and-caspian-gas-production-and-the-constraints-on-export/>, consulté le 12 Mars 2013.

¹⁹⁵ Caspian Pipeline Consortium, 'Crude oil shipment volumes from the CPC marine terminal', <http://www.cpc.ru/EN/shippers/Pages/volumes.aspx>

Russie a perdu beaucoup de sa domination ancienne dans le commerce régional du pétrole. Au Kazakhstan, aujourd'hui, les entreprises russes, notamment Lukoil, investissent aux côtés de compagnies pétrolières occidentales, ainsi que les champions nationaux kazakhs, dans le développement des hydrocarbures.¹⁹⁶

Le monopole russe dans le commerce du gaz a duré beaucoup plus longtemps. En achetant le gaz d'Asie centrale et de l'expédier à travers ses propres pipelines, la Russie a empêché les pays de la région d'avoir accès indépendant aux lucratifs marchés occidentaux. Gazprom générant des profits importants de l'achat du gaz turkmène bon marché pour approvisionner l'Ukraine, tout en vendant son propre gaz à trois fois le prix à ses clients européens. Jusqu'en 2006, le gaz turkmène pas cher a permis à la Russie de maintenir des prix fortement réduits pour les anciens voisins soviétiques comme le Biélarussie et l'Ukraine. Le commerce du gaz principalement basée sur le troc entre le Turkménistan, la Russie et l'Ukraine a été réalisé à travers un certain nombre d'intermédiaires non transparentes, mais extrêmement rentable.¹⁹⁷

En 2005, la Russie a annoncé qu'elle allait passer au "prix du marché européen" dans ses ventes de gaz aux pays de la CEI et il a commencé à augmenter les prix pour les pays comme l'Ukraine peu tard. Toutefois, ce n'est qu'en 2008, quand la perspective des clients alternatifs pour le gaz d'Asie centrale est devenue réaliste, que la Russie a offert de payer plus pour le gaz qu'il achetait de cette région. L'année précédente, la Russie avait signé un nouvel accord avec le Turkménistan et le Kazakhstan pour moderniser et agrandir le principal pipeline de l'ère Soviétique pour le transport du gaz en Russie - une autre indication que la Russie était sérieuse au sujet de verrouillage des ressources de gaz Caspienne pour l'avenir. La Russie a signé ces accords à un moment où il n'a pas vraiment beaucoup de demande pour le gaz d'Asie centrale - et donc a montré sa volonté de sacrifier profits à court terme à des objectifs stratégiques de long terme.¹⁹⁸ Toutefois, avec la

¹⁹⁶ Peterson et Barysch (2011), op.cit., pp. 29.

¹⁹⁷ Andrew E. Kramer, "Ukraine demands Gazprom cut out middleman," The New York Times, le 28 Janvier 2008, disponible sur: <http://www.nytimes.com/2008/01/28/business/worldbusiness/28iht-gazprom.4.9557527.html>

¹⁹⁸ Damila Bochkarev, "European" Gas Prices: Implications of Gazprom's strategic engagement with Central Asia," Pipeline&Gas Journal, Juin 2009, <http://pipelineandgasjournal.com/%E2%80%9Ceuropaean%E2%80%9D-gas-prices-implications-gazprom%E2%80%99s-strategic-engagement-central-asia>, consulté le 11 Mars 2013.

demande de gaz en Europe en baisse considérable dans le sillage de la crise de 2008-09 économique et financière, la Russie n'avait plus besoin de gaz d'Asie centrale pour combler les déficits nationaux ou s'acquitter de ses contrats avec l'Ukraine. En effet, peu de temps après la signature des nouveaux accords à long terme avec les producteurs Caspiens, en promettant d'acheter de gros volumes à deux fois le prix qu'il avait payé jusque-là, la Russie a effectivement cessé d'acheter du gaz d'Asie centrale tout à fait. Bien que les flux de gaz aient été restaurés, les ventes actuelles fonctionnent bien au-dessous des volumes contractuels.

La Russie ne peut pas avoir besoin d'importants volumes de gaz d'Asie centrale dans un proche avenir, à condition que le pays devienne plus sérieux au sujet de l'efficacité énergétique et les perspectives de la demande gazière européenne restent faibles. Toutefois, la décision de l'Allemagne de sortir du nucléaire peut encore conduire à une reprise de la demande gazière européenne. L'objectif principal de la Russie, pour le moment, est d'empêcher les producteurs de la Caspienne de conclure des contrats avec les clients occidentaux, en particulier en Europe, que la Russie considère son "marché captif": "L'attitude russe semble être, si l'on veut exporter le gaz d'Asie centrale par une voie autre que la Russie, il est préférable qu'il aille à l'est au lieu de l'ouest où il serait en concurrence contre le gaz russe sur son marché primaire européen."¹⁹⁹

À cet égard, la Russie a déployé des efforts considérables pour arrêter le développement d'une relation entre les producteurs de gaz de la Caspienne et des clients européens. La Russie a tenté de déjouer les plans européens pour construire un corridor de Sud de pipelines pour le transport du gaz de la région Caspienne à l'UE. Le corridor de sud inclut les pipelines potentiels tels que l'Interconnexion Turquie-Grèce-Italie (ITGI), le pipeline Trans-Adriatique (TAP) et Nabucco. En particulier, les plans sur Nabucco, conçu pour fonctionner via la Turquie et les Balkans au hub gazier autrichien de Baumgarten, ont inquiété la Russie. Pour empêcher Nabucco d'être construit, la Russie a accéléré ses efforts pour le pipeline South Stream rival qui passerait sous la mer Noire en Bulgarie, en Italie et en

¹⁹⁹ Edward Chow et Leigh Hendrix, "Central Asia's pipelines: Field of dreams and reality," National Bureau of Asian Research, NBR special report no 23, Septembre 2010, pp. 38, disponible sur: http://csis.org/files/publication/1009_EChow_LHendrix_CentralAsia.pdf, consulté le 11 Mars 2013.

Autriche.²⁰⁰ South Stream aurait une capacité et un coût environ deux fois plus élevé que Nabucco, et de nombreux experts doutent de sa viabilité commerciale.²⁰¹ La motivation derrière le projet semble être de contrecarrer le corridor de sud et de satisfaire la demande de l'Europe de l'Est et centrale qui pourraient être remplie par les pipelines tels que Nabucco. Cette impression a été renforcée en 2009-10, lorsque la Russie a utilisé les renégociations sur les ventes et transport de gaz avec ses clients de l'Europe de l'Est et centrale afin qu'ils soutiennent South Stream. En outre, la Russie a cherché à empêcher les entreprises derrière Nabucco et d'autres potentiels pipelines du corridor du sud à accéder aux ressources de gaz requis. En 2010, la Russie a proposé d'acheter l'ensemble de la production de gaz de l'Azerbaïdjan - la source la plus probable de gaz pour le corridor du sud.²⁰² La Russie a aussi rapidement rétabli ses relations avec le Turkménistan, une autre source potentielle de Nabucco, après avoir été suspendue en 2009 (voir au dessous). La Russie a promis d'acheter jusqu'à 30 milliards de mètres cubes de gaz turkmène par an - bien au-delà de ce qu'elle peut absorber dans le contexte actuel du marché. Enfin, la Russie a cherché à empêcher la construction d'un lien de gaz trans-Caspienne, ce qui permettrait de gaz turkmène à couler dans le corridor du sud. Malgré ces efforts, la position de l'héritage de la Russie en Asie centrale s'est affaiblie au fil du temps alors que les autres joueurs ont accru leur influence et ses intérêts dans cette région riche en énergie. Aujourd'hui, l'Asie centrale est un point d'appui pour les intérêts stratégiques, politiques et économiques non seulement pour la Russie mais aussi pour les Etats-Unis, l'Europe et en particulier la Chine.

b.3. Nouveaux Concurrents à Bord: Les Etats-Unis, l'UE et la Chine

Les États-Unis n'a pas besoin de gaz d'Asie centrale, surtout maintenant quand elle est devenue auto-suffisante après la révolution du gaz de schiste. Il voit pétrole de la Caspienne comme un ajout précieux au marché mondial où les régions productrices importantes, telles que ceux au Moyen-Orient, sont en proie à une instabilité chronique et où le consortium OPEP exerce encore assez de puissance

²⁰⁰ Euractiv, "Russia 'threatening Nabucco', says EU president," Euractiv, le 27 Janvier 2009, disponible sur: <http://www.euractiv.com/energy/russia-threatening-nabucco-eu-pr-news-221105>

²⁰¹ New Europe, "Bryza: Nabucco West, TAP commercially superior to South Stream," le 28 Fevrier 2013, disponible sur: <http://www.neurope.eu/article/bryza-nabucco-west-tap-commercially-superior-south-stream>

²⁰² Ria Novosti, "Russia's Gazprom is ready to buy all of Azerbaijani gas," le 19 Juin 2010, disponible sur: <http://en.rian.ru/exsoviet/20100619/159493755.html>

pour faire monter les prix de l'énergie. Mais les intérêts principaux des États-Unis en Asie centrale sont d'ordre politique et stratégique. Depuis la fin de la guerre froide, l'objectif primordial de Washington a été d'aider les États nouvellement indépendants à développer leur économie, consolider leur indépendance et de maintenir la stabilité politique. Contrairement à l'UE (au moins jusqu'à récemment), les États-Unis s'est vite rendu compte de l'importance stratégique des hydrocarbures de la Caspienne, non seulement pour les marchés internationaux de l'énergie, mais aussi pour le développement de la stabilité, l'indépendance et économique des pays producteurs et de transit.

Les sociétés pétrolières américaines se sont engagées dans l'exploration et l'extraction des hydrocarbures de la Caspienne dans les années 1990, notamment Chevron et ExxonMobil, avec Amoco, qui a été rachetée par BP, et Unocal, qui fait maintenant partie de Chevron. Pourtant, les efforts américains pour soutenir et faciliter la construction de nouveaux oléoducs de la Caspienne vers les marchés occidentaux ont été motivées non seulement par le désir de fournir des débouchés pour le pétrole (et du gaz) produites par des entreprises américaines. Les États-Unis, beaucoup plus tôt que l'Europe, s'est rendu compte que les pays d'Asie centrale ne peut pas accéder à l'indépendance vraie aussi longtemps qu'ils sont entièrement tributaire du réseau de gazoducs russes. L'administration Clinton a donc soutenu activement l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) pour amener le pétrole de l'Azerbaïdjan (et peut-kazakh) via la Géorgie à la côte méditerranéenne de la Turquie. Une ligne plus petite de gaz, le gazoduc du Caucase du Sud, a été construit à côté de l'oléoduc BTC. Les États-Unis ont également soutenu la construction d'un gazoduc trans-Caspienne et de Nabucco.

Bien qu'il n'ait jamais eu un impact dramatique sur la région, l'Union européenne est également un acteur potentiel qui peut décaler les équilibres énergétiques de l'Asie centrale. Au-delà des objectifs déclarés de l'UE de promouvoir la stabilité, le développement économique et la primauté de droit dans la région, l'UE a des intérêts clairs, notamment pour accéder aux ressources énergétiques de la Caspienne dans le cadre de sa stratégie visant à diversifier ses ressources d'approvisionnement. Individuellement, les pays de l'UE, notamment l'Allemagne et la France, ont eu des liens bien développés aux pays d'Asie centrale qui remontent

aux années 1990. L'Allemagne est le seul pays de l'UE qui a une représentation diplomatique dans tous les pays d'Asie centrale et il est le partenaire commercial le plus important parmi les pays de l'UE pour la plupart d'entre eux. Bien que l'UE ait mené des projets d'aide et d'initiatives de réforme dans les pays d'Asie centrale depuis les années 1990, ce n'est que sous la présidence allemande de l'UE en 2007 que l'Union a adopté sa première stratégie exhaustive à l'égard de l'Asie centrale.²⁰³

La stratégie vise à renforcer les liens bilatéraux entre l'UE et les pays d'Asie centrale, ainsi que la promotion de la coopération régionale sur des questions telles que la sécurité et la gestion de l'eau. L'UE a fait disponible près de 700 millions d'euros pour la stratégie de l'Asie centrale sous son budget de 2007-13 - une somme que les observateurs jugent généralement trop faible pour avoir un impact sur les objectifs de grande envergure que l'UE a formulés.²⁰⁴ Un objectif central de la stratégie de l'UE de 2007 était de permettre aux vastes réserves de gaz naturel du Turkménistan d'accéder aux marchés européens. Le gaz du Turkménistan a été vu, ainsi que les ressources de l'Azerbaïdjan (et éventuellement de l'Irak), dans le cadre des efforts de briser la domination de la Russie sur l'approvisionnement en gaz de l'UE, en particulier dans l'Europe du Sud-Est. Cependant les experts ont critiqué la politique européenne à l'égard de l'Asie centrale pour son manque de mise au point et du fait qu'elle n'est pas suffisamment adaptée aux besoins de chacune des cinq États d'Asie centrale, du fait qu'elle met l'accent sur la démocratie et les droits de l'homme plutôt que de promotion des liens mutuellement bénéfiques, et du fait qu'elle ne prend pas suffisamment en compte le rôle des autres acteurs stratégiques de la région, tels que la Russie et la Chine.²⁰⁵ Après le lancement de la Stratégie de l'Asie centrale, un effort considérable a été fait pour améliorer les relations diplomatiques de l'UE avec le Turkménistan, y compris par la poussée de conclure l'accord de partenariat et coopération (APC) à long retard, mais pas encore ratifié. Le Turkménistan a été la cible de nombreuses visites de haut niveau par des fonctionnaires de l'UE, y compris les divers commissaires, ce qui a conduit à la signature d'un protocole d'entente sur les

²⁰³ European Council, "The Eu and Central Asia: Strategy for a new Partnership," Juin 2007, disponible sur http://eeas.europa.eu/central_asia/index_en.htm

²⁰⁴ Peterson et Barysch (2011), op.cit., pp. 35.

²⁰⁵ Michael Emerson & Jos Boonstra et al., "Monitoring EU's Central Asia Strategy," Rapport pour le projet de EUCam par CEPS et Frède, pp. 2, le 24 Février 2010, disponible sur: <http://www.frède.org/publication/740/into-eurasia-monitoring-the-eu's-central-asia-strategy-summary>

questions énergétiques entre l'UE et le Turkménistan en 2008.²⁰⁶ Cinq ans après le début de la stratégie de l'UE, le Turkménistan n'a pas encore commis de volumes de gaz commerciaux au Corridor énergétique du Sud, et la question du pipeline Trans-caspien n'est toujours pas résolu.²⁰⁷

Certaines sociétés énergétiques européennes ont été actives en Asie centrale et dans la mer Caspienne depuis des années. Par exemple, BP du Royaume Uni a été un partenaire dans l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz de l'Azerbaïdjan ainsi que dans la construction de pipelines importants régionaux, tels que l'oléoduc BTC et le gazoduc Caucase du Sud. Royal Dutch Shell, ENI de l'Italie et Total de la France sont impliqués dans le champ pétrolière au large des côtes de Kashagan au Kazakhstan. Plus récemment, RWE de l'Allemagne a commencé à explorer les champs de gaz au large de la côté Caspienne du Turkménistan.²⁰⁸ Les questions énergétiques ont toutefois été lentes à se déplacer à l'ordre du jour officiel des relations UE-Asie centrale. En 1995, l'UE a lancé le dialogue INOGATE sur le transport régional de l'énergie avec les pays du Caucase et de la mer Noire et mer Caspienne.²⁰⁹ En 2004, il a aussi lancé l'initiative de Bakou, une plate-forme régionale pour intégrer des marchés de l'énergie et promouvoir le développement des infrastructures.²¹⁰ L'UE a également instauré des dialogues énergétiques bilatéraux avec le Kazakhstan et le Turkménistan. Ces initiatives ont eu peu de résultats concrets à ce jour. Les pays de l'UE en 2008 ont autorisé la Banque européenne d'investissement (BEI) pour fournir un financement à des projets énergétiques et d'infrastructure en Asie centrale,²¹¹ tandis que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est également actif dans la région.

²⁰⁶ Europa, "European Union and Turkmenistan strenghten their energy relations with an MoU," Europa, le 26 Mai 2008, disponible sur: http://europa.eu/rapid/press-release_IP-08-799_en.htm

²⁰⁷ Neil Melvin, "The EU Needs a New Central Asia Strategy," International Relations and Security Network, le 7 Mars 2013, disponible sur: <http://www.isn.ethz.ch/isn/Digital-Library/Articles/Detail/?lng=en&id=158815>

²⁰⁸ UPI News, 'RWE Surveys Waters in Turkmenistan', le 20 Août 2012, disponible sur: http://www.upi.com/Business_News/Energy-Resources/2012/08/20/RWE-surveys-waters-in-Turkmenistan/UPI-16141345468537/

²⁰⁹ Pour les détails voir:

http://www.inogate.org/index.php?option=com_content&view=article&id=46&Itemid=72&lang=en#

²¹⁰ "Baku Initiative: Strategic Vision for An Enhanced Energy Cooperation," le Novembre 2010, disponible sur

http://www.inogate.org/index.php?option=com_content&view=article&id=46&Itemid=72&lang=en#

²¹¹ Pour le financement de la Banque Europeenne d' l'Investissement en Asia Centrale, voir: <http://www.eib.org/projects/regions/central-asia/index.htm>

Après les crises du gaz Russie-Ukraine de 2006 et 2009, l'UE a promis de redoubler ses efforts pour diversifier ses importations de gaz en provenance de la Russie et du système de transit ukrainien. Le corridor du Sud est au cœur de la stratégie de diversification de l'UE. Cependant, bien que l'Union européenne ait déclaré Nabucco et d'autres pipelines de corridor du sud comme les projets prioritaires, ils sont encore principalement conduits par le secteur privé, avec le rôle de l'UE limité à fournir un soutien politique et une aide financière. Parce que beaucoup d'Européens eux-mêmes ont exprimé des doutes quant à savoir si Nabucco est commercialement viable, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan sont demeurés sceptiques si l'UE est sérieux au sujet du gaz Caspien.²¹² L'UE a intensifié ses efforts pour nouer une relation énergétique avec l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, avec un certain nombre de visites de haut niveau de hauts fonctionnaires de l'UE en 2010 et 2011, un mandat pour aider à négocier un pipeline trans-Caspien, et un engagement de la BEI et de la BERD pour fournir une partie du financement nécessaire pour Nabucco.²¹³ Néanmoins, les perspectives pour le corridor Sud - et donc pour les relations énergétiques entre l'UE-Asie centrale demeurent incertaines. Le consortium dirigé par azérbaidjan qui développe le champ de Shah Deniz II - le seul gaz dans la région qui serait facilement disponible pour approvisionner le corridor du sud- a reporté à plusieurs reprises la décision sur l'opportunité de vendre le gaz à Nabucco ou TAP (le pipeline Trans-Adriatique)²¹⁴

Les retards dans la construction du pipeline ne peuvent pas simplement être imputés à la faiblesse de la politique énergétique de l'UE. Les incertitudes entourant la demande mondiale de gaz et européenne qui ont compliqué les relations énergétiques l'UE-Russie ces dernières années ont également rendu plus difficile d'établir un lien énergétique entre l'UE et la mer Caspienne. En outre, de nombreux experts doutent encore de savoir s'il est sensé pour l'UE de dépenser le capital politique et financier nécessaire pour construire une relation énergétique nouveau complexe qui finirait par ne fournir qu'une fraction des besoins énergétiques de l'Europe. D'autres, cependant, affirment que si l'UE est sérieux au sujet de

²¹² Rovshan Ibrahimov, "Nabucco Pipeline: Increased Actuality, but Inertia in Realization (I)," USAK, le 19 Février 2009, disponible sur: <http://www.usak.org.tr/EN/makale.asp?id=889>

²¹³ Bloomberg News, "Nabucco Pipeline May Get 5 Billion Dollars from EIB, EBRD, World Bank," le 6 Septembre 2010, disponible sur: <http://www.bloomberg.com/news/2010-09-06/nabucco-gas-pipeline-to-get-up-to-5-2-billion-from-eib-ebrd-world-bank.html>

²¹⁴ Natural Gas Europe, "Final Exam: TAP Versus Nabucco-West", le 4 Février 2013, disponible sur: <http://www.naturalgaseurope.com/al-cook-bp-tap-versus-nabucco-west>

l'établissement de liens politiques et économiques avec la Caspienne, l'énergie doit être au cœur de ces relations. Par conséquent, malgré les récentes visites de haut niveau et une prolifération de projets communs, des dialogues et des déclarations, la stratégie de l'UE pour l'Asie centrale est encore à ses débuts - comme sa diplomatie énergétique. En regardant le tableau d'ensemble de la région, Edward Chow et Leigh Hendrix résumant l'implication de l'UE dans la région comme suit: "Le joueur qui manque dans la région semble être l'UE, ce qui est beaucoup mieux à faire de déclarations politiques qu'à prendre des mesures politiques."²¹⁵

Quant à la Chine, il a vu, tout au long du 20^{ème} siècle, l'Asie centrale principalement d'un point de vue de la sécurité nationale. Après la dissolution de l'Union soviétique et l'indépendance des États d'Asie centrale, les préoccupations de la Chine ont grandi et ont été diversifiées. La Chine s'inquiète de la protection de sa périphérie et souhaite donc de construire un quartier d'États amis de l'Asie centrale. Il craint que l'instabilité en Asie centrale puisse se traduire par le terrorisme et l'extrémisme qui s'étend à travers son frontière et nourrisse le mouvement séparatiste ouïghour au Xinjiang. Par la constitution de liens économiques et la promotion de la croissance et la stabilité en Asie centrale, la Chine espère transformer sa région du Xinjiang d'un marigot pauvre en un centre commercial régional prospère, en affament les séparatistes ouïghours de nouvelles recrues.²¹⁶ Enfin, bien que la Chine soit préoccupée par l'implication américaine et de l'OTAN en Asie centrale, il s'inquiète également de l'instabilité qui pourrait être née une fois que les troupes occidentales quittent l'Afghanistan et les bases d'Asie centrale. Dans la période immédiat de post-guerre froide, la Chine a adopté une approche passive à l'Asie centrale, en restant à l'écart de la lutte russo-américaine pour l'influence dans la région. Plus récemment, toutefois, avec les considérations économiques et énergétiques en hausse au premier plan et la Chine de plus en plus confiant dans sa politique étrangère, la situation a changé de façon spectaculaire. Bien que la Chine se méfie de devenir trop empêtrée dans une région pleine de conflits de longue date, il est devenu l'un des acteurs clés de l'Asie centrale.

²¹⁵ Chow et Hendrix (2010), op.cit., pp. 39.

²¹⁶ Kathrin Hamm et al., "Turkmenistan Natural Gas Outlook 2020: The Chinese Connection," Columbia School of International and Public Affairs, 2011, pp. 61, disponible sur: <http://sipa.columbia.edu/academics/workshops/documents/RANDTheFinalCopyIII.pdf>, consulté le 17 Mars 2013.

Les besoins de la Chine des ressources énergétiques l'a conduit à explorer des possibilités au Caspienne. Selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), la demande de pétrole de la Chine devrait augmenter de 7,7 million de b / j en 2008 à 16,3 millions de b / j en 2030, ce qui représente 42% de la croissance de la demande mondiale de pétrole au cours de cette période. L'AIE prévoit que la demande de gaz naturel de la Chine augmentera de 73 milliards de mètres cubes en 2007 à 242 milliards de mètres cubes en 2030.²¹⁷ Pour Pékin, il semble plus facile de traiter avec les plus petits pays d'Asie centrale, qui sont tous désireux de diversifier leur base de clientèle loin de la Russie, dont la politique énergétique vis-à-vis de la Chine est compliquée par des considérations géostratégiques.²¹⁸ La Chine a, depuis deux décennies, été impliqué économiquement en Asie centrale ; en 1996, la Chine se sont réunis avec le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan pour former des Cinq de Shanghai, une organisation de la sécurité mutuelle. Il a ensuite été rebaptisé Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) en 2001 avec l'adhésion de l'Ouzbékistan. Bien que l'OCS vise à apaiser les préoccupations de sécurité en Asie centrale, il a également fourni une plate-forme de négociation à la Chine à déployer sa politique économique sous la forme des accords de “prêts contre pétrole, gaz” et des accords d'actifs.²¹⁹ L'implication de la Chine en Asie Centrale se distingue comme le plus substantiel parmi les pays non-occidentaux. En plus des contacts gouvernement à gouvernement, la Chine agit principalement par China National Petroleum Corporation (CNPC), qui a fait des investissements considérables à travers l'Asie centrale et a également été le moteur derrière les développements de nouveaux pipelines.

Au Kazakhstan, AktobeMunaiGaz, la société contrôlé par CNPC est le troisième producteur de pétrole après KazMunaiGaz, la compagnie pétrolière nationale kazakh et le consortium qui développe les champs de Tengiz et Karachaganak. Le quatrième est MangistauMunaiGaz (MMG), dans lequel CNPC a acheté une participation de 50 pour cent en 2009, ce qui a augmenté le pourcentage total du pétrole produite par les entités contrôlées par la Chine à 19 pour cent. Le 25 Novembre 2009, KazMunaiGaz et CNPC ont achevé le rachat de MangistauMunaiGaz. La prise du contrôle du MMG a marqué une étape importante

²¹⁷ International Energy Agency, World Energy Outlook 2009, (Paris: Organization for Economic Co-operation and Development/International Energy Agency, 2009), pp. 42

²¹⁸ Peterson et Barysch (2011), op.cit., pp. 40.

²¹⁹ Simon Buxton, “China Moves for Kazakh Oil,” Forbes, le 10 Octobre 2009, disponible sur: <http://www.forbes.com/2009/10/02/oil-kazakhstan-china-markets-equities-energy.html>

dans l'expansion continue des entreprises chinoises au Kazakhstan. Le modèle de la prise du contrôle de MMG était extrêmement favorable à KazMunaiGaz parce que la société ne devait pas investir ses propres fonds dans l'acquisition, grâce au prêt chinois de 10 milliards de dollars.²²⁰ En 1997, la Chine et le Kazakhstan ont convenu de construire un oléoduc entre les rives kazakhs de la mer Caspienne, à travers le Kazakhstan et au Xinjiang. La construction de la première partie a été finalisée en 2004, la section du centre du Kazakhstan en Chine a été ouverte en 2006, et la partie à relier les deux pays a été terminée en 2009.²²¹ La Chine, par le biais de CNPC, a joué un rôle dans la construction et le financement de l'oléoduc. Bien que sa capacité soit vouée à doubler d'ici le milieu de la décennie, à 400.000 b / j, il serait encore limité par rapport aux expansions de pipelines prévus traversant la Russie et la mer Noire. Les longues distances que le pétrole kazakh, en particulier des grands champs Caspiens, doit se rendre aux marchés chinois font le pétrole kazakh plus cher pour la Chine. Néanmoins, étant donné l'évolution d'autres pipelines au Kazakhstan souffrent de retards, les exportations vers la Chine peuvent bien augmenter plus vite que prévu actuellement.

En 2007, la Chine et le Turkménistan ont aussi signé un accord de partage de production (PSA) pour le groupe Baktyyarlyk des champs gaziers sur la rive droite du fleuve Amour. CNPC est ainsi devenu le premier et jusqu'ici la seule société étrangère à être autorisée à exploiter les riches réserves de gaz sur terre de Turkménistan.²²² Le projet de développement du Sud-Yolotan a cimenté davantage le partenariat sino-turkmène. Le Turkménistan considère Sud Yolotan un champ à alimenter les exportations chinoises.²²³ La Chine a accordé une aide financière substantielle au projet sous la forme de deux prêts importants de la Banque de développement de Chine à Turkmengaz- 4 milliards de dollars en 2009 et 4,1

²²⁰ Center For Eastern Studies, "Kazakhstan and China jointly take over MangistauMunaiGaz," le 2 Décembre 2009, <http://www.osw.waw.pl/en/publikacje/eastweek/2009-12-02/kazakhstan-and-china-jointly-take-over-mangistaumunai-gaz>

²²¹ youroilandgasnews, "CNPC announces Kenkiyak-Kumkol section of Kazakhstan-China Oil Pipeline becomes operational," le 15 Juillet 2009, disponible sur: http://www.youroilandgasnews.com/cnpc+announces+kenkiyak-kumkol+section+of+kazakhstan-china+oil+pipeline+becomes+operational_35798.html

²²² Oil and Gas Eurasia, "Turkmenistan allows China to develop gas field near Uzbekistan," le 20 Juillet 2007, disponible sur: <http://www.oilandgaseurasia.com/news/turkmenistan-allows-china-develop-gas-field-near-uzbekistan>

²²³ Bloomberg News, "Turkmenistan South Yoloten Field to Supply Gas to China in 2013," le 7 Mars 2011, disponible sur: <http://www.bloomberg.com/news/2011-03-07/turkmenistan-south-yoloten-field-to-supply-gas-to-china-in-2013.html>

milliards de dollars en Avril 2011. Les représentants des deux parties ont déclaré que le premier prêt doit être remboursé avec les livraisons de gaz naturel.²²⁴

D'autre part, en Avril 2006, un accord a été signé pour la construction d'un gazoduc qui reliera les deux pays. Ensuite, le projet a été réalisé dans en peu de temps. La construction a commencé en 2007, et d'ici la fin de 2009, le pipeline a été inauguré. La Chine a financé le gazoduc par le biais des prêts, et la plupart des travaux ont été effectués par CNPC, en coopération avec des entreprises locales dans les pays de transit. Le Gazoduc de l'Asie centrale-Chine (GACC) s'étend sur 1.800 kilomètres à partir des champs au large des côtes du Turkmenistan à travers l'Ouzbékistan et le Kazakhstan au Xinjiang. Avec la connexion est-ouest qui prend de gaz vers les centres industriels de la Chine, le pipeline s'étend sur 7.000 km, ce qui le fait le plus long du monde. En 2010, la Chine a signé des accords avec l'Ouzbékistan²²⁵ et le Kazakhstan²²⁶ pour relier le GACC à leurs systèmes de pipelines nationaux et ainsi pour leur permettre d'offrir leur propre gaz à l'exportation vers la Chine.

De Décembre 2009 à Août 2011, le Turkménistan a exporté près de 14 milliards de mètres cubes vers la Chine via le GACC. La Chine et le Turkménistan avait initialement accepté que le volume devraient s'élever à 40 milliards de mètres cubes d'ici 2012, plus tard reportée à 2015, mais, à la suite d'une réunion en Mars 2011 entre vice-Premier ministre turkmène Hojамuhammedov Baymyrat et les responsables chinois, une augmentation supplémentaire de 60 milliards de mètres cubes d'ici 2015 a été mis d'accord.²²⁷ La capacité de la Chine à planifier, financer et exécuter des accords aussi exhaustifs que le GACC a relevé la barre dans le jeu de l'énergie en Asie centrale. Le GACC a considérablement renforcé les mains des dirigeants de l'Asie centrale dans leurs négociations sur l'énergie avec la Russie.²²⁸

²²⁴ Nadia Rodova, "Beijing lends Ashgabat \$4.1 bn," Platt's International Gas Report, le 9 Mai 2011, pp.4.

²²⁵ Upstream Online, "Uzbek joins CNPC in pipeline deal," le 14 Avril 2008, disponible sur: <http://www.upstreamonline.com/live/article152400.ece>

²²⁶ Reuters, "China's Hu boosts energy ties with Central Asia," le 12 Décembre 2009, disponible sur: <http://uk.reuters.com/article/2009/12/12/china-kazakhstan-idUKGEE5BB01D20091212?sp=true>

²²⁷ Calvin Lee, "China's CNPC says Central Asia gas pipeline capacity to hit 60 bcm by 2015," Platts, le 31 Aout 2011, disponible sur: <http://www.platts.com/RSSFeedDetailedNews/RSSFeed/NaturalGas/8288071>

²²⁸ Marat Gurt, "China extends influence into C.Asia with pipeline," Reuters, le 14 Décembre 2009, disponible sur: <http://uk.reuters.com/article/2009/12/14/china-pipeline-idUKSGE5BD0BQ20091214?sp=true>

Traditionnellement, la Russie était le seul client de l'énergie du Turkménistan, qui a acheté la majeure partie de la production turkmène d'environ 50-60 milliards de mètres cubes par an. La relation entre la Russie et le Turkménistan a longtemps été tumultueuse, à cause de la formule de tarification sur les exportations de gaz turkmène vers la Russie. Gazprom a acheté du gaz du Turkménistan en 2006 à un prix de 65 \$ par mille mètres cubes de gaz, et le vendu à des clients européens à environ \$ 210-230. Bien que le prix ait été augmenté à 100 \$ dans le période 2007-2009²²⁹ suite à l'accord sur le GACC, les dirigeants turkmènes se sont toujours sentis trahis par les Russes. En Europe, la demande de gaz a diminué rapidement. En réponse, la Russie a arrêté ses importations de gaz en provenance du Turkménistan, en violant ainsi leur accord sur les quantités importées. La cessation des achats a suivi un accident sur le système de pipeline l'Asie Centrale-Centre le 9 Avril 2009, ce qui a infligé un coût d'environ 1 milliard de dollars en pertes de recettes annuelles au Turkménistan. Il a accusé la Russie de faire sauter le gazoduc qui transporte plus de la moitié de son exportation la plus précieuse, en coupant les flux de gaz sans avertissement.²³⁰ Quelle que soit la cause de l'explosion, tous les flux Turkmènes ont cessé; dans quelques jours, la station de compression endommagée a été réparée, mais Gazprom a décidé unilatéralement de ne pas redémarrer les importations. Sans surprise, cet incident a mis en colère Ashgabat et il a publiquement accusé Gazprom de provoquer l'explosion. Commercialement, la cessation des achats en provenance du Turkménistan en 2009 ne pouvait qu'être économiquement dommageable pour Gazprom et politiquement pour la Russie. Cependant cela a confirmé les craintes à Ashgabat que la Russie était potentiellement un partenaire peu fiable.²³¹ En Décembre 2009, après huit mois de suspension des importations en provenance du Turkménistan, les modifications aux contrats de vente ont été signés par Gazprom Export et Turkmen gaz afin de démarrer les ventes le 1 Janvier 2010, stipulant que Turkmen gaz vende jusqu'à 30 milliards de mètres cubes/an à Gazprom, mais il a été déclaré par les deux parties que les exportations

²²⁹ Mert Bilgin, "New prospects in the political economy of inner-Caspian hydrocarbons and western energy corridor through Turkey," *Energy Policy*, Vol. 35, (2007): 6383-6394.

²³⁰ Geopolitical Mirror, "Turkmen may sue Russia for gas pipe blast," le 29 Mai 2009, disponible sur: <http://www.geopoliticalmonitor.com/turkmen-may-sue-russia-for-vacuum-bomb-pipe-blast-2208/>

²³¹ Pirani (2012), op.cit., pp. 80,

seraient de 10 à 11 milliards de mètres cubes/an dans un avenir proche.²³² Bien que les flux de gaz aient repris, l'explosion et la décision suivant de Gazprom de ne pas acheter le gaz turkmène pendant environ un an a sûrement redoublé la détermination du Turkménistan à développer sa politique étrangère multivectorielle en générale et sa coopération économique avec la Chine en particulier. Le GACC a été le premier et jusqu'ici le seul grand gazoduc international à briser la mainmise de la Russie sur le transport du gaz eurasiatique. C'était aussi le premier grand gazoduc d'importation de gaz de la Chine car auparavant la Chine a importé du gaz en GNL.

\$/millier de mètres cube de gaz	2005	2006	2007	2008	2009
Le prix frontalier européenne	213.70	285.20	294.10	418	307.80
Le prix frontalier ukrainien	50-80	95	130	179.5	236.11
Le prix frontalier turkmène	44-60	65	100	130-150	340 (suspendue plus tard)

La Table 4: Prix d'exportation vers l'Ouest (Source: Oxford Institute for Energy Studies)

Les Chinois ont utilisé la crise financière mondiale pour étendre leur influence en Asie centrale, en offrant aux régimes locaux frachés les prêts de grande échelle pour relancement économique et investissements énergétiques. La stratégie de la Chine d'utiliser sa puissance financière en Asie centrale a suivi les exemples des accords de prêts-contre-pétrole signés avec la Russie et Venezuela. L'avantage le plus tangible est que la Chine a obtenu des engagements d'exportation considérables. Dans un Février 2009 Entente, la Banque chinoise de développement (BDC) a signé deux accords de prêt de 20 ans avec Rosneft et Transneft qui fournira 25 milliards de dollars en financement en échange des livraisons de 300 million baril/jour de pétrole via l'oléoduc de Sibérie Orientale - Océan Pacifique (ESPO) pipeline. Dans un accord finalisé en mai de la même année, la BDC avait convenu d'un prêt de 10 milliards de dollars à Petrobras en échange de l'accès de Sinopec à 200 mb / j de pétrole à partir de 2010. En 2008, un accord de 4 milliards de dollars a été signé avec

²³² Asia Times, "Russia resumes gas imports from Turkmenistan," le 6 Janvier 2010, disponible sur: http://www.atimes.com/atimes/Central_Asia/LA06Ag02.html

le Venezuela pour financer des projets qui permettront d'accroître les exportations vénézuéliennes vers la Chine de près de 350.000 b / j à 1 million b / j en 2015.²³³

Néanmoins, l'implication de la Chine dans les secteurs énergétiques de l'Asie Centrale est encore dans les premiers stades. On estime qu'en 2009, la part des entreprises chinoises dans la production totale de pétrole et gaz de la Caspienne était d'environ 7 pour cent, principalement grâce aux investissements chinois dans le secteur pétrolier kazakh alors que les sociétés privées internationales de pétrole occidentaux avaient une part de 38 pour cent.²³⁴ Cependant il faut noter que le rôle et l'influence de la Chine dans la région de l'Asie centrale devrait s'étendre à l'avenir prochaine puisque les deux parties bénéficient de cette relation économique. Alors que la Chine cherche à diversifier ses ressources d'approvisionnement loin de la région plus instable du Golfe Persique, sa demande de pétrole d'Asie centrale va probablement augmenter. Et parce que la Chine a déjà investi la capitale dans la construction du GACC, le gaz d'Asie centrale pourrait bien se révéler moins coûteux, au moins dans le court à moyen terme, que d'acheter du GNL du marché mondial ou que de développer les ressources nationales de gaz de schiste.

Par conséquent, le rôle croissant de Pékin dans la région contribue à affaiblir l'influence politique et économique de la Russie sur ses voisins. Cela a renforcé le pouvoir de négociation des pays d'Asie centrale dans les pourparlers énergétiques avec la Russie, ce qui leur permet d'exiger un prix plus élevé pour leurs ressources. D'un autre point de vue, il s'agit d'un développement positif, car il donne essentiellement les anciens États soviétiques plus de liberté de manœuvre. La Chine devient également une source importante de capitaux pour les pays d'Asie centrale. Contrairement à l'assistance occidentale, beaucoup de prêt chinois ne vient pas avec des revendications politiques liées à la gouvernance et les droits de l'homme, à l'exception des dispositions d'«acheter à la Chine.» Tout comme en Afrique, où la Chine a été initialement accueillie précisément parce qu'il n'a pas exigé des réformes difficiles, les régimes autocratiques de l'Asie centrale préfèrent la Chine en tant que prêteur en raison de cette attitude de laissez-faire.

²³³ Fareed Mohamedi, "China: a new model in overseas oil strategy," China.org.cn., le 11 Septembre 2009, disponible sur: http://www.china.org.cn/opinion/2009-09/11/content_18509242.htm

²³⁴ Peterson et Barysch (2011), op.cit., pp. 43.

II^{IÈME} PARTIE :

LE FACTEUR RUSSE DANS LA POLITIQUE ÉNERGETIQUE DE L'UE

A. Le Profil de l'Énergie Européenne et le Rôle de la Russie dans la Sécurité Énergétique de l'Union

L'Union européenne, la deuxième plus grande économie du monde, avec environ 500 millions d'habitants et un secteur industriel et manufacturier développé, consomme un cinquième de l'énergie du monde. En 2010, la consommation intérieure brute d'énergie primaire dans l'UE-27 s'élevait à 1,759 millions de tonnes-équivalent pétrole (tep). Alors que la consommation intérieure brute est restée relativement stable entre 2003 et 2008, les données pour 2009 indiquent une diminution substantielle, à savoir 5,5 % par rapport à 2008, essentiellement imputable à un niveau d'activité économique plus faible en raison de la crise économique et financière, plutôt qu'à une évolution structurelle de la consommation énergétique. Cependant, avec le rétablissement économique, en 2010, une hausse de 3.3 % a été connue dans le niveau de la consommation intérieure brute d'énergie primaire dans l'Union.²³⁵

Entre 1999 et 2009, on a observé un déclin progressif de la part du pétrole brut et des produits pétroliers, des combustibles solides et de l'énergie nucléaire dans la consommation intérieure brute totale, parallèlement à une augmentation de la consommation de gaz naturel et de sources d'énergie renouvelables dans l'UE-27. La proportion de pétrole brut, de produits pétroliers et de combustibles solides a baissé, en passant de 56,9 % en 2000 à 51 % de la consommation totale en 2010, ce qui reflète les changements intervenus dans le bouquet énergétique de l'UE-27 et un abandon progressif des combustibles fossiles les plus polluants. Pendant la même période, la part relative du gaz naturel a gagné 2,3 points de pourcentage, pour représenter 25,1 % de la consommation intérieure brute de l'UE-27 en 2010.²³⁶

²³⁵ Eurostat, "EU Energy Consumption," Août 2012, disponible sur: http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Consumption_of_energy

²³⁶ Ibid., Eurostat.

La production totale d'énergie primaire dans l'UE-27 a atteint 830,9 millions de tonnes-équivalent pétrole (tep) en 2010. Lorsqu'on regarde à plus long terme, la production d'énergie primaire dans l'UE-27 était de 109,7 millions tep inférieure en 2010 à ce qu'il était une décennie plus tôt. Ainsi, la tendance générale à la baisse de la production dans l'UE-27 se poursuit, car l'approvisionnement en matières premières a commencé à s'épuiser et les producteurs ont jugé non-rentable l'exploitation de ressources limitées. La production était dominée par le Royaume-Uni, qui représentait 17,8 % du total de l'UE-27, bien que cette part ait considérablement diminué par rapport à ce qu'elle était dix ans auparavant (28,7 % du total de l'UE-27 en 2000). Après le Royaume-Uni; la France (16.2 %) et l'Allemagne (15.8 %), suivis par la Pologne (8.1 %) et des Pays-Bas (8.4 %) ont été les plus grands producteurs d'énergie primaire en 2010.²³⁷ Le recul de la production primaire de charbon, de pétrole brut, de gaz naturel et, plus récemment d'énergie nucléaire a conduit à une situation où l'UE est de plus en plus dépendante des importations d'énergie primaire pour satisfaire la demande. En 2010, les importations d'énergie primaire de l'UE-27 étaient quelque 952,3 millions de tep. Les plus grands importateurs nets d'énergie primaire étaient généralement les États membres les plus peuplés, à l'exception du Royaume-Uni où demeurent des réserves nationales de pétrole/gaz naturel et de charbon.²³⁸

Collectivement, les états membres de l'UE sont le plus grand importateur d'énergie au monde, qui importe environ 55% de leur approvisionnement total en énergie, environ 84% de leur pétrole et 64% de leur gaz naturel.²³⁹ Les pays de l'UE dépendent de plus en plus du gaz naturel, en particulier pour atteindre des objectifs ambitieux pour réduire le dioxyde de carbone et de gaz à effet de serre. Le gaz naturel constituait 24% de la consommation d'énergie primaire de l'UE en 2011, on s'attend à ce que ce chiffre atteigne près de 30% en 2030.²⁴⁰ Le pétrole a constitué d'environ 38%, le charbon près de 23%, et le nucléaire 12% de l'approvisionnement de l'UE en énergie primaire. La Commission européenne prévoit que l'UE va importer plus de 80% de ses besoins en gaz naturel d'ici 2030. Les analystes notent

²³⁷ Eurostat, "EU Energy Production and Imports," Août 2012, disponible sur:

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Energy_production_and_imports

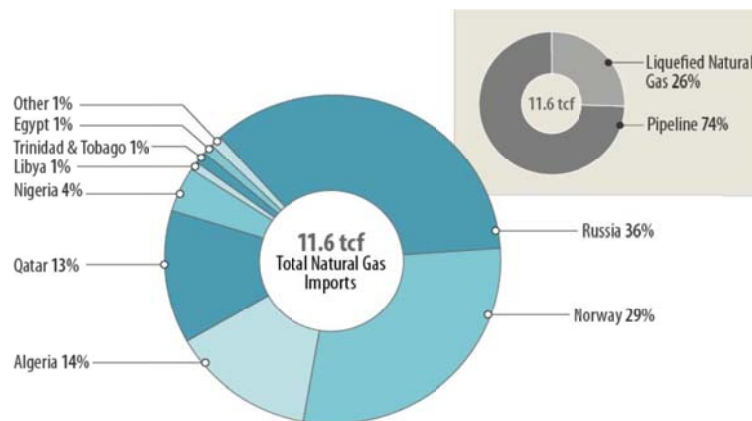
²³⁸ Ibid., Eurostat.

²³⁹ European Commission, "Market Observatory for Energy: Key Figures," Juin 2011, disponible sur: http://ec.europa.eu/energy/observatory/countries/doc/key_figures.pdf.

²⁴⁰ Eurogas, "Long Term Outlook for Gas Demand and Supply 2007-2030," le 5 Juin 2010, pp. 5, http://www.eurogas.org/uploaded/Eurogas%20LT%20Outlook%202007-2030_Final_251110.pdf.

que les décisions politiques récentes, comme l'annonce de l'Allemagne en 2011 qu'il va éliminer progressivement l'utilisation de ses centrales nucléaires d'ici 2020 et les interdictions possibles du développement du gaz de schiste par certains membres de l'UE, pourraient se traduire par une augmentation plus rapide de la dépendance de l'Europe sur les importations du gaz naturel.²⁴¹

La Russie a joué un rôle crucial dans la satisfaction des besoins énergétiques de l'Union européenne depuis de nombreuses années. Et l'Union européenne continue à être le marché dominant, mais pas seul, pour les exportations énergétiques russes. Tenant compte de tous les produits énergétiques, la Russie a progressivement augmenté ses exportations nettes d'énergie auprès de l'Union. Alors que les exportations nettes ont légèrement augmenté au cours de la deuxième moitié des années 1990, une accélération considérable a été observée après le tournant du siècle. Selon la Commission Européenne, la Russie est le plus grand exportateur des ressources d'énergie de l'Union en tant que fournisseur de 36 %, 31 %, 30 % des importations totales du gaz, du pétrole brut et du charbon de l'UE respectivement.²⁴² Le pays est aussi devenu le principal fournisseur de charbon en 2006, doublant l'Afrique du Sud, après avoir dépassé l'Australie en 2004 et la Colombie en 2002; la part de la Russie dans les importations de charbon de l'UE-27 est passée de 13,1 % en 2001 à 30,2 % en 2010.²⁴³



La Table 5: Les importations du gaz de l'UE (BP La Revue Statistique de l'Energie Mondial 2012)

²⁴¹ Michael Ratner et al., "Europe's Energy Security: Options and Challenges to Natural Gas Supply Diversification," Congressional Research Service, le 15 Mars 2013, pp. 5, disponible sur: <http://www.fas.org/sgp/crs/row/R42405.pdf>

²⁴² EU Commission, "EU-Russia Energy Relations," disponible sur: http://ec.europa.eu/energy/international/russia/russia_en.htm

²⁴³ Eurostat, op.cit., "EU Energy Production and Imports."

Contrairement aux produits énergétiques comme le pétrole brut et le charbon qui sont facilement disponibles, le gaz naturel, qui est principalement vendu par des contrats à long terme par voie des pipelines et ne peuvent pas être facilement obtenus des marchés au comptant (*spot markets*), joue un rôle déterminant dans les relations énergétiques UE-Russie. La Russie a longtemps été, et devrait continuer d'être le principal fournisseur de gaz naturel vers l'Europe. En 2011, l'UE a produit 155 milliards de mètres cubes de gaz naturel alors qu'il a consommé 447 milliards de mètres cubes. En 2011, la Russie comptait pour 36% des importations européennes de gaz naturel, suivie par la Norvège et l'Algérie. Les entreprises russes et européennes ont développé un vaste réseau d'infrastructures de transport gazier de longues distances vers les marchés européens. En 2011, 30 milliards de 140 milliards de mètres cubes de gaz naturel exportés en total vers l'UE était destinée à l'Allemagne. Le deuxième plus grand client de l'UE était l'Italie, avec une part de 15,4 milliards de mètres cubes.²⁴⁴ Les autres pays avaient des parts à un seul chiffre.²⁴⁵ La situation des Pays-Bas est remarquable parce que, pendant longtemps, ce pays était autosuffisant en gaz naturel, mais a commencé à importer celui de la Russie à partir de 2005. Les observateurs s'attendent à ce que le gaz naturel joue un rôle important dans les relations euro-russes pour les décennies à venir.²⁴⁶ En 2012, Gazprom a exporté 138,8 milliards de mètres cubes vers l'Europe et il prévoit une hausse des exportations de 9,4% à 151,8 milliards de mètres cubes en 2013.²⁴⁷ À long terme, la Russie envisage d'augmenter ses exportations à 230 milliards de mètres cubes d'ici 2030.²⁴⁸

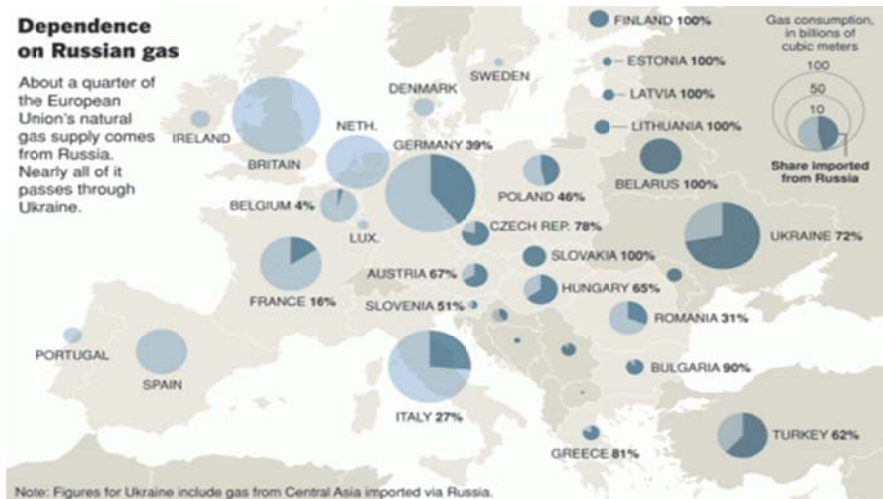
²⁴⁴ British Petroleum, "BP Statistical Review of World Energy 2012," Londres, pp. 28, disponible sur: <http://www.bp.com/sectionbodycopy.do?categoryId=7500&contentId=7068481>

²⁴⁵ Eurostat, "Russia-EU: Basic Statistical Indicators," Décembre 2011, disponible sur: http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Russia-EU_-_basic_statistical_indicators

²⁴⁶ Op.cit., Ratner: 2013, pp. 5

²⁴⁷ Oil and Gas Eurasia "Russia's Gazprom Daily Gas Exports to EU Reach Maximum Levels in March," le 29 Mars 2013, disponible sur: <http://www.oilandgaseurasia.com/news/russia%E2%80%99s-gazprom-daily-gas-exports-eu-reach-maximum-levels-march>

²⁴⁸ Ria Novosti, "Gazprom to boost export to EU by 50%," le 28 Avril 2012, disponible sur: <http://rt.com/business/gazprom-eu-export-plans-213/>



Le Carte 4: La Dépendance de l'UE du Gaz Russe (Source: Atlantic Council)

Cependant, le taux de dépendance générale de l'UE sur les importations de gaz russe masque que pour plusieurs États membres individuels, la dépendance du gaz russe est plus élevée: avec les élargissements de 2004 et 2007, l'UE comprend désormais plusieurs états de l'Europe centrale et de l'Est qui dépendent à 100% des importations de gaz russe en raison de ses anciens liens soviétiques, tout en étant politiquement antagoniste vis-à-vis de Moscou. En conséquence, l'UE a renforcé sa dépendance du gaz russe avec cet élargissement, alors qu'elle a pénétré la sphère d'influence russe sur les anciens pays soviétiques, ce qui a ajouté un potentiel de conflit géopolitique non-négligeable à leurs relations énergétiques.²⁴⁹

En bref, le partenariat énergétique entre la Russie et l'Europe est presque inévitable. La Russie est le plus grand exportateur de gaz naturel au monde et le deuxième plus grand producteur de pétrole. L'Union européenne, avec une population de près d'un demi-milliard et l'un des meilleurs niveaux de vie dans le monde, est un grand consommateur d'énergie. La proximité géographique cimenter davantage ces liens d'hydrocarbures. Rien d'étonnant, l'UE importe une grande partie de ses besoins en pétrole et gaz de la Russie et ces revenus que la Russie reçoit de l'Europe représentent une source majeure de revenus pour le gouvernement et le produit national brut russe. Enfin, les compagnies énergétiques européennes jouent un rôle important dans la prospection et le développement pétrolier et gazier en Russie.²⁵⁰

²⁴⁹ James Hughes, "EU Relations with Russia: Partnership or Asymmetric Interdependency?" dans: N. Casarini et C. Musu (eds.) *European foreign policy in an evolving international system: the road towards convergence*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, pp. 80.

²⁵⁰ Bahgat (2010), op.cit., pp. 171.

1. Les Infrastructures de Transport d'Énergie entre la Russie et l'UE

La Russie dispose d'un vaste réseau des pipelines d'exportation de gaz et du pétrole qui atteignent les marchés européens, principalement dominé par le Transneft gérée par l'état russe, qui transporte environ 90 pour cent de tout le pétrole produit en Russie. Les données de 2011 montrent que la Russie a exporté environ 5 millions b/j de pétrole brut dont 78 pour cent sont destinées aux marchés européens, notamment l'Allemagne, Pays-Bas et la Pologne. Les pipelines russes d'exportation de pétrole comprennent Droujba, le Systeme de Pipeline Baltique, le Système de Pipeline du Nord-Ouest, les oléoducs de Tengiz-Novorossisk et de Bakou-Novorossisk. Quant au gaz naturel, environ 70 pour cent du gaz exporté à la region non-CEI est destiné à l'Europe, avec l'Allemagne et l'Italie recevant la partie majeure de ces volumes²⁵¹ à travers les gazoducs qui suivent: Le gazoduc de Yamal-Europe, le gazoduc d'Ourengoï-Pomary-Uzhgorod et Nord Stream.

Droujba est le plus grand oléoduc du monde qui transport du pétrole russe et kazakh aux marchés européens sur les deux routes: (1) le nord: via le Biélorussie, la Pologne et l'Allemagne, et (2) le sud: via le Biélorussie, l'Ukraine, la Slovaquie, la République tchèque et la Hongrie.²⁵² Droujba est plus de 4000 kilomètres de long et a la capacité de transporter jusqu'à 2,0 millions de b/ j de pétrole. Le nom "Droujba" signifie "amitié", en faisant une allusion au fait que le pipeline a fourni pétrole vers les régions occidentales assoiffées de l'énergie de l'Union soviétique et à ses "alliés socialistes frères" de l'ancien bloc soviétique.

Le Systeme de Pipeline Baltique (BPS) a été mis en service en Décembre 2001 et exporte du pétrole via le port russe de Primorsk sur la mer Baltique. La capacité initiale de 240.000 b/ j a été augmenté à 1,5 million. Le BPS-2 pipeline d'une capacité de 600.000 b/ j a été achevé en Mars 2012, qui se déroule du Unecha près de la frontière russo-biélorusse au port Ust-Luga sur la mer Baltique. La phase 2

²⁵¹ IHS Global Insight (2013), op.cit., pp. 47.

²⁵² Foreign Policy, "The List: The Top Five Global Choke Points," le 8 Mai 2006, disponible sur: http://www.foreignpolicy.com/articles/2006/05/07/the_list_the_five_top_global_choke_points

pour l'agrandissement de l'oléoduc devrait être achevé en 2013 et augmentera la capacité de à 1 million de b / j.²⁵³

Le Système de Pipeline du Nord-Ouest s'écarte du Droujba près de la frontière russo-biélorusse et transporte le pétrole russe via le Biélorussie, la Lettonie et la Lituanie. La capacité totale de cet oléoduc est d'environ 300.000 b/j.²⁵⁴

Le gazoduc Yamal-Europe est un pipeline 4,196 kilometres long qui relie les champs de gaz naturel en Sibérie occidentale avec l'Allemagne. Yamal-Europe transporte du gaz russe à la Pologne et l'Allemagne via le Biélorussie avec une capacité totale de 33 milliards de mètres cubes.²⁵⁵ Le Yamal-Europe II à l'étape de planification va élargir le pipeline existant, toutefois, les différends entre la Pologne et Gazprom sur la route du pipeline rendent le projet moins probable.

Le gazoduc Ourengoi-Pomary-Uzhgorod aussi connu comme le pipeline Sibérie-occidentale, ou le pipeline Trans-Siberian est l'un des principaux pipelines d'exportation de gaz naturel de la Russie, partiellement détenue et exploitée par l'Ukraine. La capacité annuelle du gazoduc de 4500 km est 32 milliards de mètres cubes.²⁵⁶ Il traverse la frontière russo-ukrainienne et il prend du gaz à partir de là jusqu'à la frontière ukrainienne avec la Slovaquie et aux stations de pompage plus petites sur les frontières hongroises et roumaines.

Nord Stream, également connu sous le nom North European Gas Pipeline est gazoduc au large de côté qui s'étend de Vyborg en Russie à Greifswald en Allemagne. Le projet comprend deux lignes parallèles. La première ligne du gazoduc a été mise en œuvre en mai 2011 et a été inaugurée le 8 Novembre 2011. La deuxième ligne a été posée en 2011-2012 et a été inauguré le 8 Octobre 2012. 1222 km de long, c'est le plus long gazoduc sous-marin dans le monde qui transporte 55 milliards mètres cubes de gaz naturel de la Russie à l'Allemagne sous la mer Baltique depuis 2012, sans passer par les états de l'Europe centrale et de l'Est. Cette capacité représentait environ 78% de la consommation totale de gaz allemande en 2011. Le Consortium de Nord Stream comprenant Gazprom (51%), les entreprises allemandes

²⁵³ U.S. Energy Information Administration, op. cit.

²⁵⁴ Ibid., U.S. Energy Information Administration.

²⁵⁵ RIA Novosti, "Russia drops second leg of gas pipeline via Belarus," le 1 Novembre 2007, disponible sur: <http://en.rian.ru/russia/20071101/86223448.html>

²⁵⁶ John P. Hardt et Donna L. Gold, "Soviet Gas Pipelines: U.S. Options," Congressional Research Service, le Octobre 1982, disponible sur: <http://digital.library.unt.edu/ark:/67531/metacrs8790/>

BASF / Wintershall (15,5%) et E.ON Ruhrgas (15,5%), Gasunie, la société néerlandaise d'infrastructure (9%) et GDF Suez (9%) français ont donné le feu vert à une nouvelle étude de faisabilité d'options possibles permettant d'accroître la capacité par les deux chaînes supplémentaires pour transporter le gaz directement au Royaume-Uni.²⁵⁷

South Stream est un projet de gazoduc pour transporter le gaz naturel russe via la mer Noire à la Bulgarie et en suite à la Grèce, l'Italie et l'Autriche. Le projet est considéré comme rival pour le gazoduc Nabucco. Le consortium du pipeline comprenant Gazprom (50%) Eni (20%) et EDF de la France (15%) et BASF / Wintershall (15%) de l'Allemagne a décidé de lancer le projet à la fin 2012.²⁵⁸ Donc, la construction a commencé en Décembre 2012, et les premières livraisons commerciales devraient couler à la fin de 2015. 900 km de long, le pipeline a une capacité nominale de 63 milliards de mètres cubes par an.

2. L'Évolution des Liens Énergétiques Euro-Russes

Les relations énergétiques entre l'URSS et l'UE se sont intensifiées dans les années 1970. L'embargo de 1973 sur le pétrole arabe qui a accompagné la guerre du Yom Kippour a enseigné l'Occident que la manipulation de l'approvisionnement énergétique, non seulement pourrait avoir des répercussions financières importantes, mais aussi pourrait également être un puissant outil politique.²⁵⁹ À cet égard, les dirigeants européens ont également décidé de diversifier les bouquets de l'énergie en Europe afin de réduire leur dépendance excessive sur le charbon et le pétrole. En France, cela a pris la forme d'une expansion ambitieuse de l'énergie nucléaire. Pour des raisons environnementales, les Allemands étaient plus réticents à l'énergie nucléaire, toutefois, pendant un temps, ils ont utilisé l'énergie nucléaire afin de produire 30 pour cent de leur électricité. En raison de leur proximité physique de l'URSS, ils ont accepté de compléter le gaz naturel du Mer du Nord avec le gaz naturel qui serait transporté par pipeline de l'URSS. Le gaz soviétique permettrait à l'Allemagne de réduire sa dépendance excessive du pétrole, le risque d'un accident

²⁵⁷ ICIS, "Nord Stream goes ahead with additional natural gas pipeline strings," le 8 Octobre 2012, disponible sur: <http://www.icis.com/heren/articles/2012/10/08/9602069/gas/esgm/nord-stream-goes-ahead-with-additional-natural-gas-pipeline-strings.html>, consulté le 12 Mars 2013.

²⁵⁸ RT, "Gazprom and partners kick off construction of South Stream pipeline," le 7 Décembre 2012, disponible sur: <http://rt.com/business/russia-south-stream-launch-506/>, consulté le 12 Mars 2013.

²⁵⁹ Goldman (2008), op.cit., pp. 137.

nucléaire, son exposition à la crise au Moyen-Orient, et la nécessité d'expédier les pétroliers à travers le Golfe Persique et d'autres routes maritimes potentiellement dangereuses. En outre, la fabrication de tuyau et les compresseurs nécessaires à l'acheminement du gaz permettrait à créer des emplois à travers l'Europe.²⁶⁰

En comptant tenue des avantages ci-dessus, Bonn a posé la première pierre d'une coopération énergétique avec l'URSS au début 1970. Le ministre allemand de l'Économie Karl Schiller et son homologue soviétique a paraphé un accord liant les monopoles Ruhrgas, Gazprom et la Deutsche Bank dans le projet suivant: en échange de la fourniture, dès 1973, de 0,5 milliard et, à partir de 1978, de 3 milliards de m³ de gaz par an à la République Fédérale d'Allemagne (RFA), l'URSS recevrait 1,2 million de tonnes de tuyaux fabriqués par Mannesmann, plus un crédit à des conditions très avantageuses de 1,2 milliard de marks. Cet accord, le premier en son genre, est connu sous le nom "d'accord tuyaux contre gaz naturel".²⁶¹ L'accord de gaz a offert la coopération économique comme un élément important durant la détente politique en renforçant la coopération structurelle et institutionnelle. La volonté politique de l'Union soviétique pour devenir un fournisseur fiable et stable était illustré par sa concession d'inclure Berlin-Ouest dans l'accord et de livrer du gaz naturel à cet enclave, ce qui Bonn avait longtemps voulu.²⁶² Au moment où le mur de Berlin est tombé en 1989, suivie par la réunification allemande, les livraisons soviétiques représentaient déjà plus de 30% de la demande de gaz de RFA.²⁶³ L'accord de tuyaux contre gaz a servi aux autres pays membres de la Communauté européenne qui ont signé à leur tour des accords d'approvisionnement avec l'URSS afin de se connecter aux infrastructures allemandes. Le modèle du troc Est-Ouest était simple. L'URSS avait besoin de devises et de technologie, alors que les pays d'Europe occidentale – RFA, France, Autriche, Italie et Belgique – cherchaient à augmenter leur approvisionnement en gaz. Avec le temps, L'URSS est devenue de plus en plus dépendante de l'exportation des matières premières qui constituaient, en 1980, à la fin de la détente, 62,3 % de son PNB. Entre 1975 et 1980, le volume et le

²⁶⁰ Ibid., pp. 137.

²⁶¹ Susanne Nies, "L'Énergie, L'UE et la Russie," *Hérodote*, 2010/3, no 138, pp. 84.

²⁶² Pami Aalto (ed.) **The EU-Russian Energy Dialogue: Europe's Future Energy Security**, Aldershot, Ashgate, 2008, pp. 95.

²⁶³ Jonathan Stern, "Gas pipeline co-operation between political adversaries: examples from Europe," Rapport de Chatham House, Janvier 2005, pp. 3, disponible sur: <http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Energy.%20Environment%20and%20Development/jsjan05.pdf>

prix du gaz a triplé, en conduisant à une multiplication par neuf des recettes soviétiques.²⁶⁴ Dans les décennies suivantes plus de pays européens ont été ajoutés à la liste et la Russie a émergé comme le principal fournisseur de pétrole et de gaz de l'UE en tant qu'un bloc et des plusieurs pays européens individuels.

Dans les années 1990, au moment où la fin de la guerre froide a offert une opportunité sans précédent pour surmonter les divisions économiques antérieures sur le continent européen, l'UE et la Russie ont cherché à institutionnaliser leur coopération énergétique émergente en négociant et en signant le Traité sur la Charte de l'énergie (TCE). Le TCE et le Protocole de la Charte de l'Énergie sur l'Efficacité Énergétique et les Aspects Environnementaux ont été signés en Décembre 1994 et est entrée en vigueur légale en Avril 1998. En 2010, le traité a été signé ou adhéré par 51 états en plus des pays de la Communauté européenne.²⁶⁵ Le Traité est un instrument multilatéral juridiquement contraignant qui se concentre spécifiquement sur la coopération intergouvernementale dans le secteur de l'énergie. Le TCE a été conçu pour promouvoir la sécurité énergétique à travers le fonctionnement des marchés énergétiques ouverts et concurrentiels, tout en respectant les principes du développement durable et de la souveraineté sur les ressources énergétiques. Plus précisément, les dispositions du traité portent sur cinq grands domaines: la protection et la promotion des investissements étrangers d'énergie basée sur l'extension du traitement national ou le traitement de la nation la plus favorisée, le libre-échange des matériaux énergétiques, des produits et des équipements énergétiques sur la base des règles de l'OMC; la liberté de transit énergétique par pipelines et des réseaux; la réduction de l'impact négatif environnemental du cycle de l'énergie en améliorant l'efficacité énergétique; et des mécanismes pour la résolution des différends d'état à état ou investisseur-état.²⁶⁶ L'UE a passé des années en essayant de faire la Russie respecter les dispositions du TCE, qui obligerait le pays à ouvrir le développement de ses réserves d'hydrocarbures et l'exploitation de ses pipelines à l'implication commerciale étrangère. Moscou, de l'autre côté, a signé le TCE et a appliqué ses règles sur une base provisoire, mais n'a jamais ratifié le Traité. Pendant des années, les autorités russes se sont plaints que le TCE était obsolète et favorable aux

²⁶⁴ Ibid., pp. 84.

²⁶⁵ Pour renseignements détaillés sur la Traité de Charte d'Énergie voir:

<http://www.encharter.org/index.php?id=7>

²⁶⁶ L'Organisation de la Charte d'Énergie, Traité de 1994 disponible sur: <http://www.encharter.org>

consommateurs. En Août 2009, le Premier ministre Vladimir Poutine a signé un décret pour retirer du traité.²⁶⁷

Dans un autre effort pour cimenter la coopération énergétique russo-européen, les deux parties ont lancé un dialogue sur l'énergie à l'occasion du 6^{ème} sommet l'UE-Russie à Paris le 30^{ième} Octobre 2000. Il a été décidé d'instituer un dialogue sur l'énergie entre l'UE et la Russie, afin de faire progrès dans la définition et les modalités d'un partenariat énergétique UE-Russie. L'objectif general de ce partenariat était de renforcer la sécurité énergétique du continent européen en liant la Russie et l'UE dans une relation plus étroite dans laquelle toutes les questions d'intérêt commun dans le secteur de l'énergie peuvent être abordées, tout en veillant à ce que les politiques d'ouverture et de l'intégration des marchés de l'énergie soient poursuivis. Le dialogue énergétique vise à améliorer les possibilités d'investissement dans le secteur énergétique de la Russie afin de moderniser et de développer la production d'énergie et les infrastructures de transport ainsi que d'améliorer leur impact sur l'environnement, et aussi vise à encourager l'ouverture continue des marchés de l'énergie afin de faciliter la pénétration des technologies plus respectueux de l'environnement et à promouvoir l'efficacité énergétique et des épargnes d'énergie.²⁶⁸ Le dialogue a permis un bon et franc débat à différents niveaux entre l'UE et la Russie et a permis une large participation et l'implication des différents organes gouvernementaux russes, de la Commission européenne, des États membres de l'UE et des institutions financières internationales telles que la Banque européenne pour la reconstruction et développement, ainsi que d'une grande variété d'entreprises énergétiques russes et de l'UE.

3. La Guerre du Gaz Russo-Ukrainienne: l'UE se réveille

Malgré la coopération entre l'UE et la Russie dans le domaine de l'énergie depuis des longues années, dans la dernière décennie la relation énergétique bilatérale s'est devenue vulnérable. Bien que la Russie et son prédécesseur l'URSS

²⁶⁷ Reuters, "Putin Rejects Energy Charter Treaty," le 6 Août 2009, disponible sur: <http://in.reuters.com/article/2009/08/06/russia-energy-charter-idINL639469220090806>

²⁶⁸ Pour renseignements détaillés sur le Dialogue Énergétique l'UE-Russe voir: http://ec.europa.eu/energy/international/russia/dialogue/dialogue_en.htm

aient été les fournisseurs d'énergie fiables vers l'Europe depuis près de 30 ans,²⁶⁹ la prise de contrôle par la force de ses concurrents privés par le Gazprom entre 2004 et 2005 et la forte centralisation du secteur de l'énergie en Russie ont enfin conduit aux inquiétudes dans l'UE "que le gouvernement russe cherchait le contrôle de l'état sur les ressources énergétiques de la Russie pour les utiliser comme un levier politique."²⁷⁰ Depuis le début des années 1990, comme traité en détaille dans la première partie, la Russie avait en effet utilisé les interruptions de fourniture d'énergie à de nombreuses reprises comme un outil politique,²⁷¹ et selon Morozov²⁷² "au cours des dernières années, presque toute crise dans les relations de la Russie avec ses voisins a toujours conduit au déploiement de l'arme de l'énergie, qui affecte aussi parfois les consommateurs européens". L'UE s'est réveillée à sa dépendance excessive gazière de la Russie seulement après le conflit gazier entre la Russie et l'Ukraine en Décembre 2005 - Janvier 2006.²⁷³ Avec environ 80% du gaz vers l'Europe qui coule à travers les pipelines traversant lui-même, l'Ukraine est le pays de transit vital pour le gaz russe vers l'Europe.²⁷⁴ Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a abouti à la réduction de la pression dans les gazoducs de Gazprom, entraînant une diminution de l'approvisionnement, ce qui a également touché les états membres de l'UE. Selon Spanjer,²⁷⁵ "l'approvisionnement en gaz de la France a diminué de 25-30 %, l'approvisionnement de l'Autriche a diminué de 33 %, et l'Italie a reçu environ 25 % moins de gaz que normale". Parce que presque 80% des importations de gaz russe de l'UE ont été acheminés par des pipelines qui traversent l'Ukraine, les coupes ont eu aussie un effet immédiat sur les autres pays de l'UE: d'ici le 2 Janvier, la Hongrie avait perdu 40% de ses livraisons de gaz russe, la Roumanie et la Slovaquie environ

²⁶⁹ Viatcheslav Morozov, "Energy Dialogue and the Future of Russia: Politics and Economics in the Struggle for Europe" dans Aalto, P. (ed.) *The EU-Russian Energy Dialogue: Europe's Future Energy Security*, Aldershot, Ashgate, 2008, pp. 48.

²⁷⁰ Margot Light, "Russia and the EU: Strategic Partners or Strategic Rivals?", *Journal of Common Market Studies*, le 6 Août 2008, pp. 16.

²⁷¹ Keith C. Smith, "Russia and European Energy Security: Divide and Dominate," Washington D.C., Center for Strategic and International Studies, le 1 Octobre 2008, pp. 4, disponible sur : http://csis.org/files/media/csispubs/081024_smith_russiaeuroenergy_web.pdf

²⁷² Morozov, op.cit., pp. 54.

²⁷³ Franck Umbach, "Global Energy Security and the Implications for the EU," *Energy Policy*, le 6 Mars 2009, pp. 1230, disponible sur: <http://www6.carleton.ca/ces/ccms/wp-content/ccms-files/Global-Energy-Security-and-Implications-for-the-EU.pdf>

²⁷⁴ Aldo Spanjer, "Russian Gas Price Reform and the EU-Russia Gas Relationship: Incentives, Consequences and European Security of Supply," *Energy Policy*, 35 (5), Mai 2007, pp. 2890, disponible sur: <http://media.leidenuniv.nl/legacy/as-2007-1.pdf>

²⁷⁵ Ibid., pp. 2889.

30 %; l'arrivée de gaz en Pologne a baissé de 14 % entre le 1-3 Janvier.²⁷⁶ Bien que les causes immédiates de la “guerre du gaz” soient les difficultés chroniques de l'Ukraine à payer pour le gaz russe, son détournement du gaz destiné vers l'Europe et le quadruplement proposé du prix du gaz vers l'Ukraine par Gazprom en Mars 2005,²⁷⁷ les raisons sous-jacentes du conflit restaient ailleurs, à savoir la Révolution Orange qui a porté au pouvoir Vladimir Iouchtchenko, qui s'était éloigné de la Russie et a commencé à faire avancer le pays systématiquement vers l'Ouest.

Le différend gazier a simplement révélé les dangers de la dépendance européenne des importations et de transit, et était donc “une sonnette d'alarme pour les membres de l'UE qui illustre la dimension géopolitique des relations énergétiques avec la Russie.”²⁷⁸ Alors que la Russie avait été perçue comme un fournisseur fiable de gaz naturel depuis les premières importations de gaz de l'Union soviétique dans les années 1970, le différend en 2006 a fait d'importantes questions au sujet de la fiabilité de la Russie.²⁷⁹ Le sens de l'alerte, exprimé par de nombreux états membres, a été motivé par l'empressement apparent de Moscou à recourir à un chantage politique, ce qui a créé une impression que les coupures de gaz avaient été utilisées par Moscou comme un châtiment pour le choix européen de l'Ukraine lors de la Révolution Orange.²⁸⁰ Bien que la coupure de l'approvisionnement réelle de gaz à l'Ukraine n'ait duré que trois jours en Janvier 2006, elle a abouti à la mise forte sur la table à Bruxelles de la sécurité énergétique. Ce changement d'attitude de l'inconscience à la conscience accrue des vulnérabilités européennes a également révélé les dynamiques géopolitiques et les approches contradictoires de l'UE-Russie aux relations énergétiques.

²⁷⁶ Jonathan Stern, “The Russian-Ukrainian gas crisis of 2006,” Oxford: Oxford Institute for Energy Studies, le 16 Janvier 2006, pp. 8, disponible sur: <http://www.oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2011/01/Jan2006-RussiaUkraineGasCrisis-JonathanStern.pdf>

²⁷⁷ Mert Bilgin, “Geopolitics of European Natural Gas Demand: Supplies from Russia, Caspian and the Middle East,” *Energy Policy*, 37 (11), pp. 4482, disponible sur: <http://ideas.repec.org/a/eee/enepol/v37y2009i11p4482-4492.html>

²⁷⁸ Kirsten Westphal, “Energy Policy between Multilateral Governance and Geopolitics: Whither Europe?,” vol. 4, 2006, pp. 45, *Internationale Politik und Gesellschaft*.

²⁷⁹ Andrew Monaghan, **EU-Russia Relations: Try Again, Fail Again, Fail Better**, Oslo: Norwegian Institute For Defense Studies, 2007, pp. 38.

²⁸⁰ Gawdat Bahgat, “Europe’s Energy Security: Challenges and Opportunities,” *International Affairs* 82 (5), pp. 962, disponible sur: http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/International%20Affairs/2006/inta_580.pdf

B. Les Approches Contradictoires: L'Institutionnalisme Multilatéral Contre le Réalisme Géopolitique

La guerre du gaz de 2006 entre la Russie et l'Ukraine et la coupure résultant qui a laissé les états européens sans énergie a eu un impact dramatique sur les relations UE-Russie, ce qui a sapé l'image de la Russie en tant que fournisseur fiable. Après la crise, l'Union européenne, dans le cadre de son approche institutionnaliste et normatif, a intensifié ses efforts multilatéraux orientés à la consolidation du marché énergétique européen vis-à-vis de Moscou sur le plan interne, et à l'exportation de ses propres principes de marché à la Russie sur la plan externe.

À ce jour, et surtout après la crise du gaz de 2006, conformément à sa vision générale de la politique internationale, l'UE a toujours cherché à institutionnaliser sa relation énergétique avec la Russie, et à l'harmoniser avec les principes du marché. L'Agenda normatif du "pouvoir doux" de l'UE a tenté d'employer la rhétorique de l'interdépendance dans sa relation énergétique avec la Russie, ainsi que ses efforts pour institutionnaliser les relations à travers le Traité sur la Charte de l'énergie (TCE), Le Dialogue Énergétique et les politiques de libéralisation qui se sont accélérées dans le cadre du Livre Vert de 2006. Comme il sera montré, cependant, le TCE qui peut fondamentalement être considérée comme une tentative de l'UE d'exporter le modèle des principes de libéralisation, est très incompatible avec la politique énergétique russe, et en particulier avec la position politico-économique de Gazprom. En raison de la position unique de Gazprom en Russie, et sa position de monopole sur les exportations de gaz vers l'Europe, il reste peu de chances que les efforts de l'UE d'institutionnaliser la relation énergétique à travers le TCE seront couronnés de succès.

En outre, il faut noter que l'approche du l'UE à la sécurité énergétique est surtout miné de l'intérieur de l'Union. En effet, parce que la Commission européenne n'a aucune légitimité formelle sur leurs politiques énergétiques, les États membres poursuivent des politiques qui répondent le mieux à leurs intérêts nationaux. Par conséquent, les principaux pays de l'UE mènent des politiques de nationalisme économique, où les intérêts commerciaux de leurs champions énergétiques nationaux respectifs dépassent les intérêts communs de sécurité énergétique de l'UE. Les

nombreux accords bilatéraux entre les champions énergétiques nationaux de ces pays et Gazprom sont l'un des principaux obstacles à une politique de sécurité énergétique cohérente à l'échelle européenne. Dans ce contexte, la grande division entre les approches des pays de l'UE envers la Russie sera examinée. Il sera affirmé que la Russie, en substance, essaie de retrouver sa position perdue dans l'arène politique internationale, et le fait avec une approche nettement réaliste. En conformité avec les valeurs fondamentales de réalisme, et contrairement à l'institutionnalisme et le multilatéralisme de l'UE, le centrisme-étatique et la poursuite des intérêts nationaux dominant la pensée de la politique étrangère russe. Et la politique énergétique est donc une partie intégrante de la politique étrangère russe. D'autre part, le réalisme géopolitique russe entre en conflit avec les politiques de l'UE dans le "voisinage commun," mais aussi dans la mer Caspienne, où l'UE cherche à établir de nouvelles relations d'énergie afin de réduire sa dépendance de la Russie. Toutefois, pour protéger sa propre sécurité énergétique - la sécurité de la demande - et pour maintenir sa position stratégique très avantageuse comme le principal fournisseur de gaz de l'Europe, la Russie s'oppose activement les efforts de l'UE visant à diversifier les ressources de son approvisionnement énergétique. En effet, plutôt que d'être un partenariat stratégique, il sera affirmé que l'ensemble des relations l'UE-Russie est caractérisée par une rivalité stratégique. Les relations privilégiées que la Russie cultive avec les principaux pays de l'UE font partie intégrante de sa stratégie de "diviser et régner" envers l'UE, un effort conscient d'exacerber la fracture générale entre les états membres, tout en assurant de nouvelles avantages pour Gazprom.

1. La Perspective de l'Union Européenne: l'Institutionnalisme Multilatéral

L'Institutionnalisme affirme que, les institutions et les ensembles de règles négociées par les états, qui précisent les normes et règles de comportement inter-étatique et se généralement formalisent dans les accords internationaux, sont les principaux moyens de promouvoir la stabilité et la paix dans le monde.²⁸¹ Toutefois, l'approche institutionnaliste de l'UE aux relations internationales peut être attribuée à son manque de propriétés classiques d'un état et des moyens de la puissance

²⁸¹ John J. Mearsheimer, "The False Promise of International Institutions," *International Security*, Vol. 19, No. 3 (Hiver 1994/1995), pp. 5-8, disponible sur: <http://mearsheimer.uchicago.edu/pdfs/A0021.pdf>

géopolitique: l'UE tente de rattraper son champ limité de l'application de la "puissance dure" traditionnelle en recourant à "puissance douce" dans ses relations extérieures.²⁸² Un terme inventé par Joseph Nye, la puissance douce se réfère à des ressources telles que les institutions, les valeurs, la culture et les politiques qui peuvent être utilisées pour attirer les résultats recherchés par cooptation plutôt qu'intimidation ou coercition.²⁸³ En raison de l'absence de pouvoir coercitif dans ses relations avec d'autres acteurs mondiaux, l'UE conceptualise sa dépendance de la Russie en termes d'interdépendance.²⁸⁴ L'interdépendance crée un besoin croissant de coordination des politiques entre les parties concernées et nécessite et aboutit à la création de cadres institutionnels sous la forme de régimes internationaux régissant ledite relation.²⁸⁵ En effet, l'UE "projette sur ses relations avec d'autres états le type de relations interétatiques que ses membres ont réussi à mettre en place avec l'un et l'autre dans le cadre de l'Union."²⁸⁶ La politique énergétique ne fait pas exception. La dépendance de l'UE de la puissance douce, (l'attractivité de ses valeurs, ses institutions et ses politiques) explique l'importance centrale pour l'UE "d'établissement des relations institutionnelles claires et prévisibles avec les pays producteurs d'énergie."²⁸⁷ Alors que l'UE met l'accent sur la nature interdépendante de ses relations énergétiques avec la Russie, il est naturel que la relation doive, selon l'UE, être mise dans un cadre institutionnel solide, sous la forme du Traité sur la Charte de l'Énergie, le Dialogue Énergétique et d'autres principes du marché intérieur destinées à être exportés vers la Russie.

a. Le Livre Vert de 2006: Une Stratégie Européenne pour Une Énergie Sûre, Compétitive et Durable

L'Union européenne a réagi rapidement à la crise du gaz de 2006 avec le Livre Vert sur la sécurité énergétique. La réalisation de la gravité du dilemme de la

²⁸² Dominique Finon et Catherine Locatelli, 'Russian and European Gas Interdependence: Could Contractual Trade Channel Geopolitics?', *Energy Policy*, Vol. 36, No. 1, 2008, pp. 426, disponible sur: <http://ideas.repec.org/a/eee/enepol/v36y2008i1p423-442.html>

²⁸³ Joseph Nye, **Soft Power: the Means to Success in World Politics**, New York, Public Affairs, 2004, pp. 5-8.

²⁸⁴ Finon & Locatelli, op.cit., pp. 426.

²⁸⁵ Robert O. Keohane, **After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy**, 2^e édition, Princeton, N.J., Princeton University Press, 2005, pp. 8-9.

²⁸⁶ Finon & Locatelli, op.cit., pp. 426.

²⁸⁷ Andrei Belyi et Ulrich Klaus, "Russia's Gas Exports and Transit Dispute Resolution under the ECT: Missed Opportunities for Gazprom or False Hopes in Europe?", *Journal of Energy & Natural Resources Law*, Vol. 25, No. 3, 2007, pp. 211

sécurité énergétique que l'UE faisait face était bien représenté par la ligne d'ouverture du document: "L'Europe est entrée dans une nouvelle ère énergétique".²⁸⁸ Le Livre a clairement reconnu la menace à la sécurité de l'énergie résultant de la dépendance excessive à quelques fournisseurs, principalement la Russie, et par conséquent a énoncé un certain nombre de recommandations politiques. Il a reconnu la nécessité d'obtenir de nouvelles sources d'énergie à travers une diversification des fournisseurs. L'établissement de nouvelles relations énergétiques avec les producteurs de la région de la mer Caspienne, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ainsi que la construction de nouveaux pipelines reliant ceux-là directement vers les marchés européens ont été recommandés. Le monopole de Gazprom, mais pas explicitement nommé, sur les pipelines existants vers l'Europe a été reconnue comme un déséquilibre évident dans l'infrastructure de fourniture d'énergie, par conséquent, les droits de transit et l'accès des tiers à ces pipelines à travers la promotion du Protocole sur le Transit du Traité sur la Charte de l'Énergie ont été également recommandée.²⁸⁹ Reconnaisant le rôle central de la relation énergétique entre l'UE et la Russie, le Livre vert ont appelé à une transformation fondamentale de la relation en un "véritable partenariat qui assurerait la sécurité et la prévisibilité pour les deux parties"²⁹⁰ Soulignant l'interdépendance des relations énergétiques l'UE-Russie, reconnaissant le fait que tandis que l'UE a besoin du gaz russe, Gazprom est fortement dépendante des recettes provenant des exportations de gaz vers l'UE, qui représentent environ 70% de ses revenus totaux, et par conséquent financent plus de 20% du budget fédéral russe, le document a vivement recommandé la légalisation et l'institutionnalisation de la relation grâce à l'augmentation des efforts de l'UE de faire la Russie ratifier le TCE et son protocole sur le transit.²⁹¹

Cependant, à l'écart de ceux indiqués ci-dessus, la majorité des recommandations de politique énoncée dans le Livre étaient en fait internes plutôt qu'externes. L'augmentation de la compétitivité et de l'investissement et l'importance de l'ouverture des marchés, l'achèvement d'un marché commun de l'énergie et le mouvement "vers un bouquet énergétique plus durable, efficace et diversifié, étaient

²⁸⁸ European Commission (2006) "Green Paper: A European Strategy for Sustainable, Competitive and Secure Energy" COM(2006) 105, pp.3, disponible sur: http://www.energy.eu/directives/2006_03_08_gp_document_en.pdf

²⁸⁹ Ibid., pp. 15.

²⁹⁰ Ibid., pp. 15.

²⁹¹ European Commission (2006), op.cit., pp. 15.

plus élevées sur la liste des actions recommandées que ceux qui aborde la sécurité énergétique.²⁹² En effet, comme le souligne Helm,²⁹³ plutôt que de se concentrer sur les défis extérieurs et l'élaboration d'une réponse cohérente à la Russie et Gazprom; depuis deux dernières décennies, l'accent de l'UE a été en grande partie interne. L'ordre du jour de la politique européenne de l'énergie a, depuis les années 1980, porté presque exclusivement sur la réalisation d'un marché intérieur de l'énergie. En raison du fort sentiment permanent entre les états membres de l'UE, que la politique énergétique relève du domaine de la souveraineté et la sécurité nationale, les efforts de l'UE de construire un marché de l'énergie dans toute l'Union ont échoué.²⁹⁴ Ayant échoué dans la création d'un marché intérieur de l'énergie comme une source de force, la politique énergétique européenne a, par défaut, été mal préparée lorsqu'ils sont confrontés à la menace extérieure de la Russie.

b. Le Traité sur la Charte de l'Énergie et le Dialogue Énergétique

Bien que le TCE ne constitue pas une initiative de l'UE en soi, il a été utilisé comme une tentative pour relier la Russie dans les principes de l'UE.²⁹⁵ Comme un traité contraignant en vertu du droit international, il prévoit des règles sur les investissements, le transit et le commerce dans le secteur de l'énergie, avec son objectif principal étant de "renforcer la primauté du droit sur les questions énergétiques, en créant un pied d'égalité des règles à observer par tous les gouvernements signataires."²⁹⁶ Cela permettrait d'accroître la fiabilité et la prévisibilité des flux d'énergie de l'UE et réduire le risque de prix-cartels et des facteurs non-économiques qui met l'approvisionnement stable en énergie à risque. Par conséquent, l'intérêt de l'UE dans la signature du traité par la Russie est de

²⁹² Ibid., pp. 9.

²⁹³ Dieter Helm, "The Russian Dimension and Europe's External Energy Policy," le 3 Septembre 2007, pp.1, disponible sur: http://www.dieterhelm.co.uk/sites/default/files/Russian_dimension.pdf

²⁹⁴ Francis McGowan, "Can the European Union's Market Liberalism Ensure Energy Security in a Time of 'Economic Nationalism'?", *Journal of Contemporary European Research*, Vol. 4, No.2, 2008, pp. 95,

²⁹⁵ Emil J. Kirchner et Can Berk, "European Energy Security Co-operation: Between Amity and Enmity," *Journal of Common Market Studies*, Vol. 48, No. 4, pp.872, disponible sur: <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1468-5965.2010.02077.x/abstract>

²⁹⁶ Pour renseignements détaillés sur la Charte d'Énergie voir: <http://www.encharter.org/index.php?id=18&L=0>

dépolitiser les relations énergétiques avec la Russie afin de créer un pied d'égalité qui permettrait d'améliorer la sécurité énergétique d'approvisionnement de l'UE.²⁹⁷

Alors que le TCE aurait pu fournir un cadre approprié pour atteindre cet objectif, et que son plus important pays cible, la Russie a signé le traité en 1994, puis elle ne l'a pas ratifié, ni aucun des protocoles additionnels sur le transit de gaz, en appliquant seulement le traité à titre provisoire. En effet, la Russie avait de bonnes raisons de ne pas le faire, car les motivations de l'UE pour sa signature du traité ne sont pas compatibles avec les intérêts russes. Les dispositions les plus problématiques étaient celles du traité qui concernent les réseaux de pipelines et de transit. Parce que le TCE soumettrait le réseau de gazoduc de la Russie à une réglementation multilatérale, et elle favorise "les principes de la liberté de transit et de non-discrimination,"²⁹⁸ ses dispositions de transit existantes obligerait la Russie à faciliter le transit de gaz à travers ses pipelines, peu importe "l'origine, la destination ou la propriété, à un prix non-discriminatoire."²⁹⁹ En outre, comme une tentative pour définir des règles plus précises concernant le transit d'énergie, l'UE a cherché à utiliser la plate-forme du TCE pour de-monopoliser le commerce de l'énergie de l'UE avec la Russie, et pour faire pression pour l'accès des tiers aux infrastructures de transport russe.³⁰⁰ Par conséquent, dans le TCE, le système de pipeline de la Russie pourrait être utilisé pour des intérêts extérieurs, y compris la mise en place d'un corridor de transit du gaz de la région de la Caspienne par le territoire russe, mais au-delà du contrôle de Gazprom.³⁰¹ La ratification du TCE donc aurait signifié la cession d'une position extrêmement favorable à la Russie: sans le TCE, Gazprom est, compte tenu de son monopole de pipeline, capable de contrôler en grande partie le transit d'énergie alternative de l'Asie centrale, ce qui renforce ainsi sa position de fournisseur clé de gaz de l'Europe. Ainsi, comme Umbach le

²⁹⁷ Pami Aalto, **European perspectives for managing dependence**, dans J. Perovic, R.W. Orttung, et A. Wenger (eds.) *Russian Energy Power and Foreign Relations: Implications for conflict and cooperation*, London, Routledge, pp. 157-80

²⁹⁸ Pour les dispositions du Traité voir:

http://www.encharter.org/fileadmin/user_upload/document/EN.pdf

²⁹⁹ Pami Aalto et Kirsten Westphal, **Introduction**, dans P. Aalto (ed.) *The EU-Russian Energy Dialogue: Europe's Future Energy Security*, Hampshire: Ashgate, 2008, pp. 12.

³⁰⁰ Pour le Protocole de Transit voir: <http://www.encharter.org/index.php?id=37>

³⁰¹ James Hughes, **EU Relations with Russia: Partnership or Asymmetric Interdependency?**, dans: N. Casarini et C. Musu (eds.) *European foreign policy in an evolving international system: the road towards convergence*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, pp.89.

souligne,³⁰² les marchés de l'énergie libéralisés avec les règlements multilatéraux "menacent les politiques monopolistiques de la Russie, ses parts de marché dans l'UE et les prix contractuels à long terme" que la Russie peut actuellement appliquer sur les marchés européens. Rien de tout cela est dans l'intérêt de la Russie. Sans surprise donc, la Russie a officiellement déclaré en Août 2009 qu'il n'avait pas l'intention de devenir partie contractante au TCE et a mis fin à l'application provisoire.³⁰³ Pourtant, il semble plausible que la Russie a pu le faire sans danger parce que le TCE n'était pas la seule voie de la diplomatie de l'énergie avec l'UE et ce dialogue pourrait donc être maintenue.

Compte tenu des maigres résultats du TCE, en 2000, le dialogue sur l'énergie a été mis en place entre la Russie et l'UE. Le dialogue énergétique est une plateforme diplomatique visant à faciliter les relations et les investissements énergétiques de l'UE-Russie en créant un cadre politique et institutionnel favorable, par exemple, à travers des réunions de groupes d'experts régulières et sommets annuels.³⁰⁴ D'un point de vue plus cynique, le dialogue énergétique peut être simplement considérée comme une voie alternative à convaincre la Russie de s'engager à au moins certains principes du TCE, ce qui révèle l'entêtement de l'UE à la faire observer les "objectifs communs" qui avaient déjà été rejetés par la Russie dans le cadre du TCE.³⁰⁵ Cela confirme, comme Romanova note, que la Russie et l'UE "ont un intérêt commun dans le dialogue, mais chacun poursuit son propre agenda."³⁰⁶ Leurs intérêts divergents dans cette coopération sont bien illustrés par le terme de "réciprocité," un principe que les deux parties déclarent qu'ils poursuivent à travers le dialogue, mais qu'ils interprètent fondamentalement différente. Pour l'UE, la réciprocité signifie un "cadre commun accord juridique qui facilite l'investissement réciproque," et donc un instrument efficace pour l'assimilation et l'ouverture du marché.³⁰⁷ Pour la Russie, toutefois, la réciprocité signifie "l'échange des biens d'une valeur similaire," et est

³⁰² Frank Umbach, "Global energy security and the implications for the EU" *Energy Policy*, Vol. 38, No. 3, 2010, pp. 1237.

³⁰³ Reuters, "Putin rejects international energy charter," le 6 Août 2009, disponible sur: <http://in.reuters.com/article/2009/08/06/russia-energy-charter-idINL639469220090806>

³⁰⁴ Aalto et Westphal, op.cit., pp.13.

³⁰⁵ Morozov, op.cit., pp. 47.

³⁰⁶ Tatiana Romanova, **Energy Dialogue from Strategic Partnership to the Regional Level of the Northern Dimension**, dans: P. Aalto (ed.) *The EU-Russian Energy Dialogue: Europe's Future Energy Security*, Hampshire: Ashgate, 2008, pp. 76.

³⁰⁷ Katinka Barysch, "Policy Brief: Russia, Realism and EU unity," Centre for European Reform, le 20 Juillet 2007, pp. 5, disponible sur: <http://www.cer.org.uk/publications/archive/policy-brief/2007/russia-realism-and-eu-unity>

donc un moyen d'acquérir des actifs en aval rentables sur les marchés européens, une vision qui est clairement en contradiction avec l'objectif de la libéralisation du marché de l'UE.³⁰⁸

Les échanges réguliers dans le dialogue énergétique a ainsi produit aucun bond dans les relations énergétiques l'UE-Russie, en étant à défaut d'éviter de nouvelles ruptures d'approvisionnement, comme l'illustre le conflit gazier 2009 entre la Russie et l'Ukraine qui a encore laissé des millions d'Européens sans chauffage au milieu de l'hiver.³⁰⁹ Bien qu'avec le temps le dialogue ait été renforcé par un mécanisme d'alerte précoce -afin de fournir des notifications sur les interruptions probables de gaz et d'électricité - et par la mise en place d'un Conseil Consultatif UE-Russie sur le Gaz,³¹⁰ les accords se limitent à des questions d'ordre technique et l'articulation des objectifs abstraits à long terme, par exemple, la création d'un marché commun de l'énergie entre l'UE et la Russie, sans préciser quand et comment cela sera réalisé. Cependant, un désaccord domine les questions clés telles que les réseaux de pipelines, les contrats de transit de gaz et la tarification de l'électricité ainsi que la "réciprocité."³¹¹ Par conséquent, les questions les plus importantes des relations énergétiques entre l'UE et la Russie restent à résoudre, et les résultats du dialogue énergétique sont considérées comme de peu de valeur ajoutée: comme l'a souligné un responsable de l'énergie russe, "La Russie n'a pas besoin de dialogue, mais une feuille de route claire de l'UE de ce qu'il obtiendrait en contrepartie d'une coopération stratégique de l'énergie."³¹² L'UE, cependant, n'est pas en mesure de parvenir aux accords que la Russie aspire, car ceux-ci signifieraient de "compromettre ses propres principes d'ouverture des marchés, la transparence et une concurrence équitables," qui illustre le fait que les intérêts de la Russie et l'UE sont clairement en contradiction.³¹³

³⁰⁸ Ibid., pp. 5.

³⁰⁹ Euractiv, "Pipeline politics? Russia and the EU's battle for energy," le 11 Septembre 2011, disponible sur: <http://www.euractiv.com/energy/pipeline-politics-russia-eu-battle-energy/article-177579>

³¹⁰ European Commission, "Press Releases: The EU and Russia reinforce the Early Warning Mechanism to improve prevention and management in the event of an energy crisis," le 16 Novembre 2009, disponible sur: <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/09/1718&language=en>

³¹¹ European Commission, "The EU Energy Policy: Engaging with Partners beyond Our Borders," le 7 Septembre 2011, pp. 8, disponible sur: <http://eu-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0539:FIN:EN:PDF>

³¹² Richard Youngs, **Energy Security: Europe's New Foreign Policy Challenge**, London: Routledge, 2009, pp. 154.

³¹³ Barysch, op.cit., pp. 5.

Pendant ce temps, l'engagement continu de la Russie au dialogue énergétique en dépit de sa frustration confirme que l'UE est en mesure d'insister sur sa préférence multilatérale de coopération avec Gazprom, car il semble que la Russie ne peut pas se permettre d'abandonner cette relation énergétique. Par conséquent, en dépit de leurs visions contradictoires sur les objectifs du dialogue énergétique, l'engagement actif dans la diplomatie énergétique de l'UE-Russie est une reconnaissance mutuelle de leur interdépendance.³¹⁴ La volonté d'un engagement à long terme se reflète également dans la signature de 2011 de la "Compréhension Commune sur la Feuille de Route de la Coopération Énergétique UE-Russie Jusqu'en 2050"³¹⁵ et dans la coopération énergétique au niveau régional, qui est activement recherché, poursuivi et même mutuellement bénéfique.³¹⁶

c. Les Efforts de Libéralisation et Intégration des Marchés: Paquets d'Énergie

Dans le but de développer les marchés de gaz et d'électricité intérieur totalement libéralisés et concurrentiels, la Commission européenne cherche à exploiter le potentiel considérable du marché intérieur de l'UE pour sa sécurité énergétique: englobant près de 500 millions de consommateurs, un levier important peut être exercé dans les négociations vis-à-vis des acteurs extérieurs, si fragmentations internes sont surmontés. Au sein des marchés européens libéralisés, la concurrence et la diversification accrue entre les fournisseurs stimuleraient les investissements dans les infrastructures, ce qui facilite le déplacement des stocks de gaz d'urgence à travers l'UE. Cela diminuerait considérablement l'impact des ruptures d'approvisionnement et, surtout, renforcerait la solidarité énergétique au niveau communautaire, jetant ainsi les bases d'une politique énergétique extérieure commune sur la base d'un effet d'entraînement.³¹⁷

³¹⁴ Pami Aalto, **Conclusion**, dans: P. Aalto (ed.) *The EU-Russian Energy Dialogue: Europe's Future Energy Security*, Hampshire: Ashgate, 2008, pp. 193

³¹⁵ European Commission, "Common Understanding on the Preparation of the Roadmap of the EU-Russia Energy Cooperation until 2050," le 24 Février 2011, disponible sur: http://ec.europa.eu/energy/international/russia/doc/20110224_understanding_roadmap_2050.pdf

³¹⁶ Tatiana Romanova, **Energy Dialogue from Strategic Partnership to the Regional Level of the Northern Dimension**, dans: P. Aalto (ed.) *The EU-Russian Energy Dialogue: Europe's Future Energy Security*, Hampshire: Ashgate, pp.63-91.

³¹⁷ Youngs, op.cit., pp. 29.

La Commission a donc, depuis les années 1990, tenté de promouvoir la libéralisation des marchés européens de l'énergie à travers les plusieurs paquets de directives, établissant un cadre juridique commun. Elle l'a fait avec le premier paquet dans le milieu des années 1990 principalement concerné avec le transit du gaz et de l'électricité à travers l'Europe et avec le deuxième paquet au début des années 2000 qui tentait de libéraliser l'approvisionnement et la production énergétique. En réponse aux événements de 2006, un troisième paquet d'énergie a été introduit en 2007 avançant la libéralisation beaucoup plus avec la notion de "séparation de la propriété." Cela peut être définie comme la "séparation des fonctions de production, de transport et de distribution dans une entreprise verticalement intégrée."³¹⁸ En vertu de l'exigence de séparation de propriété, les sociétés d'énergie sont obligées à vendre les réseaux d'approvisionnement ou de les placer sous une gestion totalement indépendante. En outre, une disposition de réciprocité a été introduite dans le troisième paquet d'énergie. Cette disposition stipule que les entreprises des états non-membres soient autorisés à opérer sur les marchés de l'UE sauf si elles respectent les mêmes principes de séparation - dissociant la propriété de la production, le transport et la vente de gaz - au sein du marché intérieur.³¹⁹ Du point de vue russe, le principe de réciprocité est donc considérablement critiqué: ³²⁰ considéré comme une disposition spécialement conçu contre Gazprom, il constitue un obstacle à l'accès de Gazprom aux marchés européens, puisque Gazprom fonctionne comme une entreprise verticalement intégrée. En effet, l'exigence de séparation va à l'encontre de l'objectif stratégique prononcé de Gazprom sur les marchés européens: acquérir plus d'actifs en aval et contrôler directement les ventes à des clients européens qui se fait déjà dans une certaine mesure dans un certain nombre d'états membres, dont l'Allemagne.³²¹ Le troisième paquet d'énergie pourrait aussi signifier que les conditions de certains contrats à long terme de Gazprom avec les états membres de l'UE doivent être renégociés où les dispositions sont contraires à la concurrence prévues par les mesures de libéralisation de la Commission: notamment, dans les cas où la Russie a acquis des actifs en aval, et où il applique le principe de "prendre-ou-

³¹⁸ Une entreprise verticalement intégrée opère dans toute la chaîne de l'énergie composé de production (en amont-*upstream*), transport (*midstream*) et distribution (en aval-*downstream*). Ainsi, une entreprise verticalement intégrée est à l'opposé de la notion de séparation.

³¹⁹ Stacy Closson, **Russia's key customer: Europe**, dans: Perovic, J., R.W. Orttung, and A.Wenger (eds.) *Russian Energy Power and Foreign Relations: Implications for conflict and cooperation*. London: Routledge, 2009, pp. 99.

³²⁰ McGowan, op.cit., pp. 101.

³²¹ Romanova (2008), op.cit., pp. 68.

payer” et “clause de destination.” Ces dispositions obligent les pays consommateurs à payer pour un certain volume de gaz indépendamment du fait qu'elle est prise ou non, et interdisent la revente de gaz qui n'est pas utilisée par un pays client.³²²

Le troisième paquet semble donc constituer une tentative de l'UE de limiter ses relations énergétiques avec Gazprom et la Russie, ou au moins de réduire la marge de manœuvre de Gazprom. À ce jour, cependant, les problèmes de mise en œuvre du paquet révèlent que la logique multilatérale de la Commission n'est pas partagée par tous les états membres. Bien que dans les analyses récentes, il soit conclu que la coopération énergétique au niveau de la communauté est susceptible de développer au cours des cinq à dix prochaines années, grâce aux mesures de libéralisation dans le secteur de l'énergie, aujourd'hui une véritable coopération est requise. Dans son enquête sectorielle publiée en 2007, la Direction Générale de la Concurrence de la Commission a révélé d'importantes insuffisances dans la mise en œuvre des marchés de l'électricité et du gaz européen et, tout comme le rapport de la Commission sur la mise en œuvre du troisième paquet d'énergie.³²³ Alors que la situation actuelle sape les objectifs de la Commission, il révèle l'hétérogénéité des intérêts nationaux au sein de l'UE elle-même.

Cependant, la fin de l'année 2010 et au début de 2011 a été une période importante pour la politique gazière de l'UE. Dans une communication publiée en Novembre 2010, la Commission européenne a présenté les priorités d'infrastructures énergétiques pour et au-delà de 2020, ainsi que la nouvelle approche envisagée pour le soutien de l'UE à l'infrastructure énergétique au cours de la période 2014-2020. Les propositions de la Commission visent à répondre à un certain nombre de questions relatives à l'intégration et au développement de l'infrastructure de gaz de l'UE, en particulier l'absence d'interconnexions entre les marchés nationaux et régionaux de gaz, le besoin de davantage de terminaux GNL et des installations de stockage pour la sécurité d'approvisionnement, la durabilité et la résilience du système, et la nécessité de continuer les efforts de diversifier des sources, des routes

³²² Energy Charter Secretariat (2007), op.cit., pp. 229&236.

³²³ European Commission, “Commission Staff Working Document: 2009-2010 Report on progress in creating the internal gas and electricity market,” le 9 Juin 2011, disponible sur: http://ec.europa.eu/energy/gas_electricity/legislation/doc/20100609_internal_market_report_2009_2010.pdf

et des fournisseurs.³²⁴ Les investissements prévus dans les nouveaux pipelines de transportation et d'importation, les stockages et les terminaux de GNL sont susceptibles d'être de l'ordre de 70 milliards d'euros d'ici à 2020. Selon le document, "tandis que sur le plan européen, les fournitures sont diversifiées au long de trois corridors – le Corridor du Nord coulant de la Norvège, le Corridor de l'Est coulant de la Russie, le Corridor Méditerranéen coulant de l'Afrique - et à travers le GNL, la dépendance d'une unique source prévaut encore dans certaines régions. Chaque région européenne devrait mettre en place des infrastructures permettant l'accès physique à au moins deux sources différentes."³²⁵ Et la communication a déterminé certains corridors comme de nouveaux projets prioritaires qui doivent être mis en œuvre pour assurer l'approvisionnement ininterrompu aux états membres, y compris;

1. le Corridor du Sud pour diversifier davantage les sources au niveau de l'UE et pour acheminer le gaz de la mer Caspienne, l'Asie centrale et le Moyen-Orient à l'UE.

2. le Plan d'Interconnexion des Marchés Énergétiques de la Région de la Baltique pour intégrer les États baltes dans le marché européen à travers le renforcement de leurs réseaux internes et le renforcement des interconnexions avec la Finlande, la Suède et la Pologne,

3. le Corridor Nord-Sud en Europe occidentale pour supprimer les goulets d'étranglement internes et accroître la disponibilité d'approvisionnement à court terme, en rendant ainsi possible la pleine utilisation des approvisionnements extérieurs alternatifs, y compris ceux de l'Afrique, et l'optimisation des infrastructures existantes, notamment les usines de GNL et les installations de stockage existantes.³²⁶

³²⁴ European Commission, "Energy infrastructure priorities for 2020 and beyond - A Blueprint for an integrated European energy network," le 17 Novembre 2010, disponible sur: [http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SPLIT_COM:2010:0677\(01\):FIN:EN:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SPLIT_COM:2010:0677(01):FIN:EN:PDF)

³²⁵ Ibid., pp. 11.

³²⁶ European Commission, *ibid.*, pp. 11.

En outre, un nouveau règlement important sur la sécurité de l'approvisionnement en gaz est entrée en vigueur en Octobre 2010. Elle invite les états membres et les entreprises de gaz à être pleinement préparé en cas de rupture d'approvisionnement, en mettant en place des plans d'urgence clairs et efficaces impliquant toutes les parties concernées dans un esprit de solidarité. En outre, les états membres et les entreprises de gaz sont encouragés à coordonner leurs actions et des plans d'urgence préventifs au niveau régional et européen, tandis que les entreprises devront être en mesure de livrer du gaz pendant au moins 30 jours de demande moyenne ainsi qu'en cas d'une perturbation de l'infrastructure dans les conditions hivernales normales.³²⁷ Le règlement vise à permettre à l'UE de faire face plus efficacement aux interruptions des importations de gaz en favorisant une approche plus coordonnée, afin de garantir un approvisionnement énergétique stable et sûr pour les citoyens de l'UE.

Certains gouvernements sont désireux de libéraliser et intégrer les marchés de l'énergie parce que cela convient à leur cadre national: Au Royaume-Uni, où le marché de l'énergie est largement libéralisé, les opérateurs de marché bénéficieraient de voir ce cadre élargi à l'ensemble du marché unique. Les états avec une forte dépendance des importations de la Russie également profiteraient de la libéralisation et l'intégration des marchés.³²⁸ Pour les autres gouvernements, cependant, les champions nationaux restent un atout précieux, et les offrent la puissance à négocier sur un pied d'égalité avec les exportateurs comme Gazprom.³²⁹ C'est ce qui explique, par exemple, la raison pour la quelle en France, la fusion de Gaz de France et Suez a été soutenue par l'Elysée et elle a bénéficié d'un traitement préférentiel politique.³³⁰ Les problèmes de mise en œuvre du paquet d'énergie et les autres politiques de la Commission illustrent donc qu'il y a une réticence sensible par certains états membres à laisser les questions de l'énergie aux forces du marché à elles seules: parce que les intérêts commerciaux sont souvent guidés par l'objectif de bénéfices économiques à court terme, dans un marché privatisé et libéralisé aucun acteur prend

³²⁷ European Union, "Regulation concerning measures to safeguard security of gas supply," le 20 Octobre 2010, disponible sur: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:295:0001:01:EN:HTML>

³²⁸ Youngs, op.cit., pp. 33.

³²⁹ McGowan, op.cit., pp. 101.

³³⁰ Youngs, op.cit., pp.36.

la responsabilité de la sécurité d'approvisionnement en gaz à long terme.³³¹ Le paradoxe de trouver la libéralisation du marché et le refus au nom de la sécurité énergétique à la fois indique la multiplicité des intérêts derrière l'approche multilatérale de l'UE aux questions d'énergie et aide à comprendre la complexité de forger une politique commune, une question qui sera encore abordé tout au long du chapitre suivant.

d. L'Approche des États Membres

Bien qu'en général, les États membres soient d'accord sur l'agenda énergétique de la Commission, ils restent réticents à concéder la souveraineté en matière d'énergie qui est perçu comme un domaine politique sensible et donc visible au centre des compétences des états membres.³³² La politique énergétique a donc jusqu'à présent été poussée par l'UE à travers les compétences relatives à la politique environnementale et la concurrence sur le marché intérieur où la Commission a été en mesure de faire usage de son esprit d'entreprise politique.³³³ dans ces domaines, les décisions sont essentiellement prises par vote à la majorité qualifiée au Conseil des ministres, alors que les décisions, affectant le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et sur la structure générale de son approvisionnement énergétique, ont besoin de l'unanimité.³³⁴ Les propositions, les initiatives et mesures législatives de la Commission entrent souvent en conflit avec les politiques et pratiques des états-membres individuels. L'objectif de réduire la sensibilité de l'UE à l'un de ses fournisseurs extérieurs a conduit la Commission à définir la diversification des sources d'énergie comme un objectif primaire dans le Livre vert de 2006. Plus précisément, il définit la sécurité énergétique par une garantie que les futurs besoins énergétiques essentiels soient satisfaits par les moyens de partager les ressources énergétiques internes et les réserves stratégiques dans des conditions économiques acceptables et par l'utilisation des sources diversifiées et stables accessibles de l'extérieur. Cependant, la Commission n'a pas le pouvoir d'organiser la politique énergétique de l'UE et de pousser les investisseurs européens et les états

³³¹ Umbach, op.cit., pp. 1230.

³³² Romanova (2008), op.cit., pp. 66.

³³³ Westphal, op.cit., pp. 52.

³³⁴ l'Article 194 du Traité de Lisbon, voir: <http://www.lisbon-treaty.org/wcm/the-lisbon-treaty/treaty-on-the-functioning-of-the-european-union-and-comments/part-3-union-policies-and-internal-actions/title-xxi-energy/485-article-194.html>

membres vers les intérêts communs européens. Ses propositions contrastent fortement avec certaines pratiques des états membres qui préfèrent la dépendance d'un fournisseur unique. Pas étonnant, donc, que l'élaboration des politiques fragmentées dans les questions énergétiques européens entrave la mise en œuvre d'une politique cohérente et efficace dans le secteur de l'énergie. Par conséquent, les plans ambitieux de la Commission n'ont pas été réalisés en raison des réactions des états membres qui sont sceptiques quant aux effets de la libéralisation complète, ce qui a entraîné une libéralisation partielle du marché de l'énergie de l'UE. À l'exception du Royaume-Uni et les états scandinaves qui ont déjà libéralisé leurs marchés de l'énergie avant 1990s, les autres états-membres de l'UE se situent bien plus deçà des attentes. De toute évidence, l'objectif de libéralisation de l'énergie n'est pas encore accompli. Les états qui sont entrés dans l'UE en 2004 sont à la traîne bien derrière, les états baltes ont conservé leurs monopoles d'approvisionnement en gaz de peur de voir les entreprises russes entrer dans leur marché, et en Pologne, le premier fournisseur de gaz privé est entré sur le marché qu'en 2006.³³⁵

L'initiative de la Commission pour briser le monopole des entreprises et permettre l'entrée d'autres acteurs dans le marché visait à renforcer la concurrence et stimuler la croissance économique. Cependant, il s'est avéré contre-productif. Les plus grandes compagnies énergétiques se sont précipitées pour consolider leur emprise sur les marchés à travers les fusions et acquisitions de petites entreprises avec le soutien tacite de leurs gouvernements. Par exemple, les entreprises allemandes RWE et E.ON Ruhrgas ont capturé des parts importantes dans les Balkans et en Europe centrale grâce à l'acquisition des réseaux d'approvisionnement et de distribution.³³⁶ Dans le même temps, les gouvernements européens ont agi pour éviter le transfert des actifs énergétiques domestiques aux mains étrangères. La fusion de Gaz de France-Suez et le rôle de l'état français dans l'affaire est l'exemple le plus révélateur. Enel de l'Italie avait fait une offre d'achat sur l'utilité française Suez. Cependant, la réticence de la France à laisser Suez passer dans les mains étrangères l'a conduit à bloquer la fusion proposée; par la suite, la société publique de Gaz de France est

³³⁵ Arianna Checchi et al. "Long-Term Energy Security Risks for Europe: A Sector-Specific Approach", CEPS Working Document, no. 309, Brussels, 2009, pp. 22-24, disponible sur: <http://aei.pitt.edu/10759/1/1785.pdf>

³³⁶ Konstatntinos Hazakis et Filippos Proedrou, "EU-Russia Energy Diplomacy: The Need for an Active Strategic Partnership," Collège d'Europe, EU Diplomacy Papers, 2/2012, pp. 8, disponible sur: http://aei.pitt.edu/39237/1/edp_4_2012_hazakis_proedrou_0.pdf

intervenir et a fusionné avec Suez. La nouvelle société, dans laquelle l'état français a conservé une minorité de blocage, est née en Septembre 2007 avec le soutien et la bénédiction du président français de l'époque, Nicolas Sarkozy. Cet accord a créé le plus grand acheteur et le vendeur et le plus grand distributeur de gaz naturel de l'Europe, ainsi que le plus grand importateur du gaz naturel liquéfié (GNL) à travers l'Europe.³³⁷ Le Gaz de France-Suez est également la société avec la plus grande capacité de stockage de gaz dans le continent et le cinquième plus grand fournisseur d'énergie électrique dans l'ensemble de l'UE.

Les compagnies d'électricité en Espagne et l'Allemagne ont également suivi le même chemin de renforcer leur emprise sur leurs marchés nationaux avec le soutien tacite de leurs gouvernements. Alors que l'UE appelle à l'eupéanisation et l'internationalisation des entreprises énergétiques afin de promouvoir la concurrence et d'améliorer la fonction du marché intérieur de l'énergie, les gouvernements nationaux sont prêts à empêcher les entreprises étrangères d'avoir accès à leurs marchés nationaux. Le résultat est que le marché européen est actuellement dominé par une poignée de sociétés d'énergie, à savoir GDF Suez de la France, Gazprom de la Russie, E.ON Ruhrgas de l'Allemagne, Eni de l'Italie, Gasunie des Pays-Bas et Norsk-Hydro de Norvège.³³⁸ Une telle concentration de pouvoir attire les allégations des accords secrets entre eux de ne pas entrer dans les marchés de l'un et l'autre. Cela ne laisse pas seulement leurs activités économiques et leurs bénéfices intacts, mais diminue également la concurrence. En même temps, une telle concentration du pouvoir sert d'un obstacle aux nouveaux entrants sur le marché européen de l'énergie. Compte tenu de tous ces faits, la Commission européenne a proposé la séparation de la propriété d'approvisionnement et de réseaux comme une condition nécessaire pour le développement de la concurrence et la création d'un marché libre qui fonctionne bien.³³⁹ La Commission a présenté deux propositions alternatives, en favorisant l'ancienne: la première prévoit la séparation des entreprises qui possèdent des réseaux en deux entités économiques indépendantes: l'un opérateur du système et l'autre producteur et fournisseur d'énergies. La deuxième proposition concerne la

³³⁷ The Telegraph, "Suez and Gaz de France in £47 bn merger," le 3 Septembre 2007, disponible sur: <http://www.telegraph.co.uk/finance/markets/2815018/Suez-and-Gaz-de-France-in-47bn-merger.html>

³³⁸ Konstantinos et Proedrou, op.cit., pp. 9.

³³⁹ Joseph Auer, "EU Energy Policy: High Time for Action!", Deutsche Bank Research, EU Monitor, no. 44, Frankfurt, pp. 6, le 17 Avril 2007, disponible sur: http://www.dbresearch.com/PROD/DBR_INTERNET_EN-PROD/PROD000000000209060/EU+energy+policy%3A+High+time+for+action!.PDF

mise en place d'un gestionnaire de réseau indépendant. Les membres les plus puissants de l'UE, particulièrement la France et l'Allemagne, se sont opposés à ces propositions, en craignant une perte importante de revenus de leurs entreprises et un marché de l'énergie dysfonctionnel. Ils ont plutôt suggéré une troisième voie, qui a finalement été approuvée par la Commission européenne en 2009. En conséquence, les entreprises conserveront la pleine propriété de leurs réseaux. Un gestionnaire de réseau de transport (GRT) serait créé pour surveiller l'accès équitable aux pipelines et à réaliser des investissements de modernisation du réseau si nécessaire. Cet opérateur, contrairement à la deuxième option, resterait dans les mêmes structures de propriété, mais respecterait les conditions de l'UE relatives à l'accès des tiers. Ces évolutions ont conduit à une "version douce de la séparation qui conserve une place importante dans le marché du gaz pour les champions nationaux."³⁴⁰ Le résultat est que la libéralisation n'est pas entièrement utilisée comme un bouclier de protection contre les pratiques et les structures monopolistiques, et la sensibilité de l'UE à l'effet de levier de l'énergie des acteurs extérieurs notamment, la Russie, se perpétue.

Il y a une certaine ironie dans l'absence de compétences au niveau communautaire en matière d'énergie, étant donné que la Communauté européenne du charbon est à la base même du projet européen. Dans le traité de Lisbonne récemment convenu, le concept de "solidarité énergétique" a été inscrit dans un traité de la Communauté pour la première fois. Le traité, cependant, insiste également sur le principe de subsidiarité, et par conséquent, les états membres décident encore leur approvisionnement en énergie respective, comme le fait valoir ci-dessus. Sur un plan pratique, les différentes préférences nationales concernant le "bouquet énergétique" respectif rendent difficile les compétences supranationales et la prise de décision commune dans le domaine de l'énergie ; par exemple, alors que certains états membres s'appuient fortement sur l'énergie nucléaire (comme la France, le Royaume-Uni et la Finlande), d'autres sont très inquiets à propos de cette source d'énergie (par exemple en Autriche, au Danemark et plus récemment l'Allemagne). Les différences similaires peuvent être trouvées à l'égard de l'autonomie nationale sur les sources d'énergie renouvelables. Cette hétérogénéité de la production d'énergie conduit à différents niveaux de vulnérabilité vis-à-vis des fournisseurs extérieurs, et notamment à différents niveaux de la dépendance sur les

³⁴⁰ Filippou Proedrou, **EU Energy Security in the Gas Sector: Evolving Dynamics, Policy Dilemmas and Prospects**, London, Ashgate, 2012, pp. 63.

importations de gaz russe. Youngs catégorise les états membres en trois groupes:³⁴¹ ceux qui ont le plus faible dépendance des importations russes, y compris les pays qui n'importent pas de gaz russe à tous. L'Italie, la France et l'Allemagne constituent le deuxième groupe qui sont médiocrement dépendante, mais les plus grands importateurs de gaz russe en termes absolus. Le troisième groupe englobe les états avec une forte dépendance, et comprend la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie et la Roumanie, qui dépend à 100% du gaz importé de la Russie.

Cela montre que la perception de la Russie comme une menace potentielle n'est pas cohérente entre les états membres. En outre, certains d'entre eux ont une influence considérable dans les négociations avec Gazprom en raison de leur taille de marché, alors que d'autres ne l'ont pas. Pour les plus grands, l'énergie est souvent une partie de leur politique étrangère bilatérale envers la Russie, donc, les accords énergétiques de champions nationaux peuvent être liées à d'autres accords sur la politique étrangère,³⁴² qui révèle l'importance de bonnes relations personnelles entre les dirigeants européens et le président de la Fédération Russe, un héritage de la présidence Poutine.³⁴³ Gerhard Schröder, Silvio Berlusconi et Jacques Chirac sont d'excellents exemples de politiciens qui ont développé une relation personnelle avec Poutine au détriment de l'unité au sein de l'UE.³⁴⁴ Ainsi, comme la dépendance aux importations russes et la perception de la Russie comme une menace potentielle pour la sécurité énergétique, les relations politiques des différents états membres avec le Kremlin varient considérablement; tous les états ne voient pas la nécessité de se protéger avec une politique énergétique extérieure commune.³⁴⁵ La Russie est donc en mesure de conclure des contrats à long terme dans les accords bilatéraux avec les états membres individuels, notamment entre Gazprom et les champions nationaux respectifs des principaux importateurs nets européens: EON Ruhrgas en Allemagne jusqu'en 2035, Gaz de France-Suez de France jusqu'en 2030 et ENI de l'Italie jusqu'en 2035.³⁴⁶ Ces accords donnent la Russie un avantage dans les négociations

³⁴¹ Youngs, op.cit., pp. 79-80.

³⁴² David Buchan, **Energy Policy: Sharp Challenges and Rising Ambitions**, dans: H. Wallace et al. (eds.) *Policy-Making in the European Union* 6^{ème} édition, Oxford: Oxford University Press, pp. 370.

³⁴³ Light, op.cit., pp. 25.

³⁴⁴ Barysch, op.cit., pp. 2.

³⁴⁵ Umbach, op.cit., pp. 1237.

³⁴⁶ Kirchner & Berk 2010, op.cit., pp. 868.

avec l'UE, et à l'heure actuelle permettent à Gazprom de maintenir la coopération énergétique avec l'UE en grande partie à ses propres conditions.

Le gazoduc Nord Stream constitue un bon exemple de cette situation. Une initiative du gouvernement Schröder en Allemagne, Nord Stream transporte du gaz de Vyborg en Russie à Greifswald en Allemagne à travers un pipeline sous-marin, en contournant tous les pays de transit. Bien que le pipeline soit soutenu par l'UE au niveau stratégique en raison de sa diversification des voies de transport du gaz russe vers l'Europe, il renforce incontestablement la dépendance de l'UE du gaz en provenance de la Russie et est en outre très problématique au niveau régional. Nord Stream a été construite en dépit des préoccupations environnementales énoncées par la Finlande et la Suède, ce qui a produit un conflit entre l'Allemagne et ces états.³⁴⁷ Le gazoduc contourne également la Pologne et les états baltes, en leur infligeant une perte de recettes de transport. En outre, alors que ces pays cherchent à renforcer leur sécurité énergétique à travers la dépendance russe du transit par leur territoire, ils ont perdu un atout central sur leur négociation du prix du gaz avec la Russie à l'avenir. Par conséquent, les accords bilatéraux augmentent la dépendance de l'UE sur les importations de gaz russe en fragmentant les tentatives de créer des marchés de l'énergie compétitifs. Sur le plan extérieur, ils sapent considérablement la possibilité d'établir une politique européenne cohérente vis-à-vis de la Russie et endommagent la solidarité de l'UE, en laissant chaque état dans une position de plus en plus vulnérable. Par conséquent, dans un cercle vicieux, alors que les états doivent veiller à leur sécurité énergétique respective en absence d'une politique européenne de l'énergie fonctionnelle, un tel unilatéralisme mine actuellement l'élaboration d'une approche commune.

2. La Perspective Russe: Réalisme Géopolitique

Ce chapitre aborde l'approche russe à la coopération énergétique avec l'Union européenne. Tout en présentant la dynamique politique et économique dans laquelle la politique énergétique russe est enracinée, il sera fait valoir que le réalisme géopolitique autant que les incitations économiques entraînées par les conditions nationales ont un rôle définitif dans la formulation de la politique énergétique de

³⁴⁷ Light, op.cit., pp. 19.

pays vis-à-vis de l'UE. À la première partie, un cadre néo-réaliste sera appliqué pour analyser le contrôle de l'état russe sur les ressources énergétiques et son utilisation géopolitique de ces ressources. Par la suite, l'importance de la politique de l'énergie pour le rétablissement de la Russie après la crise économique de la fin des années 1990 et son importance pour son image aujourd'hui en tant que pôle de puissance dans la sphère internationale sera examinée, tout en affirmant que cela semble rendre improbable un engagement au cadre proposé par l'UE sur la coopération de l'énergie. En fin de compte, les stratégies énergétiques russes de “diviser et régner” et ses efforts visant à entraver les efforts de diversification de l'UE afin de protéger sa position de marché sur le continent seront traitées avec un accent particulier sur la bilatéralisation par la Russie de ses relations énergétiques avec l'Europe.

a. La “Politique de Pouvoir” Russe

Le refus de la Russie de s'engager dans une approche normative à la coopération énergétique et son rejet de régimes multilatéraux tels que le TCE signifie une focalisation exclusive sur l'intérêt national dans un environnement que la Russie perçoit comme hostile à ses intérêts, et est donc souvent perçu à travers le prisme de la théorie néo-réaliste.³⁴⁸ Selon le néo-réalisme, les États sont les principaux acteurs dans un domaine international caractérisé par un état d'anarchie, aucune autorité centrale n'applique les règles. Le système international est donc compétitif, un système d'auto-assistance dans laquelle les états luttent pour leur survie. Le principal objectif des États est d'accéder au pouvoir et d'assurer leur intérêt national, en minimisant la perte de pouvoir et d'influence à travers un comportement rationnel. Dans ce système anarchique, l'incertitude et l'instabilité peuvent être limités par la réalisation d'un équilibre des pouvoirs, selon Waltzian néo-réalisme.³⁴⁹ Comme l'hégémonie est perçue comme un danger sur le plan international, il est essentiel d'équilibrer les états avec une demande potentielle pour hégémonie. En conséquence, il a été soutenu que “la Russie se considère comme un pôle dans le monde multipolaire, caractérisé par une interaction basée sur les intérêts et par la nécessité d'équilibrer les autres pôles afin de veiller à ce qu'aucun d'entre eux devienne trop

³⁴⁸ Michael Emerson, “What to do about Gazprom’s Monopoly Power?” Centre for European Policy Studies, Janvier 2006, disponible sur: <http://www.ceps.eu/files/old/NW/NWatch12.pdf>

³⁴⁹ Kenneth Waltz, **Theory of International Politics**, New York: Random House, 1979, pp. 117.

forte."³⁵⁰ Le refus russe d'adopter l'approche de l'UE à la coopération énergétique peut donc être interprété comme une approche à somme nulle à la politique de l'énergie dans la région eurasiennne.³⁵¹ Donc, Il semble y avoir une forte dimension géopolitique de la politique énergétique russe que l'approche libéraliste de l'UE ne parvient pas à éliminer: l'utilisation de l'énergie comme un outil de politique étrangère, ce qui est un résultat du contrôle de l'état sur le secteur énergétique.

La présidence de Vladimir Poutine est particulièrement associée avec le réalisme géopolitique.³⁵² Alors que la libéralisation des marchés du gaz et de l'énergie est poussée dans l'UE, notamment après le tournant de 2006, ce processus a été interrompu et s'est même inversée dans la Fédération de Russie. Avec l'objectif déclarée de Poutine de mettre en place la Russie en tant que superpuissance de l'énergie dans la sphère internationale, l'influence et le contrôle étatique sur le secteur de l'énergie ont été renforcées à travers une série d'initiatives législatives inversant en grande partie la privatisation du secteur de l'énergie des années 1990. Cela a parfois été réalisé d'une manière extrêmement douteuse, pour lequel le cas de Ioukos, la compagnie pétrolière, peut-être l'exemple le plus tristement célèbre.³⁵³ Sous Poutine, les dirigeants des plus grandes compagnies énergétiques de la Russie ont été dotés des "personnalités de l'administration présidentielle," ce qui est révélateur de la relation entrelacés du Kremlin et le secteur énergétique russe. En 2007, la réglementation anti-monopole russe a été supprimée, ce qui a permis au Kremlin d'acquérir également des parts importantes dans les principaux producteurs de gaz privés restants, notamment Itera et Novatek, par Gazprom. Par conséquent, alors que le secteur du gaz en Russie implique indiscutablement un large éventail d'acteurs, y compris les différents ministères du gouvernement fédéral, les administrations régionales et les assemblées législatives, les compagnies d'énergie, et d'autres entreprises et les acteurs financiers, il est l'administration présidentielle qui a établi un contrôle dominant sur l'exploration et le transport du gaz par le territoire russe.³⁵⁴

³⁵⁰ Romanova (2008), op.cit., pp 192.

³⁵¹ Stanislav Tkachenko, **Actors in Russia's Energy Policy towards the EU**, dans: P. Aalto (ed.) *The EU-Russian Energy Dialogue: Europe's Future Energy Security*, Hampshire: Ashgate, 2008, pp. 192.

³⁵² Valentina Feklyunina, "The Great Diversification Game: Russia's Vision of the European Union's Energy Projects in the Shared Neighbourhood," *Journal of Contemporary European Research*, No. 4, Vol. 2, pp.130

³⁵³ Morozov, op.cit., pp.51.

³⁵⁴ Tkachenko, op.cit., pp.163.

Il a été en mesure de le faire principalement par le Gazprom. Alors que Gazprom prétend être purement commercial, il est décrit par les critiques comme quelque chose de semblable à un ministère des Affaires étrangères, "un gouvernement parallèle" ou même comme "synonyme avec le Kremlin".³⁵⁵ Bien que la direction routine de Gazprom et de ses quelque 170 filiales restent dans les mains des gestionnaires plutôt que des bureaucrates, les décisions stratégiques de Gazprom sont déterminés au niveau politique le plus élevé en Russie.³⁵⁶ Poutine en outre a changé la direction de Gazprom et nommé Alexeï Miller - un ami personnel et un ancien membre de l'administration de Saint-Pétersbourg - comme chef de la direction.³⁵⁷ Ce contrôle politique sur Gazprom, et le monopole de l'entreprise sur l'extraction et le transport du gaz à la fois, semble fournir le Kremlin d'un outil efficace de politique étrangère. Alors que l'UE insiste sur une approche dépolitisée des relations énergétiques, le ministère russe de l'énergie affirme franchement que les ressources énergétiques sont un "instrument de la politique intérieure et étrangère," qui souligne l'incompatibilité des approches européennes et russes pour le secteur du gaz. Le Kremlin a sans doute utilisé des exportations de gaz comme un moyen de s'affirmer dans son proche voisinage à plusieurs reprises depuis la fin de l'URSS, avant même la crise de 2006.

Les réductions de l'approvisionnement en gaz ont été utilisées par Moscou contre les pays baltes lors d'un conflit sur les minorités russophones et les installations militaires russes sur le territoire Baltique en 1992-93; au début des années 1990, les interruptions de gaz ont également été utilisées lors d'un conflit avec l'Ukraine sur la flotte de la mer Noire. Dans l'ensemble, il semble y avoir une corrélation directe entre les prix du gaz payés par les états dans le voisinage immédiat de la Russie et de leur orientation politique respectif.³⁵⁸ La politique énergétique russe peut donc, au moins en partie, être considérée comme une tentative de préserver le pouvoir au sein d'un espace naturel d'influence, les pays de l'ancienne URSS et du Pacte de Varsovie. Dans ce contexte, la perception russe de l'implication de l'UE en Europe de l'Est est celle d'une menace croissant sur son influence dans cette région, notamment depuis la Révolution Orange en Ukraine.³⁵⁹ En effet, l'UE

³⁵⁵ Light, op.cit, pp. 18.

³⁵⁶ Westphal, op.cit., pp. 54.

³⁵⁷ Tkachenko, op.cit., pp. 185.

³⁵⁸ Ibid., pp. 6509.

³⁵⁹ Feklyunina, op.cit., pp. 137.

s'est au cours des deux dernières décennies engagée dans une sphère où la Russie a auparavant dominé politiquement et économiquement: par conséquent, l'ensemble de l'ex-Pacte de Varsovie et les états baltes sont aujourd'hui incorporés dans l'OTAN et l'UE, ou dans son cadre politique de voisinage. La Russie a donc perdu beaucoup de poids dans cette région. Alors que la puissance dure de Moscou en provenance de sa puissance économique et militaire a diminué dans les années 1990, il avait peu à offrir en termes de puissance douce pour rivaliser avec les gains économiques et la sécurité offerte par Euroatlanticism.³⁶⁰ Les tentatives de l'UE à convaincre les pays de la région du Caucase à s'inscrire à son ordre du jour économique et normatif sont contraires aux ambitions régionales de la Russie. Comme le souligne Michael Margelov, membre de l'Assemblée fédérale russe, le Caucase du Sud et l'Asie Centrale sont les "zones d'intérêt historique russe" et ne devraient donc pas devenir des "trous noirs stratégiques" ou être "perdu à l'influence géopolitique des autres états."³⁶¹ Les développements dans le voisinage commun semblent donc être perçus selon une logique à somme nulle, ce qui signifie que "toute augmentation de l'influence de l'UE est perçue comme un facteur à diminuer l'influence russe."³⁶²

Il faut cependant noter que l'UE elle-même a parfois assez activement, provoqué cette impression avec la rhétorique dure sur le projet du "Corridor du Sud" et notamment le gazoduc "Nabucco" qui est clairement conçu contre Gazprom. Les efforts de diversification de l'UE ont encouragé la Russie à ressortir à une tactique communément dénommée "diviser et régner" qui sape l'unité au sein de l'UE par la signature d'accords bilatéraux avec les états membres individuels.³⁶³ En réponse au projet du Corridor du Sud, la Russie a lancé son projet South Stream, un gazoduc en concurrence directe avec Nabucco et, a choisi le champion national italien ENI en tant que co-contractant du projet en 2007. South Stream pourrait canaliser le gaz russe vers l'UE, en ciblant les mêmes pays consommateurs d'Europe centrale que Nabucco tout en envisageant les dates d'achèvement similaires (autour de 2015),³⁶⁴ La Bulgarie et la Grèce à la fois ont signé des accords avec Gazprom pour assurer

³⁶⁰ Edward Lucas, **The New Cold War: Putin's Russia and the Threat to the West**, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2008, pp. 131.

³⁶¹ Smith Stegen, op.cit., pp. 6507.

³⁶² Light, op.cit., pp. 15.

³⁶³ Umbach, op.cit., 1237.

³⁶⁴ Euractiv, "Europe's southern gas corridor: The great pipeline race," le 11 Octobre 2010, disponible sur: <http://www.euractiv.com/energy/europes-southern-gas-corridor-great-pipeline-race-linksossier-498558>

leur approvisionnement en énergie à travers une partie de South Stream. Ce pipeline sera le premier à être contrôlé par Gazprom sur le territoire de l'UE.³⁶⁵ De même, en Mars 2007, la Russie a accepté un accord bilatéral, selon laquelle la Hongrie assure ses besoins énergétiques nationaux à moyen terme par gazoduc Blue Stream de Gazprom, un autre projet concurrent de Nabucco. En réponse aux critiques de la part de l'UE sur cet accord, la Hongrie a répondu qu'en absence d'une véritable solidarité ou véritable engagement pour une politique commune de l'énergie, il a dû sécuriser ses approvisionnements énergétiques vitaux de façon unilatérale, qui résume comment la stratégie de “diviser et regner” de la Russie est capable de travailler.³⁶⁶ Les frontières entre la politique énergétique russe et les intérêts politiques sont donc floues et parfois apparemment inexistantes. Pourtant, une seule concentration sur la géopolitique n'explique pas suffisamment la complexité des dynamiques inhérentes à la politique énergétique russe, comme l'économie d'énergie semble inextricablement liée aux ambitions politiques du Kremlin.

L'importance du secteur de l'énergie pour le redressement économique de la Russie et pour l'état russe rend improbable la pleine application des règles d'un marché libéralisé dans ce secteur. Après la crise financière de 1998, les revenus de l'énergie ont été la clé de la reprise de l'économie russe et donc permet la montée de la position confiante et assurée de la Russie dans la sphère internationale.³⁶⁷ Les revenus de l'énergie ont aussi permis à l'Etat russe de rembourser toute la dette extérieure soviétique et post-soviétique, d'agrandir le fonds de stabilisation du pays et les réserves de devises de la Banque centrale de la Russie et de maintenir un budget non-déficitaire depuis de nombreuses années, ce qui en retour lui a offert l'indépendance de prêteurs étrangers et leur conditionnalité.³⁶⁸ Par conséquent, “d'une façon ou d'une autre, l'ensemble de la population russe, la communauté d'affaires, et les autorités fédérales et régionales bénéficient du secteur de l'énergie nationale,”³⁶⁹ ce qui met en évidence pourquoi les ressources énergétiques ne sont pas considérées comme une marchandise ordinaire qui peut être traitée en fonction des dynamiques de marché. Poutine et son ministre de l'énergie soulignent donc en

³⁶⁵ Youngs, op.cit., pp. 86.

³⁶⁶ Ibid., pp. 86.

³⁶⁷ Jeronim Perovic, **Russian energy power, domestic and international dimensions**, dans: J. Perovic, R.W. Orttung, and A. Wenger (eds.) *Russian Energy Power and Foreign Relations: Implications for conflict and cooperation*, London: Routledge, 2009, pp.1.

³⁶⁸ Tkachenko, op.cit., pp. 164.

³⁶⁹ Ibid., pp. 164.

ce qui concerne le TCE que Moscou a signé le traité à un moment où la Russie était économiquement faible, mais que le TCE n'est plus aujourd'hui une option, car elle est "unilatérale" et fondé sur les règles internes de l'UE.³⁷⁰ Alors que dans les années 1990, la Russie a dû accepter le ton didactique et souvent paternaliste de l'UE, aujourd'hui avec sa nouvelle affirmation de soi, le Kremlin rejette consciemment les tentatives visant à attirer la Russie dans un cadre étranger. Les politiques énergétiques monopolistiques de la Russie sont donc autant vitales pour les bénéfices matériels de la Russie que pour son image de soi en tant que pôle de puissance dans le domaine international, ce qui suggère que l'UE a peu de choses à offrir à Moscou pour l'inciter à s'inscrire à un cadre qui porterait atteinte directement à l'hégémonie énergétique russe.

Pour comprendre les politiques énergétiques extérieures russes, il faut aussi apprécier le contexte national. Les affaires d'énergie sont politisées en Russie; cela est dû à l'engagement de la fourniture de gaz à des prix fortement subventionnés. Alors que le gaz représente plus de la moitié de la consommation d'énergie domestique, Gazprom doit, par la loi fédérale, assurer l'approvisionnement de la consommation des ménages et des industries nationales. Par conséquent, plus de deux tiers de gaz produit chaque année sont utilisés localement par les ménages, l'industrie, les transports et le chauffage. Grâce à un système de double tarification, les fabricants nationaux et les ménages sont fortement subventionnés, qui paient seulement un cinquième des prix européens.³⁷¹ Cette politique se fonde sur la perception du gaz comme un droit plutôt qu'un bien commercial au sein de la Fédération de Russie et, par conséquent, le gaz pas cher achète dans une certaine mesure "la paix sociale" dans de nombreuses régions de la Russie.³⁷² Toutefois, les subventions intérieures sont une obligation très coûteuse pour Gazprom, ce qui est aggravée par l'économie d'intensité accrue énergétique de la Russie et de la consommation intérieure. En conséquence, la politique énergétique est également très politisée sur le plan extérieur, où Gazprom a besoin de gagner des revenus qui peut compenser sa perte de production dans le marché intérieur. Cette situation est

³⁷⁰ Monaghan, op.cit., pp. 40.

³⁷¹ Heiko Pleines, **Developing Russia's oil and gas industry: what role for the state?**, dans: J. Perovic, R.W. Orttung, and A.Wenger (eds.) *Russian Energy Power and Foreign Relations: Implications for conflict and cooperation*. London: Routledge, 2009, pp.80.

³⁷² Pol-Henry Dasseleer, "Gazprom: l'idéalisme européen à l'épreuve du réalisme russe," Paris: L'Harmattan, 2009, pp. 50.

susceptible de persister pendant un certain temps à venir, car des tentatives de réformer le marché intérieur du gaz et de l'énergie en Russie se sont avérées difficiles. Les politiques extérieures de la Russie sont donc aussi déterminées par les besoins de Gazprom d'équilibrer ses pertes dans le marché intérieur.

b. La Bilateralisation des Relations Énergétiques: “Diviser et Régner”

Conformément à son approche réaliste auprès des relations internationales, la Russie préfère traiter avec ses partenaires sur une base bilatérale. La préférence pour le bilatéralisme est l'un des problèmes structurels sous-jacents de la relation énergétique UE-Russie.³⁷³ En conséquence de son point de vue des relations internationales, la Russie contourne Bruxelles dans ses relations énergétiques avec l'Europe; le président du Comité de la Douma sur les relations internationales a déclaré en 2007 que “nous sommes malades et fatigués de traiter avec les bureaucrates de Bruxelles ... l'UE n'est pas une institution qui contribue à notre relation, mais une institution qui ralentit le progrès.”³⁷⁴ La préférence russe pour le bilatéralisme est renforcée par l'incapacité de l'UE à construire une politique commune en matière de sécurité énergétique, ce que le Kremlin interprète comme une “manifestation de sa faiblesse systémique.”³⁷⁵ Donc, Moscou a saisi l'occasion qui lui est présentée à exacerber la fracture sur les questions énergétiques entre les états membres de l'UE. Dans ce que les commentateurs ont surnommé la stratégie “diviser et régner,” Moscou instrumentalise Gazprom dans la mise en place des accords bilatéraux avec les pays de l'UE, ce qui élargit la division entre les états membres, tout en augmentant la dépendance générale européenne du gaz russe.³⁷⁶

L'aspect le plus important de la stratégie de “diviser et régner” de Moscou a été la bilatéralisation des relations avec trois de “Grand-Quatre” de l'UE.³⁷⁷ Grâce aux efforts de Poutine de maintenir des relations personnelles étroites avec les

³⁷³ Light, op.cit., pp. 24-25.

³⁷⁴ Mark Leonard et Nicu Popescu, “A Power Audit of EU-Russia Relations,” Londres, European Council of Foreign Relations, Novembre 2007, pp. 14, disponible sur: http://ecfr.3cdn.net/1ef82b3f011e075853_0fm6bphgw.pdf

³⁷⁵ Keith Smith, “Russia and European Energy Security: Divide and Dominate,” Washington D.C., Center for Strategic and International Studies, Octobre 2008, pp. 2, disponible sur: http://csis.org/files/media/csis/pubs/081024_smith_russiaeuroenergy_web.pdf

³⁷⁶ Zeyno Baran, “EU Energy Security: Time to End Russian Leverage,” *The Washington Quarterly*, No. 30, Vol. 4, 2007, pp. 137.

³⁷⁷ Light, op.cit., 25.

dirigeants de la France, l'Allemagne et l'Italie, Moscou a réussi à construire un club exclusif composé de pays qui se sont tous considérés comme des “petites grandes puissances” et avaient donc un “droit inné” de négocier des accords en dehors des auspices de l'UE. En effet, comme Smith le souligne,³⁷⁸ la troïka des dirigeants de la France, l'Italie et l'Allemagne, d'une manière assez egoïste, ont souvent rencontré avec le président Poutine afin de décider entre eux les principales politiques russo-européennes, en renforçant ainsi l'incapacité de l'Europe à créer une politique unifiée vers Moscou." Ces relations privilégiées ont systématiquement négligé les agendas communs de l'UE, en faveur des acquis nationaux. Dans le domaine de l'énergie, en plus d'avoir l'appui des gouvernements français, italien et allemand pour l'augmentation des accords bilatéraux conclus entre Gazprom et les champions nationaux énergétiques des pays respectifs, Moscou a réussi à obtenir, grâce aux groupes d'intérêt amicales bénéficiant financièrement de leurs liens formels et informels à Gazprom, le soutien des milieux financièrement et politiquement influents, pour ses politiques énergétiques.³⁷⁹

Le plus important des relations privilégiées est la relation entre la Russie et l'Allemagne, étant enracinée dans les relations économiques de longue date entre les deux pays. L'Allemagne était le partenaire commercial le plus important de la Russie d'avant la Première Guerre mondiale, pendant toute la période de l'entre-deux-guerres et pendant la guerre froide. Actuellement, l'Allemagne est le plus grand partenaire commercial de la Russie, son plus grand créancier international et une importante source d'investissements en Russie. La relation énergétique des deux pays a débuté dans les années 1970 et était un élément stratégique dans la détente.³⁸⁰ L'approche allemande envers la Russie après la deuxième guerre mondiale a été caractérisée par un degré de culpabilité et le désir résultant d'assumer le rôle de médiateur entre l'Occident et l'Orient, mais elle a également été caractérisée par *Sonderweg*, une stratégie qui a conduit l'Allemagne à suivre un chemin unique dans l'histoire européenne, dont la poursuite peut encore être trouvée aujourd'hui dans la manière unilatérale que l'Allemagne poursuit dans ses relations avec la Russie.³⁸¹ Dans les années 2000, les dimensions politiques et économiques de la relation

³⁷⁸ Smith, op.cit., pp. 3.

³⁷⁹ Pavel Baev, **Russian Energy Policy and Military Power**, London, Routledge, 2008, pp. 123.

³⁸⁰ Helm, op.cit., pp. 35.

³⁸¹ Lucas, op.cit., pp. 171.

énergétique russo-allemande sont devenues de plus en plus imbriquées alors que les politiques énergétiques allemands ont de plus en plus satisfait les intérêts commerciaux spécifiques plutôt que les intérêts de sécurité, ce qui reflète la non-securitisisation générale de la sécurité énergétique en Allemagne.³⁸²

Le secteur allemand de l'énergie a de loin la relation la plus étroite avec son homologue russe comparé aux les autres états membres de l'UE.³⁸³ Le champion national gazier E.ON Ruhrgas est le plus grand actionnaire étranger de Gazprom avec le contrôle de 6,5% de ses actions et les dirigeants des deux entreprises siégeant dans les conseils d'administration de l'un et l'autre.³⁸⁴ E.ON Ruhrgas et d'autres sociétés d'énergies allemandes ont obtenu l'accès au "secteur stratégique" de la Russie, où peu d'autres entreprises occidentales sont autorisées à fonctionner. Par exemple, E.ON Russia, dont 78.3% des actions appartiennent à E.ON, a cinq installations d'énergie thermique en Russie, avec la puissance totale installée de 10,296 MW qui equivaut à 5 % de la capacité de production totale de RAO UES, la compagnie publique russe d'électricité. Ce traitement spécial est accordé aux sociétés énergétiques allemandes est une conséquence directe de la relation personnelle très étroite entre le président Poutine et l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder. Une relation gagnant-gagnant, surnommé par Lucas comme "l'alliance diplomatique le plus célèbre dans l'histoire moderne de l'Europe" a servi le désir de Schröder à prendre le rôle de premier plan dans les relations de l'Occident avec la Russie tout en accordant Poutine les canaux étroits à l'Allemagne, qui sont considérés comme la "porte ouvert" à l'Europe assurant le président russe le soutien du gouvernement allemand pour des politiques plus larges de Moscou vers l'Europe.³⁸⁵ Selon Westphal,³⁸⁶ le gouvernement Schröder a fonctionné comme un interlocuteur dans la relation UE-Russie, en avançant la coopération plus haute dans le domaine de l'économie et le commerce sur l'ordre du jour. La politique allemande envers la Russie s'explique par le fait que ses intérêts économiques nationaux ont déterminé l'approche générale des gouvernements Schröder, en effet, le nationalisme économique allemand a dicté non seulement les relations bilatérales russo-

³⁸² John Duffield, "Germany and Energy Security in the 2000s: Rise and Fall of a Policy Issue?," *Energy Policy*, No. 37, Vol. 11, 2009, pp. 4285.

³⁸³ Smith, *op.cit.*, pp. 14.

³⁸⁴ Westphal, *op.cit.*, pp. 102.

³⁸⁵ Lucas, *op.cit.*, pp. 166

³⁸⁶ Westphal, *op.cit.*, pp. 105.

allemandes, mais aussi l'approche que l'Allemagne voulait que l'UE adopte envers la Russie.³⁸⁷ Au cœur du nationalisme économique allemand se trouvent les intérêts de des champions nationaux de l'énergie. E.ON Ruhrgas, a un intérêt stratégique dans les relations étroites avec Gazprom qui lui offre l'opportunité d'accès aux ressources énergétiques russes, et il est capable de renforcer ses positions au niveau national aussi qu'au niveau international en tant que distributeur de gaz russe fourni. En raison du soutien fort public pour les champions nationaux de l'énergie, l'Allemagne est généralement considéré comme le principal adversaire et obstacle à l'adoption d'une politique cohérente en matière de sécurité énergétique de l'UE.³⁸⁸

Le deuxième plus grand partenaire de la Russie en Europe, l'Italie aussi mené une coopération de grande échelle avec la superpuissance énergétique dans les marchés européennes et russes à la fois, allant de coopération dans l'exploration et développement des champs gazières jusqu'à la construction conjointe des nouveaux pipelines. Dans le cadre de la coopération étroite entre les deux pays, Eni, la plus grande société d'énergie italienne, a développé des relations complètes avec ses homologues russes depuis longtemps. Gazprom et ENI ont mis en œuvre conjointement le projet Blue Stream au sein de leur alliance stratégique basé sur l'accord signé en 1998. Le système de pipeline est exploité par une entreprise russo-italienne appelé le Blue Stream Pipeline Company. La capacité du gazoduc est divisée entre Gazprom et ENI sur une base 50-50. En 2010, le pipeline a atteint sa capacité prévue de 16 milliards de mètres cubes.³⁸⁹ La société a renouvelé son vaste contrat de 2006 avec le géant russe Gazprom comprenant des plans pour construire conjointement le gazoduc South Stream à travers la mer Noire, ainsi que la coopération dans le forage, le transport et la formation du personnel. Les plans pour le gazoduc South Stream poursuivent, avec la première phase prévue à être opérationnelle en 2015, allant de la Russie sous la mer Noire à travers les Balkans en Italie. En outre, la société conjointe italo-russe, SeverEnergia continue à exploiter les installations en Sibérie occidentale, la source de la plupart de la production de gaz de la Russie.³⁹⁰ L'énergie et le commerce des ressources naturelles avec la Russie a aussi été un facteur majeur dans le marché domestique de l'Italie depuis les années

³⁸⁷ Ibid., pp. 106.

³⁸⁸ Smith, op.cit., pp. 14.

³⁸⁹ Gazprom-Export, "Partners: Italy," disponible sur: <http://www.gazpromexport.ru/en/partners/italy/>

³⁹⁰ Grec Caramenico, "Italy-Russia Energy Partnership Deeper Than Berlusconi," World Politics Review, le 27 Juin 2011, disponible sur: <http://www.worldpoliticsreview.com/articles/7686/italy-russia-energy-partnership-deeper-than-berlusconi>

1960, et a persisté depuis. Eni a travaillé en collaboration avec l'URSS pour fournir du gaz à l'Italie à travers le gazoduc trans-austrien qui traverse l'Autriche et les Alpes dont le premier contrat a été signé avec Gazprom en 1969.

Les relations entre la France et la Russie sont aussi remarquables que celles de l'Allemagne et l'Italie. Cependant, en termes d'échanges commerciaux, la coopération russo-française est en retard sur ses "analogues" russo-allemands. En matière d'échanges commerciaux, la France est le huitième fournisseur mondial et le troisième fournisseur européen de la Russie derrière l'Allemagne et l'Italie avec des échanges qui se sont élevés à 21,3 milliards d'euros en 2011. 89 % des exportations russes vers la France sont des hydrocarbures équivalents à 12,3 milliards d'euros.³⁹¹ Il y a eu une coopération mutuellement avantageuse entre la Russie et la France pour la fourniture de gaz naturel depuis plus de 35 ans. Pendant ce temps, la France a importé plus de 315 milliards de mètres cubes de gaz russe. Il existe actuellement trois contrats à long terme entre Gazprom Export et GDF Suez pour la fourniture de gaz russe à la France. Les deux premiers contrats ont été signés à la fois le 3 Septembre 1975 et fourni gaz à la frontière slovaque-autrichienne. Dans le cadre du projet "tuyaux contre gaz", le troisième contrat a été signé le 28 Octobre 1983 pour la livraison de gaz à la frontière tchéco-allemande. Le 19 Décembre 2006, Gazprom Export et GDF Suez ont signé un important paquet d'accords commerciaux qui comprenait l'extension des contrats existants jusqu'en 2031 avec la vente de nouveaux volumes à travers le gazoduc Nord Stream.³⁹² La participation des compagnies françaises GDF Suez et EDF dans les projets gaziers Nord Stream et South Stream tout comme la prise de participation de Total au capital du russe Novatek constituent aussi un socle solide pour les relations économiques russo-françaises. En juin 2012, le producteur d'énergie français, Total a racheté des actions supplémentaires dans Novatek, le deuxième plus grand producteur de gaz naturel de la Russie, portant ainsi sa participation à 15,16 pour cent en échange d'environ 800 millions de dollars.³⁹³ Novatek, dont 10 pour cent des actions est détenu par Gazprom, produit du gaz naturel pour le marché intérieur russe et a des liens étroits

³⁹¹ Le Ministère des Affaires Étrangères Française, "La France et la Russie," disponible sur: <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/russie/la-france-et-la-russie/>

³⁹² Gazprom-Export, "Partners: France," disponible sur: <http://www.gazpromexport.ru/en/partners/france/>

³⁹³ Stephen Bierman, "Total Buys Stock in Russia's Novatek, Raising Stake to 15.2%," Bloomberg News, le 14 Juin 2012, disponible sur: <http://www.bloomberg.com/news/2012-06-14/total-buys-shares-in-russia-s-novatek-increasing-stake-to-15-2-.html>

avec le Kremlin. Ayant une capacité de production de 38 milliards de mètres cubes par an, la société fournit environ 13% du marché national. Total est également l'un des principaux actionnaires des projets de Yamal GNL et Chtokman GNL qu'une fois mis en service on s'attend à produire 35 milliards de mètres cubes du gaz naturel dans la première phase.

La combinaison de la relation énergétique bilatérale de la Russie avec les trois du "Grand Quatre" européen et l'absence d'une approche cohérente de l'UE ont permis à Moscou de bloquer de façon préventive toutes les tentatives de diversification européennes sous la forme de construction des pipelines alternatives qui coulent de la mer Caspienne et en Asie centrale directement vers l'Europe. L'exemple le plus poignant de la stratégie russe de défier directement les alternatives que l'UE a planifiées est la tentative de Moscou de torpiller le projet de gazoduc Nabucco, qui avait été conçu pour transporter le gaz de la mer Caspienne, en particulier l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, directement vers l'Europe via la Turquie, la Bulgarie, Roumanie, la Hongrie et l'Autriche. Parce que le projet menaçait le monopole de Gazprom en Europe, Moscou a lancé une vaste campagne à le saper en proposant un alternatif pipeline imitant le tracé de Nabucco. L'alternative russe proposée, le gazoduc South Stream fonctionne sous la mer Noire et à travers les Balkans, l'Italie, l'Hongrie et l'Autriche, et serait construit conjointement avec ENI, le champion national italien. En raison de sa traversée de la Mer Noire, il est estimé que le projet va coûter au moins deux fois plus que Nabucco, ce qui indique une fois encore que le projet est basé sur les intérêts géopolitiques plutôt que commerciaux. L'importance pour Moscou d'éliminer le Nabucco a été traduit par le fait que Poutine s'est réuni personnellement avec ses homologues dans les pays de transit pour faire pression pour le South Stream.³⁹⁴ Dans ce contexte, l'Autriche et l'Hongrie, les deux pays où le Nabucco est prévu à prendre fin, ont joué un rôle décisif. La Hongrie a été le premier à apporter son soutien à South Stream en 2007, après les promesses russes de faire du pays une plaque tournante pour le gaz russe exporté dans la région. Dans une remarque reflétant la dynamique générale de la relation énergétique UE-Russie, le Premier ministre hongrois, a été cité disant en Mars 2007 "qu'alors que le Nabucco reste un simple projet, l'alternative russe a été soutenu par une très forte volonté et un très fort pouvoir d'organisation... Nous n'avons pas besoin de rêves.

³⁹⁴ Ibid., pp. 138.

Nous avons besoin de projets."³⁹⁵ L'Autriche a emboîté le pas au début de 2008 par la signature d'importants accords énergétiques à long terme avec la Russie, y compris un accord pour vendre Gazprom une participation de 50% dans la plaque tournante gazier de Baumgarten, un terminal de transit pour environ un tiers de toutes les livraisons de gaz russe à l'UE.³⁹⁶

Gazprom espère terminer South Stream en 2015. Le gazoduc contournera également la Biélorussie, l'Ukraine, la Pologne et d'autres pays d'Europe centrale. En mai 2009, ENI et Gazprom ont convenu d'étendre la capacité du gazoduc South Stream à 63 milliards de mètres cubes par an. D'autres partenaires ont également été incorporées dans le projet plus tard. Le consortium de pipeline comprenant Gazprom (50%) Eni (20%) et EDF de la France (15%) et BASF / Wintershall (15%) de l'Allemagne a décidé de lancer le projet à la fin 2012.³⁹⁷ En cherchant un éventail de voies de transit à travers la région, la Russie tente de réduire l'effet de levier que les pays de transit, y compris ceux en Europe centrale et de l'Est ont dans les négociations avec les entreprises énergétiques russes. Les experts notent que la capacité de ces nouvelles routes, s'ils sont construits, probablement dépassent la capacité de la Russie à produire du pétrole et du gaz à les combler, en permettant à la Russie de répartir la production rare aux pays de transit "privilegiés." Grâce aux nouveaux gazoducs, la Russie tente également de réduire l'attrait des autres voies de pipelines de gaz de l'Azerbaïdjan et de l'Asie centrale vers l'Europe qui contourneraient la Russie.³⁹⁸

³⁹⁵ Lucas, op.cit., pp. 179.

³⁹⁶ Smith, op.cit., pp. 6.

³⁹⁷ RT, "Gazprom and partners kick off construction of South Stream pipeline," le 7 Decembre 2012, disponible sur: <http://rt.com/business/russia-south-stream-launch-506/>, consulté le 12 Mars 2013.

³⁹⁸ Vladimir Socor, "South Stream; Gazprom's New Mega-project," Jamestown Foundation Eurasia Daily Monitor, le 25 Juin 2007, disponible sur:

http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=32826, consulté le 12 Mars 2013.



La Carte 5: Les Gazoducs Clés vers l'Europe (Source: Natural Gas Europe)

Mis à part le South Stream, Gazprom a aussi lancé le gazoduc nord-européen (GNE), également connu sous le nom de Nord Stream, qui transporte 55 milliards de mètres cubes de gaz naturel de la Russie à l'Allemagne via un lien sous la mer Baltique à partir de 2012, sans passer par les États de l'Europe centrale et de l'Est. Cette capacité représentait environ 78% de la consommation totale de gaz allemande en 2011. Le Nord Stream Consortium comprenant Gazprom (51%), les entreprises allemandes BASF / Wintershall (15,5%) et E.ON Ruhrgas (15,5%), Gasunie, la société néerlandaise d'infrastructure (9%) et GDF Suez (9%) français ont donné le feu vert à une nouvelle étude de faisabilité d'options possibles permettant d'accroître la capacité par les deux chaînes supplémentaires pour transporter le gaz directement au Royaume-Uni.³⁹⁹ En conséquence, en raison de leur omission de la négociation et de la planification du gazoduc - qui a été fait bilatéralement par l'Allemagne et la Russie - le projet a été critiqué en Pologne et les états baltes comme un nouveau pacte Molotov-Ribbentrop, qui avait, avant le déclenchement de la Seconde la Première Guerre mondiale, divisé l'Europe en sphères d'influence allemande et soviétique.⁴⁰⁰ Bien que l'utilisation de ce genre rhétorique ait été jugé une réaction exagérée par de nombreux commentateurs, Nord Stream, indéniablement, sert un objectif central dans la stratégie russe de “diviser et régner” envers l'Europe. Il facilite considérablement l'effort conscient de la Russie d'aggraver la fracture

³⁹⁹ ICIS, “Nord Stream goes ahead with additional natural gas pipeline strings,” le 8 Octobre 2012, disponible sur: <http://www.icis.com/heren/articles/2012/10/08/9602069/gas/esgm/nord-stream-goes-ahead-with-additional-natural-gas-pipeline-strings.html>, consulté le 12 Mars 2013.

⁴⁰⁰ Lucas, op.cit., pp. 168-169.

énergétique entre les états de l'Ouest et l'Est, ainsi que, petits et grands, ce qui compromet donc les efforts de l'UE de construire une politique commune en matière de sécurité énergétique.⁴⁰¹

c. Gazprom Dans les Marchés en Aval (*Downstream*) de l'EU

Une autre conséquence des alliances énergétiques entre les états majeurs de l'EU, notamment l'Allemagne, et la Russie a été la consolidation des activités de Gazprom dans les marchés en aval de l'Union. Poussé par un désir de s'ouvrir aux marchés étrangers, ainsi que d'acquérir des actifs stratégiques sur ces marchés, la société a intensifié ses efforts d'internationalisation en particulier dans la dernière décennie. Gazprom met en œuvre une série de méthodes pour augmenter son existence sur les marchés en aval de l'UE, allant de l'établissement de filiales telles que Gazprom Export et Gazprom Germania à l'engagement en partenariat au sein de hubs gaziers.

La façon la plus remarquable de la pénétration de Gazprom sur les marchés européens est d'établir des filiales directement liées au géant gazier russe. Il s'agit notamment de Gazprom Export, qui gère les contrats de gros avec des grands importateurs, et Gazprom Germania, qui, basé à Berlin, comprend une trentaine d'entreprises opérant dans plus de vingt pays dans le but de vendre du gaz d'Asie centrale et de la Russie vers l'Allemagne et d'autres pays de l'UE. Une filiale en propriété exclusive du plus grand producteur de gaz naturel du monde, Gazprom Germania, depuis sa création en 1990, a évolué pour devenir un groupe d'entreprise internationale qui investit dans l'approvisionnement des marchés européens de l'énergie, en collaboration avec ses partenaires stratégiques.⁴⁰² Grâce à Gazprom Export ou Gazprom Germania, l'entreprise russe s'engage dans un partenariat avec des entreprises locales de distribution dans les petits pays d'Europe centrale et de l'Est, dont les économies sont fortement tributaires des importations russes, comme la Finlande (Gasum, 25%), l'Estonie (Eesti Gaz, 37 %) la Lettonie (Latvijas Gaze, 34%), la Lituanie (Lietuvos dujos, 37%) et la Serbie (Yurgorosgas, 50%) ainsi que dans les pays médiocrement dépendants tels que l'Autriche (GWH, 50%), la Hongrie

⁴⁰¹ Smith, op.cit., pp. 14-16.

⁴⁰² Gazprom Germania, "Company Profile," disponible sur: <http://www.gazpromgermania.de/en/company/profile.html>

(Panrusgáz, 40%), la Pologne (EuropolGas, 48%), la République tchèque (Vermex, 50%), la Roumanie (WIEE, 50%), la Bulgarie (WIEE, 50%) et la Turquie (Turusgas, 45% et Bosphorusgaz, 50%).⁴⁰³

La deuxième méthode que Gazprom met en œuvre pour acquérir des actifs sur les marchés de l'UE est de créer des coentreprises grâce aux partenariats avec les grands majeurs européens. Les deux plus importants sont Wingas et Wiehe, dont Gazprom Germania et Wintershall Holding AG détiennent 50% chacun. Wintershall est une filiale en pleine propriété de la société chimique allemande BASF. Wingas est le septième plus grand fournisseur de gaz en Europe, qui a vendu 27 milliards de mètres cubes en 2010. Ainsi, à travers cette société Gazprom n'est pas seulement devenu un principal détaillant de gaz à l'intérieur du marché allemand, mais aussi eu la chance d'entrer dans les marchés finaux d'autres pays européens comme la Belgique et le Royaume-Uni, et dans une moindre mesure, la France, l'Autriche, la Danemark et les Pays-Bas. En outre, Wingas Transport possède le pipeline du plus grand diamètre qui traverse l'Allemagne en provenance de la Russie, ainsi que d'un vaste réseau de pipelines à haute pression à l'intérieur du marché allemand.⁴⁰⁴ Dans le marché énergétique italien, ENI, qui a été créé en 1953, est le principal partenaire de Gazprom Group. Les livraisons de gaz russe vers l'Italie sont également menées par la co-entreprise JSC Promgaz qui a été créé sur une base paritaire par Gazprom et ENI en Juin 1993 et PremiumGaz créé en 2008. Environ 500 milliards de mètres cubes de gaz naturel russe ont été livrés à ce pays depuis 1974.⁴⁰⁵ Gazprom agit également comme un intermédiaire dans d'autres marchés européens grâce à Gas Management and Trading (GM&T - ancien Gazprom UK trading), une filiale de Gazprom Germania. GM & T possède des filiales aussi en France et agit comme un commerçant dans les principaux centres de l'UE. Depuis 2001, il a obtenu licence pour pomper du gaz dans le réseau de gazoducs du Royaume-Uni afin de vendre du gaz aux différentes centrales d'électricité et, depuis 2007, participe également aux marchés de l'électricité de la France et de l'Allemagne.

Néanmoins, les activités d'investissement de Gazprom se heurtent souvent à l'opposition locale en dépit de ses efforts croissants pour consolider sa présence sur

⁴⁰³ Rafael Fernandez, "Gazprom into EU Final Markets," pp. 14., disponible sur: <http://www.usaee.org/usaee2011/submissions/OnlineProceedings/Fernandez-Gazprom%20into%20EU%20Final%20Markets.pdf>

⁴⁰⁴ Ibid., pp. 14.

⁴⁰⁵ Gazprom Export, op.cit., "Partners: Italy."

les marchés européens. Les problèmes et les protestations politiques que Gazprom a rencontrés dans ses efforts pour acquérir la Borsodchem hongrois en 2000 et le Centrica britannique en 2006, mettent en évidence le fait que l'entreprise de gaz russe n'est pas toujours le bienvenu en Europe. Gazprom a utilisé une imposture basé en Irlande pour la prise de contrôle du fabricant de produits chimiques Borsodchem de la Hongrie en 2000, une décision qui a été contestée par le gouvernement hongrois et a conduit à de nombreuses protestations politiques. Néanmoins, Gazprom a pu acquérir une participation de 25 pour cent dans l'entreprise. En 2006, Gazprom a prévu d'acquérir Centrica, qui possède le plus grand réseau de distribution en Grande-Bretagne. Cependant, le gouvernement britannique a signalé le mécontentement et a entrepris des mesures pour rendre l'acquisition plus compliqué. En conséquence, Gazprom a retiré de la transaction mais a émis un sévère avertissement de ne pas interférer dans ses efforts visant à développer sur le continent, en l'appelant comme une pratique discriminatoire.

Cependant, malgré ces contrecoups, Gazprom n'a pas renoncé à sa volonté de se diversifier dans les industries de production, transport, distribution et alimentation en gaz de l'Europe pour gagner de la valeur ajoutée et pour avancer ses affaires traditionnelles de fournir l'approvisionnement en gaz en gros aux monopoles régionaux. Dans sa dernière initiative, Gazprom est en négociation pour acquérir des installations de stockage et des plaques tournantes à travers l'UE; la société est désireuse d'avoir un accès direct aux réseaux de distribution ainsi qu'à la production d'électricité. La nouvelle stratégie consiste à établir des coentreprises pour construire de grands dépôts de stockage de gaz naturel en Hongrie, Allemagne, Belgique, Serbie et Roumanie. En conséquence, le géant russe de Gazprom, qui a déjà augmenté considérablement son existence sur les marchés européennes en tant que producteur et transporteur du gaz russe grâce aux liens stratégiques et économiques entre la Russie et les majeurs de l'Europe, cherche encore à avancer sa position à travers les acquisitions des nouveaux actifs dans les autres branches de l'énergie que production et transportation.

d. La Tarification Différente sur les Pays de l'UE

La bilatéralisation de la relation énergétique entre la Russie et les pays de l'UE se reflète également sur les différents tarifs du gaz naturel pour les pays

européens qui sont déterminées sur une base contractuelle. La part de marché de Gazprom varie selon les différentes régions de l'UE. En effet, de nombreux états d'Europe centrale et de l'Est dépendent presque entièrement de Gazprom pour leurs besoins en gaz naturel, tandis que les pays d'Europe occidentale ont plus de flexibilité en termes de fournisseurs et cela se reflète dans les prix du gaz moins cher pour ces pays. La grande disparité dans les prix de Gazprom parmi ses clients a été démontrée par le journal quotidien russe Izvestia. Les prix de vente d'exportations de Gazprom dans 21 pays européens ont été révélés pour la première fois le 3 Février 2013 en ce journal qui a collationné le prix moyen payé par les pays pour le gaz fourni par Gazprom dans la première moitié de l'année 2012 selon les données détenues par la compagnie de gaz russe. Il montre les différents prix et modalités qui accèdent l'idée que Gazprom fait payer l'Europe de l'Est plus que les pays de l'Ouest.

Selon le journal, le prix moyen à travers l'Europe pour le gaz de Gazprom est de \$ 413/1000m³, cinq États d'Europe de l'Est non seulement paient des prix supérieurs à la moyenne, mais ils sont faits payer plus de 500 \$ / 1 000m³. Dans la première moitié de 2012, seulement la Bulgarie, la Macédoine, la Bosnie, la République tchèque et la Pologne ont payé plus de 500 \$ par 1 000 mètres cubes⁴⁰⁶ tandis que l'Allemagne, qui est dépendante du gaz russe plus de 40 pour cent a payé 443,8 USD.⁴⁰⁷ Le Royaume-Uni, qui ne se dote que 10 pour cent de ses besoins de Gazprom, reçoit aussi le moins cher gaz dans toute l'Europe.⁴⁰⁸ Le niveau de dépendance en gaz russe se traduit remarquablement sur le prix du gaz, selon les données. La Macédoine et la Bosnie paient 515,2 \$ et sont complètement dépendants de Gazprom, la Bulgarie paie 501 \$ et 90 pour cent dépendent, tandis que la Pologne paie 525,5 \$ et plus de 60 pour cent dépendent.

Le taux de dépendance définit aussi la mesure dans laquelle les pays membres peuvent négocier leurs prix contractuels avec le géant russe de l'énergie. Gazprom n'a pas d'autre choix que de renégocier les contrats existants périodiquement avec les

⁴⁰⁶ Sofia News Agency, "Bulgaria Makes Europe Top 5 by Gazprom Highest Prices," le 1 Février 2013, disponible sur: http://www.novinite.com/view_news.php?id=147457

⁴⁰⁷ Index Mundi, "Russian Natural Gas Monthly Price," disponible sur: <http://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=russian-natural-gas&months=60>

⁴⁰⁸ Tethra Energy, "Gazprom's Pricing Practices," le 6 Février 2013, disponible sur: <http://oilgas.flemingeurope.com/webdata/6/20130206%20-%20Tethra.pdf>

pays occidentaux comme l'Allemagne, l'Italie et la France parce que les entreprises clientes dans ces trois pays pourraient facilement accéder à d'autres fournisseurs. Par exemple, en Janvier, le monopole Gazprom a déclaré "qu'en fonction des conditions de marché, les corrections ont été apportées au prix des contrats de gaz avec GDF Suez (France), Wingas (Allemagne), Sinergie Italiana (Italie) et Econgaz (Autriche), par la réduction des prix d'environ 10 pour cent."⁴⁰⁹ En Europe Centrale et de l'Est, la situation est très différente quand il s'agit de négociations sur les prix. Parce que ces pays ne peuvent pas avoir d'autre fournisseur de gaz que Gazprom en raison du manque de pipelines ou des réseaux alternatifs basés sur le GNL (gaz naturel liquéfié) à ceux de la Russie, même si l'UE a investi dans les projets visant à écraser ce manque des alternatives (par exemple Nabucco ou plaques tournants de GNL dans la mer Baltique et la mer Noire). Toutefois, la Commission européenne est beaucoup plus préoccupée par la situation de monopole de Gazprom en Europe qui a été à plusieurs reprises prononcé par le commissaire européen de l'énergie, Gunther Oettinger. Il a déclaré lors d'une conférence tenue à Vilnius le 14 Septembre 2012 que la Russie et son géant énergétique Gazprom doivent respecter les règles du marché intérieur de l'Union européenne et cesser d'offrir grande diversité des prix du gaz naturel à ses états membres.⁴¹⁰ Et le même mois, la Commission européenne a lancé une enquête contre Gazprom pour rechercher si la firme entrave la concurrence au sein de l'Union.⁴¹¹ Dans un communiqué, la Commission a indiqué qu'elle soupçonnait Gazprom de contraindre la concurrence de trois façons: entraver la libre circulation de gaz entre les États membres de l'UE, empêcher les pays de diversifier leurs approvisionnements en gaz et en imposer des prix déloyaux sur ses clients.⁴¹² L'enquête de la Commission a été lancée dans le cadre de l'Article 102 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne qui interdit d'exploiter de façon abusive une position dominante susceptible d'affecter le commerce entre États membres. Cet article définit les pratiques abusives comme le suivant:

⁴⁰⁹ Hurriyet Daily News, "Gazprom's Price Tariff for Europe Disclosed," le 4 Février 2013, disponible sur: <http://www.hurriyetaidailynews.com/gazproms-price-tariff-for-europe-disclosed.aspx?pageID=238&nID=40497&NewsCatID=345>

⁴¹⁰ Sofia News Agency, "Russia, Gazprom Must Accept EU Market Rules," le 14 Septembre 2012, disponible sur: http://www.novinite.com/view_news.php?id=143249

⁴¹¹ BBC News, "Gazprom faces an EU anti-competition probe," le 4 Septembre 2012, disponible sur: <http://www.bbc.co.uk/news/business-19482312>

⁴¹² European Commission, "Antitrust: la Commission ouvre une procédure à l'encontre de Gazprom," le 4 Septembre 2012, disponible sur: http://europa.eu/rapid/press-release_IP-12-937_fr.htm

- a) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction non équitables,
- b) limiter la production, les débouchés ou le développement technique au préjudice des consommateurs,
- c) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
- d) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.⁴¹³

Cette enquête récente porte sur les activités de Gazprom en Bulgarie, la République Tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Slovaquie. Selon les résultats de la sonde, il peut être étendu à d'autres pays.⁴¹⁴ Conformément aux règles européennes, les entreprises reconnues coupables d'avoir abusé de leur position dominante peut être condamné à une amende allant jusqu'à 10 pour cent de leur chiffre d'affaires annuel, ce qui dans le cas de Gazprom est de plus de 10 milliards d'euros. Certains analystes estiment que Gazprom sera en mesure de parvenir à un règlement à l'amiable avant que des amendes et réclamations de plusieurs milliards soient officiellement déposées contre lui, en faisant quelques concessions sur les ventes et les prix.⁴¹⁵

La Commission ne pouvait pas demander que Gazprom renégocie les contrats avec les pays d'Europe centrale et de l'Est, mais elle peut infliger de lourdes amendes de l'ordre de plusieurs milliards d'euros, selon les résultats de la sonde. D'autre part, le Kremlin a utilisé la crise pour renforcer son emprise sur toutes les entreprises russes stratégiques opérant à l'étranger. L'enquête a attisé les tensions avec la Russie, dont les dirigeants ont déjà été très critiques de la contestation de l'UE à la société. M. Poutine a réagi à l'enquête le 11 Septembre 2012 où il a signé un décret qui rend obligatoire pour toutes les entreprises de recevoir l'approbation du gouvernement

⁴¹³ l'Article 102 du Traité Sur le Fonctionnement de l'UE Voir: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:083:0047:0200:fr:PDF>

⁴¹⁴ The Wall Street Journal, "EU Opens an Investigation of Russia's Gazprom," le 4 Septembre 2012, disponible sur:

<http://online.wsj.com/article/SB10000872396390443847404577631470377945202.html>

⁴¹⁵ Ria Novosti, "Gazprom Faces €10 bln Fine in EU Antitrust Probe," le 6 Septembre 2012, disponible sur: <http://en.rian.ru/business/20120906/175802106.html>

avant de divulguer toute information à toute autorité étrangère, de changer tout contrat ou vendre des actifs.⁴¹⁶ Le président Vladimir Poutine a également accusé l'UE de chercher à revenir sur les contrats l'an dernier en disant que "Nous pensons que nous sommes évincés du marché européen de l'énergie."⁴¹⁷

L'enquête Gazprom s'inscrit en effet dans le cadre de l'Enquête Sectorielle lancée par la Direction générale de la concurrence en 2005 pour rechercher les activités anti-concurrentielles sur les marchés du gaz et d'électricité européens. Les preuves fournies par la DG Concurrence ont indiqué qu'il y avait une activité anti-concurrentielle répandue dans les deux secteurs.⁴¹⁸ La Commission a identifié une concentration de niveaux très élevés sur les marchés, malgré le processus de libéralisation déjà entrepris. Les éléments significatifs de verrouillage vertical des marchés nationaux, se sont conjugués à l'absence de ventes transfrontalières et de la transparence du marché et la formation des prix défectueux.⁴¹⁹ L'enquête a également fourni à la Commission de bonnes raisons d'aller de l'avant dans la poursuite des compagnies d'énergie pour infraction aux règles de concurrence. Plus d'une douzaine de grandes compagnies énergétiques européennes ont été poursuivis y compris EDF, GDF- Suez, E.ON et RWE. Comme était affirmé auparavant, le lancement de l'affaire de la DG Concurrence contre Gazprom consiste, en substance, trois arguments principaux en ce qui concerne les obligations de revente, la suppression de la concurrence et des prix compétitifs. Alors que les arguments peuvent sembler techniques, si elles sont prouvées, ils pourraient avoir un impact négatif majeur sur la modèle d'affaires actuel et les activités commerciales de Gazprom.

Le premier argument est préoccupé par l'interdiction de revente, autrement dit, les dispositions de destination. Ce sont une pratique de marché qui a pour effet d'empêcher la revente de gaz contracté de Gazprom à des tiers. Cette disposition est particulièrement lourde parce que les contrats d'approvisionnement à long terme sont également soumis à des clauses de "prendre ou payer," qui obligent les clients de Gazprom de prendre toutes les quantités de gaz qui ont été contractées même s'il n'y

⁴¹⁶ Financial Times, "Kremlin Shields Gazprom from EU Probe," le 11 Septembre 2012, disponible sur: <http://www.ft.com/cms/s/0/fcdbe0e4-fc31-11e1-ac0f-00144feabdc0.html#axzz2RhCNsCoK>

⁴¹⁷ Ibid., The Wall Street Journal, "EU Opens an Investigation of Russia's Gazprom"

⁴¹⁸ Europolitics, "DG Competition Opens Extensive Sector Inquiry," le 13 Janvier 2005, disponible sur: <http://www.europolitics.info/energy-dg-competition-opens-extensive-sector-inquiry-artr176441-10.html>

⁴¹⁹ European Commission, "DG Competition Report on Energy Sector Inquiry," le 10 Janvier 2007, pp.17, disponible sur: http://ec.europa.eu/competition/sectors/energy/inquiry/full_report_part1.pdf

a pas de marché pour ce gaz. En outre, le contrat est généralement équivalent à un pourcentage très élevée de la consommation totale. Ces clauses seront probablement qualifiées par la DG Concurrence des restrictions lourdes aux réglementations anti-monopolistiques dans la mesure où ils ont pour effet de diviser le marché unique et de saper la création d'un marché unique du gaz. Cela est dû au fait que les clauses de revente interdisent essentiellement les ventes du gaz à travers les frontières nationales, ce qui est une restriction inhérente à la libre circulation des marchandises dans le marché unique. Si de telles clauses ou pratiques sont trouvés, la DG Concurrence doit chercher leur résiliation.⁴²⁰

Cependant, le deuxième argument est potentiellement beaucoup plus grave: la prévention de la diversification de l'approvisionnement en gaz. Cela inclut le refus de l'accès des tiers aux gazoducs si les concurrents de Gazprom cherchent et se voient refusé l'accès nécessaire à vendre leur gaz. Cela aurait pu être atteint par la détention d'actifs en aval par Gazprom, ou à travers ses participations minoritaires dans les actifs en aval combinés avec son pouvoir de marché en provenance de son approvisionnement monopole du gaz.

La troisième question soulevée est la tarification injuste, en particulier, l'indexation du prix du gaz au pétrole. Cette indexation dans les contrats de gaz à long terme est perçue à être au juste cœur de la capacité de Gazprom à maintenir les revenus et le pouvoir de fixation des prix. Cependant, il n'est pas clair à savoir si'elle doit être évalué dans le cadre du droit anti-monopole de l'UE. Dans ce respect, les questions à être abordés par la DG Concurrence est de savoir si ou non une entreprise en position dominante dans le secteur de l'approvisionnement en gaz peut lier ses prix au pétrole quand il n'y a pas de fondement raisonnable pour une telle indexation dans les marchés du gaz modernes et, si elle constitue en soi un abus de sa position dominante. Si l'indexation est jugée abusive, les conséquences pourraient être profondes et vont bien au-delà des marchés de l'Europe de l'Est et Centrale. En premier lieu, une telle décision, si confirmée par les tribunaux de l'UE, serait potentiellement être appliquée par des panels d'arbitrage cherchant à disposer des arguments difficiles entre Gazprom et les compagnies énergétiques d'Europe

⁴²⁰ Alan Riley, "Commission v. Gazprom: The antitrust clash of the decade," Centre for European Policy Studies, le 31 Octobre 2012, pp. 8, disponible sur: <http://www.ceps.eu/book/commission-v-gazprom-antitrust-clash-decade>

occidentale. Les panels d'arbitrage ont l'obligation d'appliquer le droit anti-monopole de l'UE dans les cas où la loi régissant l'affaire est celle d'un état membre et en conséquence la législation de l'UE doit s'appliquer également.

Il ne fait aucun doute que les pays d'Europe de l'Est ont fortement soutenu la Commission européenne dans l'enquête pour contrebalancer la position dominante de la Russie en faveur de leurs propres intérêts nationaux. Le géant russe de l'énergie a, pendant des années, imposé des prix déloyaux, abusé de sa position dominante et semi-monopole et laissé ces pays sans approvisionnement pendant une partie de l'hiver en 2009 et en 2010. La Lituanie, sans attendre la conclusion de l'enquête de l'UE, a déjà demandé une compensation de 2 milliards d'euros de Gazprom sur les prix, qui couvre ce que le pays a trop payé pour le gaz naturel depuis 2004 où Gazprom a obtenu un enjeu majeur dans Lietuvos Dujos, le plus grand importateur de gaz du pays, et a changé la formule de calcul du prix du gaz.⁴²¹ Bien qu'il ne soit pas clair à savoir si l'enquête aura un effet considérable sur son existence et ses activités dans les marchés européennes et combien années l'enquête vaudra pour finir, il est sûr qu'il va re-formuler les règles du jeu de l'avenir dans les marchés énergétiques européennes.

C. La Diversification de l'Approvisionnement Énergétique: Les Options et Défis

L'Union Européenne de 27 états membres a été un consommateur croissant de gaz naturel et importateur depuis des décennies. Comme la production de gaz naturel de l'Europe a diminué ces dernières années, sa dépendance en gaz naturel importé a augmenté. Cela l'a laissé plus dépendante dans son ensemble sur son principal fournisseur, la Russie, qui a montré une certaine inclination à utiliser ses ressources à des fins politiques. Le gaz naturel, contrairement au pétrole qui est une marchandise mondiale, est un produit régional avec les acheteurs et les vendeurs qui exercent plus d'influence régionale.

Au cours de la dernière décennie, certains responsables européens sont devenus de plus en plus préoccupés par le risque de coupures ou réductions d'approvisionnement en gaz naturel russe vers l'Europe. Au moins jusqu'à

⁴²¹ Fox News, "Lithuania hits Russia's Gazprom with \$1.9 billion arbitration claim for alleged price-gouging," le 3 Octobre 2012, disponible sur: <http://www.foxnews.com/world/2012/10/03/lithuania-hits-russia-gazprom-with-1-billion-arbitration-claim-for-alleged/>

récemment, la plus grande partie des exportations de gaz naturel russe vers l'Europe coulaient à travers l'Ukraine et la Biélorussie. Les relations fragiles et parfois hostiles entre Kiev, Minsk et Moscou ont dans le passé conduit à des interruptions dans le flux de gaz naturel aux régions de l'Europe, comme cela s'est passé en 2006 et 2009. Certains pays de l'Europe de l'Est, qui sont presque totalement dépendants des importations de gaz russe, ont été particulièrement sensibles à ces fluctuations. En réponse aux coupures d'approvisionnement de passé et les risques d'interruption d'énergie de l'avenir, les dirigeants européens, parfois avec le soutien des états-Unis, ont cherché à accroître leur sécurité énergétique en explorant les options de diversification de l'approvisionnement. Une telle réponse a été la décision prise par certains membres de l'UE de soutenir les voies de transit alternatives au gaz russe. Cela comprend la décision de l'Allemagne de soutenir la construction du gazoduc Nord Stream, qui relie directement la Russie et l'Allemagne, le plus grand importateur de la Russie. La Russie s'est aussi engagée à la construction du gazoduc South Stream à travers la mer Noire, reliant la Russie, la Bulgarie et la Hongrie. Bien que ces projets de gazoducs contournent les états de transit tels que l'Ukraine et la Biélorussie, ils contournent également les états membres de l'UE comme la Pologne et la Lituanie qui sont plus critique des politiques russes. Les projets soutenus par la Russie sont aussi largement considérées comme des rivaux d'autres pipelines soutenus par l'UE.

Une deuxième réponse de l'UE aux préoccupations concernant la dépendance de l'Europe sur les livraisons de gaz naturel russe est la stratégie du Corridor du Sud pour le transport de gaz naturel de la région Caspienne et de l'Asie centrale. Bien que la pièce maîtresse de longue date de cette stratégie, le gazoduc proposé de Nabucco, ne soit plus considéré comme un projet commercialement viable, il a été remplacé par le projet de gazoduc à plus petite échelle, le gazoduc trans-anatolien (TANAP), qui relierait soit au ce que l'on appelle Nabucco Ouest ou le gazoduc Trans Adriatique (TAP). Nabucco Ouest permettrait de transporter du gaz naturel à partir de la frontière occidentale de la Turquie à l'Autriche, tandis que TAP pourrait transporter le gaz naturel vers l'Italie. A première vue, ils n'apparaissent pas comme des concurrents parce que Nabucco Ouest, un pipeline de 1.326 km long, est prévue à prendre le gaz de la frontière turque à travers la Bulgarie à la Roumanie et la Hongrie et ensuite à la plaque tournante du gaz de Baumbarten près de Vienne. TAP, avec une longueur de 800 km, transportera le gaz à partir de la frontière turque à travers la

Grèce et l'Albanie, avec une section sous-marine atteignant Santa Foca, au talon de la péninsule italienne. Mais apparemment, le gaz de Shah Deniz qui entrera en amont en 2017, lorsque les deux pipelines seraient prêts à le porter, n'est assez pour remplir que l'un d'entre eux. Dans un avenir plus lointain, lorsque le gaz est disponible en provenance des autres sources comme l'Irak ou l'Iran, deux pipelines auraient du sens. Mais maintenant, il semble que la compagnie de gaz gérée par l'état d'Azerbaïdjan, SOCAR va éliminer l'un des deux candidats en Juin 2013.⁴²²

En dépit de sa dépendance croissante du gaz naturel russe, certains analystes estiment que l'Europe est bien placée géographiquement pour bénéficier de changements récents dans le développement mondial de gaz naturel.⁴²³ À cet égard, en dépit des défis importants, la région de la Caspienne, la Méditerranée de l'Est, les ressources en gaz naturel de l'Afrique du Nord et la révolution de gaz de schiste des Etats-Unis demeurent parmi les possibilités de l'UE à diversifier les importations d'énergie, qui seront traités dans ce chapitre.

Compte tenu dans son ensemble, l'Afrique du Nord pourrait constituer une alternative crédible au gaz naturel russe. Les changements de régime en Libye, en particulier, et en Egypte à la suite de la vague de troubles dans la région connue comme le "printemps arabe," constituent une opportunité potentielle pour augmenter les productions et les exportations de gaz naturel de ces pays. La Libye et l'Egypte ont de grandes réserves de gaz naturel, mais les productions et exportations ont été entravées par des politiques nationales, et l'Egypte a annoncé l'an dernier qu'il aura effectivement besoin d'importer du gaz naturel.⁴²⁴ Algérie, le plus grand exportateur de gaz naturel en Afrique du Nord et le troisième fournisseur de l'Europe après la Russie et la Norvège, peut également contenir de grandes quantités de gaz de schiste sous-développé en plus des réserves conventionnelles substantielles. Une attaque terroriste et la prise d'otages suivante dans une installation de gaz naturel en Algérie en Janvier 2013 a mis en évidence les problèmes de sécurité qui pourraient constituer un obstacle majeur au développement de ces ressources, cependant. La région de la

⁴²² Euractiv, "Race Between Nabucco and TAP Pipeline Hots up," le 31 Janvier 2013, disponible sur: <http://www.euractiv.com/energy/race-nabucco-tap-pipelines-hots-news-517465>

⁴²³ Ratner & Belkin et. al., op.cit., pp.2.

⁴²⁴ International Oil Daily, "Egypt Pushes Ahead with LNG Imports as Domestic Output Falls Short," le 31 Decembre 2012, disponible sur: <http://www.energyintel.com/Pages/ArticleSummary/792285/Egypt-Pushes-Ahead-With-LNG-Imports-as-Domestic-Output-Falls-Short>

Caspienne peut tenir le plus grand potentiel pour de nouveaux approvisionnements en gaz naturel vers l'Europe, mais pour le moment, des fournitures de l'Asie centrale doivent transiter la Russie pour arriver au marché européen. Les retards dans l'expansion et le développement des gazoducs du Corridor du Sud, y compris les liaisons trans-Caspiennes, ont poussé les pays d'Asie centrale à regarder vers l'Est plutôt qu' l'Ouest pour contourner la Russie et s'ouvrir aux nouveaux marchés.

Les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) constituent une alternative supplémentaire pour le gaz naturel russe. En 2011, le GNL a compris près de 20% des importations de gaz naturel de l'UE. L'union a la capacité d'importation de GNL pour répondre à la demande de pointe hivernale pour le gaz naturel, mais pendant la plupart de l'année, les installations sont sous-utilisées. Néanmoins, certains pays envisagent de construire des terminaux d'importation de GNL supplémentaires pour diversifier leurs sources de gaz naturel. En plus des terminaux d'importation de GNL, l'UE pourrait bénéficier de l'augmentation des installations de stockage de gaz naturel afin de gérer la capacité d'importation au cours des périodes de pointe, ainsi que plus interconnexions de pipeline pour transporter le gaz naturel où elle est nécessaire. Les fonctionnaires de l'UE ont identifié ces deux sphères comme prioritaires. La possibilité d'importantes exportations de GNL peut constituer une opportunité pour les Etats-Unis à jouer un rôle plus important dans les marchés mondiaux du gaz naturel et dans la sécurité énergétique européenne.⁴²⁵ La plupart des projets proposés américaines pour exportation de GNL sont situés sur la côte du Golfe ou la côte de l'Est des États-Unis, ce qui rend les expéditions vers l'Europe probablement économique. En outre, le marché américain du gaz naturel est l'un des quelques marchés dans le monde où le gaz naturel n'est pas tarifé selon le prix de pétrole, ce qui lui donne un avantage de coût dans la plupart de l'Europe. Si les futurs contrats de GNL aux États-Unis ne comprennent pas une formule indexée au pétrole, la pression pourrait être ajoutée à d'autres pays, dont la Russie, à emboîter le pas. Les entreprises russes, notamment Gazprom, ont jusqu'ici farouchement défendu la tarification du gaz naturel indexé au pétrole.

⁴²⁵ Pour les renseignements détaillés sur les exportations potentielles gazières des états-unis, voir: "U.S. Natural Gas Exports: New Opportunities, Uncertain Outcomes," par Michael Ratner, Paul W. Parfomak et Linda Luther, Novembre 2011, disponible sur: <http://www.arcticgas.gov/sites/default/files/articles/772/11-11-4-crs-us-lng-exports.pdf>

1. L'Engagement Dans le Voisinage Commun: le Caucase et l'Asie Centrale

Les régions de la Caspienne et de l'Asie Centrale ont émergé comme une source importante de gaz naturel sur les marchés mondiaux. On estime que les réserves prouvées de gaz naturel de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Turkménistan et l'Ouzbékistan sont plus de 29 milliards de mètres cubes étant parmi les plus importantes dans le monde par rapport à 44,6 milliards de mètres cubes en Russie.⁴²⁶ L'Agence Internationale de l'énergie (AIE) estime que les réserves prouvées de gaz naturel de la Caspienne sont d'environ 7% des réserves mondiales, mais aussi souligne que la poursuite d'exploration pourrait entraîner une révision en faveur de l'hausse des réserves estimées. Néanmoins, les états de la région restent géographiquement isolés des marchés mondiaux. Les gazoducs doivent être construits de longues distances et doivent traverser plusieurs pays, ce qui augmente les risques politiques et économiques. Ces pipelines qui se dirigent vers l'ouest doivent traverser soit la mer Caspienne, dont les états riverains continuent de débattre sur le statut juridique, ou les pipelines traditionnels de la Russie. Avec l'augmentation de la dépendance des importations de gaz et les difficultés persistantes à forger une politique énergétique européenne commune envers la Russie, l'importance stratégique de ce voisinage (notamment le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan) pour l'UE augmente. Les réserves de gaz dans la région du Caucase offrent la possibilité de réduire le dilemme énergétique de l'UE avec la Russie, en termes de production et de transit de gaz à la fois.

La valeur stratégique du Caucase était reconnue la première fois dans la communication de la Commission sur les relations énergétiques extérieures en 2006, "La Politique Énergétique de l'UE: S'Investir Dans La Coopération avec Des Partenaires Au-delà de Nos Frontières"⁴²⁷ Bien que ce document ne soit pas juridiquement contraignant, il donne une perspective de l'approche de l'UE et ses stratégies, dont le but est de renforcer la coopération énergétique avec la région

⁴²⁶ Simon Pirani, "Central Asian and Caspian Gas Production and the Constraints on Export," Oxford Institute for Energy Studies, Décembre 2012, pp. 20, disponible sur:

<http://www.oxfordenergy.org/2012/12/central-asian-and-caspian-gas-production-and-the-constraints-on-export/>

⁴²⁷ European Commission, "The EU Energy Policy: Engaging with Partners beyond Our Borders," le 7 Septembre 2011, disponible sur: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0539:FIN:EN:PDF>

voisine de l'UE, notamment en offrant également une politique et un programme normatif. La communication de la Commission fournit des propositions sur la façon dont la région du Caucase riche en énergie peut potentiellement réduire la dépendance européenne des importations de gaz en provenance de la Russie, en insistant sur deux projets prioritaires dans la région. Le projet de pipeline Trans-Caspien, planifié pas encore signé qui pourrait canaliser le gaz du Turkménistan et de l'Azerbaïdjan vers l'UE à travers un pipeline sous-marin, reviendrait à contourner l'Iran et la Russie comme pays de transit, et est donc une préoccupation majeure pour la Commission. Dans une tentative de parler d'une seule voix dans cette région, la Commission a été invitée à négocier ce projet au nom de l'Union européenne, un mandat qui pourrait être précurseur pour d'autres projets communs. La possibilité de la réalisation du pipeline reste cependant peu claire parce que la Russie a pris efforts concernant le statut juridique de la mer Caspienne afin d'empêcher la construction du pipeline. Deuxièmement, la Commission préconise le projet de Corridor Sud, une initiative pour l'approvisionnement à travers un certain nombre de pipelines de la région de la mer Caspienne et du Moyen-Orient vers l'Union européenne et qui selon les estimations pourrait satisfaire 10-20% des importations de gaz de l'UE a besoin d'ici 2020.⁴²⁸

Après les crises du gaz Russie-Ukraine de 2006 et 2009, l'UE a promis de redoubler ses efforts pour diversifier ses importations de gaz en provenance de la Russie et du système de transit ukrainien. Le corridor du Sud est au cœur de cette stratégie de diversification de l'UE. Cependant, bien que l'Union européenne ait déclaré Nabucco et d'autres pipelines de corridor du sud comme les projets prioritaires, ils sont encore principalement conduits par le secteur privé, avec le rôle de l'UE limité à fournir un soutien politique et une aide financière. Parce que beaucoup d'Européens eux-mêmes ont exprimé des doutes quant à savoir si Nabucco est commercialement viable, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan sont demeurés sceptiques si l'UE est sérieux au sujet du gaz Caspien.⁴²⁹ L'UE a intensifié ses efforts pour renouveler une relation énergétique avec l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, avec un certain nombre de visites de haut niveau des fonctionnaires de l'UE en 2010 et 2011, un mandat pour aider à négocier un pipeline trans-Caspien, et un engagement

⁴²⁸ Ibid., pp. 5.

⁴²⁹ Rovshan Ibrahimov, "Nabucco Pipeline: Increased Actuality, but Inertia in Realization (I)," USAK, le 19 Février 2009, disponible sur: <http://www.usak.org.tr/EN/makale.asp?id=889>

de la BEI et de la BERD pour fournir une partie du financement nécessaire pour Nabucco.⁴³⁰ Néanmoins, les perspectives pour le corridor Sud - et donc pour les relations énergétiques entre l'UE-Asie centrale- demeurent incertaines. Le consortium dirigé par azérbaidjan qui développe le champ de Shah Deniz II - le seul gaz dans la région qui serait facilement disponible pour approvisionner le corridor du sud- a reporté à plusieurs reprises la décision sur l'opportunité de vendre le gaz à Nabucco ou TAP (le pipeline Trans-Adriatique)⁴³¹

En raison de l'absence d'une stratégie cohérente et active de l'UE pour amener le gaz d'Asie centrale et la mer Caspienne vers l'Europe et les efforts de la Russie pour freiner les ambitions de l'UE dans la région, l'Asie a émergé récemment comme un client croissant du gaz naturel de l'Asie centrale. Malgré la volonté du Turkménistan d'exporter plus de son gaz, jusqu'à présent, son orientation semble aller vers l'Est et pas encore vers l'Europe. Le Turkménistan a cherché des alternatives aux routes de pipelines à travers la Russie pour un certain temps. En Avril 2006, le Turkménistan et la Chine ont signé un accord-cadre appelant à l'investissement chinois dans le développement des champs de gaz naturel au Turkménistan et dans la construction d'un pipeline de gaz naturel à travers l'Ouzbékistan et le Kazakhstan à la Chine, qui est actuellement en marche.

Ouzbékistan semble également avoir des réserves de gaz suffisantes d'environ 1,6 mille milliards de mètres cubes à devenir un fournisseur potentiel de l'Europe si le développement de son infrastructure commence à regarder vers l'ouest. Actuellement Ouzbékistan utilise principalement sa production de gaz naturel pour satisfaire ses propres besoins et est donc auto-suffisant. Cependant, il utilise son réseau des gazoducs de l'ère soviétique pour exporter une partie du gaz naturel à la Russie et à d'autres pays d'Asie centrale comme le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. L'Ouzbékistan a été largement fermé aux investissements énergétiques de l'Ouest, malgré les efforts pour attirer les entreprises énergétiques internationales sont en augmentation ces dernières années. Gazprom et Lukoil, les entreprises russes, sont les plus grands investisseurs dans le développement et production du gaz

⁴³⁰ Bloomberg News, "Nabucco Pipeline May Get 5 Billion Dollars from EIB, EBRD, World Bank," le 6 Septembre 2010, disponible sur: <http://www.bloomberg.com/news/2010-09-06/nabucco-gas-pipeline-to-get-up-to-5-2-billion-from-eib-ebrd-world-bank.html>

⁴³¹ Natural Gas Europe, "Final Exam: TAP Versus Nabucco-West", le 4 Février 2013, disponible sur: <http://www.naturalgaseurope.com/al-cook-bp-tap-versus-nabucco-west>

ouzbek, et semblent, par leurs politiques, empêcher le gaz naturel ouzbek de rivaliser avec d'autre gaz naturel russe étant fourni à l'Europe. En dehors de la Russie, en 2005, la société China National Petroleum Company (CNPC) et Uzbekneftegaz de l'Ouzbékistan ont annoncé qu'ils allaient former une coentreprise pour développer les ressources pétrolières et gazières. En 2007, l'Ouzbékistan et la Chine ont signé un accord sur la construction d'une section de 530 km du gazoduc « d'Asie Centrale-Chine, » et une co-entreprise entre Uzbekneftegaz et CNPC, Asie-Trans-Gas, a commencé la construction en 2008.

2. L'Afrique du Nord: Opportunités dans l'Incertitude

À ce jour, l'Europe n'a pas mis l'accent sur l'Afrique du Nord comme un contrepoids à l'approvisionnement en gaz naturel russe. Le printemps arabe a peut-être créé une opportunité, mais avec les défis majeurs, à accroître les exportations de la région. Compte tenu dans leur ensemble, les trois principaux fournisseurs existants vers l'Europe dans la région-l'Algérie, l'Égypte, la Libye- déjà fournissent de gaz naturel à l'Europe par gazoduc et sous forme de GNL et détiennent d'énormes ressources de gaz naturel qui pourraient être développées. Collectivement, les trois pays fournissent environ 44% de ce que la Russie fournit, dont l'Algérie est la source de presque 90%. Les environnements difficiles d'affaires et la demande intérieure poussée par les subventions ont limité le développement des ressources en gaz naturel de chaque pays. Les changements de régime en Égypte et en Libye constituent une opportunité pour chacun de modifier ses politiques pour promouvoir le développement élargi de ressources de gaz naturel, mais il ya eu peu de progrès à ce jour. En même temps, l'incertitude politique et économique pourrait continuer à caractériser la situation dans les deux pays à court et à moyen terme. En outre, en plein essor des problèmes de sécurité liés à l'instabilité et le terrorisme émanant du nord du Mali peuvent limiter l'exploitation et la rénovation des ressources énergétiques dans la région.

La crise des otages de quatre jours qui a débuté lorsque les terroristes ont saisi une installation de gaz naturel avec des travailleurs étrangers en Algérie du sud le 16 Janvier 2013, a mis en évidence les problèmes de stabilité dans le plus grand producteur d'hydrocarbures en Afrique du Nord. Selon BP, l'Algérie détient 4,5 mille

milliards de mètres cubes de gaz et beaucoup plus de ressources de gaz de schiste de 6,5 mille milliards de mètres cubes.⁴³² En fonction du développement de ses ressources non-conventionnelles de gaz naturel et de ses ressources conventionnelles, l'Algérie pourrait devenir un producteur et exportateur plus important. Cependant, un environnement d'affaires difficile peut continuer à limiter son potentiel. Une loi de 2005 sur les hydrocarbures avait diminué le monopole de l'entreprise publique d'énergie, Sonatrach, en ouvrant le secteur à l'investissement privé et étranger. Une loi de 2006, cependant, a exigé que les compagnies internationales donnent Sonatrach une participation de 51% dans les nouveaux projets de pétrole, du gaz naturel, et les projets de transport. Ces mesures nécessitent 51% de la propriété algérienne de nouveaux investissements étrangers. En outre, la loi complémentaire de finances, mis en vigueur en Septembre 2010, exige que les soumissionnaires étrangers qui remportent les contrats de construction investissent dans une co-entreprise avec un partenaire local.⁴³³ Ces changements ont incité les investisseurs étrangers à faire appel à une plus grande stabilité des lois en Algérie, et ont peut-être contribué à un ralentissement de l'investissement étranger dans l'exploration et la production. Dans le cadre de l'environnement juridique instable, la production algérienne de gaz naturel et les exportations ont diminué depuis 2005. En 2011, l'Algérie a produit 78 milliards de mètres cubes de gaz naturel et exporté 52 milliards de mètres cubes, avec environ 90 pour cent destiné à l'UE.⁴³⁴ L'Algérie a annoncé des plans ambitieux pour accroître la production et l'exportation, avec l'objectif d'atteindre environ 110 milliards de mètres cubes de production et 100 milliards de mètres cubes d'exportations d'ici à 2015.⁴³⁵ Cependant, ces objectifs ne sont pas en voie d'être atteints comme l'environnement des affaires n'est pas attractif pour les investissements étrangers. Néanmoins, l'Algérie continue à développer ses liens avec l'Europe. En 2011, un consortium dirigé par Sonatrach a mis en oeuvre le gazoduc Medgaz. Le nouveau pipeline coule directement à partir du porte Beni Saf de l'Algérie à la plage Perdigal de l'Espagne. La capacité initiale de la ligne est

⁴³² British Petroleum, "BP Statistical Review of World Energy 2012," Londres, pp. 20, disponible sur: <http://www.bp.com/sectionbodycopy.do?categoryId=7500&contentId=7068481>

⁴³³ State Department, Bureau of Economic and Business Affairs, "2013 Investment Climate Statement—Algeria," Février 2013, disponible sur: <http://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2013/204588.htm>.

⁴³⁴ Energy Delta Institute, "Algeria-Energy Profile," disponible sur:

<http://www.energydelta.org/mainmenu/energy-knowledge/country-gas-profiles/algeria>

⁴³⁵ Ratner & Belkin et. al., op.cit., pp.24.

d'environ 8 milliards de mètres cubes par an.⁴³⁶ Malgré ce nouvel ajout, les exportations algériennes vers l'Espagne n'ont pas beaucoup d'impact sur le reste de l'Europe, car l'interconnexion entre l'Espagne et la France est limitée. En plus de Medgaz, l'Algérie exporte de gaz naturel vers l'Europe via le Maghreb-Europe pipeline d'une capacité de 12 bcm destiné à l'Espagne et via le pipeline Trans-méditerranéen de 6,5 bcm vers l'Italie. L'Algérie a également annoncé son intention d'augmenter sa capacité d'exportation de GNL.⁴³⁷

Depuis 2005, la demande de gaz naturel en Egypte a été à la hausse, en augmentant de près de 57% pendant cette période. Bien que la production ait aussi augmenté, la demande encouragée par les subventions a empêché le gouvernement d'offrir des conditions attractives pour les entreprises internationales de continuer à développer les ressources de l'Egypte. En outre, une grande partie du gaz naturel de l'Egypte est dans des zones difficiles à accéder, ce qui contribue au manque d'intérêt par de nombreuses entreprises internationales au gaz naturel. Fin 2012, l'Egypte avait 2,2 mille milliards de mètres cubes de gaz naturel et produit 61 milliards de mètres cubes de gaz naturel dont la plupart a été utilisée pour les besoins domestiques et seulement 4 milliards de mètres cubes a été exportée aux pays de l'UE sous forme de GNL.⁴³⁸ Depuis la démission de l'ancien président égyptien Hosni Moubarak en Février 2011, l'infrastructure de gaz naturel de l'Egypte dans la péninsule du Sinaï a été attaquée à plusieurs reprises par soit des mécontents Bédouins vivant dans le Sinaï ou des groupes terroristes avec les camps dans la péninsule. Ces attaques ont perturbé les livraisons de gaz via deux gazoducs distincts convergeant à El Arish pour avancer vers l'Israël et la Jordanie. Actuellement, l'Egypte n'export plus de gaz naturel vers ces deux pays. Les exportations égyptiennes vers l'UE, qui sont uniquement sous forme de GNL, ont aussi chuté de près de 12% en 2011, après une baisse de près de 35% en 2010. Le Gazoduc Arabe coulant de l'Egypte à la Jordanie, au Liban et la Syrie a été prévu d'étendre à la Turquie afin de transporter le gaz naturel égyptien vers l'Europe, mais étant donné les enjeux entourant le secteur du gaz naturel de l'Egypte c'est très douteux. Avec une consommation intérieure continuant d'augmenter et la production en déclin, les exportations ne sont pas

⁴³⁶ Medgaz, "Technical Summary," disponible sur:

http://www.medgaz.com/medgaz/pages/datos_significativos-eng.htm

⁴³⁷ Energy Delta Institute, "Algeria-Energy Profile," disponible sur:

<http://www.energydelta.org/mainmenu/energy-knowledge/country-gas-profiles/algeria>

⁴³⁸ British Petroleum, op.cit., pp. 28.

susceptibles d'accroître pendant un certain temps. Pour la demande intérieure, l'Égypte a annoncé en Décembre 2012 qu'elle allait commencer à importer GNL, peut-être dès 2013.⁴³⁹ D'autre part, pour répondre à ses engagements contractuels d'exportation à l'Europe, en Avril 2013 le gouvernement égyptien a demandé à la Russie l'aide à l'exportation de gaz naturel au marché européen grâce à un accord de troc offrant, en échange, aux entreprises russes, dont Gazprom, Gazprom Neft, Lukoil et Novatek, les possibilités dans le secteur pétrolier et gazier au large côté du pays.⁴⁴⁰ La solution aux problèmes actuels de la production de gaz naturel dépend de l'orientation d'un nouveau gouvernement. Si elle favorise les investissements occidentaux dans le secteur de l'énergie de l'Égypte, et le gouvernement élimine ses subventions de gaz naturel, cette détérioration de secteur du gaz naturel de l'Égypte pourrait être inversée et ré-émerger comme un fournisseur d'énergie considérable en Europe.

Comme l'Algérie, le 11 Septembre 2012, les attaques terroristes contre la mission diplomatique américaine à Benghazi soulignent les questions de sécurité et de stabilité auxquelles le nouveau gouvernement en Libye doit faire face. Néanmoins, la Libye possède le plus grand potentiel pour augmenter les exportations de gaz naturel vers l'Europe si un nouveau régime est établi. La guerre civile a interrompu la production de gaz naturel, mais la production a repris depuis et semble se redresser plus rapidement que prévu. Selon BP, la Libye a des réserves prouvées de gaz naturel de 1,5 mille milliards de mètres cubes et il produit 4, 1 milliards de mètres cubes de gaz naturel à la fin de 2011. La Libye a un pipeline de gaz vers l'Europe, autrement dit, Greenstream avec une capacité de 11 milliards de mètres cubes par an, qui a été fermé pendant les troubles récents, ainsi que d'un terminal d'exportation de GNL. L'Italie a reçu la quasi-totalité des exportations de gaz naturel de la Libye en 2011 (2,3 milliards de mètres cubes), ce qui équivaut à environ 3% des importations de gaz italiennes.⁴⁴¹ Le pipeline a été exploité en dessous de sa capacité en 2011. Les exportations minimales de GNL de la Libye étaient à l'Espagne

⁴³⁹ Bloomberg News, "Egypt Importing Gas For the First Time," le 11 Décembre 2011, disponible sur: <http://www.bloomberg.com/news/2012-12-11/egypt-importing-gas-for-first-time-as-exports-disappear.html>

⁴⁴⁰ Reuters, "Russia Says Egypt Asks for Help with Gas Supplies to Europe," le 20 Avril 2013, disponible sur: <http://uk.reuters.com/article/2013/04/20/uk-russia-egypt-gas-idUKBRE93J09O20130420>

⁴⁴¹ British Petroleum, op.cit., pp. 28.

en 2011, qui s'élevait à 0,1 milliards de mètres cubes.⁴⁴² Les exportations de GNL ont été d'environ 3% de la capacité de l'installation de GNL du pays.

3. La Potentiel de Gaz de Schiste: Une Revolution dans les Marchés de l'Énergie?

La plus grande innovation énergétique de la décennie, selon Daniel Yergin, est le gaz naturel "non-conventionnel."⁴⁴³ Les techniques d'extraction non-conventionnelles ont changé le visage de la production, la consommation et le commerce de l'énergie d'une manière inattendue. En 2011, quelque 18 pays ont exporté du GNL et 25 pays ont importé du GNL. Le plus grand exportateur a été Qatar qui représente environ un tiers des exportations mondiales. Les Etats-Unis ne représentaient que 0,1 pour cent de l'ensemble du marché d'exportation, mais cette part devrait accroître considérablement au cours de la prochaine décennie. Cependant, il ya des barrières significatives au commerce du GNL: Le gaz, que ce soit extrait d'un champ de schiste ou autrement, doit d'abord être converti en liquide, expédié dans des citernes spéciales, puis reconverti en gaz pour son emploi. En dehors de pipelines qui déjà existent à partir de sources de gaz de schiste aux ports, les coûts fixes supplémentaires comprennent des usines de liquéfaction qui peuvent coûter jusqu'à 10 milliards de dollars chacune, des méthaniers de transport d'un coût de 300 millions de dollars chacun, et les usines de regazéification qui valent 1 à 2 milliards de dollars chacune.⁴⁴⁴ En raison des coûts fixes élevés, relativement peu de pays participent maintenant sur le marché international du GNL. Cependant, comme plusieurs pays cherchent opportunités de trading de GNL à l'horizon pour répondre à la demande énergétique croissante, le marché international peut changer radicalement.

Les États-Unis est un acteur majeur dans la révolution de schiste, à la suite d'un changement radical dans la production d'énergie et les projections de la dernière décennie. Le gaz de schiste est passé de moins de 1% de la production nationale de

⁴⁴² Ibid., pp. 28.

⁴⁴³ Daniel Yergin et Robert Ineson, "America's Natural Gas Revolution," le 2 Novembre 2009, disponible sur: <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703399204574507440795971268.html>

⁴⁴⁴ Gary Clyde Hufbauer, Allie E. Bagnall et. al., "Liquified Natural Gas Exports: An Opportunity for America," Peterson Institute for International Economics, Février 2013, pp. 1, disponible sur: <http://www.iie.com/publications/pb/pb13-6.pdf>

gaz aux États-Unis en 2000 à plus de 20% d'ici 2010. L'Administration d'Information de l'Énergie (EIA) estime qu'il va s'élever à 46% de l'approvisionnement en gaz des États-Unis en 2035. L'attention du public a été attirée sur la question seulement en 2007, lorsque le "Comité de Gaz Potentiel Américain" a augmenté ses estimations sur les réserves de gaz des États-Unis non prouvées de 32,7 à 47,4 mille milliards de mètres cubes, dépassant la Russie comme le plus grand détenteur de gaz naturel dans le monde.⁴⁴⁵ Dans une décennie, de 1996 à 2006, la production annuelle de gaz non-conventionnel a augmenté de 140 milliards de mètres cubes à 244 milliards de mètres cubes. En 2009, la production de gaz conventionnel et non conventionnel totale américaine représentait 599 milliards de mètres cubes.⁴⁴⁶ Cette évolution s'explique par la production de gaz de schiste qui a fait des États-Unis le producteur le plus grand de gaz dans le monde. En outre, on s'attend que la part de la production de gaz non-conventionnel aux États-Unis va augmenter encore à 60-70% d'ici à 2020, à 250 milliards de mètres cubes en 2015 et à 288 milliards de mètres cubes en 2030.⁴⁴⁷ Les projets d'exportation de GNL aux États-Unis, si tous ont été construits aujourd'hui, feraient les États-Unis également le plus grand exportateur de GNL. Les projets proposés sont à diverses étapes du processus d'approbation réglementaire, avec un seul en cours de construction. Néanmoins, les analystes ont déjà commencé à spéculer qu'une augmentation significative des exportations de GNL des États-Unis aurait des effets significatifs sur les marchés du gaz naturel, en particulier sur ceux de l'Europe. Tous les volumes de GNL aux États-Unis bénéficieraient le marché, en offrant un nouveau fournisseur pour les consommateurs. Pour quelques quartiers de l'Europe, en particulier la région de la Baltique et l'Europe centrale, où les États-Unis entretient des relations solides et amicales, toute décision d'exporter du GNL des États-Unis vers cette région serait accueilli comme un changement radical à leur dépendance en gaz russe potentiel.⁴⁴⁸

Les États-Unis n'est sûrement pas le seul à avoir de grandes réserves de gaz de schiste. Mais pas autant que celle des États-Unis, sept pays européens sont également estimés à avoir d'importantes réserves de gaz de schiste dont la Pologne,

⁴⁴⁵ Maximilian Kuhn et Frank Umbach, "Strategic Perspectives of Unconventional Gas: A Game Changer with Implications for the EU's Energy Security," EUCERS Strategy Paper, King's College London, pp. 8., disponible sur:

<http://www.kcl.ac.uk/sspp/departments/warstudies/research/groups/eucers/strategy-paper-1.pdf>

⁴⁴⁶ Ibid., pp. 13.

⁴⁴⁷ Ibid., pp. 13.

⁴⁴⁸ Ratner & Belkin et. al., op.cit., pp.27.

la France, la Bulgarie, Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne et la Roumanie. La recherche initiale par l'Administration de l'Information de l'Énergie (AIE) américaine a calculé que les réserves de la Pologne varient entre 1,4 et 5,3 mille milliard de mètres cubes de gaz de schiste, couvrant potentiellement jusqu'à 300 ans de la demande intérieure. En Mars 2012, l'Institut Polonais de Géologie a publié de nouvelles estimations concernant les réserves de schiste en Pologne. Dans un scénario, les réserves de schiste en Pologne sont estimées à 346 à 768 milliards de mètres cubes, ce qui est suffisant pour approvisionner le pays à travers 35-65 ans.⁴⁴⁹ Les estimations les plus élevées indiquent que le total des réserves de la Pologne pourrait atteindre 1,9 mille milliard de mètres cubes. Selon l'AIE, la France possède aussi des réserves techniquement récupérables de 5,1 mille milliards de mètres cubes. Dans l'enquête de l'EIA sur les 14 pays européens, la France était la deuxième après la Pologne dans son niveau de gisements de gaz de schiste. Les autres réserves des pays membres varient entre 200 et 1000 milliards de mètres cubes.

Cependant, ils sont plusieurs années derrière les États-Unis dans l'extraction de ressources et la construction des infrastructures pour développer leurs ressources de gaz de schiste. En outre, l'opposition environnementale à l'extraction de schiste est forte dans certaines régions de l'Europe. Par exemple, même si la Pologne et le Royaume-Uni semblent accepter l'exploration du gaz de schiste, en 2011, le gouvernement français a imposé un moratoire sur les forages de schiste en raison de préoccupations liées à son impact potentiel sur l'environnement. Plusieurs licences d'exploration ont depuis été révoquées. Le 14 Septembre 2012, le Président François Hollande a annoncé un maintien de l'interdiction de la fracturation hydraulique en France et a appelé à la révocation de sept demandes de permis pour des opérations de fracturation hydraulique.⁴⁵⁰ En Allemagne, où il y a une très forte opposition locale aux activités de schiste, ExxonMobil a volontairement accepté un moratoire sur ses opérations en attendant une étude d'impact environnementale. Dans l'Union européenne en général, il y a des doutes considérables qu'il y a beaucoup de lacunes graves dans l'environnement réglementaire. En bref, l'opposition basée à l'environnement aux opérations de gaz de schiste se développe au même rythme et le

⁴⁴⁹ Shale Gas Europe-Poland, disponible sur: <http://www.shalegas-europe.eu/en/index.php/resources/shale-opportunities-in-europe/poland>

⁴⁵⁰ Financial Times, "Hollande Rejects Shale Gas Fracking," le 14 Septembre 2012, disponible sur: <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/4c1f55ec-fe5c-11e1-8228-00144feabdc0.html>

débat devient de plus en plus polarisé et même vicieux. Ce débat est coïncidant également avec beaucoup plus de scepticisme à l'égard des niveaux de ressources de gaz de schiste techniquement récupérable.

Bien que la possibilité de l'Europe de développer ses réserves de schiste ne soit pas prévisible dans un proche avenir, les États-Unis est destinée à avoir un impact dramatique sur les marchés de l'énergie. Cependant, le plus grand effet de l'entrée du pays dans les ventes mondiales de GNL peut être sur les prix plutôt que des fournitures. Les États-Unis sont l'un des rares pays ne pas liant le prix du gaz naturel à des prix du pétrole et peut donc encourager la pression de dissocier les deux produits. Une grande partie du gaz naturel vendue dans le monde, par gazoduc ou sous forme de GNL, subit des contrats à long terme et indexés au prix du pétrole. Sur le plan géo-économique et géopolitique, le gaz non-conventionnel a le potentiel de changer la structure de l'industrie beaucoup plus considérablement que prévu, et cela exige une nouvelle mentalité au sein de l'industrie, dont les fournisseurs de gaz classiques comme la Russie, les centres de demande et les personnes impliquées dans le domaine des politiques publiques au sens large. Le gaz non-conventionnel pourrait devenir un enjeu majeur pour les exportateurs traditionnels comme la Russie dans la période entre 2015 et 2030. Ainsi, si les volumes non-conventionnelles sont assez grandes, la Russie sera obligée de prendre des décisions stratégiques sur: (a) la défense de son modèle de marché existant et le système de fixation des prix dans un environnement qui risquerait de rendre la production de gaz non-conventionnel rentable à grande échelle, avec une implication négative pour sa part de marché, ou, (b) la marginalisation de la production de gaz non-conventionnel via la modification des contrats à long terme indexés au pétrole et au principe de "payer ou prendre" en faveur d'un système de tarification plus flexible.⁴⁵¹ Cette dernière option montre que même la menace de la production de gaz non-conventionnel en Europe pourrait conduire à un résultat positif pour les consommateurs européens.

Les producteurs de gaz naturel aux États-Unis sont désireux de tirer parti des différences énormes de prix entre les États-Unis et les marchés étrangers. Les prix américains sont environ 3 \$ par million d'unités thermiques britanniques (BTU métriques), tandis que les prix sont de 11 \$ à 13 \$ mmBTU en Europe et aussi haut

⁴⁵¹ Kuhn et Umbach, op.cit., pp. 9.

que 18 \$ par million de Btu en Asie du Sud-Est. Bien qu'ils soient encore à une capacité limitée, les entreprises américaines ont commencé à signer des accords avec les pays européens pour l'approvisionnement à long terme de GNL. En Mars 2013, Centrica Plc, le plus grand fournisseur d'énergie des ménages au Royaume-Uni, a signé avec Cheniere Energy Partners un contrat de 10 milliard d'euros pour importer du gaz naturel des États-Unis, ce qui lui permettrait d'importer assez du gaz naturel liquéfié pour alimenter 1,8 million de foyers britanniques (2,5 milliards de mètres cubes) chaque année pendant 20 ans.⁴⁵²

4. Les Alternatives Plus Loines: La Méditerranée de l'Est

Les récentes découvertes de gaz naturel en Méditerranée de l'Est par Israël et Chypre peuvent offrir une nouvelle source à l'Europe. Les premières estimations présentent un scénario dans lequel l'Israël et le Chypre pourraient devenir des exportateurs de gaz naturel, avec l'Europe comme le plus grand marché à proximité d'un destinataire probable. Les champs de Tamar et Leviathan récemment découverts ont fait d'Israël une nation capable de fournir une partie importante de sa consommation d'énergie sans dépendance des sources extérieures, telles que le gaz égyptien, qui a déjà été coupée suite à la révolution dans le pays. En Janvier 2009, un consortium des sociétés « Noble Energy, Avner, Delek Drilling, Israemco et Dor » a trouvé un grand gisement de gaz naturel dans le Tamar 1, à environ 90 kilomètres au large de la côte de Haïfa. La structure Tamar contient environ 240 milliards de mètres cubes de gaz, une quantité pouvant assurer la consommation d'énergie de l'Israël au long de nombreuses années. En fin 2010, à la suite d'un forage du Leviathan-1, le consortium a annoncé que ce champ contient des réserves estimées à environ 450 milliards de mètres cubes de gaz.⁴⁵³ En Mars 2013, le pays a commencé à pomper le premier gaz de Tamar au large des côtes israéliennes vers le territoire, quatre ans après sa découverte, pour répondre aux besoins intérieurs.⁴⁵⁴ Avec les

⁴⁵² Guardian, "Centrica unveils £10bn gas supply deal with US to heat up to 1.8m UK homes," le 25 Mars 2013, disponible sur: <http://www.guardian.co.uk/business/2013/mar/25/centrica-10bn-gas-supply-deal>

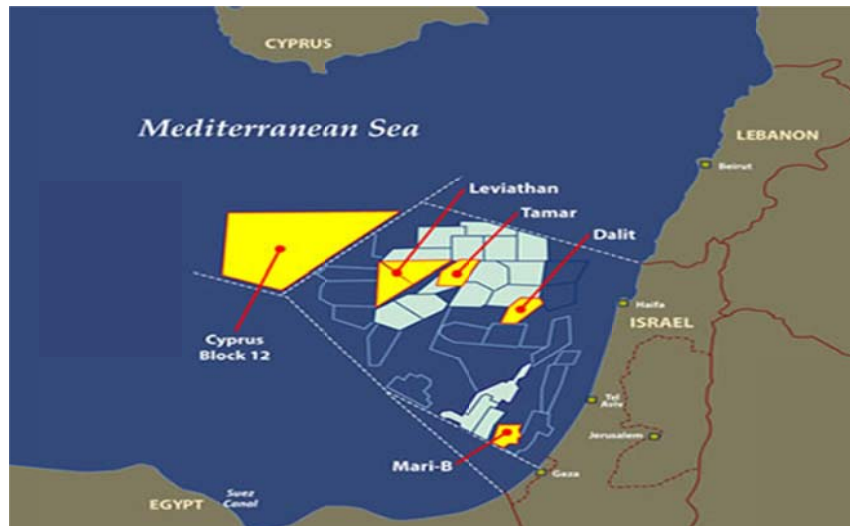
⁴⁵³ Israeli Ministry of Energy and Water Resources, "Petroleum and Natural Gas Prospecting," disponible sur: <http://energy.gov.il/English/Subjects/OilAndGasExploration/Pages/GxmsMniPetroleumAndNaturalGasProspecting.aspx>

⁴⁵⁴ The Times of Israel, "Netanyahu hails 'historic day' as Israel starts pumping gas from major offshore find," le 30 Mars 2013, disponible sur: <http://www.timesofisrael.com/gas-from-tamar-deposit-pumped-into-israeli-market/>

déclarations de la découverte des réserves équivalant à 400 milliards de dollars, Chypre est également apparu comme un nouvel acteur de l'énergie en Méditerranée au cours des trois dernières années. En 2011, Noble Energy a également annoncé une importante découverte dans le bassin Aphrodite au large des côtes de Chypre. Le champ est estimé à 200 milliards de mètres cubes de gaz naturel, qui peut également transformer le pays en exportateur net de gaz naturel au pays de l'UE étant donné qu'il ne consomme pas de gaz pour sa génération d'électricité.⁴⁵⁵

Les voies d'exportation et les modes de transport actuellement à l'étude semblent cependant considérablement coûteux par rapport aux volumes estimés. Une option impliquerait un pipeline sur le fond marin méditerranéen coulant du champ Leviathan d'Israël à Chypre, et ensuite vers la Grèce éventuellement via la Crète, et puis par voie d'un pipeline terrestre destiné à l'Union européenne. Une autre option consisterait liquéfaction du gaz en Israël et/ou à Chypre, l'expédition du produit liquéfié par méthaniers en Grèce pour re-gazéification, et la livraison du produit aux pipelines grecs vers les pays de l'UE. Une troisième option consisterait à exporter du gaz naturel liquéfié (GNL) à partir de ces champs directement vers les pays consommateurs en Méditerranée, ou par le canal de Suez vers l'Asie de l'Est. Ces trois options impliquent des coûts d'expédition élevés pour amener les volumes relativement limités aux marchés où se trouvent d'autres fournisseurs rivaux comme le Qatar en possession des volumes plus considérables ou des coûts moins chers de transport. Cela reste un inconvénient si de nouvelles découvertes en Israël et à Chypre ne dépassent pas l'ampleur des réserves déjà confirmés. Même dans ce cas, les coûts élevés de la construction du gazoduc trans-méditerranéen ou de liquéfaction de gaz nécessiterait l'intégration des volumes de gaz israéliens et chypriotes, afin de générer des exportations aux prix compétitifs. Compte tenu des réserves actuellement déclarés, la viabilité commerciale des exportations internationales de ces projets pourrait être difficile à achever.

⁴⁵⁵ Vladimir Socor, "Cyprus gas project goes ahead," Asia Times, le 11 Mai 2012, disponible sur: http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/NE11Ak01.html



La Carte 6 : Les Champs de Gaz Récemment Découverts en Méditerranée de l’Est
(Source: Natural Gas Europe)

L'option la plus réaliste pour surmonter les problèmes de coûts liés à l'exportation des réserves de la Méditerranée de l'Est serait de transporter de la manière la plus rentable, ça veut dire de pomper le gaz à travers un pipeline en Turquie, où il pourrait être expédié en Europe. Le coût du transport du gaz naturel via un pipeline dans ce pays pourrait être une-cinquième de celle de transport via Chypre qui veut construire une usine cher pour expéditions de GNL en coopération avec l'Israël. L'option de transfert à travers la Turquie conviendrait aussi aux Européens qui a, étant dépourvus des livraisons de gaz à la fin de 2006 en raison de querelles entre la Russie et l'Ukraine, identifié la Turquie comme un point de transit vital pour livraisons. Toutefois, les problèmes politiques israélo-turques et chypriote-turques rendent impossible une telle coopération pour le moment. La Turquie a longtemps mis en garde le gouvernement chypriote grec contre des mesures unilatérales pour extraire du gaz naturel et de pétrole au large de Chypre, en disant que les Chypriotes turcs, qui dirigent leur propre état dans le nord de l'île, ont également le mot à dire sur ces réserves.⁴⁵⁶ Mis à part le champ contesté d'Aphrodite, le grec Chypre, ignorant les appels turcs, a également offert d'autres blocs à une série des entreprises pour forage et d'exploration, en évitant partage de revenus avec les Chypriotes turcs. Quant à l'Israël, ses relations avec la Turquie ne sont pas encore sur la bonne voie malgré la récente excuse par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour le raid 2010 des commandos navales israéliennes

⁴⁵⁶Capital.gr, “Joint energy projects with Greek Cyprus, Israel possible,” le 8 Avril 2013, disponible sur: <http://english.capital.gr/News.asp?id=1769037>

sur le navire Mavi Marmara alors qu'il a essayé à enfreindre le blocus naval de Gaza par Israël pour livrer l'aide, ce qui avait coûté la vie à neuf activistes turcs. Plus de temps est nécessaire pour que les relations améliorent autant que pour discuter des projets d'énergie à grande échelle entre les deux pays. Les fonctionnaires des deux côtés cherchent à tasser les attentes de tout accord énergétique imminent, même si elles confirment qu'une normalisation des relations mettrait la possibilité d'un accord de gaz naturel sur l'agenda bilatéral.⁴⁵⁷

5. Les Possibilités de Diversification

En conséquence, il existe de nombreuses alternatives au gaz naturel russe pour l'Europe à choisir, mais il serait difficile, sinon impossible, pour l'Europe d'envisager de remplacer toutes les importations de gaz naturel russe. Certains pays et les entreprises de l'UE semblent également réticents à changer de façon significative le statu quo. Certains des plus grandes entreprises de gaz naturel de l'Europe ont d'énormes intérêts financiers au maintien des approvisionnements russes et ne voient pas un problème dans la dépendance considérable d'un seul pays. Il est important de garder à l'esprit que la Russie détient non seulement les plus grandes réserves de gaz naturel dans le monde, mais il a déjà une importante infrastructure reliant ses ressources à l'Europe. Un test majeur pour l'UE dans l'élaboration d'une politique énergétique plus cohérente pour l'Europe pourrait être la façon d'équilibrer ces points de vue ci-dessus avec ceux des autres états membres qui sont considérablement dépendants de l'énergie russe et sont préoccupés par l'effet de levier politique que la Russie pourrait exercer sur quelques quartiers de l'Europe si pas d'autres solutions sont adoptées pour atténuer au moins une partie de cette dépendance.

Les réserves de l'Asie centrale et la mer Caspienne offrent la possibilité de réduire le dilemme énergétique de l'UE avec la Russie, en termes de production et de transit de gaz à la fois. Cependant, l'isolement géographique de l'Asie centrale et la mer Caspienne et le manque de gazoducs indépendants de la Russie rendent difficile de renouveler une relation énergétique entre ces états et l'Europe. À cet égard, le

⁴⁵⁷ Joshua Mitnick, "Israel and Turkey Explore Energy Ties," Wall Street Journal, le 26 Mars 2013, disponible sur: <http://online.wsj.com/article/SB10001424127887324105204578382243773388484.html>

principal problème réside dans l'absence d'une stratégie européenne cohérente pour apporter leurs réserves à la consommation des états européens, qui pourrait convaincre les états d'Asie centrale et de la Caspienne sur la fermeté européenne à établir un partenariat énergétique réelle avec eux-mêmes. D'autre part, il convient également de noter qu'une éventuelle implication de l'Europe dans la région présente une situation difficile avec la Russie. Moscou est de plus en plus sensible à l'engagement de l'UE dans le Caucase, alors que le contrôle russe sur la région de la Caspienne détermine directement la dépendance européenne de la Russie,⁴⁵⁸ et que la Russie elle-même dépend aussi de gaz turkmène pour satisfaire son énorme demande d'énergie domestique.⁴⁵⁹ En outre, les pays de la Caspienne et d'Asie centrale font partie d'une région que la Russie considère toujours comme sa sphère d'influence naturelle et où elle veut maintenir un muscle constitutive. Il semble donc que les objectifs énergétiques de la Russie et de l'UE dans la région sont non seulement contradictoires mais presque incompatibles. Dans cet esprit, il faut à nouveau souligner que le gaz de la région ne peut que compléter et réduire, mais pas substituer entièrement les importations de gaz russe vers l'UE.⁴⁶⁰ D'autre part, les efforts excessifs de diversification européennes et déclarations pourraient nuire à la fiabilité perçue de l'UE en tant que consommateur et encourager ainsi une augmentation des tentatives russes de diversifier ses marchés d'exportation dehors de l'UE. Les efforts en Asie centrale et la Caspien demeurent une activité précaire pour l'UE qui essaie de trouver un équilibre difficile entre sa politique énergétique, sa politique de voisinage et son approche à la Russie.

En Afrique du Nord, les transitions gouvernementales en cours en Libye et Egypte sont un facteur clé pour le développement du gaz naturel. En Janvier 2012, l'Égypte a tenu ses premières élections législatives depuis la chute du président Hosni Moubarak, en amenant au pouvoir des Frères musulmans et le nouveau président Mohammed Morsi. Libye a élu un nouveau parlement en Juillet 2012, à la première élection nationale du pays en 50 ans, après l'éviction du gouvernement de Mouammar Kadhafi en 2011. Un nouveau président et le Premier ministre ont pris le pouvoir en Août 2012 et Septembre 2012 respectivement. Le type et la nature des

⁴⁵⁸ Valentina Feklyunina, "The Great Diversification Game: Russia's Vision of the European Union's Energy Projects in the Shared Neighbourhood," *Journal of Contemporary European Research*, vol. 4, no. 2, pp. 131.

⁴⁵⁹ *Ibid.*, pp. 134.

⁴⁶⁰ Aalto, *op.cit.*, pp. 164.

nouveaux gouvernements auront un impact sur le développement du gaz naturel dans chaque pays dont les secteurs énergétiques semblent offrir une source potentielle importante de la croissance économique et de revenus. Les deux pays ont d'importantes ressources de gaz naturel, mais les contraintes politiques ont limité le développement de ces ressources. L'Europe est en mesure d'aider les deux pays à réformer leurs régimes de réglementation régissant l'exploitation du gaz naturel ainsi que l'établissement d'une surveillance par les organisations non-gouvernementales et leurs parlements respectifs. Et les compagnies énergétiques européennes semblent désireuses d'aider à développer les infrastructures d'énergie et de production dans les deux pays. La réorientation des efforts européens de l'Asie centrale vers la région de l'Afrique du Nord, en particulier la Libye et l'Egypte, comme une alternative à l'approvisionnement en gaz naturel russe pourrait améliorer les chances de plus de gaz naturel d'atteindre l'Europe à court terme. Pendant ce temps, de nouvelles découvertes en Méditerranée de l'Est constituent une nouvelle source potentielle de gaz naturel européen. Toutefois, ni Israël, ni Chypre n'a pas d'expérience dans le développement de projets de gaz naturel à grande échelle et ils n'ont aucune stratégie d'exportation financièrement raisonnable pour atteindre les marchés européens, qui sont les deux facteurs difficiles qui entravent les ambitions israéliennes et chypriotes de vendre leurs réserves de gaz vers les marchés internationaux.

À quel point le gaz de schiste va changer le jeu en Europe n'est pas encore clair, et les questions environnementales, dans les quartiers les plus peuplées, vont se jouer comme un facteur clé en ce qui concerne le développement du potentiel de gaz de schiste en Europe. Le gaz de schiste a évidemment changé le marché du gaz naturel en Amérique du Nord et il a déjà eu un effet sur tous les marchés, notamment ceux de l'Europe. Le gaz de schiste a permis aux États-Unis d'éliminer sa dépendance énergétique et, en outre, de réduire la quasi-totalité de ses besoins d'importation de GNL. La combinaison de ce développement avec la récession économique, a entraîné une offre excédentaire sur le marché international du GNL qui a exercé une forte pression à la baisse sur les prix du gaz à travers le monde. Cependant le gaz de schiste en soi n'a pas encore changé l'équilibre général de l'énergie en Europe, et il n'est pas clair si cela va se concrétiser avant 2020, mais il est devenu un changeur de jeu potentiel pour le marché européen du gaz. Pas étonnant que le boom du gaz de schiste américain a déclenché un changement sur la

structure contractuelle gazière basée sur le principe de “payer ou prendre” de longue date de 20 ans qui avaient jusque-là dominé les marchés. Toutefois, il est très tôt pour dire que le secteur du gaz de schiste, qui nécessite beaucoup plus d'investissement et des investissements considérables des usines de liquéfaction et de regazéification, aura un effet dramatique sur les marchés européens de l'énergie. En outre, il est encore difficile de savoir si les prix du gaz naturel aux États-Unis continueront à être si bas lorsque le gaz arrive en Europe, compte tenu que des coûts fixes et de transit vont encore augmenter les prix domestiques de 3-4 \$ US par MBtu au Henry Hub.

Conclusion

Cette thèse a porté sur les relations de l'énergie de l'UE et de son dilemme de la sécurité énergétique avec la Russie. Les efforts de l'UE pour réduire sa dépendance en gaz russe fourni ont été examinés et on a démontré que, conformément à ses origines et des valeurs fondamentales, l'UE accorde une importance centrale à l'institutionnalisation de la relation énergétique l'UE-Russie. En effet, on a souligné que la politique énergétique commune de l'UE est, dans une large mesure, est basée sur l'effort d'exporter les valeurs normatives et politiques de l'Union, afin de créer une concurrence équitable pour toutes les parties concernées. L'approche institutionnaliste de l'UE est toutefois confrontée à une forte opposition de la Russie. Un pays émergent avec sa puissance perdue sur la scène internationale et poursuivant une politique étrangère réaliste, la Russie refuse d'embrasser les valeurs de l'UE et d'aligner sa législation avec les normes européennes. Dans son approche *realpolitik* nécessitant la protection de la souveraineté et des intérêts nationaux à l'avant-garde, il reste peu de chances pour les politiques institutionnalistes et multilatérales promues par l'Union européenne.

Contrairement à la libéralisation préconisée par l'UE, le marché de l'énergie russe est, et restera, sous la réglementation gouvernementale étroite. Cela est dû au fait que les intérêts et les agendas de Gazprom et le gouvernement russe sont étroitement liés. En effet, il a été démontré que la Russie utilise fréquemment l'énergie comme un outil de politique étrangère et instrumentalise Gazprom dans ce domaine. Dans ce contexte, les aspirations géopolitiques de la Russie ont été examinées. Conformément à son approche de sécurité nationale, la Russie cherche à

établir une sphère d'influence sur les pays frontaliers, une politique qui entre en conflit direct avec les intérêts et les politiques de l'UE dans les pays producteurs d'énergie où l'UE cherche à établir de nouvelles relations, mais aussi dans le «voisinage commun» ainsi que dans les états membres l'Europe de l'Est.

Dans le domaine de l'énergie, la position de l'UE vis-à-vis de la Russie semble être faible en raison des intérêts divergents de l'énergie des états membres et de leur poursuite des intérêts nationaux. Au cœur de ce problème est le manque de légitimité de l'UE sur les politiques énergétiques de ses membres. Cette faiblesse est aggravée par une fracture général entre les politiques générales des états membres envers la Russie, variant entre des approches glacées de certains des nouveaux états membres de l'Est aux "relations spéciales" tenus par les trois des "quatre-grands" de l'UE, l'Allemagne, Italie et France. Dans ce respect, il a été affirmé que Moscou profite de cette désunion et poursuit une stratégie de "diviser et régner" basé sur l'établissement de relations bilatérales avec les principaux états membres. À cet égard, les relations russo-allemandes, russo-italiennes et franco-russes, qui sapent ainsi l'UE tout en assurant la dépendance continue européenne du gaz naturel russe, ont été examinés en détail. De nombreux états ne parviennent pas à voir Gazprom comme un outil politique de puissance du gouvernement russe. Dans l'ensemble, la relation énergétique l'UE-Russie a été dépeinte comme une situation où deux approches aux relations internationales entrent en conflit avec l'un et l'autre. Il a été suggéré que l'approche institutionnaliste et la puissance douce de l'Union font face aux difficultés importantes dans le domaine de l'énergie ainsi que dans le contexte plus large de la politique internationale, lorsqu'elle est confrontée à l'utilisation d'une puissance *realpolitik* et dure par la Russie.

Toutefois, afin de comprendre les raisons de réalisme géopolitique de la Russie, il faut se plonger dans la grande transformation que la Russie a connue à travers ses ressources énergétiques à la fin des années 1990 et 2000. Tout au long des années 1990, l'économie russe avait beaucoup souffert de la politique de libéralisation d'El'tsine qui a abouti à un système économique mutant comprenant les principes du marché et étatiques à la fois. La privatisation des entreprises publiques pour les paiements ridicules au milieu des années 1990 a caractérisé la décennie en entraînant le pillage des biens de l'état. La privatisation et la division de

l'industrie de l'énergie ont permis à de nouveaux acteurs économiques à entrer dans le secteur. La décennie a été marquée par l'émergence de nouveaux barons russes de pétrole ou des "oligarques" comme Mikhaïl Khodorkovski de Ioukos, et Boris Berezovsky et Roman Abramovich de Sibneft. Ils n'avaient aucune expérience préalable dans l'industrie pétrolière soviétique, mais avait un accès à des capitaux auprès des banques privées, qu'elles ont détenues et contrôlées, et les connexions politiques proches du gouvernement russe.

Lors de la plupart des années 1990, les nouveaux oligarques énergétiques de la Russie ont structuré leurs opérations de manière à réduire de façon significative les recettes fiscales de l'état et ont déplacés de grandes quantités de capital à l'étranger parce que la production de pétrole en Russie était largement déficitaire. La demande de pétrole a baissé de plus de 40 pour cent entre 1990-1995, en raison de la contraction de l'industrie manufacturière à forte intensité énergétique. Cela a provoqué une surabondance sur le marché intérieur. Les exportations de pétrole avaient été contraintes par les limites de capacité dans l'ancien système de pipeline soviétique. Entre 1988 et 1998, la production pétrolière russe a chuté d'environ 50 pour cent de plus de 11 millions à environ 6 millions de barils par jour - en grande partie en raison d'une forte réduction des activités de forage, et peu ou pas d'investissements dans de nouveaux puits ou dans la technologie pour accroître la récupération des puits appauvri. Il y avait simplement peu d'incitations à produire plus et mieux. Le revirement est venu en 1999-2000 avec le début de la reprise post-crise de l'économie russe. Le facteur le plus important de la reprise a été la hausse des prix du pétrole brut dans le monde à partir d'un minimum d'environ 10 dollars en Décembre 1998 à environ 33 dollars par baril en Septembre 2000. Cela a fourni une injection massive de liquidités dans l'économie nationale. Les prix élevés du pétrole ont également été un facteur majeur dans la promotion de la reprise de l'industrie pétrolière de la Russie, qui avait été affectée par l'effondrement de l'URSS et entré dans une longue période de déclin dans les années 1990. L'infusion soudaine de trésorerie provenant de l'envolée des prix mondiaux du pétrole dans une industrie essentiellement stagnant a changé la structure d'incitation sous-jacente. La hausse des prix du pétrole a augmenté les revenus, même sans augmentation de la production, tandis que la dévaluation de 1998 du rouble avait déjà abaissé de manière significative les coûts des intrants en roubles, y compris la main-d'œuvre pour les

producteurs d'énergie russes. Après 1999, de faibles coûts d'intrants et les prix élevés de l'énergie ont offert la combinaison gagnante. Ils ont donné des compagnies pétrolières russes le capital interne pour améliorer l'efficacité de production, sans perfusions de nouveaux investissements de l'extérieur. À la fin de 2001, la production pétrolière russe a augmenté d'environ 1 million de barils pour s'établir à un peu plus de 7 millions de barils par jour.

L'ascension de Vladimir Poutine au pouvoir a coïncidé avec les années du boom pétrolier qui lui-même fourni les moyens de déplacer la Russie sur la scène internationale une fois de plus. Son accession au pouvoir a marqué le début d'une forte reprise de la Russie et le début d'un processus de placer progressivement le pays au plus haut niveau de la politique internationale. Poutine, le principal architecte de la renaissance de la Russie a vu le potentiel et la valeur stratégique des ressources naturelles dans le renforcement de l'économie russe et sa position internationale plusieurs ans avant qu'il ne devienne président. Dans sa thèse de doctorat en 1997, Poutine a affirmé que, les ressources naturelles, en particulier, les carburants fossiles jouent un rôle essentiel dans le rétablissement de l'économie post-soviétique de la Russie. La croissance économique, à son tour, a été vue par Poutine comme clé pour le pouvoir politique et l'influence dans l'arène internationale. Ainsi, le contrôle du secteur stratégique était, selon Poutine, trop important pour l'intérêt national pour être laissée aux entreprises privées. En conséquence, à l'époque de Poutine au pouvoir, le secteur des ressources naturelles de la Russie a été fortement nationalisé. Le processus de nationalisation faisait partie de la stratégie de Poutine de restaurer les capacités de l'état et de l'indépendance de l'autorité étatique des groupes d'intérêts économiques et de l'effort de reconstruction de l'état central et de mettre en place l'administration présidentielle en tant qu'institution politique dominante en Russie. Ceci, en effet, a conduit à une neutralisation à grand échelle des oligarques de l'énergie qui avaient bénéficié des liens politiques avec l'autorité présidentielle à l'époque d'Eltsine au pouvoir. Des accusations arbitraires ont été proférées contre plusieurs personnalités, surtout Mikhail Khodorkovski de Ioukos, ce qui a conduit à son emprisonnement et la course vers le bas de l'une des plus grandes entreprises en Russie. Cependant, plutôt que de nationaliser les autres sociétés d'énergie directement, le gouvernement russe a doté les hautes directions de ces entreprises des

personnalités de l'entourage du président, ce qui a ainsi permis l'établissement du contrôle sur leur processus décisionnel.

Au cours de l'ère Poutine, en particulier pendant son second mandat, plusieurs qualités de *realpolitik* sont apparues dans la pensée de la politique étrangère russe. En dehors de la renaissance générale de l'influence russe et le pouvoir dans les affaires internationales, l'intérêt articulé plus souvent et clairement de la politique étrangère a été la consolidation d'une sphère d'influence dans le pays de "l'étranger proche", parmi les anciens pays de l'URSS dans le Caucase, l'Asie Centrale ainsi qu'en Europe de l'Est. Et les ressources énergétiques du pays sont apparues comme un outil essentiel pour rétablir l'influence russe sur les pays de l'étranger proche, qui se manifeste principalement en coupure de livraisons ou en augmentation des prix de l'énergie précédemment subventionnés. La naissance de l'énergie russe comme un outil géopolitique et les efforts de la Russie pour saisir des actifs clés de l'énergie dans les pays de transit afin de mettre en place une position de monopole sur les marchés de consommation n'ont jamais été remis en question par le pays de l'UE jusqu'à la crise du gaz russo-ukrainienne qui a porté un coup sérieux à la position de la Russie en tant que fournisseur fiable. En effet, la Russie avait tenté à plusieurs reprises d'utiliser ses ressources comme levier pour forcer la plupart des pays d'Europe centrale et de l'Est, y compris la Lituanie, la Biélorussie, l'Ukraine, la Géorgie, la Moldavie, etc. à accepter les conditions qui leur sont imposées. La crise du gaz de 2006 était un appel au réveil pour l'UE.

Plus conscient de la dépendance absolue des pays de l'UE des approvisionnements énergétiques russes, la Commission européenne a entrepris la formulation d'une stratégie raisonnable vis-à-vis de la Russie afin de soulager la dépendance de la superpuissance énergétique. Suite à la crise, il a doublé ses efforts de mettre en œuvre une stratégie en deux volets qui, d'une part, dans le cadre de l'approche normative institutionnaliste de l'UE, a intensifié les efforts multilatéraux visant la consolidation du marché énergétique de l'UE vis-à-vis Moscou sur le plan interne et à l'exportation de ses propres principes de marché à la Russie sur le plan externe, et, d'autre part, a essayé de diversifier les approvisionnements énergétiques de l'Union par des pipelines à amener des ressources alternatives à celle de la Russie. À cet égard, alors que l'Union a tenté de développer un marché d'électricité et du gaz

totallement libéralisé et compétitif à travers une série de paquets de directives sur l'énergie afin d'exploiter le potentiel considérable du marché intérieur de l'UE pour sa sécurité énergétique et à unifier les états membres contre les agissements monopolistiques de Gazprom sur le plan interne, il a aussi essayé d'exporter ses principes de marché en Russie à travers le Traité sur la Charte de l'Énergie et le Dialogue Énergétique. Cependant, ces efforts n'ont malheureusement pas réussi dans une large mesure en raison du manque de coopération entre les états membres qui tentent de privilégier ses propres intérêts nationaux de l'énergie internes et en raison des actions de la Russie qui entravent lesdits efforts de l'UE.

Pour contrer les efforts de l'UE de briser la domination russe sur les marchés européens, le gouvernement russe a tenté de mettre en œuvre ce qu'on appelle la stratégie de “diviser et régner” en traitant avec ses partenaires au sein de l'Union sur une base bilatérale. Conformément à son point de vue aux relations internationales, la Russie contourne Bruxelles dans ses relations énergétiques avec l'Europe. La préférence russe pour le bilatéralisme a été renforcée par l'incapacité de l'UE à construire une politique commune en matière de sécurité énergétique. La combinaison de l'absence d'une approche cohérente de l'UE et la stratégie de “diviser et régner” ont permis à Moscou de bloquer de façon préventive toutes les tentatives de diversification européennes sous la forme de construction de routes de pipelines alternatifs qui coulent de la Caspienne et de l'Asie centrale directement vers l'Europe. L'exemple le plus poignant de la stratégie russe de contester directement les pipelines planifiés de l'UE a été la tentative de Moscou de torpiller le projet Nabucco qui avait été conçu pour transporter le gaz de la mer Caspienne, en particulier de l'Azerbaïdjan et Turkménistan. Parce que le projet menaçait le monopole de Gazprom sur le continent, Moscou a lancé une vaste campagne à saper le projet et en offrant un autre gazoduc, South Stream, imitant une voie similaire.

Sans doute, la seule alternative aux ressources énergétiques russes ne sont pas les réserves Caspiennes et de l'Asie centrale. Les fournisseurs de longue date de l'énergie de l'UE en Afrique du Nord, comme l'Algérie, l'Égypte et la Libye ou même plus éloignés fournisseurs possibles comme Israël et le Chypre peuvent offrir une opportunité pour les pays de l'UE à briser la domination russe sur les marchés de l'énergie à long terme. Toutefois, à court et à moyen terme, ils sont loins d'avoir un

impact dramatique sur le portefeuille européen de l'énergie en raison des problèmes politiques, sécuritaires et de transit spécifiques que ces fournisseurs expérimentent en ce qui concerne le développement de leurs réserves. Bien qu'il soit aussi loin de remplacer des fournitures russes vers l'Europe, l'essor du gaz de schiste américain a le potentiel de transformer la structure des marchés mondiaux de l'énergie et aussi ceux de l'Europe. La production de GNL récemment croissante des États-Unis et la surabondance de GNL sur les marchés mondiaux ont déjà changé les règles du jeu en forçant les autres fournisseurs internationaux de gaz à baisser les prix de l'énergie. Cependant, l'aspect le plus important du GNL américain n'est pas la surabondance de l'offre sur les marchés mondiaux, mais la nouvelle méthode de tarification qu'il est prévu de mettre en avant, c'est-à-dire, le mécanisme de tarification basée sur les coûts plutôt que des prix du pétrole, ce qui signifie davantage dégroupage des prix du pétrole et du gaz. Néanmoins, en dépit de ses effets récents sur les marchés, il n'est pas clair si le boom du gaz de schiste américain aura un impact transformateur sur le portefeuille de l'énergie européen parce que le boom du gaz de schiste, ce qui nécessite un approfondissement et des investissements considérables tels que des usines de liquéfaction et de regazéification, ne va pas offrir de gaz naturel en Europe aux prix beaucoup plus bas que ceux sur le marché intérieur américain à court et à moyen terme. Par conséquent, bien que les efforts de diversification au cours des dernières années aient le potentiel de réduire le rôle russe minimalement dans les importations de gaz de l'UE, la proximité géographique et la capacité des réserves de gaz conventionnel de la Russie signifient que d'autres importations de gaz ne peuvent que compléter la Russie et de réduire son poids dans une certaine mesure, mais pas la remplacer. Le terme beaucoup utilisé de "ressources alternatives" est donc un peu trompant dans le cadre des relations énergétiques eurasiennes. D'autre part, tandis que la technologie du gaz naturel liquéfié (GNL) permet le transport du gaz à l'échelle mondiale via la mer et pourrait donc compléter le gaz russe avec les importations en provenance d'Amérique du Nord, le GNL est trop coûteux et nécessite une infrastructure spéciale, et n'est donc pas réalisable à grande échelle à l'heure actuelle.

Alors que la politique énergétique politisée et autoritaire de la Russie, et sa division relativement réussie entre les États de l'UE qui lui permet de contourner les principes et les efforts de diversifier les ressources d'énergie peuvent à première vue

dépeindre les relations énergétiques l'UE-Russie comme asymétrique, le marché intérieur de la Russie suggère le contraire en soulignant que la Russie dépend fortement des revenus du marché de l'UE, et sera de même pour un certain temps à l'avenir, ce qui révèle l'interdépendance entre les deux parties. Bien que la Russie possède les plus grandes réserves mondiales de gaz naturel, ses champs de gaz les plus importants en Sibérie occidentale, Yamburg, Urengoy et Medvezhye qui, ensemble, représentent environ 60 % de la production totale de gaz de la Russie, ont commencé à épuiser. Par conséquent, de nouveaux gisements de gaz, en particulier de Chokman au large de la mer arctique de Barents et ceux en péninsule de Yamal doivent être développés tout d'urgence et prises en production. Ceci, cependant, est une entreprise extrêmement coûteuse et difficile, étant donné que ces champs sont situés dans les zones géographiquement difficiles dans l'extrême-Nord, et sont donc hostiles à la technologie et l'équipement, tout en exigeant de longs tronçons de transport par pipeline. Le développement de nouveaux gisements de gaz constituera donc un fardeau financier considérable pour Gazprom. À la lumière de ces perspectives, il ya une préoccupation croissante à savoir que Gazprom sera effectivement en mesure de respecter ses engagements contractuels, tout en satisfaisant la demande intérieure dans le futur. Alors que l'AIE estime que Gazprom doit investir 17 milliards de dollars par an jusqu'en 2030 dans les entreprises d'extraction et de production ainsi que dans la maintenance de l'infrastructure de pipeline actuel à cet effet, certains affirment même que le développement de nouveaux gisements de gaz est impossible, sur la base des ressources financiers de la seule Russie. Ce jugement semble particulièrement plausible lorsque l'on sait que la plupart des autres secteurs de l'économie russes ne sont pas compétitifs au niveau international, et ne peuvent donc pas suffisamment financer le développement du secteur énergétique de la Russie. Ces résultats confirment que la Russie dépend fortement de la demande de l'UE pour maintenir et augmenter la capacité de production de son secteur énergétique et pour moderniser le reste de l'économie. Actuellement, une écrasante majorité de 70% des exportations de gaz russe est destinée à l'UE. La Communauté génère ainsi jusqu'à deux-tiers du salaire annuel de Gazprom, même si elle ne représente qu'un-tiers de sa production totale. À cet égard, il faut noter que Gazprom est d'une énorme importance économique pour le Kremlin: il est l'élément le plus important de la Russie qui gagne les devises fortes, et ses paiements d'impôts représentent un quart des revenus annuels fédéraux de l'état

russe. Par conséquent, bien que l'état russe voie l'énergie comme un outil de politique étrangère dans une perspective réaliste, il a aussi de fortes incitations économiques afin d'éviter les relations énergétiques contradictoires avec l'UE, pour éviter de mettre des fonds publics vitaux en danger.

Alors que Moscou exprime à plusieurs reprises des plans d'exporter plus vers l'Est lorsque la coopération énergétique avec l'UE est mal à l'aise en raison des efforts de restriction de l'UE concernant les investissements en aval russes, son infrastructure de pipeline la relie actuellement à l'Europe. En outre, parce qu'il vaut de nombreuses années de construire les nouveaux réseaux de pipelines qui requièrent d'importants investissements supplémentaires, de nouveaux gazoducs ne seront probablement pas une priorité immédiate pour Gazprom étant donné son défi de l'investissement actuel. D'autre part, les possibilités d'exportations vers les marchés asiatiques, notamment la Chine, semblent encore moins attrayant que vers l'UE, car Pékin n'est à ce jour pas prêt à payer les prix européens. Par conséquent, en dépit de l'existence d'un potentiel de conflit considérable et des intrinsèquement différentes approches à leur relation d'énergie, il semble qu'il n'est guère possible que la Russie remplace l'Europe comme la principale destination des exportations russes de gaz naturel, au moins pendant un certain temps à venir. Il peut donc être conclu que pour la Russie comme pour l'UE, leurs relations énergétiques peuvent être qualifiées de difficiles, mais néanmoins essentielles, et donc il est probable qu'elles resteront liées ensemble pour le meilleur ou pire à court et à moyen terme à l'avenir.

BIBLIOGRAPHIE

LES OUVRAGES

Aalto, P., (ed.), **The EU-Russian Energy Dialogue: Europe's Future Energy Security**, Hampshire: Ashgate, 2008.

Bacon, E. et Wyman, M., **Contemporary Russia**, Palgrave Macmillan, New York, 2006.

Baev, P., **Russian Energy Policy and Military Power**, Londres, Routledge, 2008.

Boehme, D., **EU-Russia Energy Relations: What Chance for Solutions? A Focus on the Natural Gas Sector**, Potsdam: University of Potsdam Press, 2010.

Casarini, N. et Musu, C. (eds.), **European foreign policy in an evolving international system: the road towards convergence**, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2007.

Dasseleer, P., **Gazprom: l'idéalisme européen à l'épreuve du réalisme russe**, Paris: L'Harmattan, 2009.

Filippos Proedrou, **EU Energy Security in the Gas Sector: Evolving Dynamics, Policy Dilemmas and Prospects**, Londres, Ashgate, 2012.

Freeland, C., **Sale of the Century**, Doubleday, Toronto, 2000.

Goldman, M. I., **The Piratization of Russia: Russian Reform Goes Awry**, New York: Routledge, 2003.

Goldman, M. I., **Petrostate: Putin, Power and the New Russia**, Oxford University Press, New York, 2008.

Goldman, M., **Oilopoly: Putin, Power and the Rise of the New Russia**, Londres: One World Publications, 2009.

Grace, J. D., **Russian Oil Supply: Performance and Prospects**, Oxford University Press, 2005.

Kagarlitsky, B., **Russia Under Yeltsin and Putin**, Pluto Press, Londres, 2002.

Keohane, R. O., **After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy**, 2^e édition, Princeton, N.J., Princeton University Press, 2005.

Lucas, E., **The New Cold War: Putin's Russia and the Threat to the West**, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2008.

Monaghan, A., **EU-Russia Relations: Try Again, Fail Again, Fail Better**, Oslo: Norwegian Institute For Defense Studies, 2007.

Nye, J., **Soft Power: the Means to Success in World Politics**, New York, Public Affairs, 2004.

Pami Aalto (ed.) **The EU-Russian Energy Dialogue: Europe's Future Energy Security**, Aldershot, Ashgate, 2008.

Perovic, J. et Ortnung, R.W., et al (eds.) **Russian Energy Power and Foreign Relations: Implications for conflict and cooperation**, London: Routledge, 2009.

Sheffield, J. W., et Sheffield, C. (eds), **Assessment of Hydrogen Energy for Sustainable Developments**, The Netherlands: Springer, 2007.

Wallace, H. et al. (eds.), **Policy-Making in the European Union**, 6^{ième} édition, Oxford: Oxford University Press, 2010.

Waltz, K., **Theory of International Politics**, New York: Random House, 1979.

White, S. et Sakwa, R. et al (eds), **Developments in Russian Politics, London: Palgrave Macmillan**, 2010.

Youngs, R., **Energy Security: Europe's New Foreign Policy Challenge**, London: Routledge, 2009.

LES ARTICLES

Ahrend, R. et Tompson, W., "Unnatural Monopoly: The Endless Wait for Gas Sector Reform in Russia," *Europe-Asia Studies*, Vol. 57, No. 6, Septembre 2005.

Bahgat, G., "Europe's Energy Security: Challenges and Opportunities," *International Affairs* 82 (5), 2006, disponible sur: http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/International%20Affairs/2006/inta_580.pdf

Bahgat, G., "Russia's oil and gas policy", *OPEC Energy Review* Septembre 2010, Vol. 34, No. 3-4, 2010.

Balzer, H., "Vladimir Putin's Academic Writings and Russian Natural Resource Policy," *Problems of Post-Communism* (Janvier/ Février 2006), pp. 48-54.

Baran, Z., "EU Energy Security: Time to End Russian Leverage," *The Washington Quarterly*, No. 30, Vol. 4, 2007.

Barysch, K., "Policy Brief: Russia, Realism and EU unity," *Centre for European Reform*, le 20 Juillet 2007, pp. 5, disponible sur: <http://www.cer.org.uk/publications/archive/policy-brief/2007/russia-realism-and-eu-unity>

Belyi, A., et Klaus, U., "Russia's Gas Exports and Transit Dispute Resolution under the ECT: Missed Opportunities for Gazprom or False Hopes in Europe?", *Journal of Energy & Natural Resources Law*, Vol. 25, No. 3, 2007.

Bilgin, M., "New prospects in the political economy of inner-Caspian hydrocarbons and western energy corridor through Turkey," *Energy Policy*, Vol. 35, (2007): 6383-6394.

Bilgin, M., "Geopolitics of European Natural Gas Demand: Supplies from Russia, Caspian and the Middle East," *Energy Policy*, 37 (11), pp. 4482, disponible sur: <http://ideas.repec.org/a/eee/enepol/v37y2009i11p4482-4492.html>

Buckrell, D. et Dubien, A., "Énergie et politique dans la Russie de Poutine", *Revue Internationale et Stratégique*, 2004/2, no 54, pp. 71-79.

Bochkarev, D., "European Gas Prices: Implications of Gazprom's strategic engagement with Central Asia," *Pipeline&Gas Journal*, Juin 2009, <http://pipelineandgasjournal.com/%E2%80%9Cceuropeen%E2%80%9D-gas-prices-implications-gazprom%E2%80%99s-strategic-engagement-central-asia>, consulté le 11 Mars 2013.

Cafersoy, N., "Rus Jeopolitik Düşüncesinde Misyon Arayışları", dans *Avrasya Dosyası*, Vol: 8, No: 4, Hiver 2002.

Caramenico, G., "Italy-Russia Energy Partnership Deeper Than Berlusconi," *World Politics Review*, le 27 Juin 2011, disponible sur: <http://www.worldpoliticsreview.com/articles/7686/italy-russia-energy-partnership-deeper-than-berlusconi>

Checchi, A et al. "Long-Term Energy Security Risks for Europe: A Sector-Specific Approach", CEPS Working Document, no. 309, Brussels, 2009, pp. 22-24, disponible sur: <http://aei.pitt.edu/10759/1/1785.pdf>

Chow, E. et Hendrix, L., "Central Asia's pipelines: field of dreams and reality," *National Bureau of Asian Research*, NBR special report no 23, Septembre 2010, disponible sur: http://csis.org/files/publication/1009_EChow_LHendrix_CentralAsia.pdf,

Cohen, A., 'Politicized Oil Trade: Russia and its Neighbors', *Heritage Foundation*, disponible sur: <http://www.cfr.org/projects/world/workshop-on-oil-and-political-relationships/pr1594>, consulté le 13 Mars 2013.

Dudek, D. J. et Golub, A. A. "Should Russia increase domestic prices for natural gas?," *Energy Policy*, [Vol. 34, No.13](#), September 2006.

Duffield, J., "Germany and Energy Security in the 2000s: Rise and Fall of a Policy Issue?," *Energy Policy*, No. 37, Vol. 11, 2009.

Durand, C., "Les Privatisations en Russie et la Naissance d'un Capitalisme Oligarchique", *Fondation Gabriel Péri*, Décembre 2005, disponible sur: http://www.gabrielperi.fr/IMG/article_PDF/article_a485.pdf

Ebrahim-zadeh, C., "Dutch Disease: Too much wealth managed unwisely," *Finance and*

Development, Vol: 40, No: 1, Mars 2003, disponible sur:
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2003/03/ebra.htm>

Ellman, M., "Russian Economy Under El'tsin," *Europe-Asia Studies*, Vol. 52, No. 8, 2000, pp. 1417–1432

Feklyunina, V., "The Great Diversification Game: Russia's Vision of the European Union's Energy Projects in the Shared Neighbourhood," *Journal of Contemporary European Research*, No. 4, Vol. 2., 2008.

Finon, D. et Locatelli, C., "Russian and European Gas Interdependence: Could Contractual Trade Channel Geopolitics?", *Energy Policy*, Vol. 36, No. 1, 2008, disponible sur: <http://ideas.repec.org/a/eee/enepol/v36y2008i1p423-442.html>

Gaddy, C. G. et Kuchins, A. C., "Putin's Plan," *Washington Quarterly*, Printemps 2008, pp. 117–129, disponible sur:
<http://csis.org/files/publication/twq08springgaddy.pdf>

Gelman, V., "Russia's crony capitalism: the swing of the pendulum," *Open Democracy*, le 14 Novembre 2011, disponible sur:
<http://www.opendemocracy.net/od-russia/vladimir-gelman/russia%E2%80%99s-crony-capitalism-swing-of-pendulum>

Gerold, D., "Resource Nationalism on the Rise as Russia Mulls Changes to Sakhalin Deals, Subsoil Legislation," *Global Insight*, le 26 Mai 2006, disponible sur:
<http://www.ihs.com/products/global-insight/industry-economic-report.aspx?id=106599314>.

Gidadhubli, R. G., "Yukos Affair: Putin Attacks Russia's Oil Barons," *Economic and Political Weekly*, Vol. 38, No. 47 (Nov. 22-28, 2003), pp. 4949-4952

Goldman, M.I., "Russia's Bleeding Heartland," *Central European Economic Review*, Septembre 1997.

Goldman, M.I., "Putin and the Oligarchs," *Foreign Affairs*, Vol. 83, No. 6 (Nov. - Dec., 2004), pp.33-44.

Grigoryev, Y., "Today or Not Today: Deregulating the Russian Gas Sector," *Energy Policy*, No: 35, le 10 Avril 2006, disponible sur:
<http://www.eisourcebook.org/cms/Deregulating%20the%20Russian%20Gas%20Sector,%20Today%20or%20not%20Today.pdf>

Guriev, S. et Rachinsky, A., "The Role of Oligarchs in Russian Capitalism," *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 19, No. 1 (Hiver, 2005), pp. 131-150.

Hamm, K. et al., "Turkmenistan Natural Gas Outlook 2020: The Chinese Connection," *Columbia School of International and Public Affairs*, 2011, disponible sur:
<http://sipa.columbia.edu/academics/workshops/documents/RANDTheFinalCopyIII.pdf>

Hardt, J. P. et Gold, D. L., “Soviet Gas Pipelines: U.S. Options,” Congressional Research Service, Octobre 1982, disponible sur:
<http://digital.library.unt.edu/ark:/67531/metacrs8790/>

Hazakis, K. et Proedrou, F., “EU-Russia Energy Diplomacy: The Need for an Active Strategic Partnership,” Collège d’Europe, EU Diplomacy Papers, 2/2012, disponible sur: http://aei.pitt.edu/39237/1/edp_4_2012_hazakis_proedrou_0.pdf

Heinrich, A., “Under the Kremlin's Thumb: Does Increased State Control in the Russian Gas Sector Endanger European Energy Security?,” *Europe-Asia Studies*, 2008, 60:9, 1539-1574.

Helm, D., “The Russian Dimension and Europe’s External Energy Policy,” le 3 Septembre 2007, disponible sur:
http://www.dieterhelm.co.uk/sites/default/files/Russian_dimension.pdf

Hill, F. et Fee, F., “Fueling the Future: The Prospects for Russian Oil and Gas,” *Demokratizatsiya*, Vol.10, No. 4, 2002, pp. 462-487, disponible sur:
http://www.brookings.edu/~media/research/files/articles/2002/9/fall%20globalenvironment%20hill/200205_demokratizatsiya.pdf

Hill, F., “Energy Empire: Oil, Gas and Russia’s Revival”, The Foreign Policy Center, Septembre 2004, pp. 11, <http://fpc.org.uk/fsblob/307.pdf>

Hill, F., “Moscow Discovers Soft Power,” *Current History*, Octobre 2006, pp. 341–47, disponible sur:
<http://www.brookings.edu/~media/research/files/articles/2006/10/russia%20hill/20061001>

Hober, K., “Law and Policy in the Russian Oil and Gas Sector,” *Journal of Energy and Natural Resources Law*, 2009.

Hufbauer, G.C., Bagnall, A.E. et al., “Liquified Natural Gas Exports: An Opportunity for America,” Peterson Institute for International Economics, Février 2013, disponible sur: <http://www.iie.com/publications/pb/pb13-6.pdf>

Jaffe, A. M. et Manning, R., “Russia, Energy and the West,” The James A. Baker III Institute for Public Policy of Rice University, le 11 Mai 2001, disponible sur:
<http://www.cfr.org/world/russia-energy-west/p3960>

Jonathan, J.D., “The ‘Resource Curse’: Theory and Evidence”, Real Instituto Elcano, http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/rielcano_eng/Content?WCM_GLOBAL_CONTEXT=/elcano/elcano_in/zonas_in/ari172-2010

Khrushcheva, O., “Controversies of Putin’s Energy Policy: The Problem of Foreign Investment and Long-Term Development of Russia’s Energy Sector,” <http://www.isn.ethz.ch/isn/Digital-Library/Publications/Detail/?lng=en&id=141533>

Kirchner, E. J. et Berk, C., “European Energy Security Co-operation: Between Amity and Enmity,” *Journal of Common Market Studies*, Vol. 48, No. 4, disponible sur: <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1468-5965.2010.02077.x/abstract>

Krysiak, T.F., "Production Sharing Agreements in Putin's Russia", Spero News, le 10 Decembre 2007, disponible sur:
<http://www.speroforum.com/a/12864/Production-Sharing-Agreements-in-Putins-Russia>.

Kuhn, M. et Umbach, F., "Strategic Perspectives of Unconventional Gas: A Game Changer with Implications for the EU's Energy Security," EUCERS Strategy Paper, King's College London, disponible sur:
<http://www.kcl.ac.uk/sspp/departments/warstudies/research/groups/eucers/strategy-paper-1.pdf>

Laaksonen, E., "The Uncertain Future of the Shtokman Gas Field Project in the Barents Sea," Baltic Rim Economics, Bimonthly Review, 2010, disponible sur:
http://www.utu.fi/fi/yksikot/tse/yksikot/PEI/BRE/Documents/BRE_4_2010_web.pdf,

Larrabee, F. S., "Rethinking Russia: Russia, Ukraine, and Central Europe: The Return of Geopolitics" Journal of International Affairs, [Vol. 63, No. 2, printemps/ été 2010](#), disponible sur: <http://jia.sipa.columbia.edu/russia-ukraine-and-central-europe-return-geopolitics>

Light, M., "In search of an identity: Russian foreign policy and the end of ideology," Journal of Communist Studies and Transition Politics, 19:3, 2003.

Light, M., "Russia and the EU: Strategic Partners or Strategic Rivals?," Journal of Common Market Studies, le 6 Août 2008.

Liuhto, K., "Genesis of Economic Nationalism in Russia," Electronic Publications of Pan-European Institute, 2008, disponible sur:
http://www.balticseaweb.com/files/files/publications/pan/2008/Liuhto_32008.pdf, consulté le

Maican, O., "Some Legal Aspects of Energy Security in the Relations Between the EU and Russia," Romanian Journal of European Affairs, Vol. 9, No. 4, 2009, disponible sur:
http://www.ier.ro/documente/rjea_vol9_no4/RJEA_2009_vol_9_no_4_Some_Legal_Aspects_of_Energy_Security_in_the_Relations_between_EU_and_Russia_.pdf, consulté le 23 Février 2013.

McGowan, F., "Can the European Union's Market Liberalism Ensure Energy Security in a Time of 'Economic Nationalism?'," Journal of Contemporary European Research, Vol. 4, No.2, 2008.

Mearsheimer, J.J., "The False Promise of International Institutions," International Security, Vol. 19, No. 3 (Hiver 1994/1995), pp. 5-8, disponible sur:
<http://mearsheimer.uchicago.edu/pdfs/A0021.pdf>

Melvin, N., "The EU Needs a New Central Asia Strategy," International Relations and Security Network, le 7 Mars 2013, disponible sur:
<http://www.isn.ethz.ch/isn/Digital-Library/Articles/Detail/?lng=en&id=158815>

Mohamedi, F., "China: a new model in overseas oil strategy," China.org.cn., le 11 Septembre 2009, disponible sur: http://www.china.org.cn/opinion/2009-09/11/content_18509242.htm

Nies, S., "L'Énergie, L'UE et la Russie," Hérodote, 2010/3, no 138.

Okara, A., "Sovereign Democracy: A New Russian Idea or a PR Project?," Russia in Global Affairs, le 8 Août 2007, disponible sur: http://eng.globalaffairs.ru/number/n_9123

Olcott, M. B., "The Energy Dimension in Russian Global Strategy: Vladimir Putin and the Geopolitics of Oil," Octobre 2004, disponible sur: http://large.stanford.edu/publications/coal/references/baker/studies/pec/docs/PEC_Olcott_10_2004.pdf

Perovic, J. et Orttung, R., "Russia's Energy Policy: Should Europe Worry?," Russian Analytical Digest, No: 18, 2007, disponible sur: <http://www.css.ethz.ch/publications/pdfs/RAD-18.pdf>

Peterson, A., et Barysch, K., "Russia, China and the geopolitics of energy in Central Asia," Center for European Reform, Novembre 2011, disponible sur: <http://www.cer.org.uk/publications/archive/report/2011/russia-china-and-geopolitics-energy-central-asia>,

Pirani, S., "Central Asian and Caspian Gas Production and the Constraints on Export," Oxford Institute for Energy Studies, Decembre 2012, disponible sur: <http://www.oxfordenergy.org/2012/12/central-asian-and-caspian-gas-production-and-the-constraints-on-export/>

Ratner, M. et al., "Europe's Energy Security: Options and Challenges to Natural Gas Supply Diversification," Congressional Research Service, le 15 Mars 2013, disponible sur: <http://www.fas.org/sgp/crs/row/R42405.pdf>

Rumer, E. B., "Russian Foreign Policy Beyond Putin," The International Institute for Strategic Studies, Adelphi Papers 390, Routledge, Londres, 2007.

Sakwa, R., "Surkov: Dark Prince of the Kremlin," Open Democracy, le 7 Avril 2011, disponible sur: <http://www.opendemocracy.net/od-russia/richard-sakwa/surkov-dark-prince-of-kremlin>

Schroder, H. et Bell, C., "El'tsin and the Oligarchs: The Role of Financial Groups in Russian Politics between 1993 and July 1998," Europe-Asia Studies, Vol. 51, No. 6 (Sep., 1999)

Sestanovich, S., "Where does Russia Belong?," The National Interest, le 1 Decembre 2000, disponible sur: <http://nationalinterest.org/article/where-does-russia-belong-629>

Shevtsova, L., "Think Again: Vladimir Putin," Foreign Policy, le 13 Decembre 2007, disponible sur: http://www.foreignpolicy.com/articles/2007/12/13/think_again_vladimir_putin?page=0,1

Smith, K. C., “Russia and European Energy Security: Divide and Dominate,” Washington D.C., Center for Strategic and International Studies, Octobre 2008, disponible sur: http://csis.org/files/media/isis/pubs/081024_smith_russiaeuroenergy_web.pdf

Spanjer, A., “Russian Gas Price Reform and the EU-Russia Gas Relationship: Incentives, Consequences and European Security of Supply,” *Energy Policy*, 35 (5), Mai 2007, disponible sur: <http://media.leidenuniv.nl/legacy/as-2007-1.pdf>

Stent, A. E., “Restoration and Revolution in Putin’s Foreign Policy,” *Europe&Asia Studies*, Vol. 60, No. 6, Août 2008, pp. 1089 – 1106.

Stern, J., “Gas pipeline co-operation between political adversaries: examples from Europe,” Rapport de Chatham House, Janvier 2005, disponible sur: <http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Energy,%20Environment%20and%20Development/jsjan05.pdf>

Stern, J., “The Russian-Ukrainian gas crisis of 2006,” Oxford: Oxford Institute for Energy Studies, le 16 Janvier 2006, disponible sur: <http://www.oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2011/01/Jan2006-RussiaUkraineGasCrisis-JonathanStern.pdf>

Stern, J., “Future Gas Production in Russia: is the lack of investment justified?,” Oxford Institute for Energy Studies, 2009, disponible sur: <http://www.oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2010/11/NG35-FutureGasProductioninRussiaIsTheConcernAboutLackofInvestmentJustified-JonathanStern-2009.pdf>.

Trenin, D., “Russia Redefines itself and its relations with the West,” *Washington Quarterly*, le 1 Mars 2007, disponible sur: <http://carnegieendowment.org/2007/03/01/russia-redefines-itself-and-its-relations-with-west/4mo8>

Umbach, F., “Global Energy Security and the Implications for the EU,” *Energy Policy*, le 6 Mars 2009, disponible sur: <http://www6.carleton.ca/ces/ccms/wp-content/ccms-files/Global-Energy-Security-and-Implications-for-the-EU.pdf>

Umbach, F., “Global energy security and the implications for the EU” *Energy Policy*, Vol. 38, No. 3, 2010.

Westphal, K., “Energy Policy between Multilateral Governance and Geopolitics: Whither Europe?,” vol. 4, 2006, *Internationale Politik und Gesellschaft*.

Woehler, S., “Russian Energy Policy Towards Neighboring Countries,” Congressional Research Service, le 2 Septembre 2009, <http://www.fas.org/sgp/crs/row/RL34261.pdf>

Wolosky, L. S., ‘Putin’s Plutocrat Problem,’ *Foreign Affairs*, Mars/Avril 2000, Vol. 79, No. 2, pp. 18-31

LES SOURCES ÉLECTRONIQUES

Arctic-info, “Shtokman development postponed until 2019,” le 11 février 2013, <http://www.arctic-info.com/News/Page/shtokman-development-postponed-until-2019->,

Arkady Ostrovsky, “Russia May Tighten Foreign Oil Groups’ Access to Reserves”, Financial Times, le 14 Juin 2006, disponible sur: <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/f0c4a2ac-fb41-11da-b4d00000779e2340.html#axzz2OCrZSRzt>

Asia Times, “Russia resumes gas imports from Turkmenistan,” le 6 Janvier 2010, disponible sur: http://www.atimes.com/atimes/Central_Asia/LA06Ag02.html

Auer, J., “EU Energy Policy: High Time for Action!”, Deutsche Bank Research, EU Monitor, no. 44, Frankfurt, pp. 6, le 17 Avril 2007, disponible sur: http://www.dbresearch.com/PROD/DBR_INTERNET_EN-PROD/PROD000000000209060/EU+energy+policy%3A+High+time+for+action!.PDF

Baku Initiative: Strategic Vision for An Enhanced Energy Cooperation, Novembre 2010, disponible sur: http://www.inogate.org/index.php?option=com_content&view=article&id=46&Itemid=72&lang=en#

BBC News, “Yukos-Sibneft merger called off,” le 28 Novembre 2003, disponible sur: <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/3245884.stm>

BBC News, “BP sells TNK-BP share to Russia’s Rosneft,” le 22 Octobre 2012, disponible sur: <http://www.bbc.co.uk/news/business-20030610>

BBC News, “Gazprom faces an EU anti-competition probe,” le 4 Septembre 2012, disponible sur: <http://www.bbc.co.uk/news/business-19482312>

BBC News, “Gazprom to double Georgia charges,” le 2 Novembre 2006, disponible sur: <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/6108950.stm>

BBC News, “Profile: Michael Khodorkovsky,” le 30 Decembre 2010, <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-12082222>

Bloomberg Businessweek, “Gazprom: Russia’s Enron?,” le 17 Février 2002, disponible sur: <http://www.businessweek.com/stories/2002-02-17/gazprom-russias-enron>

Bloomberg News, “Egypt Importing Gas For the First Time,” le 11 Décembre 2011, disponible sur: <http://www.bloomberg.com/news/2012-12-11/egypt-importing-gas-for-first-time-as-exports-disappear.html>

Bloomberg News, “Nabucco Pipeline May Get 5 Billion Dollars from EIB, EBRD, World Bank,” le 6 Septembre 2010, disponible sur: <http://www.bloomberg.com/news/2010-09-06/nabucco-gas-pipeline-to-get-up-to-5-2-billion-from-eib-ebrd-world-bank.html>

Bloomberg News, “Rosneft Wins Yukos Sale to Become Russian Oil Leader”, le 3 Mai 2007, disponible sur:

<http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=aoBvlfNqzYp4>

Bloomberg News, “Turkmenistan South Yoloten Field to Supply Gas to China in 2013,” le 7 Mars 2011, disponible sur: <http://www.bloomberg.com/news/2011-03-07/turkmenistan-south-yoloten-field-to-supply-gas-to-china-in-2013.html>

British Petroleum, “BP Statistical Review of World Energy 2012,” Londres, disponible sur:

<http://www.bp.com/sectionbodycopy.do?categoryId=7500&contentId=7068481>

Bryza, M., “Baltic Energy Security: Today's Historic Opportunity,” International Relations and Security Network, le 31 Octobre 2012, disponible sur:

<http://www.isn.ethz.ch/isn/Digital-Library/Articles/Detail/?id=154125>

Buxton, S., “China Moves for Kazakh Oil,” Forbes, le 10 Octobre 2009, disponible sur: <http://www.forbes.com/2009/10/02/oil-kazakhstan-china-markets-equities-energy.html>

Capital.gr, “Joint energy projects with Greek Cyprus, Israel possible,” le 8 Avril 2013, disponible sur: <http://english.capital.gr/News.asp?id=1769037>

Caspian Pipeline Consortium, “Crude oil shipment volumes from the CPC marine terminal,” <http://www.cpc.ru/EN/shippers/Pages/volumes.aspx>

Center For Eastern Studies, “Kazakhstan and China jointly take over MangistauMunaiGaz,” le 2 Decembre 2009,

<http://www.osw.waw.pl/en/publikacje/eastweek/2009-12-02/kazakhstan-and-china-jointly-take-over-mangistaumunaigaz>

Centre for Eastern Studies, “Russia activates the LNG sector,” le 16 Janvier 2013, disponible sur: <http://www.osw.waw.pl/en/publikacje/eastweek/2013-01-16/russia-activates-lng-sector>

Daily Telegraph, “Gazprom Wins long Kovykta Battle over TNK-BP Gas,” le 2 Mars 2011,

<http://www.telegraph.co.uk/finance/newsbysector/energy/oilandgas/8355472/Gazprom-wins-long-Kovykta-battle-over-TNK-BP-gas.html>

U.S. Energy Information Administration (EIA), “Russia Energy Data, Statistics and Analysis – Oil, Gas, Electricity, Coal,” disponible sur:

<http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=RS>

Emerson, M. & Boonstra, J. et al., “Monitoring EU’s Central Asia Strategy,” Rapport pour le projet de EUCam par CEPS et Fride, le 24 Fevrier 2010, disponible sur: <http://www.fride.org/publication/740/into-eurasia-monitoring-the-eu's-central-asia-strategy-summary>

Emerson, M., “What to do about Gazprom’s Monopoly Power?” Centre for European Policy Studies, Janvier 2006, disponible sur:
<http://www.ceps.eu/files/old/NW/NWatch12.pdf>

Energy Delta Institute, “Algeria-Energy Profile,” disponible sur:
<http://www.energydelta.org/mainmenu/energy-knowledge/country-gas-profiles/algeria>

Euractiv, ‘Collective Putin’ mismanages Russia’s energy sector, le 3 Mai 2012,
<http://www.euractiv.com/general/collective-putin-mismanages-russ-analysis-512448>

Euractiv, “Europe’s southern gas corridor: The great pipeline race”, le 11 Octobre 2010, disponible sur: <http://www.euractiv.com/energy/europes-southern-gas-corridor-great-pipeline-race-links dossier-498558>

Euractiv, “Pipeline politics? Russia and the EU’s battle for energy,” le 11 Septembre 2011, disponible sur: <http://www.euractiv.com/energy/pipeline-politics-russia-eu-battle-energy/article-177579>

Euractiv, “Race Between Nabucco and TAP Pipeline Hots up,” le 31 Janvier 2013, disponible sur: <http://www.euractiv.com/energy/race-nabucco-tap-pipelines-hots-news-517465>

Euractiv, “Russia 'threatening Nabucco', says EU president,” Euractiv, le 27 Janvier 2009, disponible sur: <http://www.euractiv.com/energy/russia-threatening-nabucco-eu-pr-news-221105>

Eurogas, “Long Term Outlook for Gas Demand and Supply 2007-2030,” le 5 Juin 2010, pp. 5, http://www.eurogas.org/uploaded/Eurogas%20LT%20Outlook%202007-2030_Final_251110.pdf.

Europa, “European Union and Turkmenistan strenghten their energy relations with an MoU,” Europa, le 26 Mai 2008, disponible sur: http://europa.eu/rapid/press-release_IP-08-799_en.htm

European Commission, “EU-Russia Energy Relations,” disponible sur:
http://ec.europa.eu/energy/international/russia/russia_en.htm

European Commission, “Green Paper: A European Strategy for Sustainable, Competitive and Secure Energy” COM(2006) 105, disponible sur:
http://www.energy.eu/directives/2006_03_08_gp_document_en.pdf

European Commission, "The EU Energy Policy: Engaging with Partners beyond Our Borders," le 7 Septembre 2011, disponible sur: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0539:FIN:EN:PDF>

European Commission, “Antitrust: la Commission ouvre une procédure à l’encontre de Gazprom,” le 4 Septembre 2012, disponible sur: http://europa.eu/rapid/press-release_IP-12-937_fr.htm

European Commission, “Commission Staff Working Document: 2009-2010 Report on progress in creating the internal gas and electricity market,” le 9 Juin 2011,

disponible sur:

http://ec.europa.eu/energy/gas_electricity/legislation/doc/20100609_internal_market_report_2009_2010.pdf

European Commission, “Common Understanding on the Preparation of the Roadmap of the EU-Russia Energy Cooperation until 2050,” le 24 Février 2011, disponible sur:

http://ec.europa.eu/energy/international/russia/doc/20110224_understanding_roadmap_2050.pdf

European Commission, “DG Competition Report on Energy Sector Inquiry,” le 10 Janvier 2007, disponible sur:

http://ec.europa.eu/competition/sectors/energy/inquiry/full_report_part1.pdf

European Commission, “Energy infrastructure priorities for 2020 and beyond - A Blueprint for an integrated European energy network,” le 17 Novembre 2010, disponible sur:

[http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SPLIT_COM:2010:0677\(01\):FIN:EN:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SPLIT_COM:2010:0677(01):FIN:EN:PDF)

European Commission, “Market Observatory for Energy: Key Figures,” Juin 2011, disponible sur: http://ec.europa.eu/energy/observatory/countries/doc/key_figures.pdf.

European Commission, “Press Releases: The EU and Russia reinforce the early warning mechanism to improve prevention and management in the event of an energy crisis,” le 16 Novembre 2009, disponible sur:

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/09/1718&language=en>

European Commission, “The EU Energy Policy: Engaging with Partners beyond Our Borders,” le 7 Septembre 2011, pp. 8, disponible sur: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0539:FIN:EN:PDF>

European Council, “The EU and Central Asia: Strategy for a new Partnership,” Juin 2007, disponible sur http://eeas.europa.eu/central_asia/index_en.htm

European Union, “Regulation concerning measures to safeguard security of gas supply,” le 20 Octobre 2010, disponible sur: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:295:0001:01:EN:HTML>

Europolitics, “DG Competition Opens Extensive Sector Inquiry,” le 13 Janvier 2005, disponible sur: <http://www.europolitics.info/energy-dg-competition-opens-extensive-sector-inquiry-artr176441-10.html>

Eurostat, “EU Energy Consumption,” Août 2012, disponible sur:

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Consumption_of_energy

Eurostat, “EU Energy Production and Imports,” Août 2012, disponible sur:

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Energy_production_and_imports

Eurostat, “Russia-EU: Basic Statistical Indicators,” Décembre 2011, disponible sur: http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Russia-EU_-_basic_statistical_indicators

Facon, I. et Dubien, A., “Les faux-semblants du partenariat Moscou-Washington,” La Tribune, le 22 Octobre 2003, disponible sur: <http://www.iris-france.org/Tribunes-2003-10-22.php3>

Fernandez, R., “Gazprom into EU Final Markets,” disponible sur: <http://www.usaee.org/usaee2011/submissions/OnlineProceedings/Fernandez-Gazprom%20into%20EU%20Final%20Markets.pdf>

Financial Times, “Hollande Rejects Shale Gas Fracking,” le 14 Septembre 2012, disponible sur: <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/4c1f55ec-fe5c-11e1-8228-00144feabdc0.html>

Financial Times, “Kremlin Shields Gazprom from EU Probe,” le 11 Septembre 2012, disponible sur: <http://www.ft.com/cms/s/0/fcdbe0e4-fc31-11e1-ac0f-00144feabdc0.html#axzz2RhCNsCoK>

Foreign Policy, “The List: The Top Five Global Choke Points,” le 8 Mai 2006, disponible sur: http://www.foreignpolicy.com/articles/2006/05/07/the_list_the_five_top_global_choke_points

Fox News, “Lithuania hits Russia's Gazprom with \$1.9 billion arbitration claim for alleged price-gouging,” le 3 Octobre 2012, disponible sur: <http://www.foxnews.com/world/2012/10/03/lithuania-hits-russia-gazprom-with-1-billion-arbitration-claim-for-alleged/>

Gary Dorsch, “What’s Behind the Crash in Crude Oil and Gold,” Global Money Trends Magazine, le 9 Janvier 2007, disponible sur: <http://www.financialsensearchive.com/fsu/editorials/dorsch/2007/0109.html>

“Gazprom Swallows up Sibneft,” Upstream Online, le 28 Septembre 2006, disponible sur: <http://www.upstreamonline.com/live/article99244.ece>

Gazprom Export, “Sakhalin LNG Exports Reached 4,5 % of Global Market in 2012,” Gas Market News, le 11 Février 2013, disponible sur: <http://www.gazpromexport.ru/en/presscenter/news/827/>

Gazprom Germania, “Company Profile,” disponible sur: <http://www.gazpromgermania.de/en/company/profile.html>

“Gazprom in Figures: 2007-2011 Factbook,” disponible sur: <http://www.gazprom.com/f/posts/51/402390/gazprom-reference-figures-2007-2011-eng.pdf>,

“Gazprom adopts final investment decision for Vladivostok LNG project,” Communiqué de Presse du 21 Février 2013, disponible sur: <http://www.gazprom.com/press/news/2013/february/article156701/>

Gazprom-Export, “Partners: France,” disponible sur:
<http://www.gazpromexport.ru/en/partners/france/>

Gazprom-Export, “Partners: Italy,” disponible sur:
<http://www.gazpromexport.ru/en/partners/italy/>

Geopolitical Mirror, “Turkmen may sue Russia for gas pipe blast,” le 29 Mai 2009, disponible sur: <http://www.geopoliticalmonitor.com/turkmen-may-sue-russia-for-vacuum-bomb-pipe-blast-2208/>

Goodrich, L. et Lanthemann, M., “The Past, Present and Future of Russian Energy Strategy,” Stratfor, le 12 Février 2013, disponible sur:
<http://www.stratfor.com/weekly/past-present-and-future-russian-energy-strategy>

Guardian, “Centrica unveils £10bn gas supply deal with US to heat up to 1.8m UK homes,” le 25 Mars 2013, disponible sur:
<http://www.guardian.co.uk/business/2013/mar/25/centrica-10bn-gas-supply-deal>

Gurt, M., “China extends influence into C.Asia with pipeline,” Reuters, le 14 Decembre 2009, disponible sur:
<http://uk.reuters.com/article/2009/12/14/china-pipeline-idUKSGE5BD0BQ20091214>

Heinrich, A., Kuszniir, J. & Pleines, H., “Foreign Investment and National Interests in the Russian Oil and Gas Industry,” *Post-Communist Economies*, 2002, pp. 495-507

Hurriyet Daily News, “Gazprom’s Price Tariff for Europe Disclosed,” le 4 Février 2013, disponible sur: <http://www.hurriyetaidailynews.com/gazproms-price-tariff-for-europe-disclosed.aspx?pageID=238&nID=40497&NewsCatID=345>

Ibrahimov, R., “Nabucco Pipeline: Increased Actuality, but Inertia in Realization (I),” USAK, le 19 Février 2009, disponible sur:
<http://www.usak.org.tr/EN/makale.asp?id=889>

ICIS, “Nord Stream goes ahead with additional natural gas pipeline strings,” le 8 Octobre 2012, disponible sur:
<http://www.icis.com/heren/articles/2012/10/08/9602069/gas/esgm/nord-stream-goes-ahead-with-additional-natural-gas-pipeline-strings.html>, consulté le 12 Mars 2013.

Index Mundi, “Russian Natural Gas Monthly Price,” disponible sur:
<http://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=russian-natural-gas&months=60>

International Energy Agency, “Key World Energy Statistics 2011,” http://www.iea.org/textbase/nppdf/free/2011/key_world_energy_stats.pdf

International Energy Agency, “World Energy Outlook 2009,” Paris: Organization for Economic Co-operation and Development/International Energy Agency, 2009

International Oil Daily, “Egypt Pushes Ahead with LNG Imports as Domestic Output Falls Short,” le 31 Decembre 2012, disponible sur:

<http://www.energyintel.com/Pages/ArticleSummary/792285/Egypt-Pushes-Ahead-With-LNG-Imports-as-Domestic-Output-Falls-Short>

Investopedia, ‘Dutch Disease,’ disponible sur:
<http://www.investopedia.com/terms/d/dutchdisease.asp>,

Israeli Ministry of Energy and Water Resources, “Petroleum and Natural Gas Prospecting,” disponible sur:
<http://energy.gov.il/English/Subjects/OilAndGasExploration/Pages/GxmsMniPetroleumAndNaturalGasProspecting.aspx>

Kramer, A.E., “Ukraine demands Gazprom cut out middleman,” The New York Times, le 28 Janvier 2008, disponible sur:
<http://www.nytimes.com/2008/01/28/business/worldbusiness/28iht-gazprom.4.9557527.html>

KyivPost, “Naftogaz transfers \$850 million to Gazprom for November gas imports,” le 10 Decembre 2012, <http://www.kyivpost.com/content/ukraine/naftogaz-transfers-850-million-to-gazprom-for-november-gas-imports-317391.html>

l’Article 102 du Traité Sur le Fonctionnement de l’UE: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:083:0047:0200:fr:PDF>

l’Article 194 du Traité de Lisbon, voir: <http://www.lisbon-treaty.org/wcm/the-lisbon-treaty/treaty-on-the-functioning-of-the-european-union-and-comments/part-3-union-policies-and-internal-actions/title-xxi-energy/485-article-194.html>

L’Organisation de la Charte de l’Énergie, Traité de 1994 disponible sur:
<http://www.encharter.org>

La Stratégie de la Sécurité Nationale Russe se trouve sur le site Web du Conseil de la sécurité nationale russe suivant: <http://www.scrf.gov.ru/documents/99.html>
Le Ministère des Affaires Étrangères Française, “La France et la Russie,” disponible sur: <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/russie/la-france-et-la-russie/>

Lee, C., “China’s CNPC says Central Asia gas pipeline capacity to hit 60 bcm by 2015,” Platts, le 31 Aout 2011, disponible sur:
<http://www.platts.com/RSSFeedDetailedNews/RSSFeed/NaturalGas/8288071>

Leonard, M., et Popescu, N., “A Power Audit of EU-Russia Relations,” Londres, European Council of Foreign Relations, Novembre 2007, pp. 14, disponible sur:
http://ecfr.3cdn.net/1ef82b3f011e075853_0fm6bphgw.pdf

Lukoil Company Information, disponible sur:
http://www.lukoil.com/static_6_5id_29_.html

Mbendi Information Services, “Overview- Natural Gas Liquid Extraction in Russian Federation,” disponible sur: http://www.mbendi.com/indy/oil/gas_/as/ru/p0005.htm

Medgaz, “Technical Summary,” disponible sur:
http://www.medgaz.com/medgaz/pages/datos_significativos-eng.htm

Michael Bradshaw, "Sakhalin-II in the Firing Line: State Control, Environmental Impacts and the Future of Foreign Investment in Russia's Oil and Gas Industry," Russian Analytical Digest 08/06, disponible sur:
http://www.geog.le.ac.uk/staff/mjb41/articles/Sakhalin2_in_the_Firing_Line_State.pdf

Mitnick, J., "Israel and Turkey Explore Energy Ties," Wall Street Journal, le 26 Mars 2013, disponible sur:
<http://online.wsj.com/article/SB10001424127887324105204578382243773388484.html>

Moscow Times, "Shell makes Sakhalin offer," le 12 Decembre 2006, disponible sur:
<http://royaldutchshellplc.com/2006/12/11/the-moscow-times-shell-makes-sakhalin-offer/>

Myers, S. L., "Russian Gas Company Plans Steep Price Increase for Georgia," The New York Times, le 3 Novembre 2006, disponible sur:
http://www.nytimes.com/2006/11/03/world/europe/03georgia.html?_r=0

Nadejda M. Victor, "Gazprom: Gas Giant Under Strain," Stanford University, 2008, disponible sur http://pesd.stanford.edu/publications/gazprom_gas_giant_under_strain

Natural Gas Europe, "Final Exam: TAP Versus Nabucco-West", le 4 Février 2013, disponible sur: <http://www.naturalgaseurope.com/al-cook-bp-tap-versus-nabucco-west>

Natural Gas Europe, "Gazprom Finally Bags Beltransgaz," le 26 Novembre 2011, <http://www.naturalgaseurope.com/gazprom-to-buy-belarusian-beltransgaz-3704>,

New Europe, "Bryza: Nabucco West, TAP commercially superior to South Stream," le 28 Fevrier 2013, disponible sur: <http://www.neurope.eu/article/bryza-nabucco-west-tap-commercially-superior-south-stream>

Oil and Gas Eurasia, "Russia's Gazprom Daily Gas Exports to EU Reach Maximum Levels in March," le 29 Mars 2013, disponible sur:
<http://www.oilandgaseurasia.com/news/russia%E2%80%99s-gazprom-daily-gas-exports-eu-reach-maximum-levels-march>

Oil and Gas Eurasia, "Turkmenistan allows China to develop gas field near Uzbekistan," le 20 Juillet 2007, disponible sur:
<http://www.oilandgaseurasia.com/news/turkmenistan-allows-china-develop-gas-field-near-uzbekistan>

People Daily, "Yukos receives default notice of 1-billion-dollar credit", le 5 Juillet 2004, disponible sur:
http://english.peopledaily.com.cn/200407/05/eng20040705_148545.html

Protocole de Transit du TCE voir: <http://www.encharter.org/index.php?id=37>

Renseignements détaillés sur le Dialogue Énergétique l'UE-Russe, disponible sur: http://ec.europa.eu/energy/international/russia/dialogue/dialogue_en.htm

Radio Free Europe, “Russia: Just Who Is Baikalfinansgrup?,” le 20 Décembre 2004, <http://www.rferl.org/content/article/1056507.html>

Reuters, “Baltic states, in EU, fight reliance on Russia gas,” le 5 Juillet 2012, disponible sur: <http://www.reuters.com/article/2012/07/05/energy-baltic-russia-idUSL6E8ETBGU20120705>

Reuters, “China's Hu boosts energy ties with Central Asia,” le 12 Decembre 2009, disponible sur: <http://uk.reuters.com/article/2009/12/12/china-kazakhstan-idUKGEE5BB01D20091212?sp=true>

Reuters, “Putin Rejects Energy Charter Treaty,” le 6 Août 2009, disponible sur: <http://in.reuters.com/article/2009/08/06/russia-energy-charter-idINL639469220090806>

Reuters, “Putin rejects international energy charter,” le 6 Août 2009, disponible sur: <http://in.reuters.com/article/2009/08/06/russia-energy-charter-idINL639469220090806>

Reuters, “Russia Says Egypt Asks for Help with Gas Supplies to Europe,” le 20 Avril 2013, disponible sur: <http://uk.reuters.com/article/2013/04/20/uk-russia-egypt-gas-idUKBRE93J09O20130420>

Ria Novosti, “Gazprom becomes Sakhalin II Majority Shareholder”, le 21 Decembre 2006, disponible sur: <http://en.rian.ru/business/20061221/57530281.html>

Ria Novosti, “Itera to Sell 51% of Sibneftegaz to Gazprombank,” le 29 Juin 2006, disponible sur: <http://en.rian.ru/russia/20060629/50686503.html>

Ria Novosti, “Russia drops second leg of gas pipeline via Belarus,” le 1 Novembre 2007, disponible sur: <http://en.rian.ru/russia/20071101/86223448.html>

Ria Novosti, “Gazprom Faces €10 bln Fine in EU Antitrust Probe,” le 6 Septembre 2012, disponible sur: <http://en.rian.ru/business/20120906/175802106.html>

Ria Novosti, “Gazprom to boost export to EU by 50%,” le 28 Avril 2012, disponible sur: <http://rt.com/business/gazprom-eu-export-plans-213/>

Ria Novosti, “Putin proposes adding ruble to international payment system,” le 10 Juin 2007, disponible sur: <http://en.rian.ru/russia/20070610/67007100.html>

Ria Novosti, “Russia’s Gazprom is ready to buy all of Azerbaijani gas,” le 19 Juin 2010, disponible sur: <http://en.rian.ru/exsoviet/20100619/159493755.html>

Riley, A., “Commission v. Gazprom: The antitrust clash of the decade,” Centre for European Policy Studies, le 31 Octobre 2012, disponible sur: <http://www.ceps.eu/book/commission-v-gazprom-antitrust-clash-decade>

Royal Dutch Shell, “Sakhalin-2: an overview,” disponible sur: <http://www.shell.com/global/aboutshell/our-strategy/major-projects-2/sakhalin/overview.html>

RT, “Gazprom and partners kick off construction of South Stream pipeline,” le 7 Decembre 2012, disponible sur: <http://rt.com/business/russia-south-stream-launch-506/>

Shale Gas Europe-Poland, disponible sur: <http://www.shalegas-europe.eu/en/index.php/resources/shale-opportunities-in-europe/poland>

Smith, K. C., “Russian Energy Pressure Fails to Unite Europe,” CSIS Euro-Focus, le 24 Janvier 2007, <http://csis.org/publication/eurofocus-v13-n1-russian-energy-pressure-fails-unite-europe>

Socor, V., “Cyprus gas project goes ahead,” Asia Times, le 11 Mai 2012, disponible sur: http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/NE11Ak01.html

Socor, V., “Moldova’s Filat Discusses Energy Sector Agreement with Russia’s Putin and Medvedev,” Jamestown Foundation Eurasia Daily Monitor, le 14 Septembre 2012, disponible sur: http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=39844

Socor, V., “Polish Company Acquires Majority Stake in Lithuania’s Oil Sector,” Jamestown Foundation Eurasia Daily Monitor, le 1 Juin 2006, disponible sur: http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=31731

Socor, V., “South Stream; Gazprom’s New Mega-project,” Jamestown Foundation Eurasia Daily Monitor, le 25 Juin 2007, disponible sur: http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=32826

Sofia News Agency, “Bulgaria Makes Europe Top 5 by Gazprom Highest Prices,” le 1 Fevrier 2013, disponible sur: http://www.novinite.com/view_news.php?id=147457

Sofia News Agency, “Russia, Gazprom Must Accept EU Market Rules,” le 14 Septembre 2012, disponible sur: http://www.novinite.com/view_news.php?id=143249

State Department, Bureau of Economic and Business Affairs, “2013 Investment Climate Statement—Algeria,” Fevrier 2013, disponible sur: <http://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2013/204588.htm>.

Stephen Bierman, “Total Buys Stock in Russia’s Novatek, Raising Stake to 15.2%,” Bloomberg News, le 14 Juin 2012, disponible sur: <http://www.bloomberg.com/news/2012-06-14/total-buys-shares-in-russia-s-novatek-increasing-stake-to-15-2-.html>

Stuart Staniford, “Saudi Arabian Oil Declines 8 % in 2006,” The Oil Drum, le 2 Mars 2007, disponible sur: <http://www.theoil Drum.com/node/2325>

Tethra Energy, “Gazprom’s Pricing Practices,” le 6 Fevrier 2013, disponible sur: <http://oilgas.flemingeurope.com/webdata/6/20130206%20-%20Tethra.pdf>

The Guardian, “\$20bn gas project seized by Russia,” le 11 Decembre 2006, disponible sur: <http://www.guardian.co.uk/world/2006/dec/12/business.oil>

The Telegraph, “Russia's once richest man Mikhail Khodorkovsky found guilty of theft and money laundering,” le 27 Decembre 2010, disponible sur: <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/russia/8226723/Russias-once-richest-man-Mikhail-Khodorkovsky-found-guilty-of-theft-and-money-laundering.html>

The Telegraph, “Suez and Gaz de France in £47 bn merger,” le 3 Septembre 2007, disponible sur: <http://www.telegraph.co.uk/finance/markets/2815018/Suez-and-Gaz-de-France-in-47bn-merger.html>

The Times of Israel, “Netanyahu hails ‘historic day’ as Israel starts pumping gas from major offshore find,” le 30 Mars 2013, disponible sur: <http://www.timesofisrael.com/gas-from-tamar-deposit-pumped-into-israeli-market/>

The Wall Street Journal, “EU Opens an Investigation of Russia’s Gazprom,” le 4 Septembre 2012, disponible sur: <http://online.wsj.com/article/SB10000872396390443847404577631470377945202.html>

Torbakov, I., “Lithuanian Refinery Struggling to Stay Afloat Despite Russian Pressure,” Jamestown Foundation Eurasia Daily Monitor, le 18 Aout 2006, disponible sur: http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=31997.

Traité sur la Charte de l’Énergie, disponible sur: <http://www.encharter.org/index.php?id=7>

Transneft: Company Profile, Yahoo Finance, disponible sur: <http://biz.yahoo.com/ic/116/116235.html>

U.S. Natural Gas Exports: New Opportunities, Uncertain Outcomes,” par Michael Ratner, Paul W. Parfomak et Linda Luther, Novembre 2011, disponible sur: <http://www.arcticgas.gov/sites/default/files/articles/772/11-11-4-crs-us-lng-exports.pdf>

UPI News, ‘RWE Surveys Waters in Turkmenistan’, le 20 Août 2012, disponible sur: http://www.upi.com/Business_News/Energy-Resources/2012/08/20/RWE-surveys-waters-in-Turkmenistan/UPI-16141345468537/

Upstream Online, ‘Uzbek joins CNPC in pipeline deal,’ le 14 Avril 2008, disponible sur: <http://www.upstreamonline.com/live/article152400.ece>

Vladimir Putin, “Speech at Expanded Meeting of the State Council on Russia’s Development Strategy through to 2020,” le 8 Fevrier 2008, disponible sur: http://archive.kremlin.ru/eng/speeches/2008/02/08/1137_type82912type82913_159643.shtml

Yergin, D. et Ineson, R., "America's Natural Gas Revolution," le 2 Novembre 2009, disponible sur:

<http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703399204574507440795971268.html>

Youroilandgasnews, "CNPC announces Kenkiyak-Kumkol section of Kazakhstan-China Oil Pipeline becomes operational," le 15 Juillet 2009, disponible sur:

http://www.youroilandgasnews.com/cnpc+announces+kenkiyak-kumkol+section+of+kazakhstan-china+oil+pipeline+becomes+operational_35798.html

CURRICULUM VITAE

Zeynel Kilinc, né en 12.12.1988 à Mersin, a réussi à l'examen d'entrée à l'université avec un degré d'honneur et a étudié à l'Université Bogazici dans le département des études de traduction et interprétariat. Après avoir obtenu son diplôme de baccalauréat en 2010, il a étudié à l'Université Galatasaray pour faire une maîtrise en relations internationales. Il travaille comme un expert adjoint sur l'UE au sein du ministère turque de l'énergie et des ressources naturelles depuis 2010. Il connaît l'anglais, le français et l'arabe.

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite: Galatasaray Üniversitesi

Enstitü: Sosyal Bilimler Enstitüsü

Adı Soyadı: Zeynel KILINÇ

Tez Başlığı: L'instrumentalisation de l'énergie dans la politique étrangère russe et ses effets sur la politique énergétique de l'union européenne/ Rus Dış Politikası'nda Enerjinin Araçsallaşması ve Avrupa Birliği Enerji Politikası'na Etkileri

Savunma Tarihi : 24/06/2013

Danışmanı : Prof. Dr. Mehmet Emin ARDA

JÜRİ ÜYELERİ

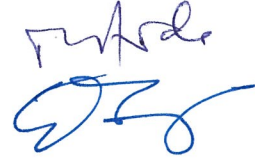
Ünvanı, Adı, Soyadı

Prof. Dr. Mehmet Emin ARDA

Prof. Dr. Ercüment TEZCAN

Doç. Dr. Sevgi İNECİ

İmza



Enstitü Müdürü

Prof. Dr. Sibel YAMAK